

LE 40^e ANNIVERSAIRE DES NATIONS UNIES

M. Reagan propose à l'URSS de régler cinq conflits

Utile ONU

Où M. Roland Dumas a-t-il pu, en pleine crise avec Wellington et Canberra, rencontrer utilement et discrètement ses collègues néo-zélandais et australiens ? Aux Nations unies. Où le secrétaire d'Etat George Shultz prépare-t-il avec son homologue soviétique, M. Edouard Chevardnadze, le prochain sommet Reagan-Gorbatchev de Genève ? C'est à l'ONU qu'il doit revoir, vendredi, le chef de la diplomatie du Kremlin, qu'il y avait déjà rencontré le mois dernier. Où les représentants de l'Algérie et du Maroc, de la Grèce et de la Turquie, d'Israël et de tel pays arabe, du Salvador et du Nicaragua, voire de l'Iran et de l'Irak, ont-ils la possibilité d'engager ou de renouer de discrètes tractations ? Toujours dans le célèbre bâtiment de verre de l'East River.

La session de l'Assemblée générale des Nations unies, qui culmine ce jeudi avec les cérémonies marquant le quarantième anniversaire de l'organisation, confirme la plus solide des traditions « onusiennes » : ses couloirs constituent, davantage encore que sa tribune, le plus commode point de rencontre de la planète. Même si l'on ne devait retenu à son actif que cette fonction, l'entreprise de ceux qui signèrent en 1945 la charte de San-Francisco n'aurait pas été vaine.

Mais il est au moins un autre rôle des Nations unies qui lui a aussi mérité considération. En faisant de sa tribune un forum où tout peut être dit (et l'on n'y manque certes pas), l'ONU a procuré au monde, et en particulier à des Etats auxquels leur modeste importance ne fournissait aucun autre porte-voix de ce type, un exutoire, une soupape de sécurité sans laquelle il n'est pas sûr que certains conflits auraient pu être évités.

On dresse souvent la triste liste des guerres que les Nations unies n'ont pu empêcher. Qui dira jamais celles qui n'ont pas lieu parce que, après avoir fait parler un délégué, on n'a plus jugé indispensable de faire parler la poudre ? Un diplomate relevait avec humour, à l'usage de ceux qui trouvent que l'ONU coûte trop cher, que son budget est inférieur à celui des pompiers de la ville de New-York. A défaut d'éteindre tous les incendies de l'univers, l'Organisation peut se flatter, dans le registre de la prévention des sinistres, d'un bilan qui surprendrait probablement ceux qui doutent de son utilité.

A l'approche de la quarantaine, on lui trouvait souvent non pas les charmes de la maturité mais, déjà, les disgrâces du grand âge. On la disait passablement radoteuse et quasi impotente. Pourtant, cette session anniversaire paraît au contraire avoir été l'occasion d'une prise de conscience générale des mérites de l'ONU et de la nécessité d'en préserver l'existence, quitte à améliorer sérieusement son fonctionnement. Des dizaines et des dizaines de chefs d'Etat et de gouvernement ont fait le voyage de New-York, et il redevient chic de se montrer en ce haut lieu où certaines oppositions deviennent moins automatiques et où la volonté de sauver le système est désormais presque unanime. Ce retour de faveur n'est certes pas suffisant à la paix du monde, mais il lui était à coup sûr nécessaire.

Ce jeudi 24 octobre culminent à New-York les cérémonies célébrant le 40^e anniversaire des Nations unies, en présence de plusieurs dizaines de chefs d'Etat et de gouvernement. Le président Reagan comptait proposer à l'URSS, dans son discours de jeudi, de rechercher la solution de cinq conflits régionaux : Ethiopie, Angola, Afghanistan, Nicaragua et Cambodge.

De notre envoyé spécial

New-York (Nations unies). - M. Ronald Reagan devait déclarer, ce jeudi 24 octobre devant l'Assemblée générale de l'ONU, que l'instauration de relations stables entre les deux super-puissances requerrait qu'aucune d'entre elles ne cherche à étendre son influence dans le monde par la violence ou la subversion. Le président américain devait donc, dans cet esprit, appeler à la solution négociée de cinq grands conflits régionaux - Afghanistan, Angola, Cambodge, Ethiopie et Nicaragua - dont les Etats-Unis imputent le déclenchement à une vague d'expansionnisme soviétique remontant au milieu des années 70.

Cette initiative - sur l'importance de laquelle la Maison Blanche avait attiré l'attention dès mercredi - intervient à moins d'un mois des entretiens qu'auront MM. Reagan et Gorbatchev, les 19 et 20 novembre prochain à Genève. Elle aura également été dévoilée trois heures à peine avant la réunion au sommet des principales puissances occidentales, que le président américain organisait ce même jeudi à New-York, en marge des cérémonies du quarantième anniversaire de l'ONU, sommet où M. Mitterrand, qui n'avait pas apprécié d'apprendre par la presse sa convocation, trois jours avant de recevoir M. Gorbatchev à Paris, sera le seul absent.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 3.)

LA JOURNÉE D'ACTION DE LA CGT

La grève dans le secteur public est moins suivie que prévu

Importante manifestation à Paris

La journée interprofessionnelle d'action de la CGT, ce jeudi 24 octobre, devait toucher surtout le secteur public. Mais tant à la SNCF qu'à la RATP, la grève est, dans la matinée, moins suivie que prévu. Elle l'est

plus à EDF, mais faible aux PTT et... chez Renault.

En revanche, le défilé à Paris rassemblait plus de monde que la manifestation analogue de la CGT en 1980.

On n'a encore jamais entendu la CGT lors d'une grève nationale ou d'une journée interprofessionnelle reconnaître que la mobilisation n'a pas été à la hauteur de ses espérances. Il y a peu de chances pour que cette fois encore M. Krasucki déroge à cette tradition.

Mais, sous réserve de la participation des salariés du secteur privé et de la fonction publique, sur laquelle on ne disposait guère de tendance précise dans la matinée, la CGT risque d'avoir du mal à

rendre crédible un bulletin de victoire.

Le 24 avril 1980, à l'issue de la précédente action interprofessionnelle, M. Krasucki avait lancé : « Cette journée est une incitation à l'audace ».

Par rapport à l'action d'il y a cinq ans et demi, la grève semble avoir été autant suivie à EDF - quant à la baisse de production - davantage à la SNCF, mais moins à la RATP. Mais les perturbations dans le secteur public restaient limitées dans la matinée et n'avaient pas la « puissance » attendue.

Chez Renault, la dernière grève est décidément trop récente pour que les salariés soient nombreux à rempiler, ne serait-ce qu'une journée. La totale abstention du Mans, « pour éviter l'affrontement de rancœurs trop fraîches », est ainsi très significative.

La journée du 24 octobre sera peut-être pour la CGT, soutenue par le seul PC, une « incitation » à la réflexion sur l'efficacité de ce type de « grand-messe ».

M. N.

(Lire nos informations page 32.)

LE SUICIDE EN CORRECTIONNELLE

Des démons et des hommes

Coauteur du livre *Suicide, mode d'emploi*, M. Yves Le Bonniec a été arrêté mercredi 23 octobre à sa sortie d'un procès correctionnel au tribunal de Paris. Il était sous le coup d'un mandat d'amener délivré par un

magistrat de Castres qui instruit la plainte d'un père de famille consécutive à la mort de son fils.

L'audience de mercredi, à Paris, était consacrée à une affaire similaire.

Peut-on être coupable du suicide d'autrui ? Ou n'y a-t-il, autour de la dépouille d'un suicidé, que des innocents aux mains pures et aux yeux rougis ? Ces questions insolubles ont hanté les débats de la seizième chambre correctionnelle de Paris qui avait à juger Yves Le Bonniec, coauteur de *Suicide, mode d'emploi*, livre sulfureux, efficace, contesté, mais livre à succès (plus de 100 000 acheteurs en France, à ce jour), livre traduit en de nombreuses langues, livre maudit mais en vente libre.

C'est par un biais particulier qu'un seul des auteurs se trouvait prévenu et contraint à se défendre pour deux. On ne l'attaquait pas sur le livre mais sur le contenu d'une correspondance échangée avec un lecteur du livre. Un lecteur dont on n'entendrait pas le témoignage car il s'est suicidé. M. Le Bonniec avait à répondre du délit de non-assistance à personne en danger.

Le 2 mars 1983, dans l'appartement d'un professeur parisien, situé dans le 18^e arrondissement, on retrouve le corps de son frère,

Michel Bonnal, âgé de trente-neuf ans. Le défunt a laissé des lettres. A son père, qui réside à Montpellier et chez qui il habite ordinairement, Michel explique : « Je suis malheureusement possédé par le démon, et à cause de cela je suis dangereux pour les autres. » A son frère, dont il savait qu'il s'était absenté pour deux jours, il laisse deux lettres. Dans l'une, il s'excuse pour le dérangement et il a glissé un billet de 50 francs pour... les frais engagés par son bref séjour.

BRUNO FRAPPAT.

(Lire la suite page 12.)

SARTRE, CINQ ANS APRÈS

Le salut par l'œuvre

Sartre est mort il y a cinq ans. D'habitude, c'est le temps du Purgatoire. Pas pour lui. Le voici de nouveau à la « une », qu'il n'a guère quittée. Preuve qu'il dominera le siècle ? Laissons trancher la postérité. Les crabes du futur font bien les choses. Enfin, ils les font, on n'a pas le choix.

Les « jeunes » passent pour des juges de première instance. C'est bien de l'honneur. « Sartre, connais pas ! », leur soufflent les sartraphobes. C'est plus compliqué. Pierre Lepape en a questionné une poignée. Ils aiment bien les critiques littéraires du disparu. Le philosophe et le romancier perdent-ils au change ? Les tirages ne le disent pas. Et si le théâtre est peu joué, ses titres arrivent en tête des ventes. *Huis-clos*, *Les Mains sales*, précèdent *La Nausée* et *Le Mur*. Les Mots ne viennent qu'ensuite, malgré leur juste réputation de chef-d'œuvre.

Et la vie de Sartre, trop suivie pour ce qu'elle eut d'incédent, non ? Là aussi, la nuance s'impose. La première biographie complète que signe Annie Cohen-Solal met à profit le recul de cinq ans. Les écrits intimes de Sartre et des siens n'ont pas épuisé notre curiosité, qui se déplace, gagne en calme.

L'homme qui a régné sur les esprits, de l'après-guerre aux révoltes étudiantes, n'était ni le diable ni le bon Dieu qu'out fait

de lui trois générations en mal de maîtres à penser et à agir. C'était d'abord un enfant prodige programmé pour le génie, un esprit décidé à maîtriser le monde par les livres, une forge à concepts, à images, à mots.

Son magistère sans précédent ni égal par la suite, il l'a voulu, il ne l'a pas usurpé. Et il s'en est puni. Le vertige de créer ne va pas, chez lui, sans son contraire : la haine de soi, visible dans les bouffées antibourgeoises, les engagements contre-nature et à contre-temps, les livres inachevés, les brouilles injustes, les regrets tardifs, l'acquiescement final à ce qui le nie...

L'intellectuel bontoux et teigneux s'efface. L'artiste qu'il n'a pu étouffer grandit à vue d'œil. Pas question d'oublier les bourdes têtues. Mais le forçat de l'imagination, comment ne pas le contempler, ébahi ?

Sartre voulait être un grand homme : il y a réussi. Son rêve suprême : le salut par l'œuvre. Il s'en approchait, vivant. Mort, il continue.

B. POIROT-DELPECH.

(Lire notre dossier « Sartre » dans « Le Monde des livres » pages 13 à 20.)

Le Monde

DES LIVRES

- Sciences humaines : la psychanalyse à l'heure du déclin.
- Romans : Jean-Pierre Millecam, René Swennen, Serge Krebs.
- Lettres étrangères : les voix intérieures de l'Inde.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech.

Pages 13 à 20



Michèle Manceaux

Le voyage en Afrique
de Lara Simpson

L'un des meilleurs, des plus émouvants romans que j'ai lus ces jours-ci.

Claude Mauriac

Le portrait merveilleux d'une femme mûre qui fait enfin quelque chose de sa vie.

Sylvie Genevoix

Madame Figaro

(82 F)

S E U I L

étranger

DIPLOMATIE

LE QUARANTIÈME ANNIVERSAIRE DES NATIONS UNIES

M. Reagan propose à l'URSS de régler cinq conflits

(Suite de la première page.)

Improvvisé en quelques semaines, et fort bref, puisqu'il devait se limiter, en dehors de quelques rencontres bilatérales, à un déjeuner et à un dîner, ce semblait de surcroît pour objet déclaré d'affirmer la cohésion des démocraties occidentales avant la reprise (pour la première fois depuis 1979) d'un dialogue soviéto-américain au niveau le plus élevé. Sauf accident de parcours, les États-Unis devaient ainsi faire endosser par le Canada, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon et la République fédérale d'Allemagne une conception de la recherche d'un nouvel équilibre avec l'URSS dans laquelle la question du contrôle des armements ne serait qu'un aspect des pourparlers à venir entre Washington et Moscou.

Une contre-attaque

Voulant clairement donner le ton à l'avance, M. Reagan et M. Thatcher avaient d'ailleurs fait dire, mercredi, à l'issue d'une conversation de trente minutes, que le sujet des entretiens de Genève devait être « plus large » que le seul problème des armements, sur lequel, il est vrai, l'Union soviétique est aujourd'hui sensiblement plus à l'aise que les États-Unis. Longtemps enfermé dans le mauvais dossier des missiles à moyenne portée dont elle entendait menacer l'Europe occidentale, sans que l'Alliance atlantique ne riposte, l'URSS a en effet trouvé un rôle plus défendable depuis qu'elle propose d'aller vers une réduction de 50 % du niveau des armes nucléaires offensives, en échange de l'abandon par les États-Unis de leur projet de défense antimissile.

Quand bien même les dirigeants américains auraient raison de penser que le développement d'armes antimissiles réduirait effectivement la menace nucléaire et que Moscou veut seulement gagner du temps dans une compétition difficile, le fait est en termes de perception par les opinions publiques au moins, c'est indiscutablement la position soviétique qui est la plus forte, puisqu'elle oppose une proposition séduisante et concrète à un saut dans l'inconnu.

Cette soudaine offensive de M. Reagan sur les conflits régionaux constitue, en ce sens, une contre-attaque. Elle est destinée à riposter aux points marqués depuis deux mois par l'URSS, avec d'autant plus de facilité que la nouveauté de M. Gorbatchev plaie, et que les dirigeants américains sont, eux, divisés entre adversaires et partisans de concessions sur la « guerre des étoiles ».

Plus profondément, pourtant, on assiste là — mais dans le contexte d'une reprise du dialogue avec Moscou — à la résurgence d'une idée de base des néo-conservateurs, pour lesquels le contrôle des armements n'est qu'un artifice s'il ne se fonde pas sur la définition de rapports politiques clairs avec l'URSS. Par une ironie singulière, la lente évolution « centrée » de la politique étrangère de M. Reagan conduit de cette manière à un retour aux sources inattendu, mais très éloigné, aussi, des simples anathèmes d'avant-hier.

Affirmant qu'il prend au sérieux les dernières propositions soviétiques, et souhaite que le sommet de Genève marque un « nouveau départ », le président américain devait, en conséquence, demander que s'ouvrent dans les cinq pays concernés des négociations directes entre les parties en conflit armé sur le terrain. Si cette première étape s'annonçait avec succès, les deux super-puissances devraient, selon lui, entamer elles-mêmes des conversations destinées à soutenir les efforts entrepris, et peut-être aussi à offrir, dans les cas du Cambodge et de l'Afghanistan, leur garantie aux modalités de règlement. L'éventuelle résolution de ces crises devrait, enfin, dans l'esprit de M. Reagan, entraîner une aide financière massive de l'URSS et des États-Unis, afin de réinsérer ces États dans l'économie internationale.

L'Afghanistan, l'Angola, le Cambodge, l'Éthiopie et le Nicaragua étant tous des pays où l'Union soviétique a renforcé son poids, le Kremlin n'aurait a priori aucune raison d'être enthousiasmé par l'appel de M. Reagan. Mais, d'un autre côté, ces progrès de l'influence soviétique se sont révélés, au bout du compte, soit coûteux, soit d'une valeur très relative pour l'URSS, et rien ne dit donc que sa réponse soit totalement négative.

A la Maison Blanche — en l'occurrence installée au Waldorf Astoria — on affirmait en tout cas, mercredi, que Moscou serait d'ores et déjà disposé à ouvrir des négociations sur deux des cinq conflits en question. Et l'on ajoutait qu'il n'était pas exclu qu'à un moment donné, l'URSS ait un rôle à jouer dans la recherche d'un règlement proche-oriental.

Lundi dernier, déjà, en appelant la Jordanie à des pourparlers de paix, M. Shimon Pérès n'avait pas complètement repoussé cette perspective, et il est clair qu'en reconnaissant à l'Union soviétique une influence au Proche-Orient les États-Unis lui feraient une concession de valeur.

Les entretiens de M. Dumas

Le discours de M. Reagan avait donc de bonnes chances d'être le grand moment d'une journée où la concurrence entre les événements sera pourtant sévère. Aussitôt après le président américain, l'Assemblée générale devait entendre successivement les premiers ministres chinois, indien, britannique et néo-zélandais, et les ministres des affaires étrangères soviétique et français. L'après-midi, entre le déjeuner du « sommet » et des rendez-vous avec ses invités, M. Reagan devait recevoir M. Chevènement, qui verra aussi M. Shultz vendredi matin. Le soir, « sommet » à nouveau, tandis que le secrétaire général des Nations unies donnera « son » dîner, en principe après l'adoption — encore incertaine — d'une déclaration solennelle sur le quarantième anniversaire de l'ONU.

Au milieu de tout cela, il y aura encore quelques dizaines de rencontres bilatérales entre chefs d'État ou de gouvernement et d'innombrables conférences de presse. Comme dans tout grand « salon » professionnel, on ne peut pourtant pas tout voir dans cette foire diplomatique sans précédent, et qui se déroule entre la dizaine de blocs séparant les Nations unies du Waldorf Astoria. Bouclé de barrières de bois bleu,

électroniquement surveillé, ce périmètre est devenu un club d'hommes d'État, de journalistes et de politiciens, tous bardés de laissez-passer et de badges, et constamment renfilés par des chiens des brigades antiterroristes. Dans cette folie, le chancelier Kohl a failli se faire écraser par une voiture du cortège de M. Reagan ; M. Dumas a été perdu par ses collaborateurs, et le président américain a eu un sourire retenu mercredi soir à son hôtel au milieu de trois cents autres grands de ce monde (« Enchanté de vous connaître » — « Merci de m'avoir invité »).

A sa demande, le président nicaraguayen a également eu un entretien avec M. Dumas, auquel il a tenté de faire valoir que la récente suspension des libertés dans son pays serait appliquée avec « souplesse » ministère français de réaffirmer que Paris déplorait cette mesure, qui n'aidait pas, a-t-il dit, l'Europe à aider l'économie du Nicaragua.

Après, M. Dumas avait eu l'occasion de s'entretenir avec M. Shultz durant le grand déjeuner offert par M. Perez de Cuellar, mais cette rencontre risque d'être le seul contact franco-américain avant Genève. Absente du sommet où M. Dumas devait reprendre le Concorde, la France l'était d'ailleurs beaucoup aussi du quarantième anniversaire de l'ONU, alors qu'elle avait ardemment souhaité qu'il fût l'occasion d'une venue à New-York des cinq chefs d'État des pays membres permanents du Conseil de sécurité.

Ce projet était tombé à l'eau avec l'annonce de Genève, et M. Mitterrand n'ayant ensuite pas voulu faire le voyage pour ne pas trop ostensiblement boudier le rendez-vous de M. Reagan, Paris s'est trouvé représenté à un niveau moins élevé qu'on l'eût espéré aux Nations unies. Subtile expression diplomatique de cette déception : on s'est soudain souvenu que la Nouvelle-Zélande avait depuis longtemps demandé à « s'exprimer » le 24 octobre, et M. Lange étant premier ministre, il aura eu la parole avant M. Dumas. Pure application des règles protocolaires, bien entendu.

BERNARD GUETTA.

AMÉRIQUES

Argentine

APRÈS L'ARRESTATION PAR DÉCRET DE DOUZE PERSONNES

L'ombre des complots

Correspondance

Buenos-Aires. — L'ombre des complots plane à nouveau sur l'Argentine. A la veille des élections législatives partielles du 3 novembre prochain et à moins de deux mois de la sentence au procès des anciens chefs militaires, la tension politique monte à Buenos-Aires.

Attentats à la bombe contre des militaires et contre des écoles, alertes et menaces anonymes : la vague de violence qui secoue le pays inquiète d'autant plus les Argentins que le souvenir du terrorisme des années 70 est encore frais dans leur mémoire. Le gouvernement l'a bien compris. Mardi 22 octobre, en pleine nuit, il a ordonné, par décret et à la surprise générale, l'arrestation pour soixante jours de douze personnes, six civils et six militaires (le Monde du 24 octobre).

Cette mesure n'a pas paru très démocratique à de nombreux juristes. S'ils ne contestent pas que la Constitution autorise le pouvoir exécutif à ordonner des arrestations sans procès, ils font tout de même remarquer que cette procédure n'est utilisable, si l'on s'en tient à une interprétation stricte, qu'après la proclamation de l'état de siège. Le gouvernement l'a d'ailleurs envisagé. Mais il s'y est refusé pour ne pas accorder à ceux qu'il appelle les « perturbateurs » une importance qu'ils n'ont pas et, surtout, pour ne pas entraver la campagne électorale.

« No pasaran »

« Nous n'avons pas voulu retirer leurs droits à la totalité des Argentins », a expliqué le président Alfonsín. Mais le ministre de l'Intérieur, M. Antonio Troccoli, a prévenu que le gouvernement démocratique ne se laisserait pas faire. « No pasaran » (ils ne passeront pas), a-t-il lancé à l'adresse « des nostalgiques de la violence ». « Si nous ne répondons pas comme nous devons le faire, la démocratie pourrait se trouver menacée ». L'appel à la défense de la démocratie semble être une fois de plus l'argument le plus convaincant d'un gouvernement qui est attaqué sur son point le plus faible :

l'inertie, quand ce n'est pas l'hostilité de ses services de sécurité.

Héritées des juntes, les centrales de renseignements — civiles ou militaires — sont, malgré quelques tentatives d'épuration, encore composées en majorité d'« anciens » peu favorables au régime et dirigées par des éléments fidèles mais incompétents. Une récente perquisition de la police dans une agence de détectives privés de Buenos-Aires, dirigée par le beau-frère de l'un des suspects — l'ex-général Guillermo Suarez Mason — a permis de mettre la main sur tout un arsenal d'armes de guerre, d'uniformes de l'armée et de tracts accusant les Montoneros (ex-guérilla péroniste de gauche) d'être les auteurs des attentats.

Commandant du premier corps d'armée de 1976 à 1979, l'ex-général Suarez Mason a été l'un des organisateurs de la répression dans sa période la plus dure. Dès son accession au pouvoir, M. Alfonsín l'a accusé, au même titre que les chefs des juntes et les principaux responsables militaires de l'époque, de violation des droits de l'homme. Il fut le seul à s'enfuir. Cela lui a valu la liberté mais aussi le mépris de ses pairs, qui l'ont dégradé. De son exil secret — certaines sources affirment qu'il aurait son quartier général à Miami — c'est lui qui, selon des sources proches du gouvernement, serait le cerveau de l'opération. Ancien membre de la Loge maçonnique P-2, il serait, selon ces mêmes sources, commandé par la Mafia et l'Internationale fasciste.

Dans la capitale, peu de gens croient vraiment à l'imminence d'un nouveau coup d'État, mais nombreux sont ceux qui ont peur. Il y a quelques jours, une grenade a été déamorcée dans les toilettes d'un collège de la ville. Il aurait suffi, selon la police, qu'un élève tire la chasse d'eau pour que l'engin explose. Et il y en a eu qui triomphent. Ainsi, M. Hebe de Bonafini, la présidente des mères de la place de Mai. Accusée en termes à peine voilés il y a quelques semaines par M. Alfonsín de vouloir déstabiliser la démocratie, elle répond aujourd'hui : « Qui sont les déstabilisateurs, nous, ou ceux que nous dénonçons ? »

CATHERINE DERIVERY.

Colombie

● Tentative d'assassinat du chef d'état-major de l'armée. — Le général Rafael Samudio, chef d'état-major de l'armée de terre, a été victime d'un attentat en plein centre de Bogotá, le mercredi 23 octobre.

Les assaillants, au nombre de cinq, dont une femme, ont mitraillé son véhicule. Cet attentat a été aussitôt revendiqué par le M19 (Mouvement du 19 avril, extrême gauche).

Le pacte de Varsovie propose un gel des forces classiques de l'URSS et des États-Unis

L'OTAN sceptique

Les dirigeants du pacte de Varsovie, réunis à Sofia, ont publié, mercredi 23 octobre, un catalogue de « propositions de désarmement » comportant une seule idée nouvelle, celle d'un gel des effectifs des forces classiques américaines et soviétiques. Cette mesure, qui concernerait également les troupes stationnées en dehors du territoire national des deux grandes puissances, a soulevé peu d'intérêt à l'OTAN, où elle est jugée, comme les autres propositions formulées par le pacte, « peu sérieuse, irréalisable et sans portée pratique ». Selon un diplomate, il s'agit d'un « nouveau coup de propagande, peu habile, et dont les Soviétiques et leurs alliés ne doivent même pas être dupes eux-mêmes, chacun à l'est comme à l'ouest sachant bien que les choses sérieuses se discutent ailleurs et autrement ». On souligne en particulier à l'OTAN que des négociations sur une « réduction équilibrée » (et non sur un gel) des forces américaines et soviétiques en Europe se poursuivent depuis douze ans à Vienne, et

que l'interdiction des armes chimiques est débattue dans le cadre des négociations sur le désarmement conduites à Genève sous l'égide de l'ONU. D'autre part, les experts de l'OTAN remarquent que la déclaration du pacte de Varsovie n'apporte pas de précision concrète sur les propositions formulées à Paris par M. Gorbatchev, qui avait envisagé une négociation séparée sur les euro-missiles.

La réunion du comité consultatif du pacte de Varsovie (la plus haute instance de l'alliance, puisqu'elle réunit les chefs de la partie de tout le bloc soviétique) a été marquée cette fois par une nouveauté : une conférence de presse, donnée par des porte-parole et ouverte à la presse occidentale, ce qui témoignait d'un souci nouveau de toucher l'opinion. Le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a prolongé son séjour à Sofia pour une visite officielle en Bulgarie — la première visite d'un dirigeant suprême soviétique dans ce pays depuis six ans. — (AFP)

Les principales « propositions » du bloc soviétique

Gel, à partir de janvier 1986, des forces armées conventionnelles de l'URSS et des États-Unis, y compris pour les forces stationnées hors de leur territoire.

Arrêt de toute activité de développement, d'essai et de déploiement d'armes spatiales offensives, y compris les systèmes antimissiles ; arrêt du déploiement de missiles nucléaires à moyenne portée en Europe sans attendre les résultats des négociations de Genève sur les armes spatiales ; pas de déploiement d'armes nucléaires dans les pays qui n'en possèdent pas encore ; interdiction de destruction des armes chimiques ; création de zones d'armement en Europe centrale, du Nord et des Balkans ; création en Europe centrale d'une zone sans armes chimiques.

Soulignant que le pacte de Varsovie avait déjà fait en trente ans « plus de cent propositions importantes de paix », M. Ganev, porte-parole bulgare, a accusé les États-

Unis de n'avoir fait « aucune proposition sérieuse » jusqu'à maintenant. « C'est au tour des États-Unis de suivre l'exemple soviétique et de prendre des mesures constructives » dans le domaine du désarmement, a-t-il ajouté.

Pour sa part M. Lomeiko, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a formellement démenti les accusations du secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger, selon lesquelles l'URSS déploierait de nouvelles missiles SS-25 en violation des accords SALT-2 (le Monde du 23 octobre). « Ces accusations ont pour objectif de détourner l'attention des propositions de désarmement de M. Gorbatchev », a affirmé M. Lomeiko avant d'ajouter que la rencontre Reagan-Gorbatchev « est la chance de l'espérance, ceux qui essaient de déstabiliser le sens de notre politique, veulent liquider cet espoir ». — (AFP)

Au secours de la dette bolivienne

De notre envoyé spécial

New-York (Nations unies). — On avait déjà souvent vu l'ONU intervenir dans des situations de conflit armé ou de catastrophes naturelles, mais jamais encore pour tenter de sauver un pays du naufrage financier.

C'est désormais chose faite : le secrétaire général de l'Organisation, M. Perez de Cuellar, a pris, il y a quelques jours, l'initiative d'appeler à la création d'un fonds d'urgence de 150 millions de dollars en faveur de la Bolivie.

Si la misère et l'endettement sont la norme dans de nombreux pays du tiers-monde et d'Amérique latine en particulier, la Bolivie détiendrait en effet un record mondial avec un taux annuel d'inflation de 5 300 %, qui aurait pu atteindre le niveau surréaliste des 45 000 % sans l'austérité imposée l'été dernier par le nouveau gouvernement de M. Paz Estenssoro.

Le seul service de la dette bolivienne (804 millions de dollars) est supérieur à la valeur to-

tale des exportations (780 millions), alors que les importations s'élevaient à 520 millions. « Les caisses sont vides », constate, sans autre précaution diplomatique, un aide-mémoire de l'ONU, et l'espérance de vie est la plus basse d'Amérique latine. Dans les campagnes, plus de la moitié des enfants souffrent de malnutrition.

A peine sortie de dix-huit ans de dictature militaire, la Bolivie est ainsi menacée de faillite, mais aussi d'un nouvel effondrement de la démocratie, au risque, si on en arrivait là, d'une nouvelle guerre civile éclatant aux frontières du Brésil, de l'Argentine, du Paraguay et du Pérou.

Personne n'aurait intérêt à laisser naître une telle crise, explique, pour plaider son dossier dans les couloirs de l'ONU, le vice-président bolivien, M. Julio Garret. Mais presque personne non plus ne s'est encore précipité pour répondre à l'appel de M. Perez de Cuellar.

B. G.

La charte article par article

Sous la direction de MM. Jean-Pierre Cot, ancien ministre, professeur à l'université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), et Alain Pellet, professeur à l'université Paris-Nord et à l'Institut d'études politiques, les Éditions Economica et Bruylant publient à l'occasion du quarantième anniversaire des Nations unies une analyse, article par article, de leur charte.

Étude considérable — elle n'occupe pas moins de 1554 pages — qui permet, sous la signature d'éminents juristes et autres spécialistes français et étrangers du fonctionnement des organisations internationales, d'entrer dans le détail non seulement des dispositions du texte fondamental signé en 1945 à San Francisco, mais aussi des commentaires auxquels chacune d'entre elles

peut donner lieu, et de l'application qui en a été faite au cours des quatre décennies d'existence de l'ONU.

De très nombreuses indications bibliographiques sont également fournies, ainsi qu'une chronologie détaillée et un index de la jurisprudence, qui achèvent de faire de cette somme juridique, non certes un ouvrage susceptible de faire découvrir au grand public les rouages d'un système paradoxalement méconnu, mais un instrument de travail irremplaçable pour tous ceux qui, à un titre ou à un autre, s'intéressent de près à l'activité des Nations unies.

★ La Charte des Nations unies, commentaire article par article (préface de Javier Perez de Cuellar). Ed. Economica (Paris) et Bruylant (Bruxelles). 280 F.

Une voix claire et forte que l'on ne peut ignorer.



KONRAD LORENZ

L'HOMME EN PERIL

Les perspectives de l'humanité sont aujourd'hui des plus sombres. Elle va certainement commettre un suicide. Mais rares sont ceux qui considèrent cette destruction de l'humain comme une maladie. Causes et remèdes possibles forment le thème de ce nouveau livre de Lorenz. 240 pages, 85 F.

Flammarion

AMÉRIQUES

PORTRAIT D'UN PRÉSIDENT

Une force de la nature

Il ne court pas, il galope. Au sens propre. A Puno, sur les rives du lac Titicaca, il entraîne son entourage essouffé au pas de charge. Il fait huit heures de piste en voiture depuis Sucre pour visiter le chantier de la mine de cuivre de Tintaya, à 4 300 mètres d'altitude. A Juliaca, il plonge dans la foule des rudes paysans quechua qui écoutent ce jeune homme de trente-six ans leur dire : « Des actes, pas de discours. Vous aurez l'électricité. »

A Cuzco, il convoque un conseil des ministres extraordinaire. A 6 heures du matin, Pilar, sa femme, doit le tirer par la manche pour qu'il aille se coucher. A 8 heures du matin, il est dans l'avion présidentiel qui le ramène à Lima. Fraîs comme un gardon. Les ministres, les traits tirés, somnolent. Lui, lit la presse. Elle annonce 85 % d'indices de satisfaction pour l'action de son gouvernement après quarante-cinq jours de pouvoir. Un record. Il a été élu en avril avec environ 50 % des voix. Alan Garcia fait la moue. « C'est trop. Quand ça retombera, la différence sera trop sensible. »

Lune de miel

Ce n'est pas l'état de grâce, c'est la lune de miel. Il séduit. Dans les hameaux perdus des Andes, la foule crasseuse en poncho et sandales a dans les yeux une folle lueur d'espoir. A Lima, sur la place d'armes, devant le palais du gouvernement, quarante mille chômeurs l'écoutent avec ferveur. « La CGTP est avec toi, Alan ! » Une banderole indigne : celle de la puissante centrale syndicale communiste. A Cuzco, il annonce la décentralisation administrative et financière et la mise en place des micro-régions. Le maire de la ville, de gauche, dit : « Ce type est formidable. » Et il lui offre - insigne honneur réservé jusqu'alors au pape Jean-Paul II - le bâton de commandement, avec pommeau d'argent. Le symbole de l'Inca.

L'Eglise est pour lui, l'armée romaine, bien qu'elle ait peu apprécié, le 28 juillet, la cérémonie nouvelle et imposée par le jeune président de soumission

totalement au pouvoir civil. Mais elle est satisfaite des prises de position d'un nationalisme intransigeant. Alfonso Barrantes, le maire de Lima, leader de la Gauche unie, et qui fut son principal adversaire pendant la campagne électorale, dîne avec lui, bavardes pendant quatre heures. Sourires et abrazos : dans le poche.

Seules quelques rares voix, à droite, proches de l'ancien président Belaunde Terry, émettent des réserves sèches : « Mussolini aussi avait 85 % du peuple avec lui », et scrutent à la loupe les possibles entorses à la Constitution.

Ca ne durera pas. Il le sait. Ce grand gosse heureux est lucide. Il veut aller vite, frapper les imaginations. « Ou est-ce que je pourrais bien faire aux Nations unies, le 23 septembre, pour que mon discours ait plus d'impact ? » Il pose la question avec un sourire de potache. Il savait déjà qu'il contraindrait son allocution, très attendue, sur trois thèmes - les trois D : la dette, le désarmement, la drogue.

Il a une idée par jour. C'est un chef d'Etat qui est resté universitaire. Il prend des notes, écoute, rature, souligne, encadre. Il n'a pas oublié la Sorbonne, où il a passé deux ans. Il est un peu l'héritier de ce mai 68 qu'il n'a pas connu. Avec lui, l'imagination est au pouvoir à Lima. Tribun doué, il demande à la foule : « Êtes-vous d'accord pour chasser les juges corrompus ? » Oui, bien sûr. Démocratie directe ? L'idée et la démarche ne lui déplaisent pas.

Bourricaud, son professeur français, lui a offert le Prince, de Machiavel. Mais son vrai modèle, c'est de Gaulle. Il a les yeux passionnément fixés sur son Pérou. Mais il pense aussi à l'Amérique latine et au tiers-monde. Il a de l'appétit, un grand coffre, de l'ambition. Il est compétent, dynamique, autoritaire. Et « macho ». Au balcon du palais, d'où il a pris l'habitude de s'adresser à la foule, il écarte sa veste comme un torero pour montrer ses chemises. Pas de gilet pare-balles. Pour réussir au Pérou, il faut être « macho ». Et avoir beaucoup de chance.

M. N.

Avec Alan Garcia face au Pérou oublié

Méditations sur

De notre envoyé spécial

Cuzco. - Un rayon de soleil levant éclabousse le dôme neigeux de la Veronica, l'un des glaciers qui servent de toit de fond au cirque grandiose du Machu Picchu. En face, les pitons recouverts d'une dense toison tropicale se chevauchent à l'infini. Pas une âme, pas une fumée, pas un signe de vie : la nature primitive ; 500 mètres plus bas, le torrent de l'Urubamba gronde, s'engouffrant autour de la falaise verticale du Huayna Picchu, resurgit à droite, vers le glacier du Salcantay dominant d'autres lignes de crête désertes, ocre, sauvages.

Entre cordillères des Andes et contreforts amazoniens, les ruines les plus fascinantes et les plus mystérieuses de la civilisation inca : des murailles épaisses, des escaliers de pierre patinée, des tours que l'on imagine peuplées de soldats aux aguets, des demeures que l'on restaure, les coiffant d'un toit de chaume, des dalles rocheuses de plusieurs tonnes, des cimetières que l'on fouille, des niches exiguës que l'on appelle prisons, des terrasses, des centaines de terrasses, vides, parfaitement taillées dans la pente abrupte et qui furent autrefois cultivées. Et tout en haut des ruines du Machu Picchu, au sommet du temple, la pierre étrange de l'Intihuatana, comme un doigt impérial tourné vers l'est, vers le Soleil-dieu.

Un cadran solaire ? Peut-être. L'architecte qui accompagne Alan Garcia, sa femme Pilar et quelques amis a répondu à tout. Il confesse cependant que l'on sait encore peu de choses sur le Machu Picchu. Une forteresse inca ? Sûrement pas. Le site est inexpugnable. Les Espagnols, en quatre siècles d'occupation, ne l'ont jamais découvert. Les ruines ont été mises au jour, par hasard, par Hiram Bingham en 1911 seulement. Depuis, on cherche. La cité perdue garde ses secrets. Mais d'autres « villes » incas dorment sans doute, cachées dans cette jungle épaisse, verte, impénétrable, qui cerne le Machu Picchu, et où somnolent des bushmasters venimeux. Comment les trouver ?

Persuader les Indiens...

Le chef du chantier, responsable de la restauration, fait la moue, hoche la tête vers cette immensité de printemps du monde. Pas facile, bien sûr. « Il y a sûrement d'autres sites », dit Alan Garcia, qui prend son premier jour de détente relative depuis sa prise de pouvoir, le 28 juillet. On s'attend qu'il ajoute : « Il faut les trouver... ». Depuis deux mois et demi, il donne dix ordres par jour, promulgue des décrets, houspille ses ministres, dort quelques heures par nuit, voyage aux quatre coins du Pérou. Mais il ne dit rien. Il tient Pilar par la main.

C'est une chaude matinée qui commence, sans touristes. Le premier train venant de Cuzco n'arrive qu'à 9 heures. La petite troupe présidentielle a passé la nuit dans le nouvel hôtel, près des ruines. Miracle. Du site, on ne le voit pas. C'est une chaude matinée, avec des odeurs d'herbes étranges, le silence seulement troublé par la rumeur de l'Urubamba. Un cadre paisible, symbolique, adéquat pour méditer sur le passé indien du Pérou, et sur les tâches d'aujourd'hui et de demain.

Dix millions d'Indiens vivaient dans les Andes à l'époque de la domination inca. Un empire policé, structuré, hiérarchisé, religieux, très organisé. Avec des routes empierrées qui sillonnaient les quatre provinces du Tinku-tantsuyu, où l'on voit aujourd'hui des Indiennes courbées, le rouet à la main, filer, tête basse, en traînant un lama rétif. Avec des ouvriers esclaves qui ont transporté - comment ? - ces blocs de granit assemblés en murailles dominent le Cuzco à Sacsayhuaman, ou l'Urubamba à Ollantambo. Avec ces fameuses cultures en terrasses, parfaites, intactes, mais abandonnées, et qui fascinent manifestement le président péruvien. Il y revient sans cesse, les montre du doigt, explique que, persuadant les paysans misérables de les travailler de nouveau, on pourrait commencer de lutter contre le terrible fléau de la sous-nutrition. « Dans le

seul département de Puno, dit-il, on compte 1,5 million d'hectares de terrasses non utilisées... » C'est vrai.

De l'Intihuatana, on distingue aussi ces marches géantes et vertes d'un gazon tendre, délimitées par de solides murets en pierre. Ce qu'on croit être une salle de torture, au Machu Picchu, suggère que la règle de l'Inca n'était pas toute tendresse et que cette théocratie, théoriquement « socialiste », avait la main ferme. Un bonheur obligé qui a duré quatre siècles. Mais on sait au moins que l'on ne mourait pas de faim dans l'empire de l'Inca. Cette civilisation devait aussi avoir ses failles, puisqu'elle a succombé devant une poignée d'Espagnols à cheval, audacieux et brutaux, mais inférieurs en nombre. Un exploit.

Le Pérou colonial, créole, puis républicain en a été si longtemps stupéfait et admiratif qu'il a méprisé ses Indiens. Le squelette de Pizarro est conservé dans la cathédrale de Lima, sur la place d'armes. Aucune statue de l'Inca n'orne une place de la capitale péruvienne. C'est un signe. Les derniers empereurs aztèques sont à la place d'honneur sur le Paso de la Reforma à Mexico. Même à Cuzco, l'ancien nombril du monde, la capitale de l'empire inca, on cherche en vain un musée précolombien digne de ce nom. Oubli fâcheux et révélateur.

CHEZ RENAULT DU 24 AU 28 OCT.

15000 VOITURES A MOINS DE 25000F

MAINTENANT OU JAMAIS

Crédit total 48 mois au TEG de 24,30% sur tous les véhicules d'occasion Garantie Or et Série Privilège de 3 ans ou moins. Ex.: montant financé 35 000 F - 48 échéances de 1146,87 F. Coût total à crédit 55049,76F. Sous réserve

**CREDIT
TOTAL**

d'acceptation du dossier par DIAC S.A. au capital de 350 000 000 F - RC Paris B 542 062 435 - 51-53, Champs-Élysées - Paris 8.
Crédit total 36 mois au TEG de 24,30% sur toutes les autres occasions.



OCCASIONS RENAULT

L'ÉVÉNEMENT
L'ÉPURA
Police • Économie
l'annuaire
l'opposi
de r
des
UN DOC
Document :
Santage : les Fr
Interview :
Chapac/Fabius

هتد اوت الا ملة

هناك ان العمل

AMÉRIQUES

Au pouvoir depuis le 28 juillet, le jeune président péruvien Alan Garcia a dit non au FMI, déclaré la guerre aux trafiquants de drogue, stoppé l'inflation, limogé des généraux, nettoyé une police corrompue.

Sa cote de popularité est au plus haut.

Mais son objectif prioritaire est de reconquérir les populations marginalisées et oubliées des Andes, où le Sentier lumineux étend son emprise.

Il vient de parcourir la sierra du sud, de Puno à Cuzco.

Notre envoyé spécial l'a accompagné.

le Machu Picchu

L'Indien, lui, n'a pas oublié. Il descend de cette autre poignée d'hommes esclaves, humiliés, exploités, assignés à blanc par les conquérants, qui exigeaient en

dant des siècles de l'Altiplano andin. Leur soumission et leur silence ne sont qu'apparence, illusion. L'insurrection armée du Sentier lumineux n'aurait pas

Relancer l'agriculture traditionnelle andine, favoriser et financer une multitude de petits projets de développement « à dimension humaine », créer des micro-régions disposant de ressources et de crédits particuliers, amener l'eau potable, l'électricité, la santé, l'éducation à des millions d'hommes et de femmes vivant dans des conditions le plus souvent encore infra-humaines : autant de tâches qui paraissent simples, mais se heurtent aux pesanteurs bureaucratiques, à l'inertie des traditions et du laisser-faire, et à cette contradiction des notables : ils fustigent volontiers le centralisme liménien, mais en attendent, en dernier recours, des crédits et des directives. Par habitude.

Plébiscité dans le « trapèze andin »

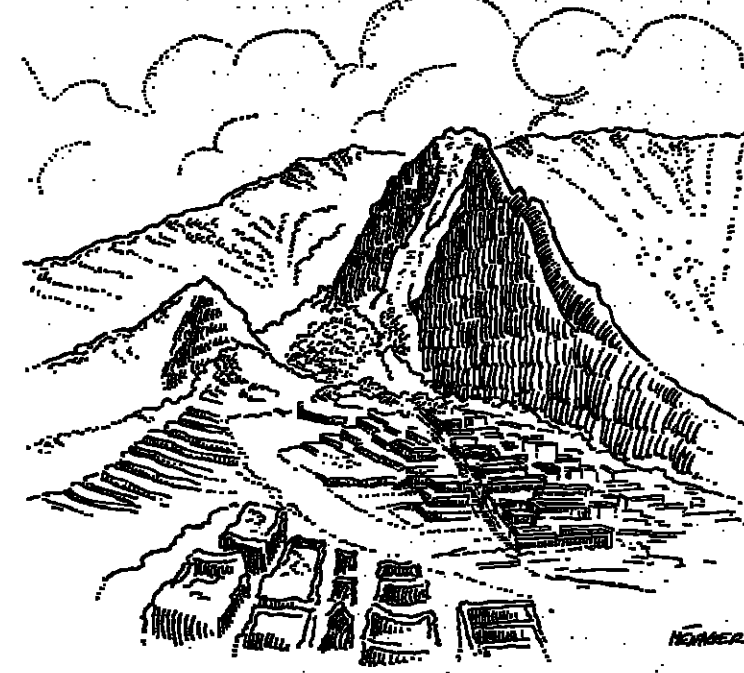
Alan Garcia n'est pas le premier responsable péruvien à se pencher sur le sort des oubliés de l'intérieur. Haya de la Torre, fondateur de l'APRA, l'a fait avant lui, et Mariátegui, le maître à penser du communisme péruvien, et José María Arguedas, le grand écrivain qui s'est suicidé lorsqu'il a cru qu'il ne pouvait rien de plus pour cette moitié oubliée et marginalisée du Pérou. Celle des hautes terres et des vallées perdues.

Mais Alan Garcia est le chef d'un parti qui, pour la première fois, a été plébiscité dans le « trapèze andin ». Le président ne l'oublie pas. Et sa mère est originaire du département de Cuzco. Deux raisons, une politique et une sentimentalité, de s'atteler vraiment à la tâche. Et la possibilité,

peut-être, de « tourner » le Sentier lumineux sur ses arrières, de lui enlever cette sympathie, ou cette neutralité, a priori, dont il dispose dans ces régions. En luttant contre la misère, le dénuement et le mépris.

Des orchidées sauvages poussent sur les pierres du Machu Picchu. Un groupe d'ouvriers du chantier, timides, le casque jaune sur la tête, s'avance vers Pilar, avec un bouquet. Visages de cuir, durs, fermés. Ils brandissent une banderole : « Nos salaires sont insuffisants. » Ils aimeraient aussi être autorisés à prendre le petit train de Cuzco sans payer. On les écoute. Accordé. Ils auront une bonification exceptionnelle de 40 % de leur salaire, tout de suite, et le droit de monter dans le train pour aller voir leur famille. Le fait du prince. Sourires dans les faces bruniées et tannées, acclamations. Comme c'est simple de gouverner face à une poignée d'ouvriers respectueux. Mais il y a dix-huit millions de Péruviens...

MARCEL NIEDERGANG.



FRANÇOISE MÉNAGER.

entre qu'ils embrassent la foi du Christ.

Dix millions au seizième siècle, un million environ quelques dizaines d'années plus tard : la mesure d'un génocide peu connu. Atahualpa a été étranglé sur la place de Cuzco après avoir accepté le baptême. Tupac Amaru, le plus célèbre et le plus célébré aujourd'hui des rebelles indiens contre la domination espagnole, a lui aussi été lentement étranglé au garrot vil, devant cette même superbe cathédrale de Cuzco, bâtie sur des fondations incasques. Comme la moitié de la plus belle cité du Pérou.

La révolte avortée de Tupac Amaru n'est qu'un épisode dans la longue, cruelle et sanglante histoire des hommes dominés pen-

trouvé autant de gueux déterminés à perdre la vie si la haine du Blanc et du méta, de l'homme de la côte, de l'opresseur séculaire n'était profondément ancrée dans l'inconscient de l'Indien des hautes terres.

Tenter de persuader les paysans de ce qu'on appelle le « trapèze andin » (les cinq départements de la sierra du sud, dont ceux de Puno et de Cuzco) qu'ils sont maintenant des citoyens à part entière, que Lima ne doit plus être une pieuvre pompant toute l'énergie et les ressources de la nation, qu'ils peuvent et doivent trouver sur place les moyens de leur subsistance et de leur développement : tel est l'un des objectifs prioritaires du président Alan Garcia.

Bains de foule à Puno

De notre envoyé spécial

Puno. — Tout le hameau est massé à bord de la route de Juliaca : femmes en jupons multicolores et chapeau de feutre noir, hommes en poncho, enfants pieds nus et sales. On aperçoit dans la steppe crue de l'Altiplano, à 4 000 mètres d'altitude, leurs mesures d'adobe, couleur de terre comme leurs visages émaciés. Ils parlent tous en même temps, en quechua, mêlé d'espagnol. Ils entourent Alan Garcia, submergé, noyé dans cette foule gesticulante, enivrée, consentie de cette chance unique, et peut-être sans retour, de pouvoir s'expliquer devant le « président », celui qui peut tout, d'un seul geste, d'une signature. Du moins le croient-ils. Le Messie est à Juliaca. Ce n'est pas tous les jours...

On comprend vaguement qu'ils ont un problème de délimitation de terre, compliqué comme leurs coutumes, nourri de rancunes contre l'ancien gamonal, le contremaître du patron qu'on ne voit jamais, car il vit à Lima. Des petits paysans en colère sur le toit de l'Amérique. A l'horizon, on distingue les bâtiments, bien modestes, de la Saïs (une coopérative agricole fondée à l'époque du gouvernement du général Velasco Alvarado) et des dizaines de moutons qui broutent l'herbe rase de la puna. Des souffles jaunâtres, durs, courts.

La Saïs marche plutôt bien, elle est prospère, du moins relativement. Ses employés ont un sort plus enviable que celui des petits campesinos sans terre, sans travail, sans espoir. Aussi se sentent-ils les coudes, ferment la porte aux autres qui attendent dans la steppe. Ce sont les koulaks de l'ancien régime militaire, qui avait décrété une vraie réforme agraire. Chacun pour soi sur ces hautes terres arides, dures comme le vent glacé qui souffle en rafales,

comme la neige et les grâces qui tombent, brusquement, alors que le ciel était d'un bleu soutenu une demi-heure plus tôt.

Alan écoute celui qui s'impose finalement comme le meneur, un costaud en pullover, les pommettes violacées par le froid. Il prend des notes, donne des instructions au général Silva, le chef de sa maison militaire, et repart. Les petits hommes restent sur la route en agitant les bras et leur banderole. « Bienvenue à Alan. » Même scène 20 kilomètres plus loin, à Santa-Maria. Les maisons sont basses, avec des façades bleu pastel ou jaunes. Alan était venu à Santa-Maria pendant sa campagne électorale. Il avait promis de revenir. Il est là. Et les banderoles proclament : « Eudicentes et peuple unis, nous vaincrons. »

Misère et contrebande

A Juliaca, le curé indien bénit un mariage dans la petite église coloniale toute blanche. En quechua. Dans la chapelle, les chrétiens ont des rituels et des membres ensanglantés, tragiques. Alan est au premier rang, témoin par hasard. Une chance pour le couple, pénétré d'orgueil. Sur la place d'armes, devant l'église, toute la population attend le président pour le toucher, le voir, l'entendre. Pas de gardes du corps, pas de protection.

Pas davantage à Puno. La ville, au bord du lac Titicaca, est triste et plate, dans son cirque de collines ocre et sans un poil d'herbe. Mais le lac est superbe, immense, bleu indigo, avec des îles de roseaux, les totoras, dont on fait des bateaux rustiques, et de vraies îles immenses et larges comme la Terre, où le Soleil et la Lune, dit-on, se donnaient rendez-vous du temps des Incas.

Puno, c'est le dénuement, la misère toute nue tempérée par la contrebande avec la Bolivie. Mais le bétail part sur pied vers Are-

quipa. C'est absurde. Alan promet des installations frigorifiques, l'électricité qui manque tellement (elle viendra du barrage de Tintaya, dans le département de Cuzco). Pendant quatre heures, il discute, projette après projet, avec les membres de la corporation locale de développement. Des petits fonctionnaires timides, mal préparés pour cet entretien « au sommet ».

Alan se fâche, limoge un fonctionnaire absent sans excuse. Le « plan Puno » doit d'ici à décembre permettre la mise en route d'une centaine de mini-projets économiques et sociaux. D'abord nourrir les enfants, construire une route vers Madre-de-Dios, le département amazonien très riche mais vide d'hommes, faire venir des techniciens et des médecins. Il y a un seul médecin à Puno (quatre-vingt-dix-neuf dans tout le département, soit un pour dix mille habitants). La mortalité infantile est la plus forte de tout le Pérou. L'espérance de vie de moins de quarante-deux ans. Le tout à l'événement.

Le trafic de feuilles de coca devient, dans ce contexte, un moyen de survie. La prison de Puno, ignoble, est surpeuplée : deux cent cinquante détenus, hommes, femmes et enfants ensemble. Les femmes sont violées régulièrement. « En compensation », dit un journaliste, la prison-entier de Lurigancho de Lima est un palais...

Les petits juges sont corrompus. Tout le monde le sait. Tout s'achète et tout se vend à Puno. Pourtant il faut faire vite. Les militants du Sentier lumineux ont commencé de mettre en place des « bases d'appui » dans le département pour leurs prochaines actions. Comme à Ayacucho. Quelques incidents ont déjà eu lieu, à Azangaro, près d'Ayaviri, dans la puna. A Puno aussi, la course contre la montre est engagée...

M. N.

L'EVENEMENT

AU SOMMAIRE CETTE SEMAINE

L'EPURATION DE MARS 1986

Police • Culture • Médias • Economie • Administration : l'annuaire de tous ceux que l'opposition a la tentation de remplacer par des hommes à elle

LE PEN UN DOCUMENT TERRIFIANT

et aussi

Document : un déserteur de l'Armée rouge s'explique

Sondage : les Français, la culture et Jack Lang

Interview : le baron Empain dit tout

Chirac/Fabius : leurs fiches mystérieuses

Collection MONDES EN DEVENIR

Direction : Edmond Jouvet

L'ECHO DES MUTATIONS

ET DES ESPÉRANCES

DES PAYS

DU TIERS-MONDE

Berger-Levrault

ORLANDO FLORIDA

• SUPER APEX

7/90 jours aller-retour à partir de 3.890 F

• AVION + VOITURE "FLORIDA SPECIAL"

à partir de 4.490 F

comprendant :

aller-retour ORLANDO +

1 semaine location de voiture en

kilométrage illimité, sur base

billet individuel, pour visiter la

Floride en toute liberté.

LUXEMBOURG/NASSAU

2 fois par semaine.

Service à l'Hotel Disney World

cheminement SNCF compris de

Paris et de l'Est de la France.

• 400 Disney Packages

vos agents de voyages ou

ICELANDAIR

9, bd des Capucines 75002 Paris

☎ (1) 47.42.52.26

SI VOUS ÊTES LE CHAUFFEUR D'UN HOMME D'AFFAIRES DETRUISEZ CETTE PAGE.

Excm/Chine

LE METRO, C'EST LE SENS DES AFFAIRES.

RATP

AFRIQUE

EN PROCLAMANT UN CSEZ-LE-FEU UNILATÉRAL

Le roi Hassan II annonce un référendum au Sahara occidental « dès le début de janvier » sous contrôle de l'ONU

Dans un message aux Nations unies, le mercredi 23 octobre par son premier ministre, M. Karim Lamlam, le roi Hassan II a annoncé un cessez-le-feu unilatéral et immédiat au Sahara occidental.

Le souverain se déclare prêt à accueillir « tous les observateurs qui voudraient constater la réalité de ce cessez-le-feu qui ne serait rompu qu'en cas d'agression contre les territoires qui se trouvent sous la responsabilité du Maroc ».

Le roi Hassan II fait part aussi de son « acceptation de l'organisation d'un référendum au Sahara sous l'égide et le contrôle de l'Organisation des Nations unies dès le début du mois de janvier ».

L'ONU, ajoute-t-il, en faisant allusion à l'Organisation de l'unité africaine (OUA), « demeure éternellement libre de solliciter à tout moment le concours de toute organisation régionale susceptible de l'aider dans l'accomplissement de cette mission ».

Offensive diplomatique

En annonçant ces nouvelles initiatives pour résoudre ce qu'il appelle « un faux problème », le roi Hassan II tire les conséquences de deux faits : l'évolution favorable pour lui, de la situation militaire et l'échec des tentatives de médiation pour une solution amiable au nom du Grand Maghreb.

Sur le plan militaire, ce cessez-le-feu unilatéral n'engage pas le Maroc à grand-chose. Depuis l'achèvement en septembre d'un sixième mur, l'armée royale mène essentiellement une guerre défensive derrière une ligne de renforts et de fortifications qui s'étend de la région de Tindouf, sur la frontière algérienne, jusqu'à l'Atlantique, au sud de Dakhla. La stratégie des « murs mobiles », progressant vers le sud, avait été adoptée en 1980. Cette année-là, le Maroc décida d'en finir avec la guerre de mouvement dans laquelle le Polisario excellait. Une première ceinture de défense fut édifiée pour protéger le « triangle utile » (la région phosphatière) des raids jusqu'alors menés avec succès par les combattants sahraouis.

Pendant trois ans, il y a eu un partage de fait du territoire, les troupes marocaines ne s'opposant pas sérieusement à la circulation de l'adversaire au-delà de ce mur, malgré les moyens aériens dont elles dispo-

saient. Puis, en 1983, constatant l'efficacité de son dispositif, le Maroc décida de poursuivre à grands frais son avantage. A intervalles réguliers, des observateurs étrangers purent visiter de nouveaux murs construits en quelques semaines après des actions militaires visant à dégager le terrain pour les hommes du génie.

Au printemps 1984, Haouza, la « capitale de la République arabe sahraouie démocratique », était reprise et englobée derrière le quatrième mur. Quatre mois plus tard, un cinquième mur fermait pratiquement la zone de passage entre l'Algérie et la Mauritanie.

Aujourd'hui, une ceinture de défense d'une longueur totale de 2 500 kilomètres protège presque les deux tiers du territoire. Le Polisario a lancé à plusieurs reprises des offensives coûteuses en hommes et en matériel contre ces murs ; il n'est parvenu qu'à occuper quelques heures certains points d'appui et a dû se retirer en emmenant parfois quelques prisonniers. Le plus souvent son action se limite à quelques tir de mortiers à l'aveuglette le long de la ligne de défense, sans que les troupes marocaines soient de leurs retranchements.

La progression accélérée des murs a commencé après une tentative de

dialogue au sommet et avec l'Algérie. Le 27 février 1983, le roi Hassan rencontrait le président Chadli au Maroc, près de la frontière. « Laissez-nous le timbre et le drapeau », aurait dit le souverain à propos d'un compromis au Sahara occidental. L'année des missions secrètes de part et d'autre donna à penser quelque temps qu'un compromis pouvait intervenir. En fait, les propositions algériennes se limitèrent à une solution « de type Commonwealth ». Une République sahraouie, dotée d'un premier ministre et d'une assemblée souveraine, aurait pour « chef d'Etat » le roi du Maroc, représenté par un haut commissaire sans pouvoirs réels. Les Marocains rejetaient ce projet comme « un monstre juridique ».

L'embarras de l'OUA

Depuis plusieurs mois, les contacts entre Alger et Rabat sont interrompus. Ne croyant plus à une solution dans le cadre maghrébin, chacun fait agir sa diplomatie dans les enceintes internationales. L'Algérie porte ses efforts en direction du mouvement des non-alignés et de l'OUA. Elle a obtenu de l'organisation panafricaine une résolution demandant que le référendum — dont le principe avait été accepté

plissement de cette mission ». Le message contenait aussi une vive attaque contre l'Algérie, dont le roi dénonçait « l'entreprise agressive » au Sahara.

Le responsable des relations extérieures du Front Polisario, M. Ould Salek, a immédiatement déclaré que ce message ne contenait « rien de nouveau ». « C'est une répétition intrinsèque des positions du Maroc, qui veut gagner du temps », a-t-il dit.

par Rabat au sommet de Nairobi en 1981 — soit précédé de contacts directs entre le Maroc et le Polisario.

Rabat fait valoir que ces contacts équivalaient à une reconnaissance de facto, et il estime que l'OUA s'est disqualifiée en admettant en son sein la RASD avant même le référendum qu'elle préconise. Aujourd'hui, dans les milieux de l'OUA, on fait une distinction subtile entre l'« admission de la RASD par une majorité de membres » et la reconnaissance formelle d'un Etat sahraoui, « qui ne peut être le fait que d'autres Etats ». On laisse entendre que les contacts entre le Maroc et le Polisario ne doivent pas nécessairement être directs et pourraient passer par des intermédiaires.

Tout en laissant la porte ouverte à un « concours » de l'OUA lors du référendum, le roi Hassan a confirmé qu'il considérait l'ONU comme un intermédiaire plus neutre. Au moment où l'OUA veut surtout se mobiliser contre l'apartheid, « problème numéro un de l'Afrique noire », bon nombre de ses membres pourraient bien ne pas déplorer outre mesure la tentative marocaine de faire passer l'encombrant dossier du Sahara entre d'autres mains.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Tunisie

Remaniement ministériel dans les secteurs de la sûreté et des affaires sociales

De notre correspondant

Tunis. — Le président Bourguiba a procédé, mercredi 23 octobre, à un remaniement du gouvernement. Le fait le plus marquant en est la nomination de M. Zine El Abidine Ben Ali, jusqu'ici secrétaire d'Etat à la sûreté nationale, en tant que ministre délégué auprès du premier ministre chargé de la sûreté nationale.

M. Zine El Abidine Ben Ali conserve les mêmes prérogatives que par le passé mais son accession au rang de ministre délégué lui confère une dimension politique nouvelle. Cette promotion était prévue depuis plusieurs semaines. Elle vient en quelque sorte couronner les qualités de technicien de la sécurité du nouveau ministre qui ont séduit depuis longtemps le chef de l'Etat.

Le nouveau ministre a fait la plus grande partie de sa carrière dans l'armée, où il avait le grade de général. Avant d'être nommé secrétaire d'Etat à la sûreté nationale, il avait été, durant quatre ans, ambassadeur à Varsovie et, auparavant, directeur de la Sûreté nationale de décembre 1977 à avril 1980.

Les syndicalistes lui reprochent encore aujourd'hui d'avoir été « l'homme de la répression » lors des émeutes sociales de janvier 1978.

Une « caution historique »

Les milieux syndicaux ne semblent pas non plus se réjouir outre mesure de la nomination de M. Noureddine Hached, ambassadeur à Alger, à la tête du ministère du travail. Le département existait jusqu'ici sous l'appellation de ministère des affaires sociales et était occupé par M. Mohammed Ennaceur, qui passait pour l'un des dirigeants les plus réservés à l'égard

d'une politique de fermeté vis-à-vis des syndicats. Il est nommé président du Conseil économique et social.

Alors que les relations entre le pouvoir et les syndicats commencent à se détendre, le remaniement ministériel apporte-t-il de nouvelles autorités de vouloir abattre la centrale ouvrière, le gouvernement se donne une sorte de caution historique en la personne de M. Hached. Comment le fils du fondateur de l'UGTT, Ferhat Hached, assassiné en 1952 par la Main rouge, pourrait-il accepter d'être le fossoyeur de l'œuvre de son père ? Il n'empêche qu'une certaine méfiance règne dans les milieux syndicaux à l'égard d'un homme qu'ils considèrent comme totalement acquis au pouvoir.

Cette appréhension est encore renforcée par une autre nomination : celle de M. Mohammed Kraïem, en tant que ministre des transports, secteur le plus actif dans la contestation syndicale. Or M. Kraïem, ce n'est pas un secret pour personne, a des rapports particulièrement tendus depuis longtemps avec le secrétaire général de l'UGTT, M. Habib Achcar, aux côtés duquel il a occupé par le passé des responsabilités syndicales.

M. Kraïem est remplacé au ministère de la jeunesse et des sports, qu'il dirigeait jusqu'ici, par le docteur Hedi Bourkha.

Le remaniement comporte enfin la création d'un ministère de la protection sociale attribué à M. Ridha Hamza.

MICHEL DELBÈRE.

(1) La direction de l'UGTT a annoncé que les « militants » du Parti socialiste devraient avoir tenu de prendre d'assaut, mardi 22 octobre, le siège des syndicats de l'Union régionale de Sfax sans que les forces de l'ordre interviennent.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris du 3 juin 1985, Mme Arlette FONTAINE née le 23 mars 1940 à Montivilliers (76), demeurant à Paris (11^e), 119, rue de Montreuil, a été condamnée à 25 000 F d'amende pour fraude fiscale. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée : 1^o la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux le Journal officiel, le Monde, le Figaro ; 2^o l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Paris 11^e où Mme Arlette FONTAINE exerce son activité. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

D'un arrêt rendu par la cour d'appel de Rouen, le 15 avril 1985, contradictoirement entre le ministère public et les sieurs Reix Dominique, agent de PTT domicilié à Orléans (27) ; Knobelpiess Gérard, conditionneur industriel, domicilié 19, rue de Versailles, Bt 7, Le Chesnay (78) ; Vimard, épouse Knobelpiess Colette, sans profession, domiciliée 19, rue de Versailles, Bt 7, Le Chesnay (78) ; Giffrein Jean-Noël, vendeur, domicilié 30-32, rue Salvador-Allende, Saint-Ouen ; Chapelle Christiane, agent de service, domiciliée 2, rue Boileau, apt 16, Evreux (27) ; Jourdain Guy, forain.

Attendu qu'il ressort que Jacques Canal, marchand forain, proposait à la vente, sur les marchés, des cassettes musicales contrefaites, portant plainte le 8 août 1979 ;

Attendu que le 5 mai 1979, à Saint-Romain-Colbosc, avaient été saisies mille cinq cents cassettes contrefaites sur le stock de Louis Beaudeau ;

Attendu que d'autre part Guy Jourdain, interpellé sur le marché de Tours le 15 septembre 1979, reconnaissait avoir acheté mille six cents cassettes piratées à des individus qui étaient identifiés comme étant Michel Lebert et Dominique Reix ; qu'il en a vendu en février 1979 à Bordeaux ;

Attendu que Jean-Claude Jourdain transportait dans une voiture appartenant à Michel Lebert des cassettes contrefaites ;

Attendu que Jean-Claude Jourdain reconnaissait avoir vendu de telles cassettes depuis un certain temps et prétendait qu'ayant appris, en septembre 1979 seulement, qu'elles étaient des cassettes piratées, avoir continué à en vendre ;

Attendu que Knobelpiess était un important fabricant artisanal de cassettes piratées de 1970 à 1980 ; qu'il le reconnaissait ;

Attendu que dans les caves de la villa de Knobelpiess à Buc étaient trouvés du matériel de bobinage et d'emballage, stock de matériel servant à la confection de cassettes piratées, et soixante-neuf cassettes contenant des cassettes contrefaites enregistrées et conditionnées ;

Condamne Gérard Knobelpiess à trois ans d'emprisonnement avec sursis, Jean-Noël Giffrein à deux ans d'emprisonnement avec sursis, Dominique Reix, Colette Vimard, épouse Knobelpiess, Louis Sergent chacun à un an d'emprisonnement avec sursis ;

Confirme toutes les dispositions civiles du jugement, dans la limite des appels concernants : les époux Knobelpiess, Giffrein, Beaudeau, Reix, Chapelle, Guy et Jean-Claude Jourdain et Guedj ;

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Maintient la confiscation des cassettes contrefaites et du matériel ayant servi à les contrefaire ;

Ordonne la remise des produits confisqués aux propriétaires des marques contrefaites.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la neuvième chambre de la Cour d'appel de Paris du 11 juin 1985, M. Robert ABITBOI, né le 6 mars 1939 à Tunis (Tunisie), demeurant à Paris (17^e), 119, rue de Saussure, a été condamné à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis et à 5000 F d'amende pour fraude fiscale par non-établissement et omission de passer d'écritures ainsi qu'à la SARL le Nouveau Ronny, soumise à un mandat des impôts et pénalités fiscales dues par la société, redevable légale. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée : 1^o la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux le Journal officiel, le Monde, le Figaro ; 2^o l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Paris (dix-septième arrondissement). Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la neuvième chambre de la Cour d'appel de Paris du 11 juin 1985, M. Bernard KOCH, né le 29 mai 1933 à Paris (11^e), demeurant à Gagny (93), 20, rue Farnemier, a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis et 5000 F d'amende pour fraude fiscale et omission de passer d'écritures. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée : 1^o la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux le Journal officiel, le Monde, le Figaro ; 2^o l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Gagny (93). Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE.

Audience publique du tribunal correctionnel de Nanterre, 15^e chambre, en date du 30 mai 1985. A la requête de Monsieur le procureur de la République M. CIGANER ALBENZ Christian, né le 3 juin 1953 à Boulogne-Billancourt (92), demeurant 64, rue de Joffroy, Paris (75017), a été condamné à la peine de 20 000 francs d'amende dont la moitié avec sursis, déclare la société civilement responsable. Ordonne la publication du présent jugement par extrait pour avoir à Levallois-Perret, Paris, courant 1982 et courant avril 1982 effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses et de nature à induire en erreur sur l'origine des produits et leurs qualités substantielles des compositions en attribuant faussement une origine géographique aux vins et en les présentant comme ne contenant aucun produit chimique. Le tribunal a ordonné la publication du présent jugement par extrait dans le Monde et le Figaro. Pour extrait conforme délivré par le secrétaire-greffier soussigné à Monsieur le procureur de la République sur sa réquisition. Le secrétaire-greffier.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la neuvième chambre de la Cour d'appel de Paris du 10 juillet 1985, M. SPIELER Claude, Henri, né le 20 mai 1935 à Saint-Soupplets (77), demeurant à Saint-Soupplets, 25, rue du Buis, a été condamné à vingt-quatre mois d'emprisonnement avec sursis et mise à l'épreuve pendant trois ans, et 5000 F d'amende pour fraude fiscale et omission de passer d'écritures ainsi qu'à la SARL le Nouveau Ronny, soumise à un mandat des impôts et pénalités fiscales dues par la société, redevable légale. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée : 1^o la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux le Journal officiel, le Monde, le Figaro ; 2^o l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Saint-Soupplets (77). Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris du 21 mars 1985, M. SAMPAIO RODRIGUES José, Maria, né le 1^{er} août 1931 à Viana (Portugal), demeurant à Paris (11^e), 90, rue de la Roquette, a été condamné à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis et 50 000 F d'amende pour fraude fiscale et omission de passer d'écritures. La Cour a déclaré SAMPAIO RODRIGUES, COUBROT ET PIERARD-ROUSE solidairement tenus entre eux et avec la société DISCO SERENATA au paiement des impôts et taxes fraudées administrativement établis ainsi qu'à celui des pénalités fiscales y afférentes. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée : 1^o la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux le Journal officiel, le Monde, le Figaro ; 2^o l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Paris (11^e). Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris du 3 juin 1985, M. LIDSKY Isaac, né le 26 décembre 1926 à Paris (9^e), demeurant chez ses parents Résidence Matignon, 32, avenue Thierry à Ville-d'Avray, a été condamné à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis et 25 000 F d'amende pour fraude fiscale et omission de passer d'écritures. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée : 1^o la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux le Journal officiel, le Monde, le Figaro ; 2^o l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Ville-d'Avray où M. LIDSKY exerce son activité. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris du 1^{er} juillet 1985, M. FERMONT Claude, Pierre, né le 8 novembre 1943 à Paris (18^e), demeurant à Chemin de Saint-Agnès, Villa el Marrai de St. Antonio, à Menton (06), a été condamné à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende pour fraude fiscale et omission de passer d'écritures. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée : 1^o la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux le Journal officiel, le Monde, le Figaro, France-Soir ; 2^o l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Menton, où M. FERMONT exerce son activité. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris du 28 juin 1985, M. AMZALLAG Patrick, né le 6 février 1940 à Casablanca (Maroc), demeurant à Ville-d'Avray (92), 10, chemin des Clochers, a été condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis et 7 397 F (cofiscation) + 7 397 F (amende) + 7 397 F (cofiscation) + 7 397 F (amende) pour non-rapatriement de la légalisation et à la réglementation sur les changes mais condamné à payer à l'Administration des douanes pour mouvements financiers : 88 951 F (cofiscation) + 88 951 F (amende) ; pour non-rapatriement de la légalisation et à la réglementation sur les changes mais condamné à payer à l'Administration des douanes pour mouvements financiers : 7 397 F (cofiscation) + 7 397 F (amende). La Cour a, en outre, ordonné aux frais de la condamnée la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux le Monde, le Figaro. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la neuvième chambre de la Cour d'appel de Paris du 18 juin 1985, M. ELIA Joseph, né le 22 décembre 1907 à Damas (Syrie), demeurant à Paris (16^e), 27, rue Boulavilliers, a été condamné à douze mois d'emprisonnement avec sursis pour infractions à la législation et à la réglementation des relations financières avec l'étranger. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée, la publication de cet arrêt par extrait dans le Journal le Monde. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la neuvième chambre de la Cour d'appel de Paris du 18 juin 1985, M. SCHACHTNER Elise, née le 9 août 1905 à Zelenyok (Pologne), demeurant à Paris (19^e), rue des Alouettes, a été condamnée à douze mois d'emprisonnement avec sursis pour infractions à la législation et à la réglementation des relations financières avec l'étranger. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée, la publication de cet arrêt, par extrait, dans le Journal le Monde. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 11^e chambre de la cour d'appel de Paris du 17 juin 1985, M. UNGARELLI Jean Charles, Charles, né le 16 mai 1925 à Paris (11^e), demeurant à Neuilly-sur-Seine (92), 36, boulevard Victor-Hugo, a été condamné à quatre-vingts heures de travail d'intérêt général au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une association pendant un délai de dix-huit mois. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée : 1^o la publication de cet arrêt, par extrait, dans le Journal le Monde ; 2^o l'affichage de cet arrêt par extrait, pendant sept jours aux bureaux de l'entreprise Albert à Paris (13^e) où M. UNGARELLI Jean Charles exerce son activité. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 13^e chambre de la cour d'appel de Paris du 8 février 1984, M. ZIRAH, épouse BENHAMOU Chantal, née le 2 mars 1948 à Paris (9^e), demeurant à Paris (10^e), 13, rue Dien, a été condamnée à 15 000 F d'amende pour publication non autorisée de la condamnation, aux frais de la condamnée, la publication de cet arrêt par extrait dans les journaux le Monde, le Matin de Paris, le Figaro, le Quotidien de Paris, le Journal du dimanche et France-Soir. Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la neuvième chambre de la Cour d'appel de Paris du 25 juin 1985, M. Stanislas LEGISC, né le 25 janvier 1945 à Forceville-en-Aménies (Somme), demeurant à « Costa-Rica », appartement 532, 1250 Escala, a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis pour infractions à la législation sur les changes et recel. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée, la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux le Monde et le Figaro. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris du 2 juillet 1985, M. BENICHOU Guy, né le 8 août 1952 à Colomb Bechar (Algérie), demeurant à Paris (13^e), 3, rue Lerode, a été condamné à 25 000 F d'amende pour détournement de prix licites et de publication de fausses et de nature à induire en erreur. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée la publication de cet arrêt par extrait, dans les journaux le Monde, France-Soir. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE.

Audience publique du tribunal correctionnel de Nanterre, 15^e chambre, en date du 7 juin 1985. A la requête de Monsieur le procureur de la République M. CHAMPION André, né le 25 février 1925 à Saint-Ouen (93), demeurant 9, rue Roger-Salengro, 92160 Antony, a été condamné à la peine de dix mois d'emprisonnement avec sursis, ordonne la publication par extraits au Journal officiel de la République française, le Monde, le Figaro, France-Soir, pour exercice illégal de la profession de comptable agréé ou d'expert comptable. Fraude en vue de se soustraire à l'établissement ou au paiement de l'impôt. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris du 28 juin 1985, M. HORLIN Guy, né le 10 août 1908 à Paris (16^e), demeurant à Paris (16^e), 43, quai des Grands-Augustins, a été dispensé de peine pour infractions à la législation et à la réglementation sur les changes mais condamné à payer à l'Administration des douanes pour mouvement irrégulier : 54 120 F (cofiscation) + 54 120 F (amende) ; pour mouvements irréguliers : 32 288 F (cofiscation) + 32 288 F (amende). La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée : la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux le Monde, le Figaro. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE VERSAILLES.

Par arrêt en date du 27 juin 1985, la cour d'appel de Versailles a condamné Mme KONZETT Jocelyne, épouse QUENIN, demeurant à Paris (16^e), 21, bd Lannes, président-directeur général de la société Konzett, déléguée civilement responsable, dont le siège est à Putaux, 20, rue Roque-Fillol (Haute-de-Seine) à la peine de 10 000 francs d'amende pour blessures involontaires et infraction à la réglementation sur l'hygiène et la sécurité du travail, délits commis le 17 mars 1982 à Putaux, a ordonné l'affichage de l'arrêt, par extraits, à la porte de l'entreprise Konzett pendant deux mois, a ordonné la publication de l'arrêt, par extraits, dans les journaux le Monde et le Matin. Pour expédition certifiée conforme. Le greffier en chef.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
LOISIRS

هناك انا عمل

PROCHE-ORIENT

Les nouvelles propositions israéliennes et le voyage de M. Moubarak à Amman

Le roi Hussein de Jordanie doit accueillir le président égyptien, M. Moubarak, ce jeudi 24 octobre à Amman. A la veille de cette visite, il s'est félicité de l'esprit positif du plan de paix présenté, lundi dernier à l'ONU, par le premier ministre israélien qualifié d'« homme sage ».

Cette réaction, formulée dans un entretien avec le New York Times, est la première du souverain jordanien à l'égard de M. Shimon Pérès, l'homme d'ouverture à la fin de l'année des négociations directes avec la Jordanie et de mettre fin à l'état de guerre avec ce pays. « Je pense », déclare le roi Hussein, que ce discours représente le début d'un mouvement dans la bonne direction (...) et marque une détermination à

contribuer à la réalisation de la paix. Toutefois, le monarque estime que ces propositions « ne satisfont pas les besoins du moment ».

Le souverain assure rester attaché à l'accord qu'il a conclu, en février dernier, avec M. Arafat. Il reconnaît cependant que cette initiative jordanienne-OLP doit être « réévaluée » à la suite des derniers développements, et notamment de l'affaire de l'achille-Laurio qui a constitué un « sérieux revers » pour l'OLP et la « cause palestinienne ». Le roi réaffirme que « les Palestiniens doivent être partie à une solution » et qu'« ils ont un représentant légitime ».

La rencontre Hussein-Moubarak - annoncée « de bonne source » au Caire et à Amman - devrait porter sur la proposition de M. Pérès, les répercussions de l'affaire de l'achille-Laurio et le rapprochement actuellement blanché entre la Syrie et la Jordanie.

● A Doha, où il se trouve en visite, M. Arafat a indiqué, mercredi, qu'il comptait, lui aussi, se rendre « prochainement » à Amman pour s'entretenir avec le roi Hussein.

● Enfin, de retour de New-York, M. Pérès doit faire escale, vendredi, à Paris, où il sera reçu par M. Mitterrand, qui s'entre- tiendra, ce jeudi, avec le président de la Knesset, M. Shimon Pérès, au terme de sa visite en France. — (AFP, AP.)

M. Pérès : il est honteux que certains membres du Likoud protestent

De notre correspondant

Jérusalem. — Trois jours après le discours de M. Shimon Pérès à l'ONU, Israël attend sans trop d'illusions la réponse officielle du roi Hussein à l'offre de négociations directes du premier ministre. Tandis que M. Pérès affirmait à New-York n'être en rien découragé par les premières réactions officielles plutôt mitigées venues d'Amman — c'était avant la publication de l'interview du roi au New York Times — M. Yitzhak Rabin, ministre de la défense, ne faisait pas mystère de son scepticisme. Devant un parterre d'hommes d'affaires, M. Rabin a déclaré mercredi 23 octobre, à Jérusalem : « J'ai le sentiment que la Jordanie répondra par la négative à notre initiative, même si j'espère qu'elle me démentira. Je crains tout simplement qu'Amman ne soit pas capable de mettre fin à son association avec Arafat. La Jordanie ne peut pas non plus revenir sur sa demande d'une conférence internationale de paix avec la participation de l'URSS ».

« Il est honteux », a poursuivi M. Rabin, que certains membres du Likoud protestent contre le seul fait qu'Israël offre à la Jordanie de négocier. Heureusement, je constate avec plaisir que d'autres membres du Likoud trouvent cette initiative convenable ».

Côté palestinien, le rejet de l'offre de M. Pérès demeure total. Pour M. Rashad A. Shawa, ancien maître de Gaza et personnalité influente des territoires occupés, « il est fort improbable qu'une nouvelle direction palestinienne puisse émerger car personne n'est prêt à contester à l'OLP son rôle de seul représentant légitime du peuple palestinien ».

Comment, demande M. Shawa, Israël peut-il parler d'un dialogue sans conditions tout en posant d'emblée lui-même une condition : la mise à l'écart de l'OLP ?

Il n'empêche que les Palestiniens des territoires palestiniens de M. Arafat s'inquiètent du rapprochement jordanien-syrien, dont ils craignent à l'évidence qu'il ne s'opère au détri-

ment du chef de l'OLP. Deux des principaux dirigeants modérés de Cisjordanie, MM. Elias Froy, maire de Bethléem, et Hanna Simora, rédacteur en chef d'Al Fajr, se rendront vendredi à Amman.

M. Simora a précisé qu'il souhaitait contribuer, dans la capitale jordanienne, à l'apaisement de la tension entre le royaume hachémite et la direction de l'OLP. Le journaliste est — avec M. Faez Abou Rahme — l'un des deux responsables des territoires dont la participation à une éventuelle délégation jordanienne-palestinienne à une négociation de paix a été acceptée par M. Pérès.

J.-P. LANGELLIER.

M. REAGAN AJOURNE SON PROJET DE VENTE D'ARMES A LA JORDANIE

Washington (AFP). — Devant l'opposition du Sénat, le président Reagan a accepté, mercredi 23 octobre, de repousser jusqu'au 1^{er} mars son projet de vente d'armes ultramodernes à la Jordanie pour un montant de 1,9 milliard de dollars. Ce délai pourra être réduit si d'ici là le royaume hachémite et Israël entament des négociations de paix.

M. Reagan avait notifié, lundi, au Congrès son intention de vendre dès que possible à la Jordanie 40 chasseurs F-16 ou F-20, 300 missiles air-air, des batteries de missiles anti-aériens Hawk, ainsi que des missiles portables Stinger. A la suite de cette démarche, 74 sénateurs sur 100 avaient déposé mardi un projet de loi interdisant toute vente d'armes américaines au royaume tant que ne seraient pas ouvertes des négociations entre Amman et Jérusalem. A la Chambre, plus de la moitié des représentants avaient également notifié leur hostilité au projet de la Maison Blanche.

La décision de M. Reagan prend donc en compte la ferme détermination des membres du Congrès, dont les sentiments envers les pays arabes se sont nettement durcis depuis les dernières opérations terroristes en Méditerranée, en particulier le détournement du navire italien Achille Lauro.

L'Egypte craint que Damas ne la supplante auprès de la Jordanie

De notre correspondant

Le Caire. — L'échafaudage monté depuis le début de l'année par la diplomatie égyptienne pour relancer le processus de paix au Proche-Orient s'est effondré au cours des deux dernières semaines. L'Egypte comptait sur l'accord jordanien-palestinien de février dernier pour que soient relancées des négociations visant à mettre un terme au conflit israélo-arabe. Après l'affaire de l'achille-Laurio, la proposition de paix du premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, et maintenant le rapprochement entre Amman et Damas 1^{er} option jordanienne-palestinienne, bnie par l'Egypte, semble être gravement compromise.

Les Etats-Unis, actuellement en froid avec l'Egypte, sont encore moins désireux que d'habitude de parler à l'OLP ou à son chef, M. Yasser Arafat, qu'ils jugent impliqué, fût-ce indirectement, dans le détournement du paquebot italien. Or le Caire tablait sur la « modération » d'Arafat pour convaincre les Américains d'engager un dialogue avec une délégation jordanienne-palestinienne comprenant des membres de l'OLP. Enfin, nouvel élément : les propositions israéliennes d'ouvrir des négociations directes avec la Jordanie imposent aux dirigeants égyptiens de connaître la position exacte d'Amman.

Reproches à l'OLP

D'autant que le brusque rapprochement jordanien-syrien fausse les calculs égyptiens. Depuis la reprise des relations diplomatiques avec Amman, en septembre 1984, l'Egypte considérait la Jordanie comme son meilleur allié dans un monde arabe qui lui est généralement hostile. A l'inverse, la Syrie est toujours perçue au Caire comme l'ennemi numéro un dans le monde arabe. Le président Moubarak, qui

ne manque pas une occasion de fustiger la « duplicité syrienne », avait même récemment accusé Damas de complicité avec Israël pour « liquider la cause palestinienne » et l'OLP. On se demande au Caire si la réconciliation jordanienne-syrienne ne signifie pas que la Jordanie a décidé un changement d'alliance, alors que les positions de l'Egypte et de la Syrie sont jusqu'à présent inconciliables.

D'autre part, certains dirigeants égyptiens pensent que l'OLP « leur a fait porter le chapeau » dans l'affaire de l'achille-Laurio. Selon eux, une des raisons du retard du départ des pirates du Caire est le fait des « contradictions et des désordres sévissant au sein de l'organisation d'Arafat ». Après avoir donné leur feu vert pour la « livraison » des pirates, les responsables de l'OLP se seraient rétractés. « Ils sont — entend-on dire ici — brusquement devenus injoignables après la reddition des pirates ». Ce sentiment d'avoir été « trahi par tout le monde, les amis, puis les ennemis », est exprimé par de nombreux éditorialistes de la presse égyptienne qui mettent en doute l'« autorité d'Arafat sur ses troupes ».

L'hebdomadaire officiel Akher Saar va plus loin en affirmant qu'« il y a eu entente tacite entre la Syrie, Israël et les Palestiniens pour annihiler les efforts égyptiens afin de relancer le processus de paix ».

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Liban

● L'optimisme de M. Hobeika. — A son retour de Damas, le chef des Forces libanaises (milices chrétiennes), M. Elie Hobeika, a qualifié les entretiens qu'il a eus, mardi 23 octobre, avec le vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam de « très positifs ». « Il y a beaucoup de détails à régler, mais les divergences ne sont pas nombreuses », a-t-il dit selon la presse libanaise. — (AFP.)

LE CONFLIT DU GOLFE

Attaque iranienne au sud du front

L'armée iranienne a lancé, mardi soir 22 octobre, une attaque au sud du front, dans la région des marais d'Howeizan, qui lui a permis, si l'on en croit l'agence IRNA, de prendre le contrôle de seize positions irakiennes et d'occuper 50 kilomètres carrés de terrain, à 100 kilomètres au sud d'Abvaz, capitale du Khuzistan.

An cours de cette opération, baptisée Achoura, quarante-quatre soldats irakiens ont été faits prisonniers, indique l'IRNA. L'agence officielle ajoute que l'armée iranienne a tenté trois contre-attaques mercredi à la mi-journée, mais

qu'elle a été forcée de « reculer » en laissant sur le terrain deux cent cinquante morts et blessés.

Un porte-parole militaire irakien avait annoncé plus tôt mercredi qu'une attaque dans cette région avait fait soixante-dix tués et blessés parmi les soldats irakiens.

A Bagdad, un porte-parole militaire a indiqué que la chasse irakienne avait bombardé, mercredi après-midi, le champ pétrolier offshore iranien de Bargashar (nord-est du Golfe). Il avait été attaqué une première fois le 12 octobre par la marine irakienne. — (AFP.)

EUROPE

LA RÉFORME DE LA CEE

Le Parlement européen veut de « réels pouvoirs de co-décision »

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Le Parlement européen a dénoncé mercredi 23 octobre, à une large majorité, la manière dont se déroulent les travaux des ministres des affaires étrangères sur la réforme de la CEE. Dans le texte voté mercredi, l'Assemblée de Strasbourg invite les Dix à modifier rapidement leur position de sorte que « de réels pouvoirs de co-décision » lui soient accordés dans la révision envisagée du traité de Rome. Autrement dit, les milieux européens n'acceptent pas, comme il avait été indiqué mardi à Luxembourg par M. Filmlin, son président, d'être simplement consultés sur les résultats de la conférence intergouvernementale.

Dans son opposition au conseil des ministres de la Communauté,

l'Assemblée tente d'entraîner dans son sillage la Commission de Bruxelles, qui va déjà, dans ses propositions des élus de Strasbourg (le Monde du 23 octobre), en demandant « un accroissement de ses pouvoirs d'exécution ». Le projet présenté par M. Delors, le président du collège bruxellois, a ainsi été chaleureusement accueilli, alors que toutes les autres contributions (France, Allemagne fédérale, Italie, Pays-Bas) ont été condamnées sans appel.

La résolution va même jusqu'à menacer implicitement les Dix de leur livrer une sorte de guérilla en exprimant la crainte « que ne s'ouvre une phase de tensions graves entre les institutions de la Communauté ».

MARCEL SCOTTO.

BOB GELDOF ENTRE L'EUROPE (VERTE) ET L'AFRIQUE (NOIRE)

(De notre envoyé spécial.)

Strasbourg. — Comme il est difficile pour une vedette du showbiz de déjouer les manœuvres politiciennes ! Bob Geldof, le réalisateur des concerts du 13 juillet à Londres et à Philadelphie en faveur de la lutte contre la famine dans le monde ou a fait l'expérience, mercredi 23 octobre, au Parlement européen, invité à déjeuner par les conservateurs avant sa rencontre avec la presse, le chanteur de rock a essuyé un refus de la part des travaillistes d'insister sur ce sujet. Les représentants du Labour n'ont pas voulu s'associer — politique intérieure oblige — à une manifestation offerte par leurs adversaires au Royaume-Uni.

Il n'empêche que l'opération a réussi. Entouré de M. Bernad M. de Clercq, commissaire européen aux relations extérieures, la vedette irlandaise a adressé, devant une foule de caméras de télévision, le message souhaité par ses mandants : « L'Europe verte et les excédents qu'elle produit sont scandaleux ». Le discours s'est poursuivi par une dénonciation de la politique de la France au Tchad, dont une partie a été, selon Bob Geldof, abandonnée au colonel Kadafi, soutenu par Moscou. M. de Clercq a bien tenté de rattraper l'affaire, mais il était trop tard.

M.-S.

A TRAVERS LE MONDE

ISLANDE

Le ras-le-bol des femmes

Une grève nationale d'une journée, jeudi 24 octobre, devrait perturber la plupart des activités en Islande. Les associations féminines du pays ont en effet appelé les femmes à cesser toute activité pour vingt-quatre heures, afin de protester contre l'inégalité des salaires masculins et féminins. La présidente de la République, M^{me} Vigdis Finnbogadóttir, donne l'exemple et n'assurera pas ses fonctions jeudi. Les femmes députées boudent la chambre, sans toutefois imiter Lysistrata... Dès mercredi, les lignes aériennes islandaises étaient paralysées par l'arrêt de travail des cent soixante-huit hôtesses de l'air de la compagnie nationale. En 1975, un mouvement de ce type avait déjà totalement paralysé l'activité du pays. — (AFP, Reuter.)

PHILIPPINES

Assassinat d'un gouverneur

Manille. — Gregorio Murillo, gouverneur de la province de Surigao-del-Sur, dans l'île de Mindanao, a été tué en pleine rue, mercredi 23 octobre, par des inconnus, qui ont pris la fuite. Il avait reçu à plusieurs reprises des menaces de mort. Ancien parlementaire de la majorité, c'est, à ce jour, la plus importante personnalité à être victime de l'escalade de la guerre civile et des exécutions sommaires auxquelles se livrent aussi bien les guérilleros communistes de la Nouvelle Armée du peuple (NPA) que les soldats gouvernementaux. — (AFP, UPI.)

ETATS-UNIS

L'accord nucléaire avec la Chine sur la sellette

Washington. — La coopération nucléaire entre la Chine et les Etats-Unis fait de nouveau l'objet d'une controverse au Congrès à la suite d'informations, publiées mercredi 23 octobre par le Washington Post, selon lesquelles Pékin aurait offert récemment de fournir de la technologie nucléaire à l'Iran. Selon le journal, le gouvernement américain aurait reçu des indications en ce sens ces derniers mois, notamment après la visite en Chine du président du Parlement iranien, M. Rafsandjani. Ces accusations ont été reprises au Congrès par le sénateur Alan Cranston, qui a affirmé que Pékin avait, d'autre part, fourni ou proposé de fournir une assistance nucléaire à cinq pays qui essaient de fabriquer des armes atomiques (Brésil, Argentine, Pakistan, Afrique du Sud et Iran). Cette polémique pourrait remettre en cause l'accord de coopération nucléaire signé en avril 1984 par M. Reagan lors de son voyage en Chine et que le Sénat n'a pas encore ratifié. — (AFP.)

Inscriptions jusqu'au 5 novembre



● POUR LES JEUNES avec ou sans bac une formation pratique un examen de fin d'études ASSISTANT ADMINISTRATIF EXPORT

● POUR LES SALARIÉS un diplôme d'Etat en cours du soir BTS COMMERCE INTERNATIONAL BTS TRADUCTEUR COMMERCIAL

UN ENSEIGNEMENT ASSURÉ PAR DES PROFESSIONNELS DE L'EXPORTATION

CECELE sous l'égide des CONSEILLERS DU COMMERCE EXTERIEUR

Renseignements : 37, quai de Grenelle 75015 PARIS Tél. : 45-78-97-68

New York, Boston, Washington. 3 entrées au choix pour les USA.

Vols quotidiens de Paris CDG 1 vers New York pour 3.990F*, Boston pour 3.780F** et Washington pour 4.255F* Sans oublier que TWA dessert plus de 60 villes à l'intérieur des Etats-Unis.

Contactez TWA au 47 20 62 11 ou votre agence de voyages.

TWA ouvre la voie vers les USA.

* Tarif Loisirs. ** Tarif Super Apex.



M. LE PEN ET L'HÉRITAGE LAMBERT

Une proie facile

L'histoire de l'héritage Lambert, c'est d'abord celle de la mort, presque ordinaire, d'un jeune millionnaire.

Fils du « roi du ciment », Léon Lambert, dont les usines de Cornouailles en Bretagne symbolisent la France industrielle du début du vingtième siècle, Hubert Lambert meurt, à quarante-deux ans, dans la nuit du vendredi 24 au samedi 25 septembre 1976. C'est son domestique qui découvre son corps inanimé, dans son lit, au premier étage de l'hôtel particulier qu'il occupe à Saint-Cloud, au numéro 8 du parc de Montretout. Au rez-de-chaussée vit un cousin éloigné, Philippe Lambert. Il appelle aussitôt un médecin familial de la maison, qui lui conseille de demander une autopsie parce qu'il pense que le décès est peut-être dû à un « abus volontaire ou accidentel de toxiques ». En fait, l'autopsie va confirmer ce que Hubert Lambert souffrait d'une cirrhose hépatique en phase terminale. Sa mort a résulté de la rupture d'une varice œsophagienne.

La mort du jeune millionnaire survient moins d'un mois après celle de sa mère, décédée le 23 août 1976, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. L'héritier testamentaire de Hubert Lambert s'appelle Jean-Marie Le Pen, président du Front national, créé en 1972. Hubert Lambert a établi ce testament neuf mois auparavant, le 21 janvier 1976. Sa fortune est alors évaluée à 24 millions de francs : la valeur de la résidence de Saint-Cloud, construite sur un terrain de 4 800 mètres carrés, est estimée, à cette époque, à 4 millions de francs, tandis que les avoirs bancaires et financiers du défunt, qui possède des participations dans plusieurs sociétés, s'élevaient à environ 20 millions de francs.

Mais le cousin d'Hubert, Philippe, décédé, lui aussi, un testament en sa faveur, daté du 11 mars 1973. Pendant plusieurs heures, il cause la mort du jeune millionnaire à Jean-Marie Le Pen (lequel demandera l'ouverture d'une enquête) et il décide d'engager une procédure judiciaire, accusant le président du Front national d'avoir capté cet héritage. La bataille entre les deux hommes va durer jusqu'à l'été 1977.

Pour obtenir l'annulation du testament rédigé au nom de Jean-Marie Le Pen, Philippe Lambert soutient que son cousin Hubert a été totalement manipulé par le président du Front national et que la captation de l'héritage a été facilitée par la dégradation physique, psychologique et mentale de la santé du jeune millionnaire. Il se réfère à l'article 901 du code civil, qui dispose que pour faire un testament valable « il faut être sain d'esprit ».

Jean-Marie Le Pen, de son côté, s'applique à remplir scrupuleusement les obligations matérielles et morales du légataire universel, « continuateur de la personne du défunt » et « défenseur de sa mémoire ». Il réplique aux accusations de Philippe Lambert en affirmant :

« L'histoire de l'héritage Lambert, c'est d'abord celle de la mort, presque ordinaire, d'un jeune millionnaire. Les autres héritiers légaux, les héritiers de sang, ne se manifestent pas. Depuis longtemps leurs liens familiaux avec Hubert Lambert (dont le père est mort depuis vingt-quatre ans) et sa mère se sont distendus. Dans le reste de la famille Lambert, le mariage de Léon Lambert et de Mlle Renée de Saint-Julien avait été reçu comme une mésalliance. On avait mal vécu que le « roi du ciment » ait épousé en 1933 - alors qu'il avait cinquante-sept ans - cette infirmière plus jeune que lui de treize ans ».

L'affaire se joue donc uniquement entre Philippe Lambert et Jean-Marie Le Pen. Coup de théâtre : elle tourne court ; le procès tant annoncé n'aura pas lieu. Officiellement, Philippe Lambert, après une vaste et fructueuse course aux témoignages, finit par se désister en admettant le bon droit de Jean-Marie Le Pen. En vérité, les deux hommes concluent un arrangement. La découverte d'un compte ouvert en Suisse au nom de Hubert Lambert et garni, dit-on, de quelque 8 millions de francs n'est pas étrangère à cette discrète transaction. Plutôt que de poursuivre une querelle qui s'annonce fort longue et qui risque de se terminer par un match nul si la justice annule tous les testaments et partage la fortune du défunt entre tous les ayants droit, cousins germains compris, les deux protagonistes règlent à l'amiable la succession, qui s'élève au total à environ 35 millions de francs. Bientôt Jean-Marie Le Pen disposera seul de l'hôtel particulier de Saint-Cloud, géré par une société civile immobilière.

À défaut d'avoir été jugée l'affaire est classée. Jusqu'à ce que s'en mêle, en ce mois d'octobre 1985, par ses déclarations au Monde, le docteur Jean-Maurice Demarquet. Appelé par son vieux compagnon d'armes Jean-Marie Le Pen à soigner Hubert Lambert dans les neuf derniers mois de sa vie, l'ancien député poujadiste du Finistère vient corroborer, avec neuf ans de retard et des arrière-pensées politiques avouées, certaines des accusations abandonnées depuis 1977 par Philippe Lambert.

Une tragique déchéance

Cette histoire, c'est aussi celle, tragique, de la déchéance d'un jeune homme riche, fragile, malade, couvé par une vieille mère possessive et inquiète. Celle de la dégradation d'une intelligence rongée par l'abus de l'alcool, du tabac, des médicaments, hantée par la mort autant que par la gloire. Le destin misérable d'un être « fou d'espoir puis d'angoisse » basculant tout à coup, comme le dit le professeur Féraudy, son ami intime, « dans l'extravagance puis dans la mort ». (Lire ci-dessous le témoignage publié par L'Événement du jeudi).

Outre ceux du professeur Féraudy et du docteur Demarquet,

plusieurs autres témoignages se recroisent pour confirmer que Hubert Lambert était devenu une personnalité de plus en plus chancelante. Une vieille amie de sa famille, médecin à Saint-Cloud, le décrit comme « un parfait oisif », un « monstre d'égotisme et d'orgueil », « vulnérable à toutes les influences » et « capable de toutes les extravagances pour acquiescer la « gloire » dont il ne cessait de rêver ». Une autre femme, familière des Lambert, à Cornouailles-en-Bretagne, indique que « sa grande passion était la politique », qu'il « rêvait d'être ministre » et que « sa mère, très fière de lui, l'entretenait dans cette idée ». « Celle-ci ne se réalisait pas, ajoutait-elle, il se mit à utiliser des tranquillisants et à boire ». L'un de ses domestiques affirme que le « cercle d'amis » que fréquentait Hubert Lambert « le ramenaient toujours chez lui », que le jeune homme infiltrait à sa mère de nombreux « caprices » qu'il avait même exigé, un jour, que l'une des pièces de la résidence fût retapissée de draps tricolores dans la perspective de sa prochaine nomination à la tête du gouvernement !

Pour Jean-Marie Le Pen, ces témoignages, recueillis au profit de Philippe Lambert, procèdent d'intentions calomnieuses. Dans une lettre circulaire en date du 8 octobre 1976, adressée à plusieurs de ses amis, le président du Front national écrivait : « Il y a à peine huit jours que notre ami Hubert Lambert est mort à son domicile que déjà il me faut, comme il m'en avait expressément chargé, défendre ses dernières volontés et même sa mémoire. En effet, un de ses cousins éloignés, Philippe Lambert, l'appel de préférence je vous en prie, doucteur, affirme dans les attendus d'une assignation, qu'Hubert Lambert n'était pas sain d'esprit et le décrit comme un débile mental et physique, oisif et débauché. Aucun de ceux qui ont connu Hubert Lambert ne peut sans réagir laisser passer de telles calomnies et de tels outrages. À l'inverse de ce qu'affirme son difamateur, chez Hubert Lambert l'intelligence remuait, les questions de cœur, l'esprit, la lucidité, le courage, ne furent jamais affectés par les maux physiques qu'il accumulait. C'est pourquoi je vous demande de bien vouloir m'adresser au plus tôt votre témoignage écrit afin de m'aider à rétablir la vérité et à défendre son honneur. Ce témoignage devra être reproduit en intégralité dans les journaux, les revues, les radios, les journaux de la rédaction selon les exigences du code de procédure civile, c'est-à-dire précédé de la formule... » Suivent la formule.

L'affaire Lambert, c'est enfin et surtout une tranchée de la comédie humaine jouée en marge de la vie politique parisienne, avec ses intrigues, ses bassesses, ses supercheries... Aux Presses continentales paraît en 1982 un ouvrage intitulé Louis Rousset (1844-1871). Pensée à l'action ou à l'offense, nous la signature de Hubert-Saint-Julien,

pseudonyme de Hubert Lambert. En réalité ce livre est l'œuvre du professeur Féraudy ; il a été publié sans son accord pour faire plaisir au jeune millionnaire. Plus tard, chez le même éditeur, est publié sous le même pseudonyme un traité militaire intitulé Défense nationale et OTAN. Ce texte n'est qu'un montage grossier de textes parus ailleurs mais vendu comme manuscrit original pour la bagatelle de 100 000 F au jeune millionnaire par un personnage interlope, André Barandé, impliqué en 1954 dans l'affaire des fuites et qui le sera dans deux tentatives de chantage en 1973. Cet individu se vante aussi d'avoir organisé un jour un simulacre de remise d'une médaille « américaine » à Hubert Lambert en échange d'un chèque de 120 000 F ! « Le bénéficiaire, dans sa naïveté, ne subodore pas d'évidente escroquerie », note le professeur Féraudy.

En 1973, le président du Front national considère néanmoins Hubert Lambert comme un « conseiller militaire » de son parti et, en 1984, il vante encore, dans ses entretiens avec Jean-Marie Le Pen, le prétendu talent littéraire de l'homme dont il a hérité.

Le propre secrétaire du millionnaire, s'étonnait à l'époque, que son patron ne veuille pas le déclarer à la Sécurité sociale alors qu'il se montrait si généreux pour ses relations politiques. Dans une lettre en date du 14 novembre 1973 il énumérait ainsi une série de « cadeaux » faits par Hubert Lambert. Au nombre de ceux-ci figuraient « les sommes offertes à Jean-Marie Le Pen pour financer sa campagne électorale ».

Avant de choisir Jean-Marie Le Pen comme légataire universel, le 21 janvier 1976, Hubert Lambert avait rédigé quatre autres testaments en faveur d'autres amis, dont un d'ailleurs au profit du professeur Féraudy.

Quand elle conclut son examen graphologique et graphométrique comparé de l'écriture d'Hubert Lambert, à partir de ces cinq testaments, Denise de Castilla, expert psychologue et graphologue près la cour d'appel de Paris, consultée à titre privé, indiquera : « Les sommes offertes à Jean-Marie Le Pen pour financer sa campagne électorale... Avant de choisir Jean-Marie Le Pen comme légataire universel, le 21 janvier 1976, Hubert Lambert avait rédigé quatre autres testaments en faveur d'autres amis, dont un d'ailleurs au profit du professeur Féraudy.

Alain Rollat.

(1) « Le Pen sans bandeau », Jean-Marie Le Pen, Jacques Grancher.

« L'Événement du jeudi » publie un témoignage sur les circonstances de la mort du millionnaire dont a hérité le président du Front national

Dans son numéro daté 24-30 octobre, L'Événement du jeudi, qui dirige Jean-François Kahn, publie, presque intégralement, le texte d'une déposition faite le 30 octobre 1976 par un professeur de lettres parisiens, M. Jean Féraudy, à propos de la mort controversée du millionnaire Hubert Lambert, dont a hérité M. Jean-Marie Le Pen. Ce document, qui avait été précédemment cité dans l'enquête consacrée à cette affaire, les 1^{er} et 2 avril 1985, par le Matin de Paris, faisait partie, à l'époque où les droits de M. Le Pen étaient contestés par un cousin éloigné du défunt, M. Philippe Lambert, d'un ensemble de témoignages recueillis par ce dernier, grâce à l'intermédiaire d'un détective privé, afin d'essayer de prouver, devant la justice, que le président du Front national avait usé de manœuvres dolosives pour capter cet héritage.

M. Féraudy, qui n'est jamais revenu sur ce témoignage, se présente comme « le meilleur ami de Hubert Lambert ». Il raconte comment le jeune millionnaire s'était lié aux milieux d'extrême droite dans le combat pour la cause de l'Algérie française, côtoyant M. Le Pen, puis était devenu le jouet de « certains individus (...) attirés par sa fortune ». Son témoignage tend à confirmer la thèse, née par M. Le Pen, selon laquelle Hubert Lambert aurait été entretenu dans ses fantasmagories à des fins intéressées et aurait progressivement sombré dans un état proche de la démence, marqué par plusieurs tentatives de suicide et de nombreux séjours en cure de désintoxication ou en clinique psychiatrique. M. Féraudy affirme que c'est dans ce contexte que

tir de son adhésion au Front national, « à la merci du couple Le Pen ».

Voici les circonstances dans lesquelles, selon lui, le jeune millionnaire, souffrant d'une polyévitrite alcoolique et d'un début de cirrhose, rédigea son testament en faveur de M. Le Pen, le 21 janvier 1976 : « Le 19 janvier, Hubert Lambert, sans motif, me précède ses intentions, me dit que Le Pen lui a donné de « bouleversantes assurances » : il prépare un coup d'État qui doit réussir, et il nommera Hubert ministre de l'intérieur. D'ailleurs, ajoute-t-il devant mon scepticisme, « cela confirme ce que m'a dit le devin Holkar en décembre dernier : je vivrai jusqu'à quatre-vingt-sept ans, et j'aurai un destin national en 1977 ». Reste à savoir qui a indiqué le nœud en question au malheureux Hubert. Hubert ajoute d'ailleurs qu'il est décidé, une fois à la tête de la police, à se débarrasser du dictateur atlantique ». Le Pen. Mon pauvre ami est véritablement dans un état second, qui ravit sa mère, comme s'il s'agissait d'un innocent dérivatif. C'est ainsi, selon moi, que Le Pen a pu arracher à une vieille femme de quatre-vingt-six ans et à un enfant de quarante-deux ans un testament, prix légitime d'un portefeuille ministériel... »

M. Féraudy affirme encore que le jeune malade reprochait à M. Le Pen de le gorger de médicaments et le soupçonnait de « guetter l'issue fatale ». Le professeur s'égare, en outre, de la pléthore de médicaments « prescrits à ce moment-là, selon lui, par le docteur Demarquet et il met en cause nommément M. Le Pen.

Vives réactions des journalistes de l'audiovisuel aux propos de M. Le Pen

Les déclarations de M. Jean-Marie Le Pen prises à Paris par Jean-Louis Lenoir, Jean-Pierre Elkabbach, Jean-François Kahn et Jean Daniel continuent de susciter de vives réactions dans les rédactions des chaînes de télévision et de radio. Après le boycott décidé par Europe 1 et la solidarité manifestée par RTL (le Monde du 24 octobre), de longs débats ont eu lieu, notamment à Antenne 2 et à Radio-Montecarlo, entre partisans et adversaires d'un boycottage.

À TF 1, la direction de la rédaction « s'indigne des propos injurieux tenus par M. Le Pen à l'égard de quatre confrères », mais indique qu'elle assurera le traitement normal de l'information. Pas de boycottage non plus à Antenne 2, où la direction de l'information précise que l'on ne peut pas « dissocier les attaques contre des journalistes des propos déjà tenus par M. Le Pen contre des personnalités d'origine juive ou d'autres minorités ethniques ». Même réaction à FR 3, où l'on explique qu'il ne faut pas « donner à M. Le Pen l'occasion de se poser en martyr d'une quelconque censure ».

À RMC, on attend la venue prochaine du président du Front national, invité de longue date pour une émission politique. La rédaction maintient l'émission, mais attend que M. Le Pen « justifie ses propos à l'égard des quatre confrères injuriés ». L'Union nationale des syndicats de journalistes (UNSI) stigmatise les « agressions » de M. Le Pen et « appelle à mettre en œuvre les moyens et les pratiques professionnelles permettant une information sereine et sans concession ».

En réponse, M. Le Pen demande que l'affaire qui l'oppose à la station de radio soit « soumise à un jury d'honneur composé de journalistes et d'hommes politiques d'une objectivité indiscutable ».

« La ficelle est trop grosse, et le procédé n'est pas admissible, commente Philippe Tesson dans le Quotidien de Paris. L'insulté n'est quand même pas Le Pen, et celui-ci ne fera croire à personne qu'il a été ou hasard le nom de quatre journalistes ».

« Intervention de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. — M. François Londe (PS, Eure) a profité de la séance consacrée aux questions au gouvernement, le mercredi 23 octobre, à l'Assemblée nationale, pour juger que la transmission à M. Le Pen par la direction d'Antenne 2 des fiches d'appels téléphoniques comportant à propos de « L'heure de vérité » du 16 octobre, « le nom et l'adresse des télespectateurs qui avaient téléphoné, ainsi que leurs réactions (...) s'apparente à la délation ». M. André Labarrère, ministre délégué aux relations avec le Parlement, lui a répondu qu'effectivement cela suscite des « inquiétudes ». Il a annoncé que la Haute Autorité de la communication audiovisuelle a demandé au président des sociétés de programmes que « les fiches comportant le nom, l'adresse et le numéro de téléphone ne soient plus transmises aux invités ». Il a ajouté qu'il est « en effet préoccupant que des noms, des adresses, des numéros de téléphone liés à des opinions aient pu être transmis à un homme qui fait honte à la démocratie ».

POLÉMIQUE AU PCF

M. Marchais et « l'Humanité » critiquent M. Juquin

M. Georges Marchais, qui était, mercredi soir 23 octobre, à Créteil, où il a présenté la liste du PCF qu'il conduira dans le Val-de-Marne aux élections législatives, a réitéré certaines passages du livre de M. Pierre Juquin, Anticritiques, récemment publié. Le secrétaire général du PCF a déclaré, notamment, avoir demandé, en 1980, à Léonid Brejnev quelle attitude devait prendre son parti à propos des euro-missiles. « Je n'ai jamais posé la question : « Alors, mon cher Léonid, qu'est-ce que je dois faire à propos de ces euro-missiles ? », a dit M. Marchais. A cette époque de tension internationale, la seule question que je lui ai posée, était de savoir si l'Union soviétique allait maintenir et développer un lutte en faveur de la paix et du désarmement. Sa réponse était affirmative, j'en ai pris acte. Le PCF n'est aux ordres de personne. Dire que le PCF prend ses ordres à Moscou n'est pas nouveau. Ça fait soixante-quinze ans que ça dure et il n'est pas besoin d'avoir un haut quotient intellectuel pour affirmer cela ».

Le jour même, plutôt que de répondre directement à M. Pierre Juquin, l'Humanité avait exprimé un dégoût polémique consistant à critiquer l'ancien porte-parole du Parti communiste à travers le compte rendu de son livre paru dans le Monde du 23 octobre.

En premier lieu, selon l'Humanité, M. Juquin, membre du bureau politique de 1979 à 1985, ne saurait revendiquer pour lui seul le mérite de l'anticritique, puisque M. Georges Marchais avait déclaré au comité central, en septembre 1984 : « Comme directeur du parti, comme comité central, nous nous considérons (...) comme comptables de l'ensemble des actes du parti ». On admettra, pourtant, qu'il y a une certaine distance entre la façon dont M. Marchais invitait le comité central (sans chaque fois le solliciter) à assumer une responsabilité collective au nom de tout le parti et l'affirmation, par M. Juquin, de sa part de responsabilité personnelle dans les erreurs commises.

En second lieu, selon l'Humanité, le récit fait par M. Juquin des conversations entre M. Marchais et les dirigeants soviétiques en janvier 1980 ne serait pas inédit, un compte rendu de cette rencontre ayant été fait au comité central le 22 janvier 1980. On cherchera vainement, dans la relation de cette session du comité central dans l'Humanité du 23 janvier 1980, les informations que M. Juquin donne dans son livre.

P. J.

La rencontre Marchais-Brejnev

« La rencontre débute par la lecture d'un texte de Léonid Brejnev, très atteint par la maladie. À propos de l'Afghanistan, le numéro 1 soviétique fait deux longues hésitations des militaires. La décision a été politique. « Cela a été très dur, expose Brejnev, mais nous ne pouvions pas faire autrement. Nous avons plusieurs fois refusé l'aide militaire demandée ». Les vides conversations ont lieu avec Mikhaïl Soudoulov et Boris Ponomarev. Après un échange de vues sur la situation économique en Union soviétique, en particulier sur le problème énergétique, on aborde les questions internationales. Soudoulov souligne : « L'encerclement » de l'Union soviétique par le Japon, les États-Unis, la Chine. Il dit : « On ne peut pas rester les bras croisés. On ne peut pas tolérer le déséquilibre des forces ». Il insiste sur la nécessité de s'opposer aux décisions de l'OTAN, en particulier sur l'installation des euro-missiles. Il laisse entendre que l'intervention en Afghanistan est, au fond, une question d'équilibre mondial, ce que Léonid Brejnev n'a pas dit la matinée. Sur les euro-missiles, le secrétaire général du Parti communiste français souhaite obtenir des assurances : que doit dire le Parti communiste français, quels mots d'ordre précis doit-il avancer pour ne pas se trouver en difficulté ?

« Georges Marchais. — Le mot d'ordre de lutte est donc d'annuler la décision de l'OTAN ?

« Boris Ponomarev. — Il serait plus réaliste de dire qu'il ne faut pas la mettre en pratique.

« Georges Marchais. — Chez nous, on nous reproche de nous allier au FURSS. Nous répondons non. Est-ce que la paix et le désarmement sont toujours la politique de l'URSS ? Pouvons-nous confirmer à notre comité central que l'Afghanistan ne met pas en cause la politique de paix de l'URSS ?

« Mikhaïl Soudoulov. — C'est notre politique depuis Lénine, et cela ne changera pas... Nous voulons tout faire pour éviter la guerre... Faisons-nous nous, que pouvons-nous faire ?

« Georges Marchais. — Comprenez bien ma question. Je ne vous fais pas injure de croire que vous avez changé. Mais la question va nous être posée par notre comité central. C'est donc une question de confiance entre vous et nous.

« Mikhaïl Soudoulov (très fort). — Nous sommes pour la paix !

« Georges Marchais. — D'accord. Peut-être pourrions-nous être plus précis sur la paix dans notre déclaration commune.

« Boris Ponomarev encourage alors le Parti communiste français à préparer activement la conférence des partis communistes d'Europe sur les euro-missiles proposée par le Parti communiste français et le Parti ouvrier unifié polonais. Mikhaïl Soudoulov annonce que le Politburo s'est réuni et approuve cette proposition. Georges Marchais pose des questions sur cette conférence. On revient au problème des euro-missiles. Un délégué français demande :

« Avez-vous dit que vous gèleriez les SS-20 si la décision n'était pas prise ?

« Nous n'avons jamais dit cela », réplique Boris Ponomarev. Georges Marchais conclut ce débat

Une étude biographique et historique bourrée de faits, de dates, de jugements incisifs, de souvenirs bouleversants, de commentaires lumineux, d'anecdotes amusantes. Jacques Attali, dans un nouveau rôle de conteur, est tout simplement admirable.

Elie Wiesel



576 pages 120 F

FAYARD

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Mer : et les obus ?

Le budget du secrétariat d'Etat à la mer (5414 millions de francs, soit 0,48 % du budget de l'Etat) a été adopté mercredi 23 octobre par les seuls socialistes, les communistes votant contre, le RPR et l'UDF ne participant pas au vote.

Les crédits du secrétariat d'Etat « régressent, en valeur nominale, de 4,4 % », a fait remarquer M. André Duroméa (PC, Seine-Maritime), rapporteur pour avis de la commission de la production, et cette évolution « inacceptable » traduit « une politique de désengagement de l'Etat ». Pas du tout, répliqua M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer : si l'on tient compte des transferts de compétences intervenus au détriment du secrétariat d'Etat, « les crédits augmentent, à structures constantes, de 3,95 % », et « même s'il est marqué par la rigueur, ce budget ne sacrifie pas les intérêts maritimes ».

Au-delà de cette bataille de chiffres, il reste qu'un complément substantiel de 200 millions de francs tiré sur le Fonds spécial de grands travaux sera nécessaire afin de financer les investissements portuaires.

Si « la priorité est accordée à la police maritime et à la protection du littoral », ainsi que l'a souligné M. Albert Denvers (PS, Nord), près de 70 % des crédits sont destinés à l'action en faveur des gens de la mer. Ce qui fait dire à M. Marc Lauriol (RPR, Yvelines) que « la mer apparaît comme une véritable assistance sociale ».

Bien entendu, c'est la situation de l'armement naval et de la pêche maritime qui a monopolisé l'essentiel des débats. Selon M. Denvers, la situation de la construction navale est « inquiétante » : « La modernisation de nos chantiers est largement chose faite, reste désormais à apprendre à vendre mieux, et cela relève de la responsabilité des entreprises ». Un « Monsieur Marine marchande » a été chargé de préparer un rapport sur la compétitivité de la flotte de commerce française, et M. Lengagne a assuré que le plan de modernisation engagé serait poursuivi. Il a profité du débat pour fustiger « ceux qui clament à tue-tête : moins d'Etat, plus de liberté ».

Mettant en lumière la contradiction entre le discours libéral de l'opposition et ses prises de position sur les aides de l'Etat au monde

maritime, il a précisé : « Moins d'Etat pour la flotte de commerce ? Mais ce sont les armateurs eux-mêmes, ainsi que les députés de l'opposition, qui réclament depuis des années l'obtention d'aides à l'acquisition de navires d'occasion ! Toute doctrine économique doit garder sa cohérence. Ceux qui préconisent le libéralisme intégral doivent aussi être prêts à en assumer toutes les conséquences. J'en laisserai juger tous les professionnels du monde maritime ».

Les orateurs du RPR, de l'UDF et du PC ont manifesté leur mauvaise humeur au sujet de la concurrence que les chalutiers espagnols font aux marins pêcheurs français. A M. Pierre Mauger (RPR, Vendée) qui poussait le souci du détail jusqu'à s'interroger sur le rôle des canots des bâtiments de la marine nationale qui patrouillent dans le golfe de Gascogne étaient toujours pourvus d'obus, M. Lengagne a répondu : « Je n'ai pas hésité à faire usage des canons, mais est-ce bien la meilleure méthode ? ». Et illustrant le credo européen du gouvernement, le ministre a estimé que « le bilan de l'accord de 1983 qui a fait naître l'Europe bleue est globalement satisfaisant ».

C. C.

Plan et aménagement : ne pas déshabiller Pierre

Les députés socialistes se sont aussi retrouvés seuls pour approuver les crédits du ministère du Plan et de l'aménagement du territoire : 2 749,3 millions de francs, soit 0,24 % du budget de l'Etat, et une progression de 8,6 % par rapport à 1985.

L'évolution économique n'impose-t-elle pas une redéfinition des notions de Plan et d'aménagement du territoire ? Chacun en est bien conscient. Mais sur la nouvelle conception à retenir les divergences sont totales. Pour M. Pascal Clément (UDF, Loire) l'affaire est entendue : l'échec des prévisions macro-économiques du IX^e Plan démontre suffisamment à ses yeux que le Plan ne peut être « une espérance, une religion », mais qu'il doit simplement jouer « un rôle d'impulsion », être « un creuset de concertation ».

Pour les socialistes au contraire, le Plan garde toute sa valeur « dans une société d'économie mixte », car, comme le dit M. Gaston Defferre, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, « à travers les entreprises nationales, le Plan et le gouvernement peuvent agir sur l'économie ». M. Robert de Caumont (PS, Hautes-Alpes) rapporteur pour avis de la commission de la production, fort de son expérience avec Pechiney, a même regretté que « les politiques particulières des firmes puissantes ne soient pas mieux articulées avec les stratégies des pouvoirs publics » et que ces entreprises ne soient plus « incitées à anticiper suffisamment les échéances et à respecter leurs interlocuteurs locaux ainsi

qu'à les consulter ». En tout état de cause, M. Christian Goux (PS, Var), président et rapporteur de la commission des finances, a constaté qu'en trois ans de plan quinquennal les crédits des douze programmes prioritaires d'équipement ne seraient pourvus qu'à 50 %, mais il s'est félicité qu'ils augmentent de 8,3 %, soit plus que le budget de l'Etat (3,9 %), ce qui prouve que « la maîtrise des dépenses publiques s'est organisée globalement autour des priorités du Plan ».

Même débat philosophique sur l'action de la DATAR. Pour M. Clément, « elle répartissait l'expansion » ; elle ne peut plus répartir la pénurie. Aussi, si elle doit « orienter les investissements étrangers », elle ne saurait « en aucun cas » occuper des investissements français. Les communistes sont encore plus sévères. Eux, il est vrai, ont de tout temps critiqué une administration dont l'objectif était de réduire leurs places fortes industrielles dans la région parisienne au bénéfice de la province. « La politique de désindustrialisation de l'Île-de-France continue à faire des ravages », a pu constater M. François Auzan (PC, Seine-Saint-Denis). L'emploi perdu en Île-de-France ne se retrouve nulle part et surtout pas dans les régions où le taux de chômage est en progression constante.

Les socialistes conviennent que l'aménagement du territoire ne peut continuer comme par le passé, ne serait-ce, a fait remarquer M. Defferre, que parce que les régions riches d'hier ne sont plus celles d'aujourd'hui et ne pourront être celles de demain que si elles développent les nouvelles technologies et

forment leurs hommes ». La DATAR a donc, pour eux, encore un grand rôle à jouer. « Prioritairement vers la gestion des reconversions et vers la modernisation des activités productives », a expliqué M. de Caumont, qui a précisé : « Prenant appui sur la décentralisation, elle tend à valoriser les initiatives nouvelles et à potentialiser les locales ».

Les députés socialistes ont obtenu du gouvernement que soient alloués de 12 millions de francs les crédits de fonds d'intervention pour l'aménagement de la montagne.

Cela étant, M. Edmond Alphandery (UDF, Maine-et-Loire) a bien montré, à travers un cas précis, la difficulté de la tâche actuelle : des sommes « fabuleuses » devraient être accordées à un industriel qui veut créer une entreprise de fabrication de poignées de portes à Villers, au cœur de la Lorraine sinistrée ; or cela, en faussant les données du marché, risque de mettre à mal une usine du Saumurois qui fabrique la moitié de la consommation française de ce produit et emploie quatre cents personnes ; la création d'emplois en Lorraine, qui en a bien besoin, risque d'en faire perdre dans le Maine-et-Loire, qui est très loin d'en avoir trop ! Le ministre d'Etat a reconnu qu'il y avait là un réel problème. Il a, pour l'instant, bloqué la prime d'aménagement du territoire pour la future entreprise lorraine en attendant de trouver une solution. Cela ne sera pas facile. En période de crise habiller Paul amène plus que jamais à souvent déshabiller Pierre.

Th. B.

AU SÉNAT

M. Badinter mis en garde contre « le risque d'être expéditif et sommaire » dans la modernisation de la justice pénale

M. Robert Badinter, garde des sceaux, poursuit son objectif de modernisation et d'humanisation de la justice pénale. Dans cette voie, le ministre de la justice ne rencontre pas d'opposition de principe mais il se heurte à certaines craintes. Ainsi, lors de l'examen du projet de loi relatif à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales, mercredi 23 octobre, au Sénat, M. Charles Jolibois (ratt. adm. RI, Maine-et-Loire), rapporteur de la commission des lois, a mis en avant les excès de simplification qui risqueraient de porter atteinte à la liberté individuelle : « A vouloir être par trop rapide et efficace, on risque d'être expéditif et sommaire », a-t-il estimé.

Les sénateurs ont approuvé une bonne partie des dispositions adoptées précédemment par l'Assemblée nationale (le Monde du 27 juin) : le principe de l'information du plaignant et de la victime en cas de classement de l'affaire par le parquet (toutefois, le Sénat a souhaité que cette information soit communiquée par lettre recommandée), les nouvelles règles de restitution des objets saisis, de même que celles renforçant les pouvoirs des officiers de police judiciaire, celles relatives à la procédure de dépôt des demandes de mise en liberté ou de modification du contrôle judiciaire, l'allongement des délais d'appel des ordonnances au juge d'instruction ou encore la centralisation au sein du code de procédure pénale des dispositions

touchant au jugement des contraventions.

A côté de ces points d'accord, la majorité sénatoriale a refusé que soit porté atteinte à ce que M. Jolibois a appelé « les trois piliers du système judiciaire français », à savoir le principe de l'autorité de la chose jugée, l'impossibilité pour le pouvoir exécutif de choisir les magistrats chargés de juger, et les droits de la défense.

En outre, le premier de ces trois principes, le Sénat n'a pas retenu le système introduit dans le code de procédure pénale permettant à une juridiction qui aura prononcé une peine d'emprisonnement ferme de six mois ou plus d'ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de cette peine si le condamné accomplit un travail d'intérêt général. Il n'a pas non plus accepté la possibilité que soit adoucie la peine prononcée contre un prévenu qui, condamné par défaut à la première audience du jugement, ne comparaitrait pas non plus à la seconde.

Sur le second point, la commission des lois ainsi que M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) n'ont pas voulu retenir un nouveau critère (celui du lieu de détention) pour définir la compétence territoriale des procureurs, des juges d'instruction et des tribunaux correctionnels. M. Badinter, prudemment, ne s'est pas opposé à ce que disparaissent du texte les articles qui, selon ses détracteurs, auraient

permis au pouvoir exécutif de « choisir ses juges ».

Quant à la protection des droits de la défense, le Sénat a refusé le système consistant à interdire l'innovation, devant la Cour de cassation, des nullités constatées avant l'ouverture des débats ou durant les débats de la cour d'assises et qui n'auraient pas été soulevées devant cette juridiction.

D'autre part, tout en acceptant le principe des innovations proposées, les sénateurs ont apporté des modifications, par exemple en refusant qu'un inculpé puisse déclarer n'importe quelle adresse de façon que ce dernier puisse bénéficier parfaitement du droit d'interjeter appel contre les décisions le concernant. Tout en admettant la solution de l'expertise unique, ils ont prévu la possibilité, dans certains cas particuliers, de procéder à la désignation de plusieurs experts. Ils ont également décidé que les conclusions d'expertise aux parties et au conseil parviennent non pas par simple voie postale, mais par lettre recommandée. Ce système de lettre recommandée a également été retenu pour la notification des ordonnances du juge d'instruction.

Enfin, les sénateurs se sont refusés à apporter l'assouplissement proposé dans le texte initial aux conditions d'exécution de la semi-liberté.

A. Ch.

Le communiqué du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Élysée le mercredi 23 octobre 1985. A l'issue du conseil, le service de presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué suivant :

● L'AMÉNAGEMENT FONCIER.

Le ministre de l'Agriculture a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à l'aménagement foncier.

Les dispositions en vigueur sur ce sujet, qui constituent le titre premier du livre premier du code rural, seront reformulées en fonction de trois préoccupations essentielles :

— Simplifier et harmoniser les procédures existantes ou nouvelles, de façon à mieux les adapter à la diversité des situations locales ;

— Traduire dans l'aménagement foncier rural la politique de décentralisation. La commission communale d'aménagement foncier disposera de modes d'aménagement plus nombreux et mieux coordonnés entre eux. Le département, responsable du financement de l'aménagement foncier, verra préciser ses pouvoirs de mise en œuvre des opérations ;

— Redéfinir la procédure de « réorganisation foncière » qui permet de favoriser des échanges multiples de parcelles lorsqu'un large consensus existe entre les propriétaires et les exploitants. Ce système, plus simple que le remembrement traditionnel, est plus approprié aux régions agricoles à faible relief direct du sud de la Loire et aux zones de bocage de l'Ouest.

● RÉMUNÉRATIONS DES FONCTIONNAIRES :

Traitements et retraites seront augmentés de 1,5 % au 1^{er} novembre. — Le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des simplifications administratives a présenté au conseil des ministres un projet de décret relatif à la rémunération des fonctionnaires et agents de l'Etat et des collectivités territoriales.

Ce décret qui prévoit, conformément à l'accord salarial pour 1985, une augmentation de 1,5 % des traitements et des pensions civiles, militaires et d'anciens combattants au 1^{er} novembre 1985, concerne l'ensemble des agents de l'Etat et des collectivités territoriales. Cette mesure se répercutera sur les traitements des agents des hôpitaux.

Dans la région parisienne, le minimum mensuel de traitement brut s'établira ainsi à 4 920 francs à compter du 1^{er} novembre.

Sur proposition du ministre de l'économie, des finances et du budget :

— M. Philippe Richer, conseiller d'Etat, est nommé membre de la Cour de discipline budgétaire et financière ;

— M^{me} Christiane Dore est renouvelée dans les fonctions de présidente du conseil d'administration de la Banque Sofinco ;

— M. Gilbert Lasfargues est renouvelé dans les fonctions de président du conseil d'administration de la Banque Vernes et commerciale de Paris.

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice :

— M. Raymond Fèvre, conseiller d'Etat, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite.

Sur proposition du ministre de la défense :

— Le contre-amiral Jean-Pierre Lucas est nommé attaché des forces armées, chef de poste, attaché naval près

compter du 1^{er} novembre, ce qui correspond à un traitement net de 4 364 francs.

An total, conformément au calendrier prévisionnel établi dans le relevé de conclusions sur le dispositif salarial, les rémunérations des fonctionnaires auront été revalorisées de 4,5 % au cours de l'année 1985.

● LE BILAN DES ASSEMBLÉES ANNUELLES DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL ET DE LA BANQUE MONDIALE.

Vers un progrès de la coopération internationale en matière financière et monétaire. — Le ministre de l'économie, des finances et du budget a rendu compte au conseil des ministres des assemblées annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, qui se sont tenues à Séoul du 5 au 9 octobre.

Ces réunions ont marqué un progrès dans la prise de conscience par l'ensemble des pays de la nécessité de renforcer la coopération internationale.

Dans le domaine monétaire, l'importance de la réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des cinq principaux pays industrialisés, qui s'est tenue à New-York le 22 septembre, a été soulignée. La nécessité d'interventions coordonnées des banques centrales pour conduire à la dépréciation du dollar contre le yen et les monnaies européennes a été unanimement reconnue.

De même, un consensus s'est dégagé pour considérer que, au-delà de l'ajustement nécessaire, le retour à la croissance était indispensable tant pour les pays industrialisés que pour les pays en développement.

Pour les premiers, il a été admis que ceux qui auraient d'ores et déjà restauré leurs équilibres extérieurs devraient relancer la demande intérieure pour stimuler la croissance.

S'agissant des pays en développement les plus pauvres, il a été décidé de la faire bénéficier des sommes remboursées au fonds fiduciaire, géré par le FMI, qui se montent à 2,7 milliards de dollars.

Quant aux pays en développement les plus endettés, il a été convenu que les modes actuels de traitement des dettes (rééchelonnements) devraient être complétés par des reports de crédits nouveaux. Ceux-ci pourraient permettre à ces

pays d'élever leur taux de croissance, de maintenir leur niveau de vie et de dégager les recettes d'exportations nécessaires au remboursement de la dette. A cet effet, conformément aux propositions de la France, les concours de la Banque mondiale, en particulier sous forme de financements non affectés à des projets spécifiques, devront être sensiblement accrus, tandis que les banques commerciales seront invitées à augmenter le volume de leurs prêts.

An total, les réunions de Séoul, bien qu'elles n'aient pas été marquées par des décisions spectaculaires, peuvent être considérées comme un pas en avant vers le nouvel ordre monétaire et financier international que la France réclame avec insistance depuis le sommet de Versailles.

● LA LUTTE CONTRE LES PLUMES ACIDES

M^{me} le ministre de l'environnement a présenté au conseil des ministres une communication sur la lutte contre les pluies acides.

Les nouvelles mesures proposées tiennent compte des conclusions du rapport établi par M^{me} Vaitroff, députée des Vosges, chargé par le premier ministre d'une mission sur les pluies acides et le déplacement des forêts.

1) L'action contre la pollution de l'air par les hydrocarbures sera accélérée au cours de la période 1985-1988. A cette fin, la réglementation concernant les rejets industriels sera complétée d'ici au premier trimestre 1986.

Par ailleurs, la France s'est fixée pour objectif de réduire de 50 % les rejets d'oxyde de soufre entre 1980 et 1990. A partir de janvier 1986, les équipements de désulfuration nécessaires bénéficieront d'aides financières par une taxe sur les pollutions.

2) La France propose, pour la Communauté européenne, une norme uniforme visant à réduire la teneur en soufre du gazole et du fioul domestique. Elle demandera l'adoption rapide de la réglementation sur les centrales thermiques et les grandes installations de combustion, ainsi que la fixation de normes sur les rejets d'hydrocarbures.

3) Les crédits consacrés à la recherche en ce domaine seront accrus de 60 % en 1986. Le programme de création de postes d'observation de l'état de la forêt sera achevé ; cette surveillance sera étendue à des zones et à des vergers dans les sites les plus sensibles. Enfin, le réseau de mesure de la pollution photochimique en forêt sera achevé en 1986.

● LA MISE EN PLACE DES PREMIERS BACCALURÉATS PROFESSIONNELS.

Le secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique et technologique a présenté au conseil des ministres une communication sur la mise en place des premiers baccalauréats professionnels.

Prévue dans le projet de loi-programme sur l'enseignement technologique et professionnel, la création de ces baccalauréats vise à satisfaire les besoins de l'économie en personnels qualifiés du niveau de technicien. Elle permettra la promotion des élèves des lycées d'enseignement professionnel en les amenant au baccalauréat.

Les baccalauréats professionnels seront de même niveau que les baccalauréats généraux ou technologiques. Leur préparation sera réservée aux titulaires du brevet d'études professionnelles et conçue en étroite relation avec les professions. Elle sera organisée sur deux années et fera une large place à des périodes de formation en entreprise.

A la rentrée 1985, les cinq premiers baccalauréats professionnels ont été mis en œuvre. Ils ont été parés dans soixante-trois établissements répartis sur tout le territoire national. Ils concernent notamment les métiers de maintenance de l'aéronautique, de l'audiovisuel électronique, de réseaux bureautiques et télématiques et des systèmes mécaniques automatisés.

Cette action s'accompagne d'un plan de formation s'adressant en cinq ans à tous les enseignants des lycées professionnels et des disciplines techniques des lycées techniques.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA JEUNESSE

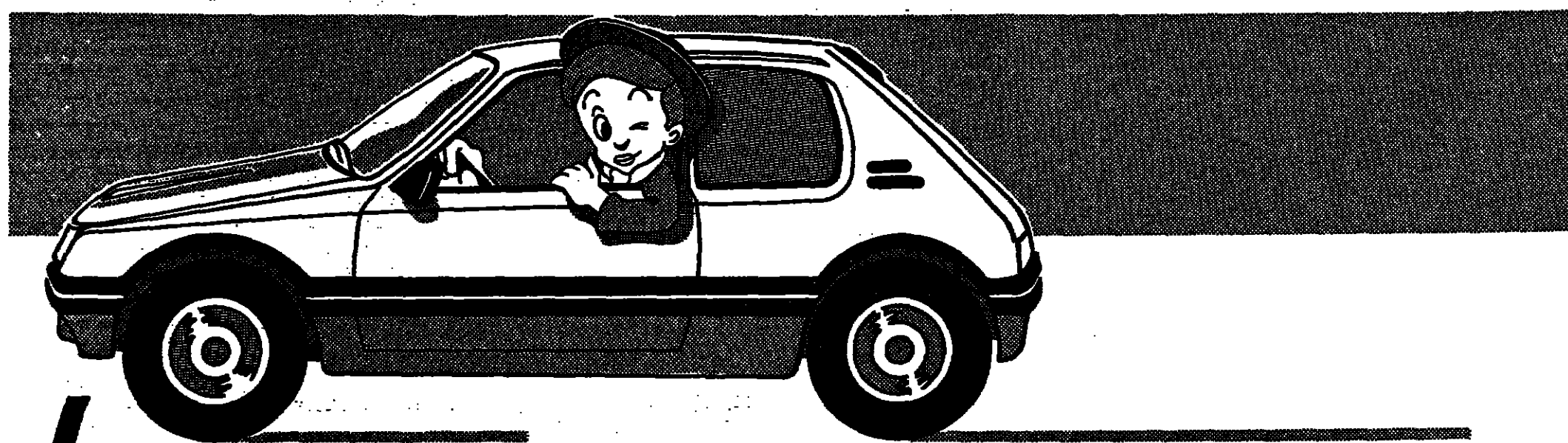
Envoyer 35 F timbres à 1 F ou chèque à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolot, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 130 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

C. F. M.

ministère

Mediavision

remercie
Automobiles
Peugeot



La Peugeot 205 a pris comme passager "le petit mineur" superstar du cinéma réussissant l'un des films publicitaires les plus appréciés de la rentrée.

Pour son cinquantième anniversaire "le petit mineur" symbole de mediavision vous rappelle qu'en 1984 plus de 300 annonceurs nationaux et plus de 5000 annonceurs locaux ont utilisé le cinéma publicitaire pour leur communication.



mediavision

79, Champs-Élysées 75008 Paris

Tel: (1) 47.20.00.01

société

COAUTEUR DE « SUICIDE, MODE D'EMPLOI »

M. Yves Le Bonniec a été arrêté

Alors que l'audience venait de se terminer mercredi 23 octobre devant la seizième chambre correctionnelle de Paris, trois policiers en civil, assistés des gendarmes de la garde du palais de justice de Paris, ont interpellé M. Yves Le Bonniec, trente-quatre ans, coauteur, avec Claude Guillon, de *Suicide, mode d'emploi*, publié il y a trois ans et demi par les éditions Alain Moreau.

Sous le coup d'un mandat d'amener délivré en janvier 1985 par M. Bardou, juge d'instruction

au tribunal de grande instance de Castres (Tarn), Yves Le Bonniec a été enjoint à la prison de la Santé dans l'attente de son prochain transfert à Castres.

La procédure engagée à Castres fait suite à une plainte déposée par un gendarme, M. Cazals, pour « non-assistance à personne en danger et homicide involontaire » après le suicide de son fils Daniel, vingt-cinq ans, survenu à la fin de l'année 1984. Le jeune déses-

péré, après avoir consulté *Suicide, mode d'emploi*, avait écrit aux auteurs pour s'inquiéter d'une contradiction entre le dosage d'un produit indiqué dans un chapitre et celui figurant dans une annexe du livre. Dans sa réponse, Yves Le Bonniec avait donné la précision souhaitée. Une affaire similaire à celle qui a abouti, mercredi, à la comparution d'Yves Le Bonniec devant la seizième chambre correctionnelle de Paris.

Des démons et des hommes

(Suite de la première page.)

Dans la seconde lettre, il confirme le rôle du démon et ajoute : « Ne me pleure pas. J'étais devenu trop dangereux. »

Michel Bonnal, ancien séminariste, était « un homme torturé » dira l'avocat de la partie civile. Depuis longtemps, il parlait de suicide. Il s'était même acheté, quelques mois avant, un pistolet 22 long rifle. Finalement, il avait choisi de mourir loin de chez son père, à Paris, en absorbant des doses massives d'un antidépresseur. Un geste annoncé, préparé et mûri autant qu'un homme dans son état mental puisse mûrir pareille décision.

« Tranquillité »

A Montpellier, dans la chambre de son défunt fils, M. Henri Bonnal découvre une lettre qu'aussitôt il juge, pour le coup, proprement démoniaque et un livre qui ne l'est pas moins : celui de Claude Guillon et Yves Le Bonniec. La lettre, signée de ce dernier, explique, en réponse à une demande de renseignements de Michel Bonnal, dans quelle mesure tel antidépresseur signalé dans l'ouvrage comme utilisable « en solution buvable » peut l'être aussi « sous forme de comprimés ». L'auteur répond que « la dose mortelle (...) sera obtenue par l'addition de 160 comprimés ». Il précise aussi, toujours en réponse à son correspondant, au sujet du « délai nécessaire à prévoir » (entre l'absorption du médicament et la mort) : « Il se peut qu'une dizaine d'heures soient suffisantes, mais rappelez-vous que les associations militantes insistent sur la nécessité de préserver un minimum d'une journée (vingt-quatre heures) de tranquillité. » A Paris, chez son frère absent, Michel serait plus tranquille qu'à Montpellier.

Henri Bonnal, le père, qui créa par la suite l'Association de défense contre l'incitation au suicide, dépose une plainte avec constitution de partie civile, plainte qui sera instruite à Paris par M^{me} Nida Bertolini et aboutira à l'inculpation d'Yves Le Bonniec, le 25 octobre 1984. Le co-auteur de *Suicide, mode d'emploi* refusera de déférer à la

Tous les suicidants veulent-ils vraiment mourir ? Est-il juste de leur en donner les moyens ? Au nom de la liberté...

plupart des convocations du juge d'instruction, estimant qu'il y avait « détournement de procédure », les poursuites fondées sur le délit de non-assistance ne servant, à ses yeux, qu'à masquer le procès liberticide fait au livre lui-même.

L'inculpé fournira, cependant, au magistrat des documents essentiels : la totalité de ses échanges épistolaires avec Michel Bonnal. Celui-ci s'était, en effet, manifesté une première fois auprès des auteurs, dès le 11 novembre 1982, en les remerciant d'avoir écrit ce livre et en leur indiquant — c'était quatre mois avant de mourir — : « J'ai pensé plusieurs fois à la pendaison mais j'ai peur de me rater, ne sachant pas bien faire les nœuds. Aidez-moi, car ce qui m'arrive est grave (surtout pour les autres). C'est pour ça que je pense très profondément à me faire disparaître. » Yves Le Bonniec avait donné les réponses techniques demandées mais avait, in fine, voulu le « dissuader de recourir à l'une ou l'autre de ces méthodes ». Dans la réponse à la deuxième lettre, qui viendrait deux mois plus tard, il ne serait plus question de dissuasion.

A l'audience, l'atmosphère fut lourde, angoissante. Dans son coin, M. Henri Bonnal, la soixantaine, raide comme le malheur, a suivi les débats sans manifester aucun sentiment visible. A quel-que pas de lui, Yves Le Bonniec, longue chevelure claire, petites lunettes cerclées, beau visage d'archange en blouson de cuir, tentait de contenir la fureur que faisaient monter en lui les arguments de la partie civile.

Les témoins qui défilaient parurent tout décontenancés que le livre (comme le leur rappela sans cesse la présidente, M^{me} Marie-Claude Duvernier) ne fût pas au centre des débats. On

pouvait y penser toujours mais n'en parler jamais. Un père de suicidé vint pourtant, la voix blanche, dire que son fils aussi s'était servi du livre (« page 275, on l'a retrouvée cornée ») un triste jour de février 1984, dans une grange, en Savoie. « Le suicide, dit le père, ce n'est pas seulement l'affaire de celui qui s'en va. Dire en face à quelqu'un que son fils s'est suicidé, c'est reconnaître qu'on n'a rien pu faire. »

L'abbé Jean Toulat, qui lutte depuis longtemps contre la mort sous toutes ses formes (bombe atomique, avortement, peine capitale...) a indiqué que, naturellement, il était aussi de ce combat-là : « Votre jugement, dira-t-il au tribunal, sera vital. » Le président de l'association d'entraide Phénix expliquera qu'il vaut mieux « emprunter un chemin qui passe par la main tendue que par une psychologie glaciale ». Président du Groupe d'étude et de prévention du suicide, le docteur Jean-Pierre Soubrier expliquera que « le suicidant est orienté, à la fois vers la vie et vers la mort » et que « son désir est peut-être moins de mourir que de mieux vivre ». Aussi faut-il se méfier avant de l'aider à suivre le désir qu'il exprime. Enfin, M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, auteur d'une proposition de loi réprimant l'incitation au suicide, tenta de faire quelques déclarations que la présidente coupa, les jugeant hors de propos.

Procès d'idées

La défense avait cité deux témoins seulement. Claude Guillon, le coauteur du livre dont on ne devait pas parler, indiqua, quand même, que Le Bonniec et lui avaient reçu un millier de lettres, dont « deux cents semblables à celle de Michel Bonnal ». « Le plus triste, remarqua-t-il perfidement, c'est que ces gens-là aient dû s'adresser à nous. S'ils l'ont

fait, c'est qu'ils n'ont pas pu parler à ceux qu'on appelle des proches. » Quant à l'éditeur, Alain Moreau, il dut renoncer à faire la « déclaration » qu'il voulait prononcer, la présidente lui ayant, dès les premiers mots, rappelé que ce n'était pas là le rôle d'un témoin.

L'avocat de la partie civile, M^{me} Pierre Chatel, du barreau de Montpellier, fit preuve d'un lyrisme vindicatif, s'échauffant à décrire l'inculpé comme un fauteur de mort : « Oui, je vous fais un procès d'idées et d'idéologie. Je défends la vie, vous défendez la mort. Pour moi, vous représentez la mort. Votre but, c'est qu'on meure. Vous ne voulez que ça : la tombe. »

Le procureur de la République, M^{me} Georgette Benas, reprocha brièvement à Le Bonniec d'avoir « aggravé l'état de péril de mort du suicidant en lui donnant de nouvelles précisions » sur les médicaments et demanda une condamnation, sans autres précisions. « Le suicide, conclut-elle, relève de la conscience individuelle, mais il est indécemment tiré profit de la détresse. »

M^{me} Francis Teitgen, pour l'inculpé, plaida la relaxe en refusant de se placer sur un autre terrain que le terrain juridique. Qu'aurait pu, concrètement, faire Le Bonniec pour empêcher le suicide ? Aurait-il été le seul informé des projets de Michel Bonnal ? « Non, toute la famille était au courant de ses tendances suicidaires anciennes. Aurait-il pu, lui seul, Yves Le Bonniec, qui ne le connaissait que par ses deux lettres, réussir ce que les autres, et notamment la famille, n'ont pas tenté ou en tout cas pas réussi ? S'agissait-il de lui faire porter la responsabilité de sa mort ? »

C'était là le nœud du procès et ce qui expliquait la tension des acteurs et du public, nombreux et partagé. Les survivants tentent toujours de détourner le sentiment de culpabilité que fait naître un suicide. Que ces survivants soient des proches ou des inconnus.

Procès ambigu pour deux démarches ambiguës. L'une consiste à désigner le « démon », écrivain, Satan anarchoïste, sans que Michel Bonnal ne se serait peut-être pas tué. En tout cas pas de cette façon. L'autre consiste à faire comme si tous les suicidants voulaient vraiment mourir et comme s'il était juste de leur donner, à tous, les moyens de passer à l'acte en douceur et avec une garantie de résultat. En vertu, cette fois, d'une sorte d'obligation d'assistance à liberté en péril.

Jugement le 20 novembre.

BRUNO FRAPPAT.

Un hooligan écroué à Fleury-Mérogis. — Considéré comme l'un des responsables d'une agression commise le 3 septembre 1985 par huit hooligans contre un employé de bureau de vingt-quatre ans dans les jardins du Trocadéro au terme du match Paris-Saint-Germain — Nancy (Le Monde du 7 septembre), un jeune homme, âgé de dix-neuf ans, Philippe Corider, a été inculpé, mercredi 23 octobre, de coups et blessures volontaires et écroué à la prison de Fleury-Mérogis par M^{me} Marguerite Laurent, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris.

Parallèlement, le magistrat a remis en liberté les cinq jeunes gens âgés de quinze à dix-huit ans détenus depuis leur inculpation le 5 septembre, avec trois autres mineurs laissés en liberté.

SUJET OU PRÉDICAT ?
En êtes-vous sûr ?
La réponse simple dans
BESCHERELLE 3
La Grammaire Pour Tous
HATIER

A L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DES ÉVÊQUES FRANÇAIS

Les religieux au défi

Après une rencontre de deux jours à Bois d'Arc, l'Assemblée plénière annuelle des évêques français se tiendra à Lourdes du 25 au 29 octobre. Elle examinera la préparation du prochain synode extraordinaire de Rome consacré au bilan de Vatican II, reprendra la discussion sur la catéchèse et se penchera enfin sur la vie religieuse en France qui est en pleine mutation.

Eux-mêmes s'appellent parfois, par une sorte d'humour glacé, « les derniers des Mohicans ». Qui pourrait le nier ? La vie religieuse ne se porte pas bien. Elle rétrécit comme peu de choses. Les religieux étaient 20 000 en 1972 : ils ne sont plus que 13 300, dont 12 000 âgés de plus de quarante-cinq ans. Quant aux religieuses, elles ont vieilli avec leurs cornettes : si elles sont encore 75 000, près de 40 000 ont plus de soixante-cinq ans. Certes depuis trois ans, le nombre des novices, masculins et féminins, a augmenté de 50 %, mais les chiffres sont à un niveau si bas (250), que personne n'ose sérieusement parler de reprise des vocations.

Ce sont les monastères qui maintiennent le mieux leurs maigres effectifs : on compte aujourd'hui en France 1 500 moines et 6 200 moniales. Et parmi eux, les plus traditionnels, comme le monastère bénédictin de Fontgombault, dans la Vienne, recrutent le mieux. Les grands ordres (dominicains, franciscains, capucins) qui, comme les moines contemplatifs, mettent

chômage, de la drogue, des jeunes marginaux, etc.

Or, au même moment, les évêques des régions déchristianisées, affrondés à de véritables « déserts » de la foi et à une hémorragie plus grave encore de leur clergé séculier, font des appels du pied aux religieux. Dans telle banlieue, c'est une ZUP qui ne cesse de s'étendre et où l'évêque n'a plus de prêtre à placer. Dans telle zone rurale, ce sont des groupes de paroisses privées brutalement d'animation par la disparition du curé et l'insuffisante préparation des laïcs.

Comment concilier ces besoins de l'Eglise locale — la célébration de la messe dominicale, la catéchèse, l'aumônerie — avec la spécificité propre de la vie religieuse, qui repose sur une tradition, un certain type d'engagement, le charisme d'un fondateur ? « Ne touchez pas à notre identité », dit Jean-Louis Lejay, frère missionnaire des campagnes. Car plus on sera exposé au monde de l'incroyance, plus on aura besoin d'être définis pour ce que nous sommes réellement. »

Pas question, en particulier, de toucher à la vie communautaire : « Nous vivons dans un monde délaté, morcelé, dit Yves Guibert, franciscain à Orléans. J'ai travaillé dans une fraternité franciscaine implantée en milieu ouvrier et c'est l'existence même de cette vie de groupe qui était discutée. »

Il ne s'agit pas, pour les évêques, de faire de la récupération. Ils diront à Lourdes, lors de leur assemblée plénière, que la vie religieuse n'est pas d'abord « une force d'appoint » venant au secours d'un clergé sécu-

Triple difficulté pour les 90 000 religieux et religieuses de France : des effectifs en chute libre, une montée de l'incroyance et l'irruption de communautés nouvelles de type charismatique

l'accent sur la vie communautaire, résistent également mieux que les congrégations (Jésuites, rédemptoristes, etc.) à vocation apostolique.

Les frères enseignants ou hospitaliers subissent de plein fouet la crise, tout comme les sociétés missionnaires, ce qui confirme les déplacements dans la vie religieuse. Il est clair, par exemple, que les actions de coopération concrètes et à court terme pour le tiers-monde mobilisent davantage les jeunes, aujourd'hui, que l'engagement traditionnel au service de la mission.

Une force d'appoint ?

Oltre le choc numérique, la deuxième mutation de la vie religieuse touche à son insertion dans la société et dans l'Eglise. Pendant longtemps, la « visibilité » des ordres religieux a reposé sur les grands monastères, les institutions éducatives et hospitalières, les actions caritatives et missionnaires. « Il s'agit aujourd'hui, dit le Père Jean-Paul Marsaud, Fils de la Charité, président de la Conférence des supérieurs majeurs, de trouver de nouveaux types d'insertion, une autre façon d'être visible dans un monde d'incroyance qui se transforme et s'élargit. »

Passer des institutions traditionnelles, comme la santé, l'éducation ou la culture, aux nouveaux « défis » du monde contemporain : cette réorientation a commencé, et on renvoie de plus en plus de religieux engagés sur les terrains de la communication ou des migrations, du

lier défilant, de mouvements anonymes, de laïcs peu mobilisés. « Clarification » n'en est pas moins souhaitée de part et d'autre pour répartir les tâches entre les prêtres, les diacones, les religieux et les laïcs.

La situation se complique avec l'irruption de « communautés nouvelles », encore mal classées et mal connues, qui par leur radicalisme spirituel attirent de plus en plus de jeunes. Elles sont le plus souvent originaires du Renouveau charismatique (comme la communauté de l'Emmanuel, qui père depuis peu les pèlerinages de Paray-le-Monial). Mais sont aussi la création de « bergers » influents, comme le dominicain Marie-Dominique Philippe, qui en Saône-et-Loire a fondé la communauté Saint-Jean.

Bénéficiant de la protection d'un évêque (comme Mgr Le Bourgeois, évêque d'Autun, pour la communauté Saint-Jean, ou Mgr Matagrin, évêque de Grenoble, pour les Filles de Béthléem), certaines ont commencé à ordonner des prêtres et à prendre en charge des paroisses. Elles n'ont pourtant pas de statut officiel de communauté religieuse : « Nous les définissons plutôt, dit Jean-Paul Marsaud, le président des supérieurs majeurs, comme des communautés de vie évangélique. Leur présence nous pose beaucoup de questions. » Les évêques maîtrisent aussi mal que les religieux ce phénomène, dont nul ne sait s'il est le symptôme d'un réveil religieux profond ou un feu de paille lié à un engouement spirituel passager.

HENRI TINCO.

Pingouins, nounours, renards et les autres : le look à la une.

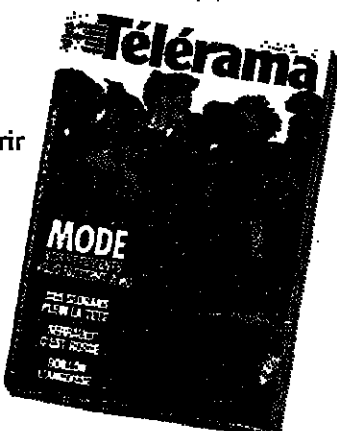
La mode à la mode, des vêtements qui mettent à nu : ce sont les petits paradoxes qui font les grands sujets d'actualité dans *Télérama*. Se montrer ou se cacher, se distinguer ou s'intégrer, les industriels de la mode le crient désormais haut et fort : « ce que vend la mode c'est un style de vie, une manière de se comporter. »

Alors êtes-vous : pingouin, nounours, renard, perroquet ou encore caméléon ? Pour le savoir faites le test que *Télérama* vous propose (avec le concours du CCA) dans le numéro de cette semaine.

Télérama vous propose aussi de découvrir des conseils d'un genre nouveau : les conseils en look. Votre conseil en look, c'est l'ami des moments difficiles : « tout le monde a quelque chose de beau il suffit d'apprendre à le mettre en valeur. »

Le look et vous, une grande enquête de *Télérama*, chez votre marchand de journaux.

Télérama
ça m'bouge



Bible

Une traduction neuve dans une langue nouvelle

Une traduction neuve dans une langue nouvelle

19. Lettres étrangères : les voix intérieures de l'Inde

Le Monde DES LIVRES



RALPH STEADMAN

La psychanalyse à l'heure du déclin

PEU-ÊTRE faudrait-il dire de Freud ce que Renan disait de Hegel, à savoir qu'il a du bon, mais qu'il faut savoir le prendre : bornons-nous à une bonne infusion, car c'est un thé excellent, mais n'en mâchons pas les feuilles.

L'ennui, avec les intoxicés du freudisme, c'est que, subjugués par le génie du maître, ils ont créé un nouveau culte. On sait qu'il y a quelques années encore on s'y pressait, alors qu'aujourd'hui, comme le note Julia Kristeva, nous assistons à une certaine déconsidération, elle aussi mondaine, de l'analyse, consécutive à

* *André-Monique réédite le Sigmund Freud, de Ralph Steadman, dont nous avons tiré l'illustration ci-dessus. (Traduction de Jean Gattéguez, 118 p., 125 F.)*

L'heure de fermeture a-t-elle sonné dans les jardins de Freud ?

la prétention qu'elle eut d'être la nouvelle vision du monde, apportant réponse à toutes les crises.

Sur la foi et la psychanalyse, puisque tel est le thème diaboliquement rebattu de son dernier livre, Julia Kristeva tient des propos auxquels on ne trouverait rien à redire si une certaine emphase ne trahissait un zeste de prosélytisme aussi touchant que naïf. Définir, ainsi qu'elle le fait, l'analyse comme l'« expérience la plus radicale de lucidité », et parler de la grande endurance morale qui permet, en fin de cure, de regarder en face l'image démythifiée de soi et de la communauté, voilà qui rappelle un peu trop les discours

exaltés des années 70 sur l'analyse comme expérience métaphysique, la métanoïa, rappelés pour ceux qui l'auraient oublié, étant dans le monde antique le changement d'orientation vitale qui marquait, sous la direction d'un maître, l'entrée dans la vie philosophique.

Un edipe colossal

Nous restons dans le registre solennel avec cette conclusion de Julia Kristeva : « La psychanalyse m'apparaît aussi, plutôt, comme l'antidote modeste et tenace du nihilisme, jusque dans ses formes les plus courageuses, les plus insolentement scientifi-

ques et vitalistes. Elle est le double éthique, le garde-fou du surhomme. Pour combien de temps ? »

Laissons Julia Kristeva à ses questions, vibrant d'angoisse contenue, et passons à un registre plus joueur, plus désinvolte avec... Freud précisément, dont on édite, sous le titre un peu rébarbatif *Résultats, idées, problèmes*, des textes inédits en français, couvrant la période de 1921 à 1938. Le voici, ce cher Freud, prié en 1931 de donner son opinion sur l'expertise juridique d'un certain Philippe Helmann, accusé d'avoir tué son père. Le procureur l'avait chargé en arguant d'un colossal complexe d'Edipe.

ROLAND JACCARD.

(Lire la suite page 18.)

Le phénomène Millecam

Une fresque romanesque en forme de galaxie avec des romans-astres qui tournent sur eux-mêmes, se répondent et s'éclairent.

Il se produit un phénomène curieux à propos de Jean-Pierre Millecam, ce romancier d'origine irlandaise, mais qui est né et qui vit au Maghreb.

Depuis 1968, où il publia *Sous dix couches de ténèbres*, premier volume d'une ample fresque inspirée par la guerre d'Algérie, chacun de ses livres (le plus récent *La Quête sauvage* est le cinquième, et deux sont encore à venir pour compléter la fresque), est salué par un concert d'éloges et d'enthousiasme, de la part de la critique.

J'ai relevé, dans la masse des comptes-rendus qui ont été consacrés à Millecam, un certain nombre de traits.

On le compare à Faulkner, Dosztoïevski, Sciascia, Garcia Marquez, Péguy, Corneille, Claude Simon. On évoque à son propos l'Apocalypse, les Atrides... et Wagner. On dit de lui et de son œuvre qu'ils sont porteurs d'universel et d'une puissance lyrique peu commune chez les Français.

Pourtant, non seulement on ne l'a cité que rarement dans les pré-sélections des prix littéraires - et naturellement, il n'en reçoit pas, - mais tout se passe comme si, à chaque livre, on le découvrait à nouveau, comme s'il devait repartir de zéro. De beaux esprits s'en vont déplorant, dans les salons, que la littérature française contemporaine s'étiole, qu'elle manque de ces dinosaures que furent les grands écrivains d'autrefois, et que l'on ne trouve plus guère que dans les pampas ou les terres vierges de continents lit-

térairement inexplorés. Mais curieusement, on oublie Millecam.

Serait-ce qu'il n'est pas considéré comme un écrivain français, bien qu'écrivant notre langue ? Il y a peut-être un peu de cela. Mais les véritables causes de ce demi-ostracisme sont autres.

Un « polar métaphysique »

D'abord, Millecam est d'une lecture difficile. C'est indéniable. On n'entre pas dans Millecam comme dans Jean d'Ormesson. Il faut, pour le lire, presque autant de souffle qu'il en manifeste dans l'écriture. Il y a une disposition à l'envoûtement.

Ensuite, l'œuvre de Millecam est répétitive, quasi obsessionnelle. Chacun de ses livres reprend les mêmes thèmes : ceux d'une recherche d'identité, de l'amitié et de la trahison, avec les mêmes personnages : frères ennemis, sœurs-maîtresses, et dans le même décor, celui d'une guerre d'Algérie fratricide et suicidaire. Enfin, en apportant, aux uns et aux autres, un éclairage différent, en proposant chaque fois, des personnages et de leurs actes, une interprétation ou une signification nouvelles, il en épais-sait l'humanité, sans en élucider le mystère. Le dernier livre paru, *La Quête sauvage*, est très révélateur, à lui seul, de cette manière. C'est une sorte de « polar métaphysique ».

PAUL MORELLE.

(Lire la suite page 17.)

* *LA QUÊTE SAUVAGE*, de Jean-Pierre Millecam, Calmann-Lévy, 390 p., 129 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Sartre, d'Annie Cohen-Solal ; Sartre et « les Temps modernes », d'Anna Boschetti Entre l'être et le néant

Il y a pire, pour un biographe, que le manque de sources : leur surabondance. C'est le cas avec Sartre, plus qu'avec aucun autre écrivain de ce siècle. Après les Mots, les Mémoires de Simone de Beauvoir, les centaines d'interviews de l'écrivain à divers âges, les témoignages des proches, il reste peu à découvrir d'une vie qui se voulait transparente et qui, en gros, le fut. Une fois tirés au clair quelques points obscurs et certaines adhésions étonnantes, une fois campés les époques, les mentalités, les amis et les ennemis, que faire sinon citer, paraphraser et faire semblant de prévoir le destin en quoi la mort a figé la liberté du disparu ?

En entreprenant la première biographie détaillée de Sartre, Annie Cohen-Solal n'a pas cherché à tourner cette difficulté par quelque acrobatie de construction ou des prétentions à l'essai analytique. Selon les règles du genre dites « américaines », elle a récapitulé l'énorme brassée d'événements qui s'offraient, sans se soucier que la plupart soient largement connus. A part certaines explorations inédites, par exemple dans les archives côté paternel et les rêves de Sartre vers 1950, l'ouvrage n'apprendra pas grand-chose aux sartriens. Mais il leur servira de référence, cependant qu'il apportera aux moins initiés une information complète, élégamment pédagogique, dégagée des passions, et laissant le lecteur libre de ses jugements.

Le livre ne se lit pas « comme un roman », selon le slogan usé où se cache un préjugé indu quant à la frivolité du public ; il étend généreusement un privilège réservé jusqu'ici à l'entourage de Sartre : rencontrer un homme, et, quoi qu'il ait proclamé la fin des Mots, pas n'importe quel homme !

COMMENT choisir, dans cette montagne de faits et de mots ? Personnellement, j'ai été frappé par ceux d'entre eux qui mettent en lumière le double mouvement de Sartre, alternatif et parfois simultané, vers la réalisation de sa vocation éminente, et vers son saccage. Mouvement sur lequel sa névrose l'empêche d'être lucide, comme sur les chocs de l'enfance qui l'ont formé.

La névrose de Sartre n'est pas là où il croit la circonscrite. Pour un peu, on reconnaîtrait ses problèmes affectifs majeurs au cinglant des formules par lesquelles il espère les évacuer : « Je n'ai pas eu de père, affaire classée » ; « Ma mère n'a certainement pas épousé mon beau-père par amour ». De même, le magnifique autoportrait de petit monstre demanderait à être corrigé par le témoignage du grand-père. Mais Annie Cohen-Solal a raison : il serait « indécent », et vain, de rectifier pas à pas le chef-d'œuvre péremptoire des Mots, où Sartre a

recomposé à sa façon les « années Schweitzer » ; et la psychanalyse sauvage, si tentante, à d'autres !

Acceptons la légende que se fabrique l'auteur, puisque, aussi bien, chez un créateur, l'imaginaire importe autant que la réalité. Voici donc le petit génie qui fait, à La Rochelle, l'expérience de la violence, de la laideur, et du mensonge, condition d'un optimisme alors débordant. Voici l'amitié complexe avec Aron et Nizan, qu'Annie Cohen-Solal connaît bien pour avoir publié en 1980 chez Grasset, en collaboration avec Henriette Nizan, une excellente biographie du « petit camarade » et sosie. Voici le bout-en-train bout-feu de la rue d'Ulm, qui invente de nouveaux systèmes philosophiques chaque semaine, tout en se voulant romancier. Voici les premières amours, le Simone de Toulouse, l'autre Simone, les aventures « contingentes », les velléités de trio dont s'inspirera *l'Invitée* et qu'annonce le manuscrit de *la Défaite*, sur les Wagner et Nietzsche.

DES détails minuscules restent à élucider. Quand Aron a piétiné son chapeau en apprenant l'échec de Sartre à l'agrégation, était-ce de joie masquée, ou de fureur amicale contre le jury ? Le verre avec lequel il a expliqué à Sartre la phénoménologie était-il rempli de bière (version Aron) ou, version Beauvoir, d'un cocktail à l'abricot ? Qui ou non, Sartre autorisait-il ses élèves du Havre à fumer en classe ?

Il y a plus sérieux : l'espèce de retrait du futur écrivain par rapport au militantisme de Nizan, à la curiosité insatiable de Beauvoir. Si Sartre avait été nommé au Japon, au lieu du port normand, aurait-il écrit *la Nausée* ? Sans les conseils du Castor, aurait-il dépeuplé son style, se serait-il autant ouvert à l'influence de Céline, de Kafka, de Queneau ? A Berlin, il s'enferme avec Husserl, sans regarder la ville ni le nazisme montant.

Annie Cohen-Solal a raison de voir en noir ces années 30 : Sartre souffre de perdre ses cheveux. Il n'est plus certain de devenir un des « mille Socrates » dont il se sentait riche. L'expérience de la mescaline, chez Lagache, lui révèle d'affreux crustacés dont seuls profiteront les Séquestrés d'Altona. *la Nausée* est d'abord refusée par Gallimard. L'actualité de 36, qui passionne ses amis, le laisse froid. A Bost qui veut l'entraîner dans la rue, il dit ne pas « aimer les défilés », lui qui en suivra tant et tant...

C'est seulement en 1938 que l'horizon se dégage. *la Nausée* paraît, et fait événement. Les nouvelles du Mur vont suivre, ainsi que les articles retentissants dans la NRF sur Dos Passos, Faulkner, Mauriac. La confiance est revenue.

(Lire la suite page 20.)

"Allô, Dieu ? Ici, le roi David !"

Joseph Heller



"La Bible revisitée avec l'irrespect et la frénésie des Monty Python : un mélange détonant ! Le roman le plus drôle de la rentrée."

M. Braudeau/L'Express

DIEU SAIT

ROMAN
traduit de l'américain par Robert Pépin

GRASSET

A LA VITRINE

ENEL
Les origines de la Genèse
 et l'enseignement des temples de l'ancienne Egypte
 Collection « La Bibliothèque initiatique »
 En vente chez tous les bons libraires et chez l'éditeur
MAISONNEUVE ET LAROSE
 15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 354 32 70

PAR L'AUTEUR DE
"ARCHÉOLOGIE DU ZÉRO"
Alain Nadaud
L'envers du temps
 L'ÉPIQUE
DENOËL

L'ABBAYE SAINT-WANDRILLE
 L'Abbaye Saint-Wandrille poursuivra cette année encore la publication de la vie de Dom Joseph Pothier (1835-1923), le « restaurateur du chant grégorien ». Préparée par son disciple et collaborateur le plus proche, Dom Lucien David, elle a été revue et complétée en tenant compte des travaux parus depuis la mort de l'auteur.
 Le numéro de cette année - cent cinquantième anniversaire de la naissance de Dom Pothier - verra mise en lumière la préparation de l'édition vaticane du *Graduel* et de l'*Antiphonaire*, qui lui avait été confiée par saint Pie X. Il retrace aussi les difficiles années de l'exil en Belgique de la communauté, pour laquelle Dom Pothier est le père aimé et vénéré de tous.
 Ce numéro, qui comporte en outre les articles habituels, ne sera tiré qu'en un nombre limité d'exemplaires.
 N.B. - Prix du fascicule : 25 F
 CCP « Produits monastiques », Rouen 206-27 Z
 (pour revue Abbaye S.-W.)
 ABBAYE SAINT-WANDRILLE, 76490 CAUDEBEC-EN-CAUX

— LA VIE DU LIVRE —
Librairies/Bibliothèques
signatures/conférences/séances/spéculatives
Catalogues/collectifs/ouvrages
Stages/offres et demandes d'emploi

AUTEUR COMPLET, grande qualité
 ÉCRITURE ET IMAGINATION, poésie, nouvelle, scénario, chanson, théâtre.
 RECHERCHE À PARIS
 AGENT LITTÉRAIRE COMPÉTENT.
 Juan BRUCA, 35, av. du Maréchal-
 la-Vigne, 33970 CAP-FERRET.
 Tél. : (56) 60-93-16.

La librairie AUTREMENT DIT
 73, bd Saint-Michel, 75005 PARIS
 vous invite à une rencontre
 autour de Jean-Paul Sartre
 avec ANNA BOSCHETTI, auteur de *SARTRE ET
 « LES TEMPS MODERNES », UNE ENTREPRISE
 INTELLECTUELLE aux Éditions de Minuit*
 et ANNE COHEN-SOLAL, auteur de
SARTRE, UNE VIE EN ÉDITION Gallimard.
 Le mercredi 30 octobre à 18 h 30

PEINTRES ILLUSTRATEURS
 Livres en français et en anglais
 Cat. 8, livres français de Manet à
 Messon; livres en anglais de Baskin
 à Beardsley.
 Catalogue sur demande :
 Magda Tisza, Rare Books
 130 Woodchester Drive, Chestnut
 Hill, MA 02187, USA.

JEUNES AUTEURS,
 vous qui cherchez à
 être édités, envoyez
 vos manuscrits à
 l'adresse ci-dessous.
**VOUS AUREZ LA CERTITUDE D'ÊTRE
 LUS ET D'ÊTRE ÉVENTUELLEMENT
 SÉLECTIONNÉS.**
 Nous vous contacterons le plus
 rapidement possible.
SCOOPEDIT - 34, rue Duranton
 75015 Paris.

Tous les ouvrages sur
 le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée,
 les médecines naturelles...
à LA LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES
 6, rue de Savoie, 75006 PARIS
 Tél. 326-90-72 (à compter du 25/10/1985 : 43-26-90-72)

ROMANS

Le bonheur

à portée de la main

Alex Varoux écrit en général des romans policiers pleins d'humour. Il tient ici la gageure d'un autre genre d'exercice : une histoire où, sérieusement, il ne se passe strictement rien, sans qu'on s'ennuie une seconde. *La Photo du bon Dieu sous pli discret* - pour connaître le mystère de ce titre drôle, il faut lire le roman - est un genre de monologue en style indirect libre, arrangé pour les besoins de la cause.

On y fréquente Bruno Magnan, trente-cinq ans aux frisées, chroniqueur d'échecs, qui habite au 36, rue de l'Odéon et en sort le moins souvent possible. S'il pouvait, il mettrait là tous les livres qu'il aimerait lire, au moins deux mille, tous les films qu'il aime regarder, des tas de provisions, il n'y aurait plus besoin de bouger. Sandy, avec qui il vit depuis six ans, aime presque autant que lui lire au lit, et leur chatte, la Puce, aime les regarder.

Donc le bonheur est à portée de main. Une situation tout à fait périlleuse pour un garçon aussi ardeur que le narrateur. Pour dissiper un peu les inquiétudes qu'il se crée en imaginant la mort de Sandy, la sienne, l'attaque imminente de bande, une arrestation par la police, plusieurs suicides, et la fin de son amour pour la susnommée, Bruno Magnan part à l'aventure faire une partie d'échecs dans un café des boulevards qu'il fréquente un peu. Il regarde passer les filles, philosophe d'instinct : « L'érotisme c'était tout ce qu'il n'aimait pas personnellement faire à une femme trop froide, trop belle et un peu trop con », va au zoo avec une certaine Martine qui fume des joints, prend un tas de taxis avec qui il se dispute, rapport à leur entêtement, leur détermination à l'empêcher de fumer. Rentre

chez lui, très inquiet : aime-t-il toujours vraiment Sandy ?

Certes, tout cela ne pêche pas par esprit de sérieux... En deux cent vingt-huit pages, Alex Varoux raconte sa vie avec une espèce de sincérité moqueuse. Comme il a un charme certain et un sens des dialogues encore plus net, c'est un plaisir.

G. B.

● **LA PHOTO DU BON DIEU SOUS PLI DISCRET**, de Alex Varoux. Ed. La Table ronde, 228 p., 82 F.

Le fantôme

de Roussel

Jou de piste balisé de références littéraires, le premier roman de Jean-René Selva donne l'impression d'une continuelle fuite en direction de l'œuvre qui se refuse et reste toujours à venir.

Un jeune écrivain à la recherche de lui-même, à défaut de se trouver, rencontre sur son chemin le fantôme de celui que Breton appelle « le plus grand magicien des temps modernes », Raymond Roussel. L'auteur des *Impressions d'Afrique* est mort le 14 juillet 1933, à Palerme, dans une chambre du Grand Hôtel et des Palmes. La thèse du suicide fut généralement admise.

Obsédé par son modèle, le narrateur tente de rassembler les signes dispersés laissés sur son passage par « Raymond R. ». D'énigmatiques témoins - l'un se nomme, bien sûr, Ariane... - lui livrent les bribes d'une mémoire trouée, fragmentaire. Assigné au rôle de personnage en quête d'auteur, Roussel se dérobe au brillant désir de créer de l'écrivain, lui-même en quête de sujet.

Le lieu réel d'un événement déterminé devient un espace imaginaire. La figure de Roussel constitue pour le narrateur un écran sans faille auquel il se heurte sans parvenir à le

percer. Habité par « cette insatisfaction fondamentale qui pousse toutes formes à sortir de leur moule et à s'échanger », il s'égare dans un jeu de reflets, sans cesse reconstruit.

L'abstraction d'une construction purement mentale domine dans le roman de Jean-René Selva. Le lecteur s'épuise à suivre un personnage qui n'a d'épaisseur que celle d'une pensée laissée à elle-même. Les affres du créateur, l'angoisse devant l'acte d'écrire, sont les sujets explicites de *Grand Hôtel et des Palmes*. Cela amène à considérer ces pages comme les préliminaires d'une création future. Attendons.

P. Ka.

● **GRAND HOTEL ET DES PALMES**, de Jean-René Selva. Éditions Presses de la Renaissance, 213 p., 85 F.

SOCIÉTÉ

Sans les femmes

Après tant d'ouvrages sur les femmes, le livre de Christine Fauré est encore capable de surprendre. C'est qu'elle s'attaque tranquillement à un domaine massif et négligé : la place donnée, ou refusée, aux femmes dans la tradition politique, démocratique. L'auteur élabore une histoire de la pensée de l'individu et de l'égalité sous l'angle des droits féminins. De Jean Bodin à Kant, de la Renaissance à la Révolution française, la *Démocratie sans les femmes* développe une critique, fort révélatrice, des certitudes trop ancrées.

L'histoire retracée est complexe : elle est moins l'affrontement entre deux camps que la transformation, par remaniements et déplacements, des modes de pensée et de gestion du social et du politique. Le paradoxe est ici la norme, comme en témoigne la figure première du féminisme en France, la poétesse Christine de Pisan, qui affirme au quatorzième siècle la dignité de la femme

contre des clercs misogynes mais qui véhiculent un désir de transformation sociale.

Autre exemple, l'éducation des filles chez les catholiques du dix-septième siècle, qui va chercher à transmettre des modèles de piété et de vertu « dignes d'une vierge chrétienne », mais en même temps promouvoir l'école comme protection contre l'hérésie protestante.

Ces paradoxes répétés expliquent qu'il faille attendre 1946 pour que le suffrage « universel » ne soit plus un privilège masculin.

D. C.

● **LA DÉMOCRATIE SANS LES FEMMES. ESSAI SUR LE LIBÉRALISME EN FRANCE**, de Christine Fauré. PUF, 264 p., 125 F.

ÉDITION

Les planches

de l'Encyclopédie



Histoire naturelle.

Les éditions Hachette ont eu l'heureuse initiative de rééditer les planches de la célèbre *Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert, publiées entre 1762 et 1772, pour quatre mille souscripteurs.

Le volume, d'un prix relativement accessible, contient l'intégralité des trois mille planches du *Recueil*, reproduites dans un format réduit qui ne nuit pas, en général, à la clarté. Jacques Proust, spécialiste du Siècle des Lumières et correspondant de l'édition des œuvres complètes de Diderot chez Hermann, présente l'ensemble, réorganisé en cinq grandes sections. Chacune de ces parties est précédée d'une introduction de J. Proust et accompagnée de notices explicatives et de commentaires dus à des auteurs regroupés au sein d'un comité scientifique.

Cette publication est placée sous le patronage du Comité national du bicentenaire Diderot et de la Maison de la culture André-Malraux de Reims, et éditée avec le concours du Centre national des lettres.

Par ailleurs, à l'initiative de la Maison de la culture de Reims, l'Atelier Encyclopédie vivante poursuit ses multiples activités, qui culmineront, en 1986, avec une grande exposition interrégionale à La Villette (voir le *Monde* du 27 janvier 1984) (1).

P. Ka.

● **L'ENCYCLOPÉDIE DIDEROT ET D'ALEMBERT**, Éditions Hachette, un ouvrage 24 x 32,7 cm ; 880 p. ; 590 F.

(1) Atelier Encyclopédie vivante : Maison de la culture André-Malraux ; direction Jacques Darolles ; 3, chaussée Bocquaine, BP 1183, 51057 Reims Cédex ; tél. : 26-40-23-26.

Ont collaboré à ces pages : Geneviève Brisac, Dominique Colas, Patrick Kechichian et Pierre Lepage.

Préface de J. Soustelle
Les Premiers Mexicains
 Michael D. Coe
 Un foisonnement de civilisations originales (Olmèques, Toltèques, Aztèques...) qui se sont mêlées en une prodigieuse synthèse.
 "Civilisations", un vol. : 75 F
ARMAND COLIN

DERNIÈRES LIVRAISONS

MUSIQUE

● Glenn Gould : *Contrepoint à la ligne* : Écrits II. Ce deuxième volume de Glenn Gould rassemble des écrits réunis et traduits par Bruno Monsiegnon, des textes sur différents sujets : Bach, Schönberg, la musique en URSS, la critique... Ce volume contient également la partition (paroles et musique) du célèbre « So you want to write a fugue ? ». (Éditions Plon, Fayard, 487 p., 150 F.)

● Serge Berthier : *Les Voyages extraordinaires de L. Moreau Gottschalk, pianiste et aventurier*. À partir de documents inédits, S. Berthier a reconstitué la vie aventureuse de ce musicien d'origine française, né en 1829 à La Nouvelle-Orléans et mort au Brésil en 1869. (Éditions Fayard, 544 p., 128 F.)

ROMAN

● Henri Vincenot : *Les Voyages du professeur Longnon*, tome II. Pour les amateurs du tourisme ferroviaire, torillard ou omnibus plutôt que TGV, une invitation au voyage et à la découverte. (Éditions Denoël-La Vie du rail, 311 p., 84 F.)

ESSAI

● Nicole Boulesteau : *La Poésie de Paul Eluard, la rupture et le partage 1913-1936*. Une analyse de l'œuvre poétique d'Eluard, des premiers poèmes à la rupture avec Breton, étudiée à partir des collaborations avec des artistes comme Man Ray ou Max Ernst. (Éditions Klincksieck, 301 p., 146 F.)

PHILOSOPHIE

● Jürgen Habermas : *Après Marx*. Ce recueil d'articles et de conférences a été publié en Allemagne fédérale en 1976. Dans la continuité des travaux de l'école de Francfort, Jürgen Habermas vise à une « reconstruction » critique de la théorie marxiste, débarrassée des faux-semblants idéologiques. (Éditions Fayard, traduit de l'allemand par J.-R. Lachmair et M.-B. de Launay, 340 p., 120 F.)

SCIENCES

● Albert Ducrocq : *Mémoires d'une comète*. La comète de Halley, observée en 1880 par l'astronome anglais qui lui donna son nom, raconte, à la première personne, sa vie de comète du cosmos et annonce sa très prochaine apparition. (Éditions Plon, 317 p., 75 F.)

LINGUISTIQUE

● Collectif : *La Suisse aux quatre langues*. Où l'on apprend que le paisible multilinguisme helvétique, modèle de tolérance intellectuelle, edge de tous ses pratiquants un effort jamais relâché. Publié en allemand à Zurich en 1982, l'ouvrage est le premier à traiter d'une manière systématique de la cohabitation de l'allemand, du français, de l'italien et du romanche. (Éditions Zoé, diffusé en France par Alternative, 300 p., 180 F.)

PAMPHLET

● Eric Neuhoff : *Nos amies les lettres*. Un pamphlet sur nos mœurs littéraires. Elles le méritent. Mais l'auteur, malgré tous ses efforts, manque trop souvent de style. Il n'est pas recommandé de vouloir imiter Roger Nimier. (Éditions Olivier Orban, 138 p., 69 F.)

SOCIÉTÉ

● Revue *Communication*, n° 42 : *Le Gigantisme*. Les auteurs des études publiées dans ce numéro de *Communication* recensent les différentes figures du gigantisme, de la physique à la mythologie, en passant par l'architecture et l'industrie. (Éditions du Seuil, 265 p., 79 F.)

ÉCONOMIE

● Pierre Dacier, Jean-Louis Lavet et Jean-Claude Tourret : *Les Dossiers noirs de l'industrie française*. Les auteurs analysent le déclin des différents secteurs-clés de l'industrie française. Ils dressent le bilan des échecs et des handicaps qui compromettent l'avenir économique de la France. (Éditions Fayard, 415 p., 95 F.)

HISTOIRE

● Albert Cohen : *Churchill d'Angleterre*. Dans ces belles pages, d'abord publiées dans le *Monde* daté 8-9 avril 1984, l'auteur de *Belle du Seigneur* rend hommage à la démocratie anglaise et à celui qui l'a incarnée. Préfacé par Daniel Jacoby, ce livre inaugure une nouvelle collection patronnée par la Fédération internationale des droits de l'homme. (Éditions L'Esprit, 81 p., 45 F.)

● Amiral Jacques Moreau : *Les Derniers Jours de Darlan*. L'auteur, décédé en 1962, était un proche de l'amiral Darlan. Dans ce livre, posthume par sa volonté, il raconte sa version d'un épisode trouble de la seconde guerre. (Éditions Pygmalion-Gérard Watelet, 292 p., 95 F.)

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

● William Golding : *Cible mouvante*. Un recueil d'articles, de conférences et d'essais écrits entre 1962 et les années 80 qui feront mieux connaître le prix Nobel 1983. Traduit de l'anglais par Marie-Lise Marlière. (Éditions Gallimard, 264 p., 95 F.)

● Isaac Bashevis Singer : *Le Beau Monsieur de Cracovie*. Dix-huit nouvelles inédites du prix Nobel 1978 sélectionnées par l'auteur comme lui paraissant être les plus significatives de son œuvre et où, le plus souvent, Satan mène le bal... Traduites de l'anglais par Marie-Pierre Bay. (Éditions Stock, « Nouveau cabinet cosmopolite », 338 p., 92 F.)

● Du même auteur : *Contes*. Une trentaine de contes destinés aux enfants et réunis là sans illustrations pour laisser tout son pouvoir au mot. Traduit de l'anglais par Marie-Pierre Bay. (Éditions Stock, 296 p., 88 F.)

● Eduardo Galeano : *Les Visages et les Masques*. Deuxième volet de « l'Histoire du feu », trilogie consacrée à l'histoire de l'Amérique latine. Après les *Naissances*, voici les dix-huitième et dix-neuvième siècles recréés sous forme de mosaïque. Traduit de l'espagnol (Uruguay) par Véronique Binaud. (Éditions Plon, 350 p., 90 F.)

● Christoph Hein : *l'Ami étranger*. Une liaison banale, pauvre de mots et d'espérances, entre une femme médecin en instance de divorce et un architecte par un auteur de RDA né en 1944 et qui vit à Berlin-Est, prix Heinrich Mann 1982 et prix de l'Union des critiques allemandes 1984. Traduit de l'allemand par François Mathieu. (Éditions Alinéa, 200 p., 79 F.)

Le Monde

DU LIBRAIRE

RELIGION

La Bible Chouraqui

La traduction de la Bible — Ancien et Nouveau Testament — par André Chouraqui, d'abord publiée en fascicules séparés (vingt-six volumes de 1974 à 1979) aux éditions Desclée de Brouwer, paraît aujourd'hui en un volume, chez le même éditeur. Entre-temps, les éditions Lillie-Brisepol reprennent une traduction revue par A. Chouraqui, l'incluant dans un ensemble encyclopédique (dix volumes, de 1982 à 1985), sous le titre de *Univers de la Bible*, accompagné de nombreux commentaires.

Le texte de cette traduction existe donc à présent dans une édition autonome, avec un appareil critique réduit au minimum. La Bible Chouraqui prend ainsi place dans la longue suite des versions en langue française, et peut être appréciée dans son unité.

Mais il faut se garder d'un jugement hâtif. Le texte biblique ne se lit pas facilement. Une longue approche est nécessaire qui, seule, permet d'aborder la « nouveauté », à la fois toujours actuelle et toujours à venir, du Livre. La version d'André Chouraqui, j'ai dit, originale d'Algérie, entend restituer la saveur particulière de la Bible à son contexte historique et à son substrat sémitique original. Elle bouscule les habitudes de lecture, les cohérences artificielles. Les principes de traduction appliqués par A. Chouraqui donnent au texte une vigueur, une poésie rugueuse qui déroutent sans doute maints lecteurs. Ces principes sont conduits jusqu'à leur terme : pour le Nouveau Testament par exemple, A. Chouraqui a d'abord fait passer les textes grecs en hébreu avant de les traduire en français, afin de restituer, autant que faire se peut, l'esprit du temps de Jésus, déplacé et rigidifié dans la lettre grecque. L'entreprise considérable de Chouraqui a pu et peut encore être contestée ; elle n'en reste pas moins exemplaire de rigueur et d'unité. La Bible Chouraqui est aussi une pierre apportée à l'édifice de l'amitié judéo-chrétienne.

★ LA BIBLE CHOURAQUI, éditions Desclée de Brouwer, 2496 p., de 345 F à 610 F, selon la qualité de la reliure.

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Les aventuriers de l'arche Hugo



Le jeune Hugo.

Pour couronner l'année Hugo, il fallait un événement à la mesure du personnage. C'est fait. Les dix premiers volumes des œuvres complètes de Victor Hugo viennent de sortir des presses dans la collection « Bouquins » (Robert Laffont). Les cinq autres vont suivre au printemps prochain. Une entreprise compliquée, mais qui nous fait connaître le grand homme de la littérature française, de chaque pièce de théâtre, de chaque poème, revu et corrigé par Hugo lui-même, en la confrontant avec le manuscrit, en rétablissant la ponctuation hugolienne, alourdissant de dix-neuvième siècle par l'inflation typographique des imprimeurs. Un an pour réaliser le vœu du ministère de la culture, qui désirait une édition de Hugo qui soit parfaite d'un point de vue scientifique mais qui reste néanmoins une édition populaire tant dans sa présentation que par son coût.

Un an pour donner de chaque œuvre de Hugo « le meilleur texte qui ait historiquement existé », un an pour lire, relire et relire encore la meilleure édition de chaque roman, de chaque pièce de théâtre, de chaque poème, revu et corrigé par Hugo lui-même, en la confrontant avec le manuscrit, en rétablissant la ponctuation hugolienne, alourdissant de dix-neuvième siècle par l'inflation typographique des imprimeurs. Un an pour réaliser le vœu du ministère de la culture, qui désirait une édition de Hugo qui soit parfaite d'un point de vue scientifique mais qui reste néanmoins une édition populaire tant dans sa présentation que par son coût.

Pour gagner un tel pari, il fallait davantage que de l'érudition, davantage qu'une parfaite connaissance de la genèse Hugo, de sa poussière d'étoiles, de ses trous noirs et des ses continents égarés ; il fallait des aventuriers. Jacques Seebacher, l'œil malin, le verbe net, la courtoisie attentive, a été le chef de cette bande d'une trentaine d'universitaires lâchés dans le maquis hugolien. Il raconte l'aventure avec tant d'enthousiasme — et tant de fierté aussi — qu'on pourrait croire par instants que ce fut une partie de plaisir. « Si nous avons réussi, explique-t-il, c'est que nous avons fonctionné avec les moyens et les méthodes d'une entreprise privée, sans attendre d'autre aide que celle, financière, du Centre national des lettres. Cette édition représente, en fait, une trentaine d'années de travail de toute une génération de spécialistes ; et il faudra vraisemblablement une trentaine d'années encore et une autre génération pour que des points de vue, des documents, des textes que nous ignorons encore permettent de dépasser cette édition. »

Cette réussite, c'est aussi pour Seebacher, pour son assistant Guy Ross et pour le groupe inter-universitaire Hugo de Jussieu, une manière de revanche. L'institution universitaire, depuis longtemps, tient les hugoliens à distance. Trop remuants, trop engagés derrière leur grand homme, trop peu respectueux des valeurs établies et trop entrepreneurs, ils choquent les prudents ardoises et le paient en défiance, en carrières freinées, en crédits chichement distillés et en obstacles administratifs subtilement dressés.

Avec leurs seuls moyens et un éditeur qui a accepté tous les risques, ils ont gagné : l'œuvre de Hugo est enfin accessible à tous.

P. L.

★ VICTOR HUGO. ŒUVRES COMPLÈTES. Dix volumes parus. Robert Laffont, « Bouquins », 120 F le volume. Restent à paraître un tome Poésie, un tome Voyages, un tome consacré au « chancelier » d'Océan et un énorme index qui sera disponible qu'en novembre de l'année de l'Hugo : un voyage dans tout le dix-neuvième siècle.

Toujours Hugo

Victor Hugo continue d'alimenter l'actualité éditoriale.

Citons la reprise d'un extrait de son *William Shakespeare*. Pages admirables où le poète établit la parallèle entre l'art (« Les chefs-d'œuvre ont un niveau, le même pour tous, l'absolu ») et la science (« O erreurs sacrées, mêmes lentes, aveugles et saintes de la vérité »). Jean-Marc Lévy-Leblond a préfacé ce texte. (*L'Art et la Science de Victor Hugo*, Éditions ANAIS-Actes Sud, 35 p., 35 F.)

Dans *Victor Hugo et le théâtre*, Jean Gaudon invite le lecteur à ne pas isoler l'œuvre dramatique de Hugo. Il cite en appendice les annotations, jusqu'alors inédites, que le poète porta sur son exemplaire d'*Hernani* durant les premières représentations, en 1830. (Éditions Suger, 7, rue Suger, 75006 Paris, 190 p., 69 F.)

À la mort de Victor Hugo, le peuple de Paris et les représentants de l'État commémorèrent dans la ferveur de l'hommage et firent du poète le monument du siècle. Cet événement considérable donna lieu à une multitude de discours. La passionnant volume agencé par André Comte-Sponville, Emmanuel Fraisse, Jacqueline Lalouette et Philippe Régner, et préfacé par Henri Guillemin, rassemble ces divers témoignages. Il permet d'évaluer ce que Maurice Barrès appelait méchamment, « la vertu sociale d'un cadavre », et de reconstituer l'épisode, des dernières heures de Hugo jusqu'à son avènement dans la gloire républicaine. (*Tombeau de Victor Hugo*, Éditions Quintette, 5, rue d'Uzès, 75002 Paris, 221 p., 132 F.)

La trente et unième bulletin de l'*Amitié Charles-Péguy* (8^e année ; juillet-septembre 1985) présente un dossier préparé par Simone Fraisse sur Péguy et Hugo. Jusqu'en 1905, Péguy se fait l'écho des attaques posthumes contre Hugo, émanant tant de l'Université que des partis politiques. L'hommage au génie l'emporte ensuite, même s'il reste, quelquefois, teinté d'ambivalence. (*Amitié Charles-Péguy*, chez F. Garbod, 35, rue du Mont-Valérien, 92210 Saint-Cloud.)

"Une superbe invention de romancier." BERNARD PIVOT, APOSTROPHES

"Quelque chose de plus fort, de plus profond que les romans actuels à thème religieux." LUCIEN GUISSARD, LA CROIX

"Ce livre sur la mort s'adresse au croyant d'aujourd'hui." PIERRE SAPIROT, LE FIGARO

"Ce vrai roman, le meilleur d'Alain Absire, compte parmi les plus denses, les plus importants de la rentrée." FREDERIC VITOUX, LE NOUVEL OBSERVATEUR



Trois hommes dans une course effrénée au pouvoir : un seul l'emportera.

Jeffrey Archer
LES ALLIÉS DU POUVOIR

par l'auteur de La fille prodigue

PRESSES DE LA CITÉ

● HUMEUR

FRANÇOIS GEORGE : « Je me dévouerai pour faire scandale... »

La revue la Liberté de l'esprit, créée il y a trois ans, change d'éditeur avec son dernier numéro, intitulé « Krisis, 1985 ». Nous avons demandé à son animateur, François George, de nous le présenter.

« Le passage de la revue chez Hachette consolide-t-il votre entreprise, et quel est le sens de celle-ci ? »

— La liberté de l'esprit est toujours menacée, mais elle est aussi menaçante, et il en a été ainsi de tout temps : la pensée, dans la mesure où elle est libre et neuve, a partie liée avec l'angoisse, et il est donc naturel que l'on cherche à s'en défendre. Dans sa conférence de 1935, « Krisis », que nous commentons avec notre dernier numéro, Husserl rappelle que dès que les philosophes apparaissent ils sont méprisés et persécutés ; et il ne s'en indigne pas, car il com-

prend qu'il y a là une réaction humaine — peut-être trop humaine... »

— C'est la persécution que vous cherchez ?

— Il y a là quelque chose de tragique qui dépasse les uns et les autres. Ceux par qui la pensée arrive peuvent apparaître comme des victimes. Socrate parle de la mission que lui a imposée l'oracle de Delphes. Nietzsche, son ennemi, se pense lui-même comme de la dynamite qui explose en même temps que la tradition chrétienne. Aussi est-il normal que les institutions se défendent.

— Lesquelles, en France, aujourd'hui ?

— Eh bien, « Apostrophes » est une machine à neutraliser tout ce qu'il peut y avoir de nouveau, de libre, de subversif, pour maintenir une espèce d'homme médiocrité, au niveau honorable du beaujolais et du football.

— Je pense qu'il est navrant de voir le milieu intellectuel trembler devant Pivrot. Je suis désolé que des personnes de valeur n'aient qu'une obsession, passer à « Apostrophes » pour y débiter des banalités aimables qui leur permettent de mieux se vendre. Il y a quelques années, j'ai dit, et j'étais alors à peu près seul, que Lacan était au moins pour une part un illusionniste, opinion assez partagée désormais. Aujourd'hui, avec la même certitude d'être bientôt rejoint, je n'hésite pas à proclamer cette vérité fondamentale : Pivrot est une gourde.

— N'y a-t-il pas crise à tous les niveaux ?

— Husserl avait imputé la crise à une sorte de fuite du sens, et nous avons essayé de reprendre son interrogation en organisant une confrontation avec la science, avec la relativité, la mécanique quantique ou encore le « big bang », mais aussi avec Hegel et son discours de l'absolu. André Comte-Sponville compare le non-sens occidental au non-sens oriental ; il poursuit dans le prochain numéro, dont il sera le maître d'œuvre, car la liberté de l'esprit ne saurait être un monopole. Ainsi, le coup d'après, nous déléguons nos pouvoirs à Marc Beigbeder, qui est un héros de la liberté de l'esprit...

— Pourquoi s'acharner à la pensée, s'il s'agit vraiment

d'une entreprise déraisonnable et mauvaise pour la santé ?

— Parce que la grande idée de Hitler était de transformer la France en camp de vacances, et qu'il ne faut pas réaliser son programme à sa place. La France n'est plus une grande puissance politique, et quand elle cherche à s'affirmer comme grande puissance militaire, cela entraîne des déconvenues. En revanche, dans le domaine de la culture il lui reste des ressources considérables et irremplaçables. Et les intellectuels américains voudraient bien qu'avec les moyens qui sont les nôtres nous poursuivions notre tâche. Ici, la volonté, la détermination peuvent presque suffire.

— Si la jeunesse ne rencontre qu'une université atteinte d'artériosclérose et une ambiance médiatique frivole et vulgaire, son découragement risque d'être grand. Oui, les jeunes souffrent d'arriver à l'âge d'homme dans un milieu intellectuel désert, où les grandes figures du passé n'ont pas été remplacées, où les enjeux manquent d'intérêt. Nous ne devons pas nous complaire dans une défection « fin de siècle ». Il faut retrouver, réactiver cette faculté de rupture, de désobéissance qui est celle de l'esprit. Le romantisme, le symbolisme, le surréalisme, l'existentialisme, même le structuralisme ont heurté et aussi stimulé les intelligences et les sensibilités, ont suscité d'authentiques débats. Alors, bien que cela répugne profondément à mon tempérament, je me dévouerai, au besoin pour faire de la provocation et du scandale.

Propos recueillis par MICHEL CONTAT.

★ LA LIBERTÉ DE L'ESPRIT, « Krisis, 1985 », N° 9-10, septembre 1985, 218 p., 79 F.

LE NOUVEAU COMMERCE
CAHIER 62/63 - AUTOMNE 1985

LUCE IRIGARAY, Une lacune natale
"Pour Unica Zürn"

Robert WALSER
Aperçu de la vie d'un écrivain
(traduit par Claude Mouchard et Hans Hartje)

ANDRÉ DALMAS
Dialectica

Giorgio AGAMBEN, Pierre MINET, Georges BEMBERG

PELADAN
La dernière leçon de Léonard de Vinci

UN NOUVEAU SUPPLÉMENT
RAYMOND LULLE, L'Ami et l'Aimé
51 versets traduits du catalan médiéval
HORS TEXTE EN COULEURS - 100 F

En librairie 75 F - Abon. 200 F - NQI 78, bd Saint-Michel, PARIS 6

Marie NIMIER



Sirène

roman

"Un premier roman où Marie Nimier règle, élégamment deux ou trois comptes avec elle-même, où tous les vieux enfants se plairont à retrouver leurs mythologies et les blessures dont ils n'osent même plus se souvenir"

Josyane Savigneau / Le Monde

GALLIMARD *grf*

LA VIE LITTÉRAIRE

Le festival du polar à Reims

Pour son septième épisode, la fête du polar bat son plein, du 22 au 27 octobre, augustement patronnée par la capitale du champagne, par la mystérieuse et tentaculaire organisation 813, et par le temple de la culture en marche, la Maison André-Malraux de Reims.

Expositions de faux — fausse monnaie, contrefaçons, — présentations de films antiques (*Fanomas* de Louis Feuillade) ou modernes, auxquelles participent les cinémas de la ville, remises de prix et de trophées, débats, le Festival c'est tout cela, une grande machine vivante qui englobe

aujourd'hui les multiples aspects que peut revêtir la fiction policière, une manifestation qui ratisse large, draine les foules rémoises autant que les passionnés du polar de tous les horizons et de tous les coins de l'Hexagone.

Mais le Festival de Reims reste avant tout une fête du livre. On y rencontre trois auteurs consacrés : l'Anglais Peter Lovesey, l'Américain Lawrence Sanders, le Français Jean Amila, quinze autres invités (en sus du permanent Léo Malet) qui représentent assez largement la littérature policière fran-

çaise et européenne actuelle (Peter Chambers, Gérard Deleil, Bachellerie — la nouvelle étoile du Masque, — Thierry Jonquet, auteur du 2000* « Série noire »...), Réunis à l'initiative des deux compères Jacques Baudou (créateur et coordinateur du festival) et Pierre Lebedel (journaliste et actuel président de 813), ces auteurs sont là pour prouver que la crise du polar, puisque crise paraît-il, n'a, n'empêche pas les nouveaux talents d'apparaître, les vieux talents d'exister... et les lecteurs de se passionner.

ALEXIS LECAYE.

Gros plan sur Lawrence et Peter

Lawrence Sanders, quarante-sept ans, est un poète géographique et littéraire de la fiction policière anglo-saxonne. C'était une bonne idée de les amener tous deux à Reims.

Lawrence Sanders, New-Yorkais émigré en Floride (ce qui arrive fréquemment aux auteurs de la cote est, à partir d'une certaine notoriété), fait partie de ces touche-à-tout de génie du policier, dans la lignée de son ami Donald Westlake ou de Charles Williams, capables d'explorer toutes les voies du crime sans jamais cesser de porter sur l'humanité, honnête ou corrompue, un regard tendre et moqueur.

Inventeur de l'espion globe-trotter insomniaque et marginal, l'ineffable Evan Tanner, du voleur presque malgré lui, Bernie Rhodenbarr, Block a aussi brillamment pastiché Rex Stout, son Nero Wolfe et son Archie Goodwin, ajoutant à l'original une bonne dose d'humour et de sexe. Mais son enfant préféré est *Huit millions de morts en sursis*, un gros série noire de 378 pages, où il a su recréer un New-York des bas-fonds, fascinant autant

qu'étouffant, à travers les yeux de son détective alcoolique Scudder.

Ce qui tente avant tout Block, c'est l'exploration des personnages, la manière dont, sans se faire la moindre illusion sur eux-mêmes, ils arrivent à compenser leurs déficiences et leurs échecs... De son propre aveu, les intrigues lui paraissent secondaires, et il aborde un roman comme ses héros, sans savoir à l'avance sur quel os ils vont tomber, ce qui n'en rend d'ailleurs pas la lecture moins passionnante bien au contraire. Avis aux amateurs, une suite aux aventures du privé new-yorkais Scudder est en train.

Peter Lovesey, créateur du très britannique et très victorien sergent Cribb, investigateur talentueux et obstiné de Scotland Yard, à la fin du siècle dernier, est venu au roman par le sport... Lovesey reconnaît bien volontiers qu'il n'a jamais lu l'œuvre de ses illustres concurrents, les grandes dames du crime : « Un Agatha Christie, peut-être, il y a très longtemps, mais je crois que je ne l'ai pas terminée... »

Pour lui, le sport est une passion de jeunesse, passion qu'il n'a



Lawrence Sanders.



Peter Lovesey.

pu pleinement satisfaire que par des recherches historiques très poussées sur l'origine et l'évolution de ce noble art du dix-neuvième siècle, dans sa forme moderne. Est-ce à dire que du sport au crime il n'y a qu'un pas ?

« Pas du tout ! Simplement, explique l'auteur, les milieux du sport étaient, surtout à l'époque, extrêmement fermés, le genre de milieu dans lequel une intrigue criminelle peut s'épanouir et prospérer... Un milieu également où les disparités sociales sont les plus criantes, parce que les classes sont juxtaposées : pendant les compétitions de course à pied, les aristocrates et les sportifs issus du peuple couraient sur des pistes séparées... »

En fréquentant ces diverses strates de la société victorienne, de music-hall en coulisses de

boxe, le sergent Cribb risque peut-être de rencontrer un jour Sherlock Holmes ?

« Non, répond catégoriquement le créateur de Cribbs. Holmes appartient à la sphère du mythe. Cribbs est un policier parfaitement réaliste, honnête, consciencieux, intelligent... Rien à voir avec Lestrade... »

Ce qui n'empêche ni l'humour ni la cocasserie des rencontres, des situations, dans cette Angleterre victorienne minutieusement reconstituée.

A. L.

★ LA COURSE A LA VIE, de Peter Lovesey, le Masque, Librairie des Champs-Élysées.
★ HUIT MILLIONS DE MORTS EN SURSIS, de Lawrence Sanders, Série noire, Gallimard.

Concert

Autour de George Sand

Evocation de George Sand dans le cadre des « Rencontres du Musée de la marine ». L'esthétique Ballac-Lafforgue, à qui l'on doit l'initiative, la conception et la réalisation de cette soirée, se laisse fougueusement emporter par son sujet. Elle raconte l'enfance d'Aurora (Dupin, alias George Sand) bercée par la musique, l'influence des trois femmes : sa mère, sa grand-mère et son amie, la cantatrice Pauline Viardot, qui ont déterminé la sensibilité musicale de l'écrivain. Cette sensibilité que l'on retrouvera en filigrane dans tous ses livres, et en particulier dans *Consuelo*.

Puis les sons répondent aux mots. Jacques Frisch interprète au clavecin la *Passacaille* de Lulli-

d'Anglebert. Yves Gruson joue du théâtre et de la guitare romantique. Tous deux accompagnent Dominique Moaty-Bresson, soprano (1). Elle chante avec beaucoup de musicalité l'amour, la tristesse et l'attente. Sa belle voix nous charme toujours, nous trouble parfois et nous communique l'amour de George Sand pour les mélodies romantiques. Après *Giroflée Girofla* et *Dans un bois solitaire* (Mozart) viennent des airs de Schubert : *Heiden Rosen* et *Der Vandalen*, dont l'écrivain raffolait.

(1) Dominique Moaty-Bresson donnera sa récitation à l'église Saint-Julien-Pauvre le 14 novembre : « De l'époque baroque à l'époque romantique » (Cacini, Lambert, Schubert, Weber).

La seconde sélection des académiciens

Voici la seconde sélection, réduite à six noms, pour le Grand Prix du roman de l'Académie française, qui sera proclamé le 14 novembre :

Dora, de Patrick Besson (Seuil), Sans la miséricorde du Christ, d'Hector Bianciotti (Gallimard), Tour d'été, de Jean Biot (Albin Michel), Naissance d'une passion, de Michel Braudeau (Seuil), Les Noces barbares, de Yann Queffelec (Gallimard), Sébastien Doré, de François-Olivier Rousseau (Mercure de France).

LA FRANCE

Depuis plus d'un siècle, la France est un territoire pour les zones maritimes (second rang mondial). La perte de la Nouvelle-Calédonie entraînerait un retrait de 2 millions de km² (soit 10 millions de km² restants par effet de compensation) de zones maritimes sans juridiction nationale, avec les potentialités de nodules polymétalliques et autres richesses à découvrir, voir le livre :

LA FRANCE 3° SUPPLÉMENT de François de Preuil (356 pages, 70 F franco) 49560 NOUËL-SUR-LAYON

Le crime de 9 heures du matin

« Où trouvez-vous vos idées ?
— Devant mon bureau, à 9 heures du matin.
— Mais d'où vient l'idée ? »

Sous une forme ou sous une autre, c'est la question à 1000 francs, celle à laquelle est invariablement confronté tout auteur de polar interrogé sur ses qualités. A quelques exceptions près, les auteurs ne sont pas des professionnels du crime, assassins, juges ou policiers. Le crime, son énigme et sa résolution, la chasse à l'homme, les autopsies, les témoins récalcitrants et les blondes perverses, les mille difficultés et tentations rencontrées par les héros (victimes, tueurs, détectives) dans l'exercice de leurs destinées, n'ont que peu de rapport avec la vie d'un auteur de roman policier. Alors ?

Certains reconnaissent l'influence que l'actualité exerce sur eux. Pour ma part — je ne peux parler que pour moi — j'ai depuis longtemps cessé d'espérer que mes crimes puissent rivaliser avec ceux que les médias évoquent chaque jour. Aussi, ai-je décidé de laisser cette rivalité de côté. Mes personnages vivent dans une ville mythique, mon héros-détective est le croque-mort de la ville, mes assassins ne tuent ni par amour ni pour de l'argent, mes juges et mes flics ont bien d'autres soucis que celui de chercher les assassins. Ainsi, à l'abri de toute ingérence de la réalité, mes personnages peuvent tuer, enquêter, mourir — en un mot s'épanouir — en toute liberté.

ALEXANDRE TERREL.

Alexandre Terrel a publié récemment : *Le Croque-mort de ma vie* et *Le croque-mort s'en va en bière*. — Le Masque, Librairie des Champs-Élysées.

DANGER HAUTE TENSION

Les nouveaux romans noirs de l'Amérique des années 80

ELMORE LEONARD STICK
JOE GASH CLASSE X
JOE GASH MEURTRE AU CONFESSIOANAL
STEPHEN GREENLEAF IDÉES NOIRES
STEPHEN GREENLEAF TÉMOIN À CHARGE
STEPHEN LEONARD UN DRÔLE DE PÉLERIN
ELMORE LEONARD LA BRAVE
ELMORE LEONARD LA BRAVA
ED MAC BAIN LIGHTNING
BEN MOCHAN POING DE MALFRATS
VINCENT PATRICK LA VALSE DES MALFRATS
WILLIAM DIENH COUP FOURRE
LOREN D. ESTLEMAN LE PRO
ELMORE LEONARD LA LOI DE LA CITÉ

PRESSES DE LA CITÉ



«...Un rythme époustouflant, La loi de la cité c'est du polar coup de poing, du polar à cent à l'heure. C'est aussi un passionnant mariage des mythes du western et du policier classique... » B. AUDOUSSÉ « LE MONDE »

Une machine à rêver et à apprendre

La Librairie Larousse a fêté récemment la sortie du dixième et dernier volume de son Grand Dictionnaire encyclopédique

« Le dictionnaire lutte sans cesse avec le temps et l'espace (social, régional, culturel) : mais il est toujours vaincu ; la vie est toujours plus ample, plus rapide, elle déborde, non le langage, mais sa codification. C'est pour cela qu'il faut sans cesse des dictionnaires nouveaux. » En écrivant ces lignes à la fin de sa vie, Roland Barthes indiquait le sens du mouvement perpétuel du savoir, de son enregistrement par les lexicographes et les encyclopédistes.

Depuis la publication, par le père fondateur, Pierre Larousse, du *Grand Dictionnaire universel du XIX^e siècle*, la Librairie Larousse vit de cette « lutte ». Elle oppose à l'inevitable répétition des défaites les piles successives de ses victoires éphémères.

La publication du *Grand Dictionnaire encyclopédique* (GDEL), qui s'achève aujourd'hui par la sortie du dixième volume, constitue l'étape la plus actuelle de ce mouvement. C'était bien une réussite, un achèvement, et non la perspective encore bien lointaine de l'étape suivante, qu'entendait fêter, le 15 octobre au Centre Georges Pompidou, la Librairie Larousse. Sur une musique électronique de Jean-Michel Jarre et après un texte introductif de Patrick Grainville, une projection audiovisuelle géante sur la façade du Centre célébrait, à grand renfort de rayons laser, la gloire et les vertus de l'esprit encyclopédique et la vocation de Larousse à les incarner.

On a souvent tendance à confondre encyclopédie et dictionnaire encyclopédique. Précisons qu'une encyclopédie — par exemple l'*Universalis*, la Britannica ou la Grande Encyclopédie Larousse — présente un nombre limité d'articles sur des sujets sélectionnés. Les questions choisies font l'objet de développements plus ou moins longs à caractère synthétique. Ce type d'ouvrage nécessite un index, où un terme spécifique est renvoyé à un ou plusieurs articles contenant une explication de ce terme. Un dictionnaire encyclopédique comme le GDEL répond à un besoin différent : il apporte, en plus de la partie langue, des réponses directes et rapides à une multitude de questions ponctuelles. Les entrées sont beaucoup plus nombreuses et, par voie de conséquence, les développements limités. L'accent est mis sur le caractère rapide et la consultation immédiate.

190 000 articles

Fruit de sept années de travail et de la collaboration de mille auteurs extérieurs, le GDEL, dans sa masse compacte de dix volumes (quinze pour l'édition de luxe), se place sans difficulté en tête de la compétition encyclopédique. Au long de ses 190 000 articles — dont 90 000 noms propres — tous les domaines du savoir contemporain sont abordés. Claude Dubois a assuré la direction de l'ouvrage et a pu mener l'entreprise jusqu'à son terme, avant de devoir quitter, en juin 1984, le poste qu'il occupait à la rédaction en chef des dictionnaires et encyclopédies chez Larousse.

Dictionnaire de langue riche de 100 000 mots, le GDEL s'attache à enregistrer la langue telle qu'elle est parlée et écrite aujourd'hui. Le vocabulaire général, mais aussi les terminologies spécialisées — techniques, scientifiques, littéraires — font l'objet de développements où les évolutions les plus récentes sont prises en compte. Le GDEL vise, au-delà de la compréhension des mots dans leurs différentes acceptions, à permettre de produire des phrases à partir de cette compréhension. Mais, s'il répond aux besoins immédiats de l'homme moderne, il ne peut prétendre — il ne le fait d'ailleurs pas — remplacer les grands dictionnaires de langue pour la part faite à l'érudi-

tion philologique. Parfaitement efficace pour la pratique du français actuel, le reste limité par le critère exclusif de l'usage présent du langage ; usage qu'Émile Littré qualifiait d'« idée génératrice trop restreinte », demandant à être complétée par l'étude historique des niveaux successifs qui font la richesse et l'épaisseur d'une langue.

Le GDEL se veut, pour ses développements encyclopédiques, le reflet des intérêts de notre temps. Par rapport aux ouvrages antérieurs — en particulier le *Grand Dictionnaire encyclopédique* édité dans les années 60, — un rééquilibrage a été effectué afin d'inclure les sujets qui nourrissent l'actualité. Par exemple, les spectacles ou l'économie occupent une plus large place. L'image (12 000 photos et autant de tableaux, schémas et dessins : 1 000 cartes) est attrayante et de qualité et complète utilement le texte. Enfin le GDEL contient, reportées à la fin de chaque lettre, des bibliographies sur 9 800 sujets, qui recensent plus de 56 000 références.

Le dictionnaire encyclopédique fait coexister l'espace ouvert, ludique, de la langue avec l'accumulation de l'information savante, le souci maniaque et jamais satisfait de l'exhaustivité. Il « débord », toujours selon Barthes, « son utilité », pour devenir une « machine à rêver ».

PATRICK KECHICHIAN.

★ Le *Grand Dictionnaire encyclopédique* Larousse existe en deux versions : l'édition courante en dix volumes est vendue au prix de 5 250 F ; l'édition de luxe en quinze volumes coûte 5 927 F.

EN BREF

● EXPRESSION PLURIELLE : du 26 au 29 octobre, récitals, concerts et lectures alternent au Théâtre du Tintamarre (10, rue des Lombards, 75004 Paris, tél. : 887-33-82). Le 27, à 15 heures, des membres du Péc-Club participeront à une séance consacrée aux « Écrivains en prison ».

● ÉCRIVAINS DE LA DISSIDENCE : Pierre Leroux, Charles Péguy, Boris Souvarine. Tel est le thème d'un colloque qui se réunira le 9 novembre à Orléans, sous la présidence d'Émile Foa, directeur de recherches au CNRS. (Centre Charles Péguy, 11, rue du Tabour, 45000 Orléans ; Tél. 38-53-20-23.)

● LE GRAND PRIX DE LA NOUVELLE décerné par l'Association des écrivains de l'Ouest a été attribué au recueil de Colette Castagno (*Sud rebelle*) (Éditions Jeanne Lafitte), ayant pour toile de fond l'Algérie (*Le Monde* du 16 novembre 1984).

● Dirigés par Michel Randon et César Rancilio, les ÉDITIONS DU FELIN, qui viennent de se créer, ont pour ambition de constituer une bibliothèque des connaissances nouvelles et anciennes. Le Felin se propose de faire le point sur les sciences et les traditions et d'en interroger les racines historiques. Parmi les premiers titres, présentés de manière élégante et soignée, notons une histoire du Japon, *Japon, l'Empire éternel*, par Louis Frédéric ; deux ouvrages de Michel Randon : *Japon, la stratégie de l'invisible* et *La Tradition et le Vivant* et *Les Maitres du Tao* d'Henry Normand.

● EXPOSITION JULES ROMAINS. — Dans le cadre de la célébration du centenaire de la naissance de l'auteur des *Hommes de bonne volonté*, la ville de Nice a organisé un colloque les 18 et 19 octobre. Une exposition, réalisée grâce au concours de la Bibliothèque nationale, a été inaugurée à cette occasion à la bibliothèque municipale ; elle se prolongera jusqu'au 10 novembre.

● ERRATUM. — Dans l'article consacré aux livres pour la jeunesse, « Lisez aussi les livres de vos enfants », (*Le Monde* du 18 octobre), à propos du *Libre de tous les Français* (Gallimard), les illustrations sont de Blachon.

فانكس الكمال

● ROMANS

Le phénomène Millecam

(Suite de la page 13.)

Cela commence comme un roman, disons ordinaire, encore que l'écriture ne le soit pas. Une vieille dame un peu excentrique, un peu folle, avec un chapeau à fleurs et un boa mité, vient, après l'indépendance, proposer le manuscrit d'une pièce au directeur du Théâtre municipal d'Oran. Celui-ci, après consultation de ses amis, décide de la monter. Mais, plutôt que de raconter la pièce ou sa représentation (ce qu'il fera plus tard), l'auteur (du livre) nous la donne à lire. Entreprise audacieuse lorsqu'on sait le peu de goût ou de dispositions qu'ont la plupart des lecteurs contemporains pour le théâtre écrit.

Un éclairage pirandellien

Mais cela va encore se compliquer. Car, à la faveur des représentations et du bruit qu'elles provoquent, les véritables héros de la pièce, ceux qui ont servi de modèles aux personnages, vont sortir de l'ombre où ils se cachaient et réenchaîner l'action tumultueuse, incestueuse et sauvage, qui les a embrasés tout au long de la guerre. Naturellement, ils ne portent pas les mêmes noms que dans la pièce. Et chacun d'eux va, à mesure que le livre se déroule, apporter une version ou une vision différente des faits qui y sont relatés, dans un éclairage



BERENICE CLEEVE.

pirandellien ou faulknérien, qui en épaissit la complexité.

Sous dix couches de ténèbres était l'un des premiers titres de Millecam. Ici, on a l'impression qu'à mesure que l'auteur soulève une à une ces couches, les ténèbres se referment. D.H. Lawrence séparait les romans en deux catégories, ceux qui traitent de l'existence, c'est-à-dire du comportement, et qui sont généralement univoques, et ceux qui ouvrent une lucarne sur la vie, c'est-à-dire sur son mystère, et qui sont équivoques. Les romans de Millecam sont de ceux-là.

On comprend que la critique, parfois, s'épuise à le suivre. Car chaque livre nouveau ne peut être saisi que si on le compare aux précédents, si on en établit les variantes ou les différences, si on en remarque les enrichissements

et les éclaircissements. Au lieu d'une saga qui se déroule chronologiquement, à plat, comme une mappemonde, les romans ici, se superposent comme pour donner le sentiment du relief, ou tournent autour les uns des autres, comme dans une galaxie.

Enfin, dernière raison de la gêne qu'ils provoquent. Ils prennent tous appui, même s'ils le transcendent, sur un thème qui n'a pas fini d'inquiéter les consciences françaises: la guerre d'Algérie. Et ils le traitent d'une manière qui ne peut qu'accroître cette gêne. Il n'y a pas, chez Millecam, les bons d'un côté, les méchants de l'autre. Il y a, sur une culpabilité originelle, qui est la spoliation d'un peuple, l'histoire d'un couple, le couple franco-arabe, qui s'unit et se déchire, se pénètre et se répudie, et que le sexe rassemble. Abdel

est peut-être le demi-frère de Florence, la Blanche, à qui il fait un enfant que l'on fera disparaître avant terme. Abdel disparu, Florence croira le retrouver dans chacun des journalistes arabes auxquels elle se donne. Abdel et Adrien, tout comme Salah Eddine et Geoffroy sont frères autant qu'ennemis et amis autant qu'adversaires. La cruauté est un paroxysme de l'amour et l'amour un exorcisme de la cruauté.

Ce grain de folie irlandaise

Je vais, pour conclure, en appeler, moi aussi, à deux références: celles de Malcolm Lowry et de Kateb Yacine. Malcolm Lowry, parce que son héros Geoffroy (l'un de ceux de Millecam s'appelle Geoffroy) vit la fin d'un empire: l'empire colonial britannique et s'enfonce dans l'abîme de la téquila et du mescal, comme les héros de Millecam vivent la fin de l'empire colonial français et se perdent dans le double cratère du sexe et du sang. Parce qu'enfin Lowry et Millecam trouvent la fraternité et se réincarnent ou se dissolvent dans des peuples ou des civilisations anciennement dominés: les Indiens du Mexique pour le premier, les Arabes pour le second.

Kateb Yacine, parce que, dans ses livres écrits en français: *Nedjma* et *Le Cadavre encerclé*, il a su transposer la poésie orale des contes arabes et leur rythme circulaire, répétitif, que Millecam, en romancier bi-racé, pousse à des limites joyeuses, avec ce grain de folie irlandaise que l'on trouve également chez O'Casey ou Brendan Behan.

Un dernier conseil: achetez du Millecam. Mettez-le dans un coffre. Dans dix ou vingt ans, il sera nobélisable.

PAUL MORELLE.

Le très distingué subjonctif

P OUR son coup d'essai, le jeune Serge Krebs - il n'a que vingt-six ans - s'est fixé cette gageure, bâtir un roman autour de ce verbe très beau, très miséricordieux et presque démodé: *sauver*. Une amitié entre deux ennemis, un officier anglais et un officier allemand, le second s'acharnant à aider le premier qu'il a pourtant blessé, fera le reste, c'est-à-dire la beauté et le tragique de l'aventure. Car les hommes ont cette chance, la guerre, circonstance catalytique des amitiés viriles s'il en est, et l'action se situe en Picardie pendant le premier conflit mondial.

Serge Krebs, qui a dû aimer le *Grand Meaulnes* et les récits de chevalerie, écrit dans un style classique et sobre, et n'hésite pas à mettre dans la bouche de ses héros le passé simple ou le très distingué subjonctif. Mais il n'y a là rien à redire, nous ne sommes pas au milieu des hommes de troupe dans les tranchées boueuses, ces jeunes gens sont des êtres sensibles et cultivés, sortis d'un d'Oxford, l'autre d'une école militaire de Basse-Saxe.

Le texte est souvent irradié d'observations extrêmement fines et pertinentes, et certaines phrases font mouche, vibrent longuement, telle cette répartition du capitaine allemand à son nouvel ami: «... Lorsque vous sauvez ceux que vous venez de blesser, ce n'est plus la guerre. Vous l'interrompez par ce geste. » Bien sûr, au nombre des candeurs juvéniles, on peut relever la réaction prénée au jeune Anglais qui, revenu chez les siens, est amené devant une sorte de cour martiale et croit à la mansuétude de ses juges. Incapable de penser le pire, il imagine qu'on lui administre « une bonne douche froide » en guise de leçon et pour le dissuader de recommencer à se mal conduire.

Qu'importe après tout, une certaine naïveté - ou un certain idéalisme? - n'est pas rédhibitoire en littérature, et construire un roman autour de la notion de salut (le sien ou celui de l'autre) est plus courageux que de le construire autour de son nombril comme il est de mode et presque de règle aujourd'hui.

ANNE BRAGANCE.

★ AUX MAINS DE L'EN-NEMI. de Serge Krebs. Grasset, 85 F.

Comment on vivait à la « Nouvelle Athènes »

Quand Edouard Manet devient le héros d'un roman de René Swennen...

L'ACTUEL quartier Saint-Georges à Montmartre, on l'appellait à la fin du siècle dernier, la « Nouvelle Athènes »: comme l'explique Louis Chevalier dans *Montmartre du plaisir et du crime* (1), la joie de vivre s'était déplacée, au lendemain de la Commune, du Palais-Royal vers les Boulevards et la Butte... Là... « peinture, poésie et musique prospéraient dans l'intimité de l'amour vénéral. Il semblait, écrit René Swennen, qu'il n'y eût pas de génie possible à Paris, loin du vice ». Dans les troquets, les tripots, au bal, au théâtre ou au café-concert, les futurs impressionnistes, mêlés à la bohème, aux grisettes, forettes, cocottes, et aux « petits crévés », chassent le modèle et le motif...

C'est dans ce « périmètre interdit », dans ce « bourdonnement de vie frémissante » qu'est précipité, à la suite du suicide paternel, Julien Thérogne, jeune homme bien né, bien élevé, bien mis. Zulma - si proche du modèle favori des jeunes années de Manet, Victorine Meurant, - sera l'initiatrice: plus tard, Julie Dax - dont la figure romanesque emprunte à Berthe Morisot et à Eva Gonzalès, les deux élèves de l'atelier de Manet, - entraîne Julien au cœur même de cette révolution esthétique que l'on nomme, dans le doute et l'expectative, la « modernité ». L'admirateur de cette Olympia au regard aussi noir que le chat qui s'étire à ses pieds... Des années après, Julie Dax, artiste isolée, mère esseulée, s'enfuit de l'asile et s'exhibe, nue, masquée, dans la serre d'une « foire aux modèles » un peu particulière, anciennement rue de Laval. Julien, lui, abandonne la

musique qui accompagne ce siècle plus qu'elle ne le provoque, et, tel un Duranly, écrit des critiques pour le *Figaro*...

« Vendre la mèche »

Mais le véritable sujet du roman, c'est Manet: on le voit déambuler, dans les rues de la Nouvelle Athènes, esquisser, sans mot dire, les avances de ses élèves, chercher le modèle idéal de la *Servante de bocks*, de *Nana* ou de *Un bar aux Folies-Bergère*, retrouver au café Guerbois, Degas, Monet, Renoir, Stevens ou Nadar - chez qui aura lieu, en 1874, la première exposition « impressionniste », - prendre ses distances avec cette « école » naissante, mais persévérer, sensible à l'esthétique japonaise d'un Hokusai ou d'un Utamaro, dans ses recherches sur formes et couleurs... Il existe d'ailleurs une toile datée de 1881 qu'il a intitulée: *la Liseuse de la Nouvelle Athènes*. Et à la question de Bernard-Henri Lévy - citée en guise d'exergue ou de caution, on ne sait, - « Quel est le rôle de l'artiste? », Swennen d'exhumer la sibylline réponse de Manet: « Le rôle de l'artiste est de vendre la mèche... » Swennen aura bâti tout son livre - intrigue et fiction romanesque, tableau d'une époque et d'un milieu, analyse d'un bouleversement esthétique - autour de cette « mèche vendue » et depuis si fort cotée...

CLAIRE PAULHAN.

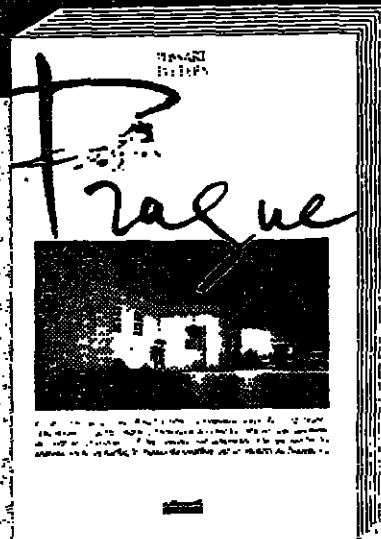
★ LA NOUVELLE ATHÈNES, de René Swennen. Grasset, 251 pages, 69 F.

(1) Laffont, 1980.

GEORGES MOREL
Nietzsche
Introduction à une première lecture
NOUVELLE ÉDITION
«La meilleure introduction à l'œuvre du philosophe» LA CROIX
Cahiers Confrontation
Sous la direction de René Major
14. La religion en effet
Aubier

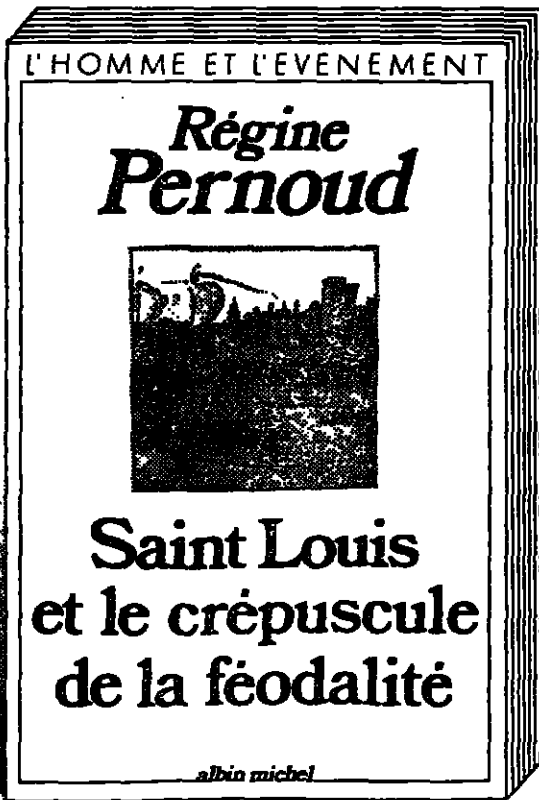
ÉDITIONS DU MUSÉE RODIN
CORRESPONDANCE DE RODIN
Tome I, 1860-1890, broché, 156 x 240, 66 illustrations, 252 pages, prix: 180 F.
En vente au MUSÉE RODIN, 77, rue de Varenne (7^e) 705-01-34

Roman-photo ou samizdat?



PRAGUE
par M.F. Plissart et B. Peeters
(Collection Autrement Albums)
Au cœur de la ville de Kafka, le voyage mystérieux d'un scénariste et d'une photographe qui réinventent le roman-photo.
96 pages, 98 F.
autrement ÉDITIONS

Le nouveau Régine Pernoud



albin michel

● SCIENCES HUMAINES

La psychanalyse sur le déclin

(Suite de la page 13.)

Le père de la psychanalyse, face aux malentendus provoqués par une adhésion passionnée à ses théories, s'efforce de calmer le jeu : « En raison même de son omniprésence, le complexe d'Œdipe ne saurait permettre de conclure à la paternité du crime. » Et d'ajouter avec humour qu'autrement on en viendrait facilement à recréer l'anecdote rendue célèbre à Vienne, lors d'un cambriolage mémorable. Un homme, trouvé en possession d'un passe-partout, en avait été déclaré l'auteur. Après la proclamation du jugement, on lui demanda s'il avait une remarque à formuler : il réclama d'être également puni pour adultère, ayant aussi sur lui l'instrument du délit...

Avec Michel Henry et sa *Généalogie de la psychanalyse*, l'occasion nous est donnée de nous

interroger sur le déclin de la psychanalyse. Quand, en dépit de son audience populaire, elle « revêt déjà l'habit gris de l'idéologie, la philosophie se doit d'éclairer le motif de ce déclin ».

Le terme d'une longue histoire

Selon le phénoménologue Michel Henry, la psychanalyse n'est pas un commencement, mais un terme, le terme d'une longue histoire qui est celle de la pensée de l'Occident et de son inévitable décomposition. Freud n'inaugure rien : c'est un héritier, et un héritier tardif. Bref, l'heure de fermeture a sonné dans les jardins de la psychanalyse. Thèse radicale, défendue vigoureusement par Michel Henry. On regrettera seulement qu'une certaine technicité réserve son ouvrage aux seuls professionnels de la philosophie.

Les psychanalystes évoquent volontiers les résistances à la psychanalyse ; en revanche, ils ne nous expliquent guère pourquoi on est enclin à l'accepter, en quoi elle est si séduisante. C'est là une question que se posait Ludwig Wittgenstein. Sans doute eût-il apprécié la réponse de Michel Henry : « La mythologie freudienne a le sérieux de toutes les mythologies pour autant qu'elles s'élèvent de ce même fond essen-



tiel et secret que nous sommes, qui est la vie. Et c'est pourquoi on y croit sans trop de peine, puisqu'on s'y reconnaît si aisément.

Signalons à ce propos que Paul-Laurent Assoun, un des philosophes les plus avertis du freudisme, consacrera durant ces six prochains mois au Collège internatio-

nal de philosophie un cours visant à reconstituer le dialogue Wittgenstein-Freud (1).

Les esprits frivoles risquent fort de ne retenir des ouvrages publiés cet automne que l'essai de Serge Tisseron, *Tintin chez le psychanalyste*. On ne leur donnera pas tort. Ils auront même la bénédiction

d'une autorité en la matière, le vénérable Didier Anzieu, qui, dans une excellente préface nous dit ce que son propre livre, aujourd'hui classique, sur l'analyse doit à la lecture de Tintin. Il va même jusqu'à écrire que ce n'est pas par hasard si les vingt années où parut le cycle *Tintin* coïncident avec les deux décennies de domination structuraliste sur la pensée française. « Les aventures de Tintin », note Didier Anzieu dans une formule qui fera date, « représentent, en grand format, un petit Lévi-Strauss illustré ». Tintin, héros de la synchronie, voilà qui aurait arraché quelques jurons au capitaine Haddock !

Haddock l'enfant réel

Haddock, précisément, selon Serge Tisseron, représenterait « les émotions profondes et vitales de l'enfance ». A l'opposé de Tintin, toujours égal à lui-même, secourable et bien élevé, support parfait des idées d'autrui, le capitaine Haddock incarnerait l'enfant réel, ses colères et ses doutes, ses violences et ses obstinations. Rien d'étonnant, ajoute Tisseron, si, face au conformisme moralisateur de Tintin, il éprouve d'abord des désirs de meurtre !

On offrira volontiers ce *Tintin chez le psychanalyste* à Maud

Mannoni, qui fut, elle aussi, l'enfant terrible de la psychanalyse française, et qui publie, sous le titre *Un savoir qui ne se sait pas*, une série de textes ayant trait à l'hystérie, aux patients de Freud, à la psychanalyse d'enfants. Hostile aux excès de théorisation qui, depuis une dizaine d'années, ont amené par contrecoup un rejet et un vide conceptuel, Maud Mannoni n'a jamais perdu de vue que le savoir sur la maladie est toujours issu de la maladie elle-même. Une intuition qui était déjà celle de Groddeck et que Maud Mannoni a courageusement défendue contre vents et marées.

ROLAND JACCARD.
★ AU COMMENCEMENT ÉTAIT L'AMOUR, de Julia Kristeva. Hachette, coll. Textes du vingtième siècle, 32 p., 48 F.

★ RÉSULTATS, IDÉES, PROBLÈMES, DE FREUD. PUF. 320 p., 125 F.

★ GÉNÉALOGIE DE LA PSYCHANALYSE, de Michel Henry. PUF. 398 p., 165 F.

★ TINTIN CHEZ LE PSYCHANALYSTE, de Serge Tisseron. Présentation de Didier Anzieu. Aubier/Archimbaud, 183 p., 69 F.

★ UN SAVOIR QUI NE SE SAIT PAS, de Maud Mannoni. Postface de Patrick Geyraud. Denoël, 187 p., 96 F.

(1) Les séances ont lieu 1, rue Descartes, Paris (5^e), depuis le 19 octobre.

A signaler également

Journal clinique, de Sándor Ferenczi. Un document unique, composé de cent trente-six textes spontanés, rédigés en 1932 par le plus proche disciple de Freud. Ferenczi s'attache, dans ce journal intime, à décrire la psychanalyse de son hypocrisie professionnelle. (Trad. de l'allemand par le Groupe de traduction du Cœdron, Ed. Payot, 298 pages, 150 F.)

Ferenczi, paladin et grand vizir secret, de Pierre Sabourin. Participant à la traduction des œuvres complètes de Ferenczi, Pierre Sabourin nous livre un portrait extrêmement attachant d'un psychanalyste qui avait banni l'esprit de sérieux. (Ed. universitaire, 230 pages, 95 F.)

Rythmes de l'œuvre de la traduction et de la psychanalyse, de Nicolas Abraham. S'adressant aux critiques littéraires, cet ouvrage posthume de Nicolas Abraham met en perspective l'œuvre poétique et l'élaboration qui s'opère dans la clinique psychanalytique. (Flammarion, 164 pages, 85 F.)

Freud et les Lumières, de Michèle Ansart-Dourlen. Dans la meilleure tradition universitaire, une mise en lumière de la présence du politique dans la pensée de Freud, et une réinterprétation des apports anthropologiques de l'œuvre de Rousseau. (Payot, 236 pages, 120 F.)

Jouissances du dire, de Daniel Sibony. La transmission de l'inconscient, saisie à travers des passages de la Bible, par le plus dévouant des psychanalystes. (Grasset, 400 pages, 120 F.)

Sigmund Freud, sa vie, son œuvre, de Nathalie Lambriehs Georges. Un album richement illustré à l'intention des néophytes. (Ed. Frédéric Birk, 125 pages, 180 F.)

Psychanalyse, mode d'emploi, de Michèle Costa-Magna. Petit guide plein d'humour à l'usage des futurs analysants. (Ed. Aubier, 250 pages, 72 F.)

Fantômes des origines, origines du fantasme, de Jean Laplanche et J.-B. Pontalis. Réédition, très attendue, d'un essai publié il y a vingt ans dans les *Temps modernes*. (« Textes du XX^e siècle », Hachette, 87 pages, 48 F.)

Entretien sur le Séminaire avec François Ansermet, par Jacques-Alain Miller. Reprise en volume d'un document passionnant pour l'histoire de la psychanalyse concernant l'établissement du Séminaire de Jacques Lacan. (Ed. Navarin, diffusion Seuil, 66 pages, 30 F.)

Sigmund Freud, de Jean-Jacques Wunenburger. Un résumé de l'œuvre de Freud, suivi d'une étude des polémiques qu'elle a suscitées et d'une évaluation judicieuse de la psychanalyse postfreudienne. (Ed. Balland, 428 pages, 89 F.)

ETÄ VIELÄ TÄMÄKIN PITI NÄHDÄ:
NOISSA UUSISSA TÄMINEISSÄÄN
HIINTÄJÄT TARKENAVAT MEITÄ
HIRVIÄKIN PAREMMIN!



*Un comble ! Avec ces nouveaux vêtements de ski, ils supportent mieux le froid que nous.

C'est vrai. Avec Trispace.® Rhône-Poulenc lutte contre le froid et gagne du terrain sur ses concurrents. En inventant la première nappe thermo-iso-

lante et tri-élastique à partir de fibres 100 % polyester, le service recherche Rhône-Poulenc a, une fois de plus, prouvé sa compétitivité internationale.

Rhône-Poulenc, une des grandes entreprises mondiales, nourrit, soigne, habille, construit, protège la vie et les cultures, permet aux hom-

mes de communiquer. Rhône-Poulenc met à profit ses bénéfices pour investir sur l'avenir. C'est ainsi que se gagne la compétition.



C.-G. Jung, le dernier des romantiques ?

A un correspondant désireux de le convertir au catholicisme, Carl Gustav Jung répondit : « Mon cher Monsieur ! Ma quête est science, non apologie, non philosophie. Mon intérêt est scientifique, le votre évangélique. » Voilà qui n'a pas convaincu l'essayiste britannique Colin Wilson : Jung était, selon lui, à la fois un philosophe et un évangéliste. On finit avec intérêt les pages où Wilson présente Jung comme un romantique, c'est-à-dire comme un esprit pénétré du sentiment que le monde est rempli de sans cachés, de forces souterraines qui courent à notre salut.

On retrouve la même idée dans le livre d'André Natf : *le Monde de Jung*. Jung était pénétré d'une vision religieuse des choses ; la maladie mentale signalait, à ses yeux, la présence divine en eux, le moribide étant ontologiquement un manque de divin. Il suggérait que Dieu lui-même « se soigne » au travers de nos psychoses. Présenté sous forme de dictionnaire, l'essai d'André Natf nous promène à travers une œuvre souvent confuse, parfois déplaisante, encombrée de symboles, mais dont on ne peut nier le gigantesque héroïsme.

R. J.

★ CAL-GUSTAV JUNG, LE SEIGNEUR DE L'INCONSCIENT, de Colin Wilson. Trad. de l'anglais par F. Costantini. Ed. du Rocher. 288 pages, 78 francs.

★ LE MONDE DE JUNG, d'André Natf, Ed. Ma (6, rue Emile Dabols, 75014 Paris), 203 pages, 55 francs.

LA GUERRE DANS L'ESPACE

MARCEAU FELDEN

UN OUVRAGE FONDAMENTAL

18 x 21,5 cm - 327 p. - 120 F.

Berger-Levrault
UN GRAND NOM DE FRANCE.

هذا من الآ على

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Les voix intérieures de l'Inde

Rabindranath Tagore, Anita Desai, Ruth Praver Jhabvala : trois visions romanesques de l'Inde moderne

RABINDRANATH TAGORE (1861-1941) demeure, sans conteste, l'une des figures de proue de la littérature indienne. Cet écrivain d'expression bengalaise, qui traduisait lui-même ses textes les plus importants en anglais, a produit une œuvre colossale. Entre autres : une quarantaine de recueils de poèmes, une quinzaine de romans, des essais, des pièces de théâtre, des récits de voyage, des ouvrages de philosophie et de religion. Il composa même des chansons et peignit, lors des douze dernières années de sa vie, plus de deux mille tableaux. Le prix Nobel de littérature lui fut décerné en 1913. L'année suivante, Gallimard publiait (dans une traduction de l'anglais, signée André Gide) l'un de ses chefs-d'œuvre, *l'Offrande lyrique*, un ensemble de cent trois poèmes où Tagore expose tant ses visions mystiques que philanthropiques.

« La Maison et le Monde », une modernité éblouissante

Insatiable voyageur, Tagore visita l'Angleterre, les États-Unis, le Japon, l'Amérique latine, l'Italie. Bien que très attaché aux traditions ancestrales des siens, il défendit (à une époque où ce n'était pas facile, c'est-à-dire avant l'indépendance de l'Inde, en 1947) l'idée d'un nécessaire échange entre les cultures orientale et occidentale.

Sous un autre aspect, Tagore fut également l'un des premiers à révéler son pays sous le jour d'une

étonnante mais fragile mosaïque de religions, de langues, de cultures. Avec lui, l'Inde devient un continent. Un continent qu'il raconte dans ses récits (tels ses *Souvenirs d'enfance*, disponibles dans la collection « L'imaginaire » chez Gallimard), ses romans, tels *le Naufrage* (1), une extraordinaire histoire d'amour, ou *la Maison et le Monde*, que vient de rééditer Payot.

Cette histoire a pour cadre le Bengale. En 1915, alors que la province vient d'être scindée en deux, des affrontements se produisent entre musulmans et hindous. Cependant, au-delà des enjeux religieux, la question qui se pose est celle du devenir de l'Inde, et notamment de ses rapports avec l'extérieur. Trois personnages, deux hommes et une femme, vont se trouver plongés au cœur de ces événements. Le premier, un maharadjah, défend l'idée d'une ouverture sur l'étranger, avec ce que cela suppose de progressisme ; le second croit dur comme fer aux vertus d'un nationalisme exacerbé. Entre les deux, la femme, incarnation de l'amour et dans une certaine mesure de la raison, joue le rôle d'une sorte de pivot de la sagesse.

La Maison et le Monde, publié ici pour la première fois en 1921, est un roman d'une modernité éblouissante. De par son propos, d'abord, qui met parfaitement en évidence la « fracture » indienne, éternelle source de tensions, de violence. De par son écriture ensuite. La maîtrise de Tagore est étonnante, qui utilise à fond la

technique des récits croisés (on se croirait parfois chez Wilkie Collins tant les tensions sont exacerbées et le suspense entretenu). Sa langue est d'un lyrisme et d'une poésie très retenus qui ne gommant en rien le paroxysme des situations opposant ces trois personnages, dont les portraits sont brossés avec une minutie impayable. Quel talent ! Quelle puissance d'évocation ! On comprend que Tagore ait pu rester pour nombre d'écrivains bengalis, et même indiens, une référence, un modèle.

Causticité et féroce

Tous n'ont pas suivi sa voie. D'autres ont préféré, à l'exemple de R. K. Narayan (plusieurs de ses romans ont été publiés chez Plon et aux éditions Acropole), s'engager sur le chemin d'un réalisme social qui autorise parfois la

satire et l'humour. Ainsi Anita Desai. Cette fille d'un père bengali et d'une mère allemande, née en 1937, est l'auteur de quatre romans qu'elle a écrits en anglais. *Un héritage exorbitant* est le premier à être traduit en français.

Le personnage principal de cette tonitruante aventure est un jeune professeur d'université qui enseigne l'hindi, « cette langue de cultes-terreux ». Deven, c'est son prénom, se met en tête d'aller interviewer l'un des poètes de langue ourdoue, un dénommé Nour. Celui-ci jouit d'un prestige considérable. Malheureusement, l'homme ne semble plus tellement à la hauteur de sa gloire passée. Il vit au fin fond d'un bazar de Delhi, il est entouré d'une cour d'admirateurs pour le moins suspects, et il est cadencé à domicile par une épouse vindicative et acariâtre. Deven va donc de surprise en surprise. Le récit oscille entre la farce et la réflexion sur la

société indienne contemporaine, où la trilogie « ventilateur-téléphone-réfrigérateur » a désormais pris place dans les rêves de toutes les jeunes filles à marier.

Indienne jusqu'au bout des ongles, Anita Desai accumule les sarcasmes, l'ironie, la causticité sans jamais tomber dans la caricature. D'où ce sentiment d'une réalité à la fois chatoyante et un peu triste. C'est peut-être là un des mystères de l'Inde que nous livre Anita Desai, romancière dont la verve et les éclats n'ont rien à envier à ses lointains cousins d'Amérique latine.

La capitale et les Occidentaux

On pourrait situer Ruth Praver Jhabvala dans une veine romanesque identique. A cela près que cette femme, née de parents polonais et qui a longtemps vécu à Delhi, s'enfoncé davantage dans la satire. *La Vie comme à Delhi* est son troisième roman publié en français (2). Contrairement à Tagore et Desai, Jhabvala met surtout en scène des Occidentaux. L'Inde et ses habitants sont présents, mais ils n'interviennent qu'en contrepoint d'un univers plutôt dominé par l'intrusion d'un Occident dont le moins qu'on puisse dire est qu'il ne donne pas la meilleure image de lui-même.

L'action se déroule à Delhi. Nous sont contées les aventures d'une brochette d'Anglais et d'Allemands, légèrement décaïs, qui se sont mis en tête d'appliquer, sans le savoir, l'un des pré-

ceptes de Tagore : l'Est doit aller à l'Ouest et l'Ouest doit aller à l'Est. Que faire ? Du théâtre par exemple. Qui jouera-t-on ? Des auteurs du pays ? Ce serait bien. Seulement voilà, Ibsen, c'est mieux. Alors on joue Ibsen.

Dans ses précédents romans, Jhabvala ne nous avait pas habitués à cette hargne. Son humour, de grinçant est devenu carrément féroce. Ah ! elle ne laisse rien passer ! Les têtes de ces coqs de village, dont la culture n'a d'égalé que l'inculture, tombent les unes après les autres. On croit rêver. Et pourtant, il paraît évident que ces personnages, Jhabvala a dû en rencontrer quelques-uns au hasard de ses pérégrinations indiennes. Ah ! si Tagore voyait cela, il saurait gré à Jhabvala de nous présenter ce visage de l'Inde blanche, de l'Inde pâle, on a même envie de dire : de l'Inde bête !

BERNARD GÉNIES.

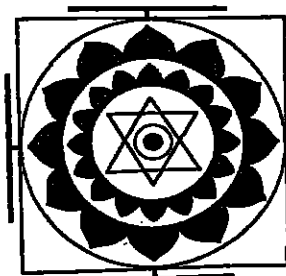
★ **LA MAISON ET LE MONDE**, de Rabindranath Tagore. Traduit de l'anglais par F. Roger-Cormez. Payot, 216 p. 80 F.

★ **UN HÉRITAGE EXORBITANT**, d'Anita Desai. Traduit de l'anglais par Paulette Vieilhomme-Calaïs. Stock, 280 p. 92 F.

★ **LA VIE COMME A DELHI**, de Ruth Praver Jhabvala. Traduit de l'anglais par Nicole Meunier. Balland, 288 p. 95 F.

(1) Ed. Gallimard.

(2) *Chaleur et Poussière*, ainsi que *Cette lutte incertaine* ont également été publiés aux éditions Balland.



Logo officiel de l'Union des écrivains de l'Inde.

Beaubourg-sur-Gange

Dans le cadre des manifestations organisées pour l'Année de l'Inde, le ministère de la culture et la direction du livre apportent leur appui ou participent à un certain nombre d'initiatives visant à mieux faire connaître les littératures de ce pays, un et divisible. C'est ainsi qu'au Centre Pompidou, le vendredi 25 octobre, une soirée sera consacrée à la poésie de langues tamoule, malayalam et kannara. Samedi 26, une autre soirée aura pour thème la poésie de langues bengalaise et oriya. Lundi 28, des spectacles, des films (dont le *Tagore* de Satyajit Ray), des lectures rendront hommage à l'œuvre et la personnalité de cet exceptionnel homme de lettres que fut Rabindranath Tagore.

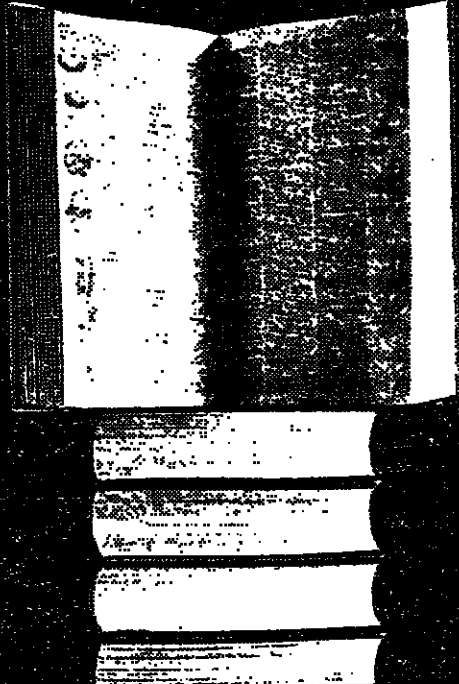
Toujours à Beaubourg, une exposition de 1 500 livres présentera, jusqu'au 25 octobre, une sélection d'ouvrages publiés par quelques-uns des sept mille éditeurs que compte l'Inde.

Octobre 85. Le Grand Larousse est né. Interrogez la Mémoire du Monde.



7 ans. C'est le temps que 1000 collaborateurs ont passé pour concevoir et rédiger le plus grand dictionnaire du monde. Un dictionnaire prêt à répondre à toutes nos questions, celles que nous nous posons, que nos enfants nous posent chaque jour et auxquelles nous ne savons pas toujours répondre. Posséder le Grand Larousse, c'est avoir à portée de la main l'outil le mieux conçu pour former en famille les générations futures. Le Grand Larousse (G.D.E.L.), c'est 12 000 pages, 100 000 noms communs, 90 000 noms propres, 1 000 cartes en couleurs, 10 000 dessins ou schémas, 14 000 photographies. Le Grand Larousse, c'est déjà la mémoire de demain. Interrogez-la.

C'est ça le souffle Larousse.



Larousse

Sculpteur : C. Renoulet

HCM

LE MONDE DES LIVRES

SARTRE AUJOURD'HUI

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Entre l'être et le néant

(Suite de la page 13.)

Les temps morts de la guerre, de la captivité et de l'occupation vont être mis à profit pour élargir le trop-plein du créateur. En quelques trimestres, sont écrits *l'Être et le Néant*, une partie des *Chemins de la liberté*, les *Mouches*, *Huis clos*, des carnets intimes, des centaines de lettres...

C'est qui ne détourne pas Sartre de résister très tôt, contrairement aux insinuations tenaces de ses détracteurs. Il tente, en vain, de rallier Gide et Malraux à Socialisme et Liberté. Même s'il est vrai que la représentation d'une pièce, en 1943, nécessitait une demande d'autorisation aux occupants — on aurait aimé voir rappelée l'exacte procédure, — les *Mouches* condamnaient indéniablement le repentir prôné par Vichy.

Sur l'explosion, dès 1945, du personnage et du phénomène, « le » Cohen-Solal pourra être complété, dans quelques jours, par la lecture du livre d'Anna Boschetti, centré sur les *Temps modernes*. Il ressort de cette étude sociologique que Sartre a assuré très systématiquement son hégémonie sur la classe intellectuelle de l'époque. L'investissement de tous les endroits de pouvoir et de tous les genres littéraires ne serait pas aussi fortuit, qu'on l'a cru d'abord. Il procéderait d'une rencontre entre une volonté de puissance certaine et un « marché » propice.

C'est un fait que l'universitaire-artiste cumule toutes les reconnaissances, les autorités, les grâces. Sa virtuosité à imiter, à brasser, les langages alentour lui vaut, auprès d'un public largement « secondarisé », le succès et le rôle que Hugo dut aux progrès de l'instruction primaire. Après coup, les emprunts à une philosophie qui n'évacue pas le fonds spiritualiste, au cinéma, au jazz, au surréalisme, aux romans américains, à la déraison de Joyce, à la crudité de Céline, peuvent apparaître comme autant d'habiletés, de ficelles, et les *Temps modernes* comme l'instrument d'une ambition personnelle : réunir auprès de la Sorbonne et du grand public la légitimité partagée naguère par Bergson, Brunschwig, Zola, Gide ou Malraux.

Le résultat est là. Les reconnaissances s'offrent de toutes parts. Grâce à la forte demande de la classe intellectuelle, le sacrilège sacrilège, l'idéologie marseillaise triomphe, le registre s'étale, monopolistique. Jusqu'au départ de Merleau-Ponty en 1952, la revue concentre à elle seule, par ses propos et querelles, toute l'histoire du milieu. Les disciples affluent. Les fils sortent de terre (des caves).

Ensuite, d'autres modes surgissent, d'autres vedettes. Un règne s'achève. Les ruptures se succèdent, que Jeannette Colombel s'apprête à rapprocher : avec Aron, Camus, Lefort, Merleau ; en attendant les batailles de rue. Sartre le querelleur, Sartre l'amateur de boxe.

Sur le « bout de chemin » avec les communistes, qui laisse perplexe et déçu, Annie Cohen-Solal apporte des lumières factuelles et psychologiques. Sartre n'a jamais pardonné les mensonges posthumes du PC contre Nizan ; la tentative du RDR atteste son vieux rêve de « troisième voie » ; alors, pourquoi cette boulimie soudaine de couleuvres, entre 1952 et 1956 ? Indignation devant l'arrestation de Duclos pour détention de pigeons voyageurs ? Allons donc ! Annie Cohen-Solal convainc quand elle explique ce refus rageur de l'anticommunisme par une violence obsessionnelle à tuer le bourgeois en soi, par une « spontanéité mauvaise ». Elle trouve des formules jubilantes à la Sartre pour décrire cet acharnement à se dénigrer à travers l'autre, à accepter docilement un surmoi dont l'expérience lui a manqué dans l'enfance.

Dès lors s'éclaire l'engrenage des voyages émerveillés en URSS, des naïvetés du genre : « Avant 1966 le niveau de vie des Russes sera 30 % ou 40 % supérieur au nôtre ! ». « J'ai menti, reconnaît Sartre vingt ans plus tard, je ne savais pas très bien où j'en étais... » Annie Cohen-Solal prolonge cette explication pour le moins courte...

PAR bonheur, ces égarements laissent libre le génie créateur. Tandis que l'homme public « déconne », selon le mot d'Aron, l'écrivain commence à rédiger les *Mots* et la *Critique de la raison dialectique*, qui paraîtront respectivement en 1963 et 1960. De même, l'engagement actif contre les guerres coloniales et les nombreux voyages ne le privent pas de concevoir les *Séquestrés d'Altona* (1959) (où j'approuve Annie Cohen-Solal de voir la pièce « inégale » de Sartre).

Tandis que, après 1960, il devient « l'Intouchable » — « on n'emprisonne pas Voltaire », dira de Gaulle, — et met ce privilège au service de causes variées — réseau Jeanson, tiers-mondisme, émeutes estudiantines, presse gauchiste, — il retouche les *Mots* et se lance dans *l'Idiot de la famille*. Il a beau s'avouer son statut de bien national, comme en témoignent les rêves consignés vers 1960 et révélés ici par Ariette Elkaim, il a beau s'agacer que son public se tourne vers d'autres modèles — Lévi-Strauss, Althusser, Barthes, Foucault, Lacan, — l'absolu de l'écriture décorée dans l'enfance lui est plus qu'un refuge, sa raison de vivre.

Raison de vivre dure à vivre ! A l'égard de Flaubert, culmine et s'exacerbe le vieux déchirement entre l'amour et la haine de soi, entre être et néant. Il faudra la perte de la vue, en 1973, pour que ce noyau de son existence entière s'abolisse. Dès lors que lui sont retirées la drogue des pages remplies et le droit à la sainte rature, inutile de lui chercher une cohérence. Les graves glissements d'opinions qui s'opèrent au contact de Benny Lévy, et dont l'entourage s'émue tant, qu'importe, s'ils assurent l'illusion d'un avenir au vieil homme prématurément épuisé par l'abus d'excitants !

Pourquoi a-t-on tant suivi Sartre, lui qui s'est tant trompé ? Survivra-t-il ? ... Annie Cohen-Solal a le mérite immense de rendre caduques ces questions d'après-dîner. Elle nous replace au cœur du seul sujet qui vaille : comment un esprit hors du commun a aidé les autres à investir le réel en se vouant à l'imaginaire. Elle le fait avec minutie, équité, brio.

★ SARTRE, d'Annie Cohen-Solal, Gallimard, 730 p., 150 F.
★ SARTRE ET LES TEMPS MODERNES, d'Anna Boschetti, Éditions de Minuit, 322 p., 89 F. En vente à partir du 6 novembre.

★ À paraître le 27 novembre, dans « Le livre de poche » : SARTRE, UN HOMME EN SITUATIONS, de Jeannette Colombel.

Les jeunes aiment ses critiques littéraires

« C'est toujours la même intelligence, la même générosité. On sent davantage qu'un écrivain soucieux de faire de belles phrases : un type curieux de tout. »

SARTRE, ils connaissent. Lycéens des classes terminales, khâgneux et hypokhâgneux des classes préparatoires aux grandes écoles, étudiants de licence en lettres ou en philosophie, interrogés à la sortie de la faculté ou du « bahut », ils ont pour la plupart montré de l'intérêt pour l'œuvre et davantage que de l'estime pour l'homme ; comme si ce grand remueur d'idées, ce quêteur de vérités toujours insatisfait n'en avait pas encore fini d'avoir vingt ans.

« Sartre, on nous en parle peu dans les cours, regrette Philippe, dix-huit ans, en terminale à Fénelon. Ou alors de façon très négative ; comme d'un sous-freux un peu brouillon de Heidegger. Mais Heidegger, je n'y comprends rien ; Sartre, c'est beaucoup plus clair, plus parlant. » Regret repris sous une autre forme par Anne-Lise, vingt et un ans, étudiante en philosophie à la Sorbonne : « Il y a des professeurs marxistes ou marxisants ; ils rejettent Sartre au nom du matérialisme ; il y a, de l'autre côté, les hégéliens et les spiritualistes qui éliminent Sartre d'un revers de main, comme incapable de s'élever jusqu'aux grandes questions essentielles : Dieu, l'Esprit, l'Absolu, etc. Entre les deux parties, il y a un accord tacite pour

insinuer que Sartre n'est en fin de compte qu'un littéraire égaré dans un domaine où il a réussi, aux yeux du public, grâce à des vulgarisations approximatives. Pour ma part, j'ai lu Questions de méthode, par exemple, et je considère, au contraire, que Sartre y cherche une voie originale de dépassement du marxisme dont il a bien senti toutes les insuffisances, même s'il n'est pas allé jusqu'au bout. »

Ce plaidoyer argumenté demeure, avouons-le, unique en son genre ; la philosophie de Sartre, dans sa part massive — l'Être et le Néant et la Critique de la raison dialectique, — reste peu connue : « Sartre n'est pas un auteur au programme et, pour l'instant, nous avons assez à faire avec les textes obligatoires. » Sartre philosophe est mieux connu à travers ses commentaires que par ses propres ouvrages.

« Dieu

n'est pas un romancier »

Le critique littéraire, en revanche, est souvent lu, aimé et abondamment utilisé dans les commentaires et les dissertations.

« Pour moi, explique Vincent, vingt ans, khâgneux à Henri IV, le Baudelaire de Sartre est un modèle de compréhension d'une œuvre et d'une vie. On y retrouve tous les angles d'approche de la critique moderne sans sectarisme, l'explication biographique, la psychanalyse, les structures, la critique textuelle, tout cela avec une imagination, une sympathie, qui incitent toujours à retourner vers le texte. Ça se lit comme un roman, et pourtant on saisit la vérité d'un personnage réel et complexe, un poète, Baudelaire. » Véronique aime aussi Baudelaire, et Saint Genet comédien et martyr et même l'énorme idiot de la famille, dont elle n'a encore lu que le premier volume, mais ses préférences vont aux articles de Sartre réunis dans Situations : « Je me suis fait acheter les dix volumes, depuis le fameux article sur Mauriac — « Dieu n'est pas un romancier, M. François Mauriac non plus — jusqu'aux derniers entretiens donnés par Sartre devenu aveugle. C'est toujours la même intelligence, la même générosité. On sent davantage qu'un écrivain soucieux de faire de belles phrases : un type curieux de tout, écrivant dans son élan aussi bien sur la peinture que sur les communistes, sur le Vietnam que sur Descartes. Et puis, il y a la préface à Aden Arabie de Nizan, dont je connais des passages presque par cœur. Je crois qu'on n'avait pas écrit de plus belles choses sur l'amitié depuis Montaigne. »

Cet enthousiasme, d'autres le tempèrent. « Les bogarres et les amitiés de Sartre avec les communistes, je n'y comprends pas grand-chose, dit Valérie, étu-



CAGNAT.

dante à Censier. Un jour il est pour et le lendemain contre. Sans doute faudrait-il mieux connaître le contexte historique de l'époque. L'époque : le grand mot est lâché. Quand Sartre est mort, ces jeunes filles et ces jeunes gens avaient treize ou quatorze ans. Ses combats ne sont pas les leurs, ses amitiés et ses inimitiés appartiennent à une histoire déjà lointaine. Quelques-uns d'entre eux ont lu la *Cérémonie des adieux*, de Simone de Beauvoir, et *Avec mon meilleur souvenir*, de Françoise Sagan. Ils en ont gardé l'image d'un vieil homme ; chahuteurs et énervés mais tout de même bien vieux. Mais, curieusement, à cette image s'en mêle une autre, celle de Foulon, du Sartre enfant des *Mots*. Tous ou presque ont lu ce fragment d'autobiographie, tous ou presque affirment qu'il s'agit là d'un des livres qu'ils préfèrent : « En général, les gens qui racontent leur vie le font toujours pour se montrer, en bien ou

en mal. Ça ne regarde qu'eux, ce n'est pas intéressant. Là Sartre essaie de comprendre comment il est devenu ce qu'il est, comme si l'aventure arrivait à un autre. C'est une méthode d'analyse qui peut être valable pour chacun d'entre nous, même si nous n'avons pas l'intelligence et le talent de Sartre. »

Le reste, les romans ? Regardez vagues et hausséments d'épaules. « Les *Chemins de la Liberté*, c'est long et plutôt ennuyeux. » « La Nausée, c'est raide. C'est un livre de philo avec quelques personnages. » Mais les nouvelles réunies dans le *Mur* sont sauvées de l'indifférence générale. Et puis, « vous savez, dans Sartre, il y a des tas de choses qui sont dépassées ou qui ne nous concernent pas ; mais dans l'ensemble, c'est plutôt plus intéressant que les écrivains d'aujourd'hui. »

PIERRE LEPAPE.

Histoire d'une commande

LES arcanes de l'édition internationale nous valent parfois de curieux détours qu'illustre bien l'histoire de la biographie d'Annette Cohen-Solal sur Sartre (voir le feuillet de Bertrand Poirot-Delpech), qui, écrite en français, a été commandée à un auteur vivant à Paris par un éditeur new-yorkais, avant d'être vendue à Gallimard pour la coquette somme de 100 millions de centimes, cette somme assurée à Gallimard les droits d'exploration pour la langue française.

C'est en effet André Schiffrin, directeur de Pantheon Books, qui avait eu l'idée de ce livre et qui avait choisi Annie Cohen-Solal, auteur d'une excellente biographie de Paul Nizan, publiée chez Grasset. Un contrat fut donc signé entre l'auteur et l'éditeur, le 15 octobre 1981 à la Foire de Francfort, l'éditeur garantissant à l'auteur un salaire mensuel ainsi que tous les frais de documentation et de déplacement nécessaires à son travail. Un travail de quatre années... Au printemps dernier, l'agent d'Annie Cohen-Solal, Mary Kling, proposa en France le manuscrit, très attendu, à sept éditeurs différents ; plusieurs offres ayant atteint les 100 000 dollars (1 million de francs de l'époque), il fut décidé de donner la préférence à l'éditeur de toute l'œuvre de Jean-Paul Sartre,

notamment à cause de l'aide apportée par Robert Gallimard.

On pourra s'étonner d'une certaine carence de l'édition française, qui n'entreprend pas elle-même la réalisation de projets d'envergure à longue échéance. Il aura fallu que ce soit un Américain qui passe la commande.

André Schiffrin, il est vrai, est certainement le plus Français des éditeurs américains. Né à Paris, il est le fils de Jacques Schiffrin, un de ceux qui avaient accompagné André Gide dans son Voyage en URSS, et qui fut, entre autres, le génial inventeur de la collection de « la Pléiade » en 1931, collection qu'il dirigea chez Gallimard jusqu'en 1940. Privé de son travail par les lois antijuives, il s'embarqua alors avec le tout jeune André pour l'Amérique. Celui-ci, paritairement francophone, est donc, plus que tout autre, intéressé par la vie culturelle française, et cela explique l'histoire étrange de cette commande. Son catalogue de Pantheon Books — en témoignage : Le Roy Ladurie, Michel Foucault, Marguerite Duras, Georges Duby, le Guide Hachette de France, Shosh, de Claude Lammann, le Choclat, de Martine Jolly. Quant au Jean-Paul Sartre, il est prévu, chez Pantheon pour octobre 1986.

N.Z.

Le nom
de l'homme
Benny Lévy

dialogue
avec Sartre

cordier

Les tirages

Une partie de l'œuvre de Sartre a battu des records de tirage.

Toutes éditions confondues, les livres qui ont connu de gros tirages (chiffres arrêtés à l'été 1985) sont les suivants : *Huis clos* (1947) : 2 150 000 exemplaires ; les *Mains sales* (1948) : 2 100 000 ; la *Nausée* (1938) : 1 970 000 ; le *Mur* (1939) : 1 832 000. À titre de comparaison, *l'Être et le Néant* (1943) a été tiré à 165 000 exemplaires et le volume des œuvres romanesques, dans « la Pléiade », à 35 000 exemplaires.

الكتاب في الأدب

فنون الأداء

culture

THÉÂTRE

« DEUX SUR LA BALANÇOIRE », à l'Atelier

Un bonheur, à eux deux

Deux sur la balançoire, comédie de l'écrivain new-yorkais William Gibson, transposée en français avec pas mal de malice, de traits aimables, par l'écrivain parisien Jean-Loup Dabadie, va être présentée au public de théâtre, avant tout parce qu'elle est jouée d'une façon très touchante par Nicole Garcia et dans un style « grand ténébreux » par Jacques Weber.

Un homme, marié depuis une dizaine d'années avec une femme qui a aidé sa carrière d'avocat, ne s'entend plus bien avec elle. Ils se séparent. Dans une « party » à New-York, il rencontre une jeune danseuse, qui est seule aussi à ce moment-là. Ils éprouvent quelque chose l'un pour l'autre ; ils croient qu'ils vont pouvoir s'arranger un bonheur à eux deux. Ils ont des heures légères les deux, mais des inquiétudes, des heurts. Et puis l'homme, qui pourtant a été sincère, ressent qu'il reste attaché à sa femme, et il s'en va.

Le « cas » de ce genre de théâtre, ni bachelé ni vulgaire, n'est qu'il ne nous donne rien de plus que nous ne sachions déjà. A une reproduction gentille de la vie de tous les jours, il n'ajoute ni un univers, ni une pensée, ni un langage. Ce n'est qu'une redite de nous-même, qui du moins nous permet de nous voir, de nous entendre, du dehors.

Ce théâtre-là se situe à l'intersection, si l'on peut dire, de deux courants qui ont été faits par deux dramaturges qui avaient plus d'ambition. L'un, Jules Renard, a écrit que la critique dramatique de la « presse écrite » « pêche surtout par indulgence », et qu'elle ménage trop « les pièces qui plaisent au public », que Renard appelle « les pièces pour poires ». Mais, en regard, le grand dramaturge Ephraïm Lessing, qui fut un peu l'inventeur du théâtre proprement allemand (1729-1781), a écrit que « certaines pièces médiocres doivent être maintenues à la scène, parce qu'elles renforcent des rôles où certains acteurs peuvent manifester toutes les ressources de leur talent » (Renard et Lessing exerçaient aussi le métier de critique dramatique).

Or nombre de spectateurs vont au théâtre, d'abord, pour retrouver des acteurs, pour les voir jouer.

Deux sur la balançoire permet de retrouver Nicole Garcia, qui, dans les théâtres nationaux, a joué Tchekhov, Shakespeare, Corneille, chez de grands metteurs en scène, avant d'émigrer dans les studios de cinéma il y a cinq ans. Et la revêtit en personne, bien elle, sa présence singulière faite d'une voix claire mais blessée, d'une volonté fragile, d'une angélique cachée sous une désinvolture, d'une justesse simple de ton qui rend touchant tout ce qu'elle dit. Son jeu est sobre, alors elle émeut tout droit.

En face d'elle, Jacques Weber pratique son art personnel, assez cinématographique, un peu à la Humphrey Bogart : il s'astreint à ne pas extérioriser, ni par la voix, ni par le geste, ni même par le regard, les signes d'une expression précise. Il déplace une présence fermée, comme s'il envoyait des messages par l'entreferme d'une absence. Or les messages sont là, nets, présents. C'est assez fort.

MICHEL CURNOT.

* Atelier, 21 heures.

INSTITUT

SÉANCE PUBLIQUE ANNUELLE DES CINQ ACADÉMIES

De la musique à l'astrophysique

Dira-t-on que la rentrée de l'Institut s'est effectuée dans le désordre parce que les porte-parole des cinq Académies réunies le 22 octobre sous la Coupole s'en sont tenus à leur spécialité ? Ce serait oublier que ce qui rassemble ces compagnies c'est leur pluridisciplinarité (la « française » n'admettra peut-être pas ce mot dans son dictionnaire) et que leurs divers domaines sont complémentaires.

Complémentaires comme le sont, en musique, interprètes et compositeurs, comme l'a démontré M. Raymond Gallou Monbrun, président de l'Académie des beaux-arts, et président de l'Institut au cours d'un rapide survol d'une histoire qui, en l'occurrence, va des troubadours aux grands noms du classicisme.

« L'ensemble de ces acquisitions forme un tout complet et cohérent. Ce qui va changer maintenant, ce n'est plus ce tout mais l'usage qui en sera fait. »

Coopération, coexistence, voire cohabitation... ces mots secrètent une sorte d'actualité, et ce n'est peut-être pas par hasard que M. Jean-Baptiste Duroselle, au nom de l'Académie des sciences morales et politiques, a choisi pour sujet, sous forme d'interrogation : « La dualité de l'exécutif est-elle fatale en France ? ».

Pour illustrer son propos, l'éminent spécialiste de l'histoire contemporaine a choisi l'exemple, significatif dans les annales de la Troisième République, de la querelle Clemenceau-Poincaré. Grâce à l'apport de sources nouvelles, en particulier des archives privées de Stephen Pichon, M. Duroselle évoque les épisodes les plus marquants de cette longue rivalité, jusqu'à cette retraite où le Tigre « va rager en silence contre l'incapacité de ses successeurs et contre la stupidité du système qui ne permet pas de gouverner la France dans l'unité ».

Écrivains et citations

En revanche, trois écrivains majeurs ont parfaitement cohabité, en dépit de leurs différences, au sein de l'Académie française, dont le délégué, M. Alain Peyrefitte, a célébré le centenaire (de la naissance), fêchément occulté par celui (de la mort) de Victor Hugo : François Mauriac, André Maurois, Jules Romains, l'un qui croyait au ciel, l'autre qui n'y croyait pas, et, entre les deux, celui qui croyait à la sagesse « dans la tradition de Montaigne, qu'il admirait tant, une sagesse que lui enseigna Alain et qui le place aux antipodes de la religion de Mauriac ». Et de poursuivre : « Entre le spiritualisme latéral de Jules Romains et la ferveur pascalienne de Mauriac, Maurois aime la vie. »

L'usage des citations n'est pas le monopole de nos sociétés savantes. M^{me} Jacqueline de Romilly, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, en a fait la savante démonstration en inventariant celles, plus ou moins fidèles, dont sont truffées les œuvres de la Grèce antique. Ainsi on a compté que « Platon citait Homère environ cent cinquante fois, Plutarque huit cents fois, Lucien environ cinq cents fois, et l'usage se poursuit chez les auteurs chrétiens ». Ce qui importe, c'est que grâce à ces emprunts, et surtout aux nombreux recueils de citations légués par l'Antiquité, un grand nombre de textes, ou de fragments de textes, ont été sauvés, pour les philosophes présocratiques notamment. Fidèles ou infidèles, le fait est banal... sauf lorsque tel auteur, tel moraliste, Platon par exemple, « force la note » et déforme le texte pour le plier à ses thèses.

Et ces erreurs sont encore plus révélatrices quand elles ne sont pas voulues : « Les lapsus des citations grecques sont le signe de quelque chose d'autrement important et passionnant », à savoir l'évolution de la pensée grecque, d'une morale qui n'est plus celle des temps héroïques, d'une conception du monde et de la vie qui a changé en cinq, voire en six siècles. Ces indices sont des preuves.

JEAN-MARIE DUNOYER.

CINÉMA

« HOLD-UP », d'Alexandre Arcady

L'Amérique pour rire

Le titre à l'anglaise ne sonne si fort que pour mieux endormir son monde et nous réveiller au Jean-Paul Belmondo clownesque, gangster d'occasion, mais moraliste au fond de l'âme. Notre superchampion au box-office, atteint par la limite d'âge, remet en jeu ses billes et prend la France à témoin de cette reconversion.

Deux cinéastes en titre : pour le scénario et les dialogues, Francis Weber, familier de Belmondo, auteur comique éprouvé (*Le Chêne*) ; pour la mise en scène, le jeune Alexandre Arcady, créateur de la saga pied-noir (*Le Grand Pardon*), ont uni leurs efforts. Mais Jean-Paul Belmondo a supervisé les opérations, mêlé les genres pour mieux nous surprendre.

Un zeste de film noir à l'américaine, décor Montréal ; un coup de chapeau à la farce mollesque, le comédien est déjà remonté sur les planches ; un ultime clin d'œil à Fellini, Bebel, nouveau Zampano, tout de blanc vêtu, égrène Piazza Navona à Rome avec sa longue trompette quelques mesures de Nino Rota dans la Strada.

Montréal, capitale du crime, haut lieu de la Mafia (voir *Le Gène* du Québécois Denis Arcand), sert de décor à cette comédie. Belmondo et son comparse Guy Marchand, minable entre les minables, mènent l'affaire, assistés de la copine canadienne de Marchand, Jean-Pierre Marielle, sans postiche, joue le commissaire bon enfant et râleur. Le meilleur moment du film nous vaut de découvrir Belmondo, maquillé en vieillard guilleret à la René Clair, dupant la police au terme d'un numéro très réussi de parler québécois.

Deuxième temps fort, les mines de Jacques Villaret, chauffeur de taxi, puis satyre d'occasion, puis fine mouche qu'il n'y paraît. Touchante, enfin, la copine de Guy Marchand, jeune Canadienne anglaise, qui n'aime que Belmondo et qui, par dépit amoureux, tra vers les délices de l'argent.

L'ombre portée de Gérard Oury, réalisateur de *L'As des as*, plane sur cette aventure policière qui se veut à la fois course-poursuite et comédie psychologique. Mais les meilleures sources s'épuisent. Le film manque de nerf, de rythme. Comédien de talent, mais vedette trop gâtée, Jean-Paul Belmondo doit se réinventer un vrai personnage, moins s'admirer dans le miroir, et prendre de vrais risques.

LOUIS MARCORRELLES.

* Voir les films nouveaux.

MUSIQUE

« LA VIE PARISIENNE », au Théâtre de Paris

Pour le baron Bacquier

Paris qui s'amuse, le gai Paris qui attire et berne les étrangers, qui se moque de lui-même, de son mythe, de ses jeunes élégants désargentés, de ses cocottes et de ses petites femmes, quel paradoxe dans cette insaisissable *Vie parisienne* brochant tous azimuts les spectateurs qui sont venus, viennent et viendront la voir, que ce soit pour l'Exposition universelle de 1867 ou, sans doute, lors des Jeux olympiques de 1992 !

Cinq ans après les représentations du Châtelet, elle se retrouve au Théâtre de Paris, entraînée par le tourbillon d'Offenbach, sa malice, sa poésie, sa loufoquerie, et fort bien réglée par Jean-Luc Boutté, avec une troupe jeune, légère, trépidante, de garçons de café, femmes de chambre, touristes étrangers et fêtards masqués. Les ensembles, pris dans un mouvement débrié, culminent dans le final du troisième acte, modèle de l'accélération Offenbachienne, où les tables et les fauteuils sont emportés dans la frénésie tournoyante d'une ivresse furieusement recherchée qui fait chavirer les cœurs et les corps.

Côté chanteur, c'est moins brillant. Même si le compositeur écrivait volontiers pour des acteurs de peu de voix, on attendrait au moins que ceux-ci sachent faire passer leur texte, ce qui n'est pas le cas. Gardes (Bernard Alane) et Robinet (Jean-Marc Salzman), les deux jeunes amoureux de Métille, sont du même niveau. La voix charnue de Martine Masquelier, la gantière et « venue du colouel », manque un peu de brio et de projection. La baronne de Gondremarck est une caricature peu séduisante, et Jane Rhodes, Métille douairière, n'a plus guère l'âge du rôle, malgré la belle couleur d'une voix flechissante qui donne par ailleurs maints

soucis rythmiques au chef chargé de l'accompagnement (Olivier Holt) ; tandis qu'Éliane Lublin, la soubrette promise « amirale », chante joliment son duo sentimental avec le baron.

Celui-ci, en revanche, fait s'écrouler la salle à chacune de ses apparitions. Tout le spectacle tient sur les épaules de Gabriel Bacquier, qui multiplie les mines égrillardes, au naturel, les entrecœurs, les pitiétés, sans oublier de nous attendre ou de nous étonner. Il dilate les textes de cette voix ciselée, qui accuse un peu la fatigue mais garde une superbe étoffe et un phrasé exemplaire. Grand acteur de composition, Bacquier a juré avec Offenbach de « s'en foutre - s'en foutre jusqu'à - et remporte un succès mérité. »

JACQUES LONCHAMPT.

* Soirées à 20 h 30 : matinales à 15 h 30 ; répétitions le dimanche soir et le lundi.

VARIÉTÉS

MORY KANTE AU THÉÂTRE DE LA VILLE

Le griot des Mandingues

Il y a dix jours encore, Mory Kante participait au fabuleux spectacle de Jacques Higelin à Bercy. Là, voici à présent avec sa propre formation au Théâtre de la Ville.

Guinéen d'origine, à la fois musicien, conteur et chanteur, Mory Kante est l'héritier d'une longue famille de griots qui perpétue la mémoire des Mandingues, un ensemble d'éthnies d'Afrique de l'Ouest dont la tradition musicale a eu son âge d'or dans l'empire du Mali il y a quelques siècles.

Mory Kante a collecté les chansons, les mélodies, les rythmes et les histoires de son peuple, et il s'est vite révélé comme un étonnant musicien capable de jouer en virtuose d'une vingtaine d'instruments, dont la corne, la harpe africaine à vingt et une cordes, le balafon, le violon, la flûte et les percussions. D'abord guitariste du pittoresque et fameux Rail Band du buffet de la gare de Bamako avec Salif Keita, Mory Kante a mené bientôt sa propre

aventure en faisant une synthèse entre la musique populaire occidentale, c'est-à-dire le jazz, le rhythm and blue, le rock et la musique africaine.

Au Théâtre de la Ville, Mory Kante joue magiquement de la corne, l'instrument qu'il utilise habituellement depuis son arrivée en France il y a un an. Il est entouré de quinze musiciens : deux guitaristes africains, deux percussions, un joueur de balafon et trois chanteuses, qui composent la petite formation présentée, en forme de première partie, les chants traditionnels. Viennent ensuite compléter l'orchestre : un pianiste ivoirien, un synthétiseur, un guitariste sénégalais, un bassiste camerounais et deux cuivres (deux femmes, l'une suédoise et l'autre anglaise). La musique est alors éclatante, pleine de punch.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Jusqu'au 27 octobre, 18 h 30.

MODE

DEUX OSCARS A ALAIA

Azzedine Alaïa s'est vu attribuer deux oscars de la mode au cours du gala à l'Opéra hier soir. En effet, la plupart des journalistes, non prévenus de l'attribution qui lui avait été faite d'un prix spécial du jury, lui ont décerné aussi celui du créateur de l'année 1985. L'autre prix spécial a été donné à Sonia Rykiel.

Comme prévu, la collection de Claude Montana a été jugée la meilleure du printemps 1986. Enfin, celle d'Issey Miyake remporte l'oscar de la meilleure collection étrangère.

Pierre Cardin et Yves Saint-Laurent ont reçu les récompenses du jury extérieur ainsi qu'Hélène Lazareff, créatrice de la revue *Elle*, John B. Fairchild pour la diffusion de la mode française à travers le quotidien *Women's Wear Daily*, la bible de la septième avenue de New-York. Enfin, Audrey Hepburn est récompensée pour la fidélité avec laquelle elle porte les robes de son ami Hubert de Givenchy.

Au-delà de ces oscars qui rendent hommage à des talents réels, les journalistes se posent la question de savoir pourquoi ils n'ont pas été appelés à voter tous les oscars comme c'est le cas au Festival de Cannes.

N. M.-S.

EXPOSITION

« ART ET INDUSTRIE 1985 », au Palais de Chaillot

Un parfum hexagonal

Quinze mille mètres carrés, 2 kilomètres de câble électrique, pour une puissance de 160 KW, 300 kg de peintures, tels sont les chiffres mis en avant pour donner la mesure de l'exposition « Art et Industrie 1985 ». Elle est destinée à montrer que « l'industriel a besoin du créateur et le créateur de l'industriel ». Elle est censée être l'un des quatre cents coups de mois des musées, le mois de novembre, opération appelée la Ruée vers l'art. Et elle a lieu au musée des monuments français, où sont rassemblées les moulages des plus célèbres sculptures ou monuments, et les relevés des fresques de nos églises médiévales. Un temple de l'érudition calme, en général peu fréquenté car sa muséographie et son utilité ont un peu perdu de leur évidence à l'heure de la pédagogie récréative. Un temple qui avait failli être démantelé pour faire place à l'école de danse de Béjart, absurde épisode du prétendu conflit patrimoine-création.

L'art et l'industrie sur 15 000 mètres carrés : le design des carrosseries et tableaux de bord, si soigneusement expliqué qu'on croit avoir affaire à l'art minimal ; quelques éléments tout aussi laconiques sur l'habitat et le mobilier, une touche tactile, un fragment ludique sur les jouets, l'irréductible espace BD, d'ailleurs projeté et amusant. Des stands parfums et cosmétiques en abondance, vêtements et accessoires, par franchement éloquent. Une mini-section, façon Palais de la découverte, sur l'apport des nouvelles technologies, un ensemble « avant-après » qui laisse perplexes : les organisateurs n'ont-ils pas compris, ou pas voulu montrer, que les objets placés dans la catégorie vieux et mode avaient eu, eux aussi, le succès de la modernité en leur temps ?

Alibi

Car le musée sert d'alibi culturel à une exposition totalement plate sur le plan historique : les rapports de l'art et de l'industrie sont réduits à cinq années d'existence, d'ailleurs purement hexagonale. La notion d'art est la plus souvent limitée à celle de la mode, et la notion d'industrie

aveale sans explication celle d'artisanat. On ne peut détourner plus, en définitive, le sens des efforts déployés par le ministère de la culture pour attirer les industriels vers les arts ou les artistes vers l'industrie. Les aménagements de Philippe Stark, dont a pu mesurer ailleurs l'habileté, n'ont de sens ni par rapport au musée, ni par rapport à l'exposition. Quant aux détails de la présentation, ils sont aussi dispendieux qu'indigents et font souvent regretter le travail ordinaire des décorateurs de vitrines. Ce sont des stands pour patronage luxueux, répétés au petit bonheur des rencontres mondaines.

Où bien les organisateurs n'ont pas vraiment pris cette exposition au sérieux et il était inutile de faire autant de bruit autour. Ou il faut y voir l'aboutissement d'une réflexion et le résultat est proprement accablant : c'est le divorce de l'art et de l'industrie, le mariage de la légèreté avec l'utile.

FREDERIC EDELMANN.

* Musée des monuments français. Jusqu'au 10 novembre.

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

EUROPE

DIX JEUNES COMPOSITEURS

JEUDI 24 ET VENDREDI 25 OCTOBRE, 20 H 30

ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN

DIRECTION RONALD ZOLLMAN

MICHAEL FINISSY / JONTY HARRISON / ROBERT H.P. PLATZ / NICOLAUS RICHTER DE VROE / THIERRY LANCINO

les deux concerts n'auront pas lieu au Centre Georges Pompidou mais à l'IRCAM-ESPACE DE PROJECTION 31 rue Saint-Merri - Paris 4^e

GALERIE ANDRÉ PACITTI

174, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS - 563-75-30

KATO

œuvres récentes

jusqu'au 31 octobre 1985

THEATRE 14 JEAN-MARIE SERREAU 45.45.49.77

HENRI MICHAUX

« Je vous écris d'un pays lointain »

Spectacle parfaitement réussi. FRANCE CULTURE. Images belles, maîtrisées. LA CROIX. Le public est ravi. LE MONDE. Le plus beau spectacle à voir en ce moment à Paris. FRANCE INTER.

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 24 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 **Série** : Columbo. Scénario Steven Bochco, réal. Steven Spielberg. Tous les jours, un homme est assassiné. Elle est la seule à résoudre les crimes. Elle est la seule à résoudre les crimes. Elle est la seule à résoudre les crimes.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 **Cinéma** : Un génie, deux associés, une idée. Film franco-italien de D. D'Amico (1975), avec T. Hill, R. Charlebois, Mico-Mico, P. McGowan, J. Martin, K. Kimki. (Rediff.).

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 **Téléfilm** : La Dame de Coeur. D'après D. Boulanger, adapt. J. Sagols et D. Boulanger, réal. J. Sagols. Avec P. Rocard, R. Berry... (Rediff.).

22 h 15 **Journal**.
22 h 40 **Millénaire**. Une série de Jimmy Jonquard pour vous donner le goût du vin.
23 h 10 **Coup de cœur**. L'immense regret de n'avoir jamais connu ses grands-parents.
23 h 15 **Prélude à la nuit**. Poésie op. 3 n° 2, de Rachmaninov, interprété par le pianiste Cyril Katsaris.

FR3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h, La révolte des Hatikou ; 17 h 15, Ile de France ; 17 h 30, Edgar, le détective cambrioleur ; 17 h 55, Tout sur la région ; 18 h, Rendez-vous avec votre région ; 19 h 35, Quoi de neuf ? ; 19 h 55, Hello, Molenat ! ; 19 h 55, Atout pic ; 19 h 55, Informations ; 19 h 55, Un journaliste en peu trop voyant.

CANAL PLUS

20 h 35, Le Cercle noir, film de M. Winner ; 22 h 15, Caravage, film de T. Maylan ; 23 h 45, Le Vampire de ces dames, film de S. Dragoti ; 1 h 20, Hill Street Blues ; 2 h 10, Johnny Rotten ; 2 h 45, Le Vampire de ces dames.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Musée** : Musée de la Ville de Paris, de Jean Potoczi.
21 h 30 **Vocalise** : musique vocale du vingtième siècle (de Schoenberg à M.A. Charpentier, l'opéra de M. Claude Vainin, soprano).
22 h 30 **Nuits magiques** : la nuit et le moment ; arts, sciences.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** (en direct du Grand Auditorium) : La France du soir, ouverture, de Rimski-Korsakov ; Concerto pour violon et orchestre en ré majeur, de Tchaïkovski ; Suite symphonique, de Prokofiev, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. P. Steinberg, sol. I. Oistrakh, violon.
23 h 30 **Les soirées de France-Musique** : Aimez-vous Bach ? avec Fritz Kreisler, violon.
0 h 5 **Musique** : Maurice Jaubert, le musicien des images.

Vendredi 25 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

10 h 25 **ANTIOPE 1**.
10 h 55 **Le Chemin des écoliers**. Émission du CNDP. Invité : Geneviève Maurgues, sur le thème : « Nature et invention ».
11 h 15 **La Une chez vous**.
11 h 30 **Les jours heureux**.
12 h 2 **Tourment**.
12 h 10 **Journal**.
13 h 50 **Série** : Chapeau melon et bottes de cuir.
14 h 45 **Temps libres**, à l'opéra (et à 16 h 30).
16 h **Série** : Au nom de la loi.
17 h 10 **La maison de TF1**. Pour conserver les fruits, etc.
18 h 30 **La chance aux châteaux**.
18 h 30 **Salut les petits loups**.
18 h 30 **Mini-journal pour les jeunes**.
18 h 45 **Faillitons** : Santa Barbara.
19 h 15 **Jeu** : Anagramme.
19 h 40 **Cocorico**.
20 h **Journal**.



20 h 35 **Nuit des sept d'or**. En direct du Lido, une émission proposée par TF1 et le 7 Jours ; particip. : INA ; présentation : Patrick Sabatier.
Pour la première fois, les vedettes et les créateurs de la télévision sont réunis au Lido pour l'attribution des sept d'or et un 7 d'or décernés par l'Académie des arts de la télévision. On y récompense le meilleur animateur, le meilleur journaliste, le meilleur producteur, le meilleur documentaire, etc. On est très étonné de ne pas voir citer Lise et vivre parmi les meilleurs magazines culturels.
22 h 35 **Déjà** : Les temps retrouvés. Ils sont près de neuf millions de téléspectateurs en 1961 à suivre « Discorama » chaque dimanche matin. Denis Dervin propose une rétrospective de celle qui fit décoller sur l'écran, entre deux battements de cils, les plus grandes stars de la chanson française. On reverra donc Brel, Brassens, Ferré, Ferret, Barbara, Reggiani, Moustaki... on s'en réjouit, mais quelle frustration aussi. Pas une chanson entière, quelques notes, deux paroles, trois petits vers et puis c'est tout ! Cinquante-sept minutes, c'est trop long ou trop court.
23 h 35 **Journal**.
23 h 50 **Tapage nocturne**. Émission de G. Focaccia.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

6 h 45 **ANTIOPE**.
10 h 30 **ANTIOPE**.
11 h 20 **Les rendez-vous d'Antenne 2**.
11 h 30 **Reprise** : Terre des bêtes.
12 h 10 **Journal** et météo.
12 h 10 **Jeu** : L'académie des neuf.
12 h 45 **Journal**.
13 h 30 **Faillitons** : Histoires à suivre.
14 h **Aujourd'hui la vie**.
15 h **Série** : Des agents très spéciaux.
16 h 50 **C'est encore mieux l'après-midi**.
17 h 30 **Résumé A2**.
18 h 30 **C'est la vie**.
18 h 30 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 **Émissions régionales**.
19 h 40 **Jeu** : La trappe.
20 h **Journal**.
20 h 30 **Loto sportif**.
20 h 35 **Faillitons** : Jeu, set et match.
20 h 35 **Faillitons** : Jeu, set et match. De J. Geron et E. Solal ; réal. : M. Wyr. Avec H. Grynberg, M. Baquet (démontre l'épée). Le jeune tenniste a grandi au lycée : sports-études. Arrivé à son âge, enfin remarqué par Henri Leconte, il s'installe dans un somptueux palace et découvre le luxe.
21 h 30 **Apogées**. Magazine littéraire de B. Pivet. Sur le thème « Surtout de Céline », sont invités : Anna Bouchet (Surtout et Les Temps modernes), Annie Cohen-Solal (Surtout), François Gheusi (Céline : Délire et persécution), Henri Godard (Poétique de Céline), et Maurice Nadeau, directeur de la Quinzaine littéraire.
22 h 50 **Journal**.
23 h **Ciné-club** (cycle années 60) : Lola. Film français de J. Denry (1961), avec A. Aimee, M. Michel, J. Hardin, A. Scott, E. Labordette, M. Lico, C. Marchand (N.). A Nantes, une entraîneuse de cabaret attend le retour de celui qu'elle aime, père de son petit garçon. Un homme dont elle fait la passion d'enfance, un marin américain, une adoletresse en fleur sont entraînés dans les chasses

croisés d'un mélodrame sentimental admirablement poétisé par Jacques Denry. Bénédict et grâce de la mise en scène.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

17 h **Télévision régionale**. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h où l'on verra sur tout le réseau « La révolte des Hatikou » ; à 17 h 30, « Simon et Sarah » ; à 18 h 55, « Hello, Molenat ! » ; à 19 h 40, « Un journaliste en peu trop voyant ».
19 h 55 **Dessin animé** : Les Entrecroisés.
20 h 5 **Les jeux**.
20 h 30 **D'accord, pas d'accord (INC)**.
20 h 35 **Faillitons** : le Paris. Réal. de D. Fauriol et A. Kaniol. Avec Ch. Aznavour, O. Picon, J. Charrier.
Après avoir fait fortune au Venezuela, Julien Maurits rapatrié en France, ce qui ne semble pas particulièrement faire plaisir au « clan ». Ve-t-il se venger ? Un « Deal » à la française.
21 h 30 **Quelques mots pour le dire**. De la Sécurité intérieure : Entendre. Magazine d'information d'A. Campana et J. Barrière. Comment dépister l'illégalité des petits enfants.
22 h 35 **Journal**.
22 h 55 **Mach 3**. Après « Thalass » et « Montagne », voici un nouveau magazine mensuel de l'air et de l'espace proposé par Max et François Armand. Avec Patrick Baudry, pilote de chasse, le deuxième Français à être paré dans l'espace. Et divers sujets d'actualité.
23 h 25 **Série** : Coup de cœur. Un inextinguible optimisme.
23 h 55 **Prélude à la nuit**. Te Deum (introduction), de M.A. Charpentier ; les Quatre Saisons, de Vivaldi, et un concerto brandebourgeois, de Bach, par les Cambridge Sinfonia.

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym ; 7 h 15, Cabon Cadin (et à 17 h 15) ; 7 h 35, Top 50 (et à 12 h 5 et 20 h) ; 8 h, Superstar ; 8 h 25, Rue Carot ; 8 h 50, La Hyène intrépide, film de J. Chan ; 10 h 20, le code Rebecca ; 12 h, Dessin animé : 12 h 30, Magique ; 14 h, 15 h 30, Musique ; 16 h, Les palaces (de Négro, à 15 h 25, Gilda, film de C. Vidal ; 17 h 45, 4 C + ; 18 h 25, Les affaires sont les affaires ; 19 h, Maxidite (et à 19 h 55 et 20 h 30) ; 19 h 55, Zémit ; 19 h 40, Tout s'achète ; 20 h 15, Coluche ; 20 h 35, Superstar ; 21 h, Big bass, film de F. Lang ; 22 h, Case 1964, film de M. Leter ; 0 h 10, Caravage, film de T. Maylan ; 1 h 40, la Triche, film de Y. Bello ; 3 h 15, Booz ; 4 h 15, Ligne de mort, film de M. Azopardo ; 5 h 30, Hill Street Blues.

FRANCE-CULTURE

1 h, Les nuits de France-Culture ; 7 h, Culture matin ; 8 h 15, Les enfants internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : Ernest Hemingway (et à 10 h 50 : la médecine anthropologique) ; 9 h 5, Matinée de temps qui change : politiques économiques et relations internationales ; 10 h 30, L'XXV siècle ; 11 h 30, Musique ; 11 h 45, L'été (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école hors les murs ; et sous la croûte, quelles toiles ? ; 11 h 30, Feuilles ; « Le Parfum de la dame en noir » ; 12 h, Passerelle ; 13 h 40, On communique... avec Gilles Bourcier ; 14 h 30, Musique ; 15 h, L'été (et à 17 h) ; 15 h 25, Gilda, film de C. Vidal ; 17 h 45, 4 C + ; 18 h 25, Les affaires sont les affaires ; 19 h, Maxidite (et à 19 h 55 et 20 h 30) ; 19 h 55, Zémit ; 19 h 40, Tout s'achète ; 20 h 15, Coluche ; 20 h 35, Superstar ; 21 h, Big bass, film de F. Lang ; 22 h, Case 1964, film de M. Leter ; 0 h 10, Caravage, film de T. Maylan ; 1 h 40, la Triche, film de Y. Bello ; 3 h 15, Booz ; 4 h 15, Ligne de mort, film de M. Azopardo ; 5 h 30, Hill Street Blues.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique : Serge Rachmaninov ; 7 h 10, L'après-midi, magazine d'actualité musicale ; 9 h 5, Le matin des musiciens : Chant de la naissance à la création (1885-1925) ; vers 10 h 25, Wozzeck ou l'opéra révé ; 12 h 10, Le temps du jazz : le jazz en France ; 12 h 30, Concerto-lecture : « Subit mater », de Fiesche, par l'Académie des chœurs de Radio-France, dir. S. Reibel ; 13 h 25, Une heure avec... Elysebeth Cooper : œuvres de Satie, Cooper ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée : métiers du métal ; 15 h, Histoire de la musique ; 16 h, Les après-midi de France-Musique : Surtout de Céline ; 17 h, Vladimir Horowitz : 25^e anniversaire des débuts américains ; 18 h 2, Les chœurs de la terre ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : dernière édition ; 19 h 10, Les sons et les lettres, magazine de la musique ancienne ; 20 h 4, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross ; 20 h 20, Avant-concert.
20 h 30 **Concert** : Menuet antique, Une barque sur l'océan, extrait des Météores, de Ravel ; Concerto pour violon et orchestre, de Ysaïe ; Symphonie n° 41 en ut majeur, de Mozart, par l'Orchestre radiophonique de Sarrebruck, dir. E. Bour, sol. S. Gavrillou, violon.
22 h 20 **Les soirées de France-Musique** : Les Pêcheurs de perles ; 24 h, Musique traditionnelle.

COMMUNICATION

CHAINES ÉTRANGÈRES ET TÉLÉVISION LOCALE

Le cadeau de Noël de Cergy-Pontoise

Onze chaînes de télévision. Joli cadeau de Noël de la ville de Cergy-Pontoise à ses citoyens. Un présent dont ils pourront profiter dès le dimanche 15 décembre, grâce à Cergy-Télé, la première télévision locale de la région parisienne à fonctionner en exploitation commerciale.

Mais aussi la seule, en France, à démarrer en grandeur réelle. Près de dix mille foyers, sur les vingt-trois mille équipés d'une prise sont d'ores et déjà interconnectés avec la tête de réseau de Cergy-Télé et sont susceptibles de capter les nouveaux programmes qu'elle propose. Quelques milliers d'autres y seront reliés d'ici à la mi-décembre tandis que la mise à niveau de l'ensemble du site se fera dans les trois à quatre mois à venir. Il restera aux amateurs qui voudront connaître le plaisir de piloter sur les touches supplémentaires de leur téléviseur (en attendant l'arrivée, en 1986, des quatre autres nouvelles chaînes) à souscrire un abonnement mensuel de 130 F ou 140 F.

Que propose-t-on à ces nouveaux nantis du petit écran ? Un service « minimum » auquel ont droit tous les Cergypontois bénéficiant du réseau de télédiffusion et qui sera composé des trois chaînes de service public, de Canal Plus (à condition d'être éligible), ainsi que d'un canal local « ouvert ». Au programme de ce dernier figure la diffusion d'une sorte de bande-annonce qui, tel un dépliant, divisé en onze cases, présentera des images inconnues tirées du contenu des onze chaînes disponibles. Une manière d'éveiller la curiosité des hésitants. C'est aussi sur ce canal « ouvert » que seront données des informations pratiques et que seront programmées les émissions d'expression « libre et pluraliste ».

A ce service minimum, s'ajoute, pour les abonnés, l'accès aux réseaux de RTL-Télévision, TMC, TV-5, Sky Channel (britannique), d'un canal « jeunesse » et de la chaîne locale.

Pour une partie des citoyens de Cergy-Pontoise — la ville compte 130 000 habitants, dont 60 000 demeurent dans les nouveaux quartiers — l'ouverture de Cergy-Télé ne sera qu'une demi-nouveauté. C'est le cas, en particulier, de ceux qui habitent le quartier de Cergy-Préfecture/Centre-Ville. Depuis plus d'un an et demi, ils ont fait connaissance, à titre de bande d'essai et gratuitement, avec deux chaînes supplémentaires émises sur Canal 41 : TV-5 et un service local par divers éditeurs (Hachette, Pathe-Cinéma, les Éditions mondiales...). Dès son ouverture, Canal 41 a obtenu une notoriété qui n'a jamais été remise en cause. Il est même arrivé que, dans la tranche horaire de 22 h 30 à 0 h 30, son taux

d'audience locale se situe en deuxième position après TF1, devant Antenne 2, FR3 et Canal Plus.

Le réseau câblé de Cergy-Pontoise sera opérationnel à partir du 15 décembre. Au menu, onze chaînes de télévision, dont une station locale.

Ce résultat ne pouvait que conforter ceux qui se sont lancés dans cette aventure. Les mêmes, au reste, qui, depuis la création, en 1971, de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, avaient pris la décision d'installer un réseau câblé (en coaxial), alors que cette technique n'en était qu'à ses balbutiements. Réseau qu'ils ont fait raccorder à tous les logements au fur et à mesure de leur construction. Rien d'étonnant non plus, dans ces conditions, si le Syndicat des agglomérations nouvelles (SAN), qui fédère les onze agglomérations de Cergy-Pontoise, se prévalant d'avoir activement participé, avec les élus, l'établissement public d'aménagement (EPA) et en liaison constante avec la mission « TV-câble », à la mise en place du service de télédiffusion. Une telle expérience ne pouvait que déboucher sur de nouvelles perspectives. L'ouverture d'une télévision locale performante en était un exemple par excellence.

Pragmatisme

« Pragmatisme, réalisme, volonté de démarrer le plus vite possible, voilà ce qui a caractérisé notre démarche pour la création de Cergy-Télé », déclare M. Jean-Pierre Combe, président de l'EPA. Cela ne s'est pas fait sans négociations, parfois longues et ardues, avec la Direction générale des télécommunications (DGT). Mais une fois créée, la Société locale d'exploitation du câble (SLEC) a su maintenir le cap. C'est bien de pragmatisme et de réalisme qu'il s'agit, à constater la manière dont a été organisé le contenu du programme local et du canal « jeunesse ». Le chef d'orchestre en a été M. Thierry Sibieude, directeur de Cergy-Télé, détaché sur place, depuis 1984, par la Compagnie générale des eaux pour s'occuper de ce dossier.

Ainsi, le canal « jeunesse » a été concédé à un éditeur de programmes dont M. Sibieude préfère le nom pour le moment, les négociations n'étant pas terminées. Son idée est de proposer une chaîne thématique spécifiquement destinée

aux enfants. Ils sont nombreux à Cergy-Pontoise, où 65 % de la population est âgée de vingt-cinq à trente-neuf ans et est composée de couples ayant en moyenne deux enfants. Y aura-t-il de la publicité sur ce canal ? « Pourquoi pas, c'est le problème du concessionnaire », répond M. Sibieude. Le rôle de Cergy-Télé se limitera à mettre les câbles dans des magnétoscopes et à transporter le signal vers les abonnés.

Sous-traitance

Le canal local dépendra, pour sa part, directement de la SLEC. Son temps de diffusion se situera entre huit à dix heures par jour. Sa vocation sera essentiellement distractive (films, documentaires, séries, feuilletons, émissions culturelles, musicales). La production sera, dans sa quasi-totalité, sous-traitée à de petites entreprises spécialisées qui existent déjà sur place et sont équipées d'installations haut de gamme. Pourquoi faire des dépenses inutiles alors que des structures performantes peuvent répondre aux besoins ?

Une politique qui veut aussi faire profiter les PME locales des réalisations nouvelles. On fera appel à l'ESSEC, installée sur le site et qui possède une régie ainsi qu'un studio ; de même s'adressera-t-on à EDF, qui compte une équipe de production ayant fait ses preuves. Au départ, Cergy-Télé ne produira donc elle-même que très peu d'heures en raison des coûts élevés que cela représenterait (de 100 000 à 200 000 F l'heure). Cela dit, il est tout de même prévu que des programmes filmés « par des Cergypontois pour leurs concitoyens » entrent dans la grille. A terme, on envisage de fabriquer un magazine vidéo d'actualités avec les journalistes locaux.

« Le câble nous donne une grande souplesse et permet d'accroître la liberté de choix des téléspectateurs avec des moyens techniques simples », affirme M. Sibieude, dont le principe de base est clair : « C'est le marché qui commande ». Le directeur de Cergy-Télé ne vise pas les « gros taux d'audience » pour une seule émission. Il préfère recueillir quinze fois 1 % pourvu que cela touche un public motivé et intéressé. M. Jean-Pierre Combe voit un autre avantage essentiel au câble : « Cette technique donne droit à l'erreur, dit-il. Elle permet de revenir facilement sur des fautes initiales de programmation, mais aussi de s'adapter avec souplesse à l'évolution du paysage audiovisuel ». Le dernier mot restera aux futurs abonnés.

ANITA RIND.

SPORTS

FOOTBALL

Le match nul de Nantes à Belgrade (1 à 1)

De notre envoyé spécial

Belgrade. — En obtenant le match nul (1 à 1) mercredi 23 octobre à Belgrade face au Partizan, en match aller du deuxième tour de la Coupe de l'UEFA, le FC Nantes a préservé toutes ses chances de qualification. Le match retour aura lieu le 6 novembre prochain à Nantes.

« On aime Partizan, on apprécie Nantes... Nuancée mais objectivement, la bannière (officielle) portée par des jeunes du club yougoslave sous le nez des 50 000 spectateurs du stade de l'Armée nationale n'a recueilli que de chiches applaudissements. En revanche, les tribunes se sont embrasées à l'apparition d'une autre bannière, de 200 mètres carrés celle-là, portée par des milliers de mains ferventes, un immense drapeau noir et blanc (couleurs du club) qui semblait répondre en écho : on aime Partizan, un point c'est tout.

Le sens de la nuance et l'occulte n'ont jamais été les vertus premières de la plupart des supporters. On se souvient ici des incidents de dimanche 20 octobre, après le match Hajduk Split-Etoile Rouge de Belgrade (0-1). Victime, une semaine auparavant, de l'accueil musclé des supporters du Partizan de Belgrade, les fans de Split avaient « profité » de la visite de l'autre club de la capitale pour se venger. Des bagarres ont alors éclaté en ville et un train de supporters a été attaqué à coup de pavés. Une dizaine de vandales ont été incriminés. Selon M. Jelko Gulicich, chef

de la police de Split, ils ont tous moins de dix-huit ans.

Hooliganisme ou simple chauvinisme ? En Yougoslavie, le chauvinisme n'est jamais simple. « Ce sont des explosions de nationalisme », explique M. Stojan Protic, journaliste sportif et membre de la FIFA. « Vous savez, les divergences entre Serbes et Croates ! » Selon lui, le hooliganisme ne menace pas la Yougoslavie, parce que « les organisations sportives, politiques et sociales, ainsi que la presse, interviennent chaque fois avec beaucoup de fermeté pour dénoncer ces pratiques, contrairement à d'autres pays ». Pourtant, le 18 septembre dernier, une bande de jeunes supporters du Partizan de Belgrade avait mis à sac un wagon, agressant les voyageurs du train qui les ramenait de Sarajevo. Cette violence restait inexpliquée. « Pas question cette fois de chauvinisme nationaliste et, de plus, Partizan avait gagné », s'étonne M. Protic, qui admet : « C'était peut-être l'expression d'un hooliganisme qui échappe à notre logique. »

Cousins et concurrents

L'absence quasi totale de supporters nantais à Belgrade réduisait à néant, mercredi soir, les risques d'incidents, bien que les footballeurs français et yougoslaves soient à la fois cousins et farouches concurrents. Cousins : balle au pied, les techniciens des deux pays ont un air de famille, et on ne compte plus les footballeurs yougoslaves ayant fait une partie de leur carrière en France (Nenad Bjekovic, l'entraîneur du Partizan, a joué à l'OGC-Nice comme avant-centre). Concurrents :

la qualification pour la Coupe du monde de 1986 au Mexique dépendra d'un certain France-Yougoslavie, le 16 novembre prochain, au Parc des Princes.

Les ingrédients pour un match haut en symboles étaient réunis. Wahid Halilhodzic allait en ajouter un à la 58^e minute. En reprenant victorieusement au deuxième poteau un centre de Loïc Amisse, le Yougoslave de Nantes plongea le stade dans le silence, seule réaction digne face à pareille trahison.

Les Nantais méritaient pourtant ce match nul. Menés depuis la 10^e minute, Le Roux ayant déjoué dans son propre but un coup franc de Vucicevic, les hommes de Jean-Claude Suaudeau avaient pris le match à leur compte. Agressifs en défense, inventifs au milieu du terrain, approximatifs en attaque, ils avaient bien maîtrisé une formation décevante, surtout dangereuse en contre, dans le jeu aérien et sur les coups de pied arrêtés.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

COUPE D'EUROPE DES CLUBS CHAMPIONS

LES RÉSULTATS

(Huitièmes de finale aller)
*Anderlecht (Belgique) bat Omonia Nicosie (Chypre), 1-0 ; *Bayern Munich (RFA) bat Austria (Autriche), 4-2 ; *Hofver (Hongrie) bat Steaua Bucarest (Roumanie), 1-0 ; *IFK Göteborg (Suède) bat Fenerbahce (Turquie), 4-0 ; *Verona (Italie) et Juventus (Italie), 0-0 ; *Zenit Leningrad (URSS) bat Kuusysi Lahti (Finlande), 3-1 ; *Servette (Suisse) et Aberdeen (Ecosse), 0-0 ; *Barcelone (Espagne) bat FC Porto (Portugal), 2-0.

INFORMATIONS « SERVICES »

La nouvelle numérotation téléphonique entre en vigueur vendredi à 23 heures

Le changement de numérotation téléphonique qui interviendra le vendredi 25 octobre à 23 heures concerne à la fois les numéros et les procédures d'appel. Le tableau en donne quelques exemples.

Le nouveau numéro comporte huit chiffres, qui doivent tous être composés, même pour les appels locaux. Ce numéro s'obtient en faisant précéder l'ancien numéro local à six ou sept chiffres de l'ancien indicatif de zone. Il y a une exception : pour Paris, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne, dont l'indicatif de zone était 1, c'est le chiffre 4 qui est ajouté à l'ancien numéro pour former le nouveau.

En ce qui concerne les procédures d'appel, il n'y a plus que deux

zones : la région Ile-de-France (1), et le reste du pays. Pour les appels intérieurs à une zone, on compose seulement les huit chiffres. De l'Ile-de-France vers la province, on fait précéder les huit chiffres du 16 : c'était déjà la procédure à suivre, et rien n'est donc changé pour ces appels. En sens inverse, de la province vers l'Ile-de-France, c'est le 16 suivi du 1 qui précède les huit chiffres.

Rien n'est changé aux appels à deux chiffres des services spéciaux (2). Rien non plus n'est modifié pour les communications vers l'étranger ou vers les DOM-TOM. Pour les appels de l'étranger vers la France, on suit la procédure propre au pays où l'on se trouve, et après avoir composé le 33 (indicatif inter-

national de la France) on compose les huit chiffres si l'on appelle la province, les huit chiffres précédés du 1 si l'appel est destiné à l'Ile-de-France. En d'autres termes, on procède comme pour les appels interzones, ceux qui passent par le 16.

Les PTT ont pris des mesures pour rappeler aux abonnés la nouvelle procédure de son entrée en vigueur. La moitié environ des abonnés entendront, lorsqu'ils décrocheront leur combiné, le message « attention, nouvelle numérotation » au lieu de l'habituelle tonalité continue - mais cela n'a été possible que pour certains centraux. D'autre part, dès que sera décelée une erreur de numérotation, l'appel sera interrompu et l'abonné recevra un message lui conseillant de se renseigner au 36-11 ou au 36-12 suivant qu'il veut appeler l'Ile-de-France ou la province respectivement. Ces numéros le mettront en communication avec une machine parlante qui lui indiquera la procédure à suivre. En cas de difficulté particulière, l'abonné pourra consulter une opératrice en appelant le 36-10.

Ces trois numéros sont des exemples des nouveaux numéros à quatre chiffres, commençant par 36, sur lesquels les PTT regroupent dès le changement de numérotation divers services d'intérêt général. Ainsi l'horloge parlante s'obtiendra par le 36-99 et le réveil téléphonique par le 36-88. Le 36-36 remplacera l'INF-1. Le 36-55 sera le point d'accès du service des télégrammes téléphonés. En revanche, et bien que commençant aussi par 36, les appels des services vidéotext restent à huit chiffres. Ces numéros sont le 36-13-91-55, 36-14-91-66 et 36-15-91-77. Sont aussi à huit chiffres les numéros « verts » (numéros commençant par 05, pour lesquels la communication est mise à la charge de l'appelant et non du demandeur). Quelle que soit la situation géographique de l'appelant, tous ces numéros s'obtiennent en composant directement les huit chiffres, sans passer par le 16 comme c'est actuellement le cas.

MAURICE ARVONNY.

(1) Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Yvelines, Val-d'Oise, Essonne, Seine-et-Marne.
(2) 10 : services de la carte Télécoms. 11 : annuaire électronique. 12 : renseignements. 13 : réclamations. 14 : agence commerciale des télécommunications. 15 : SAMU (dans certains départements). 16 : appel interzones. 17 : police. 18 : pompiers. 19 : appels vers l'étranger.

QUELQUES EXEMPLES

APPELANT	APPELÉ	ON COMPOSE	ON COMPOSERA
Paris Essonne	Paris Val-d'Oise	564-22-22 952-95-36	45-64-22-22 39-52-95-36
Yvelines Paris	Brest Nancy	16 (98)-04-23-24 16 (8)-338-81-11	16 98-04-23-24 16 83-38-81-11
Brest Nancy Strasbourg	Brest Brest Oise	04-23-24 16 (98)-04-23-24 16 (4)-462-33-54	98-04-23-24 98-04-23-24 44-62-43-54
Oise Nancy Lyon	Val-d'Oise Paris Essonne	16 (3)-952-95-36 16 (1)-564-22-22 16 (6)-074-94-11	16-1 39-52-95-36 16-1 45-64-22-22 16-1 60-74-94-11

ÉCHECS

LE TOURNOI DES CANDIDATS

Tal et le football

Si vous avez un jour la chance de jouer contre Tal et qu'il y a, ce jour-là, un match de football retransmis à la télévision, par exemple Partizan de Belgrade-Nantes, acceptez la nullité qu'il vous propose, même si vous avez les blancs. Vous permettrez à l'ancien champion du monde de pouvoir regarder un sport qui le passionne et vous éviterez la mésaventure arrivée à Ribli mercredi, dans la 5^e ronde du Tournoi des candidats à Montpellier.

Le jeune Hongrois, au courant du « vice » de Tal, refusa l'armistice vite proposé par ce dernier au 13^e coup, prit son temps et l'offrit à son tour trois coups plus tard. Furieux, Tal refusa net et gagna brillamment en 28 coups. Une victoire qui le porte à la première place devant

Timman, vainqueur de Vaganian et de Spassky, qui n'a pas repris une journée perdante de la 5^e ronde.

CINQUIÈME RONDE (ajournée). - Spassky-Timman, 0-1 (98).

HUITIÈME RONDE (ajournée). - Seirawan-Short, 1-0 (54) ; Vaganian-Ribli, 0,5-0,5 (38).

NEUVIÈME RONDE. - Smaylov-Fortisch, 0,5-0,5 (39) ; Tcheranine-Sokolov, 0,5-0,5 (32) ; Belavsky-Noguesira, 0,5-0,5 (36) ; Short-Spraggett, 0,5-0,5 (41) ; Kortchnoi-Yousoupov, ajournée ; Ribli-Tal, 0-1 (28) ; Timman-Vaganian, 1-0 (34) ; Spassky-Seirawan, reportée.

CLASSEMENT. - 1. Tal, 6 ; 2. Yousoupov, (1 ajournée), Timman et Sokolov, 5,5 ; 3. Noguesira, Fortisch et Belavsky, 5 ; 4. Seirawan, (1 reportée) et Tcheranine, 4,5 etc.

(Publicité)

25 octobre, 23 heures, les salariés d'ALCATEL-THOMSON (1^{er} groupe en France de commutation téléphonique publique)

« SONT REMERCIÉS »

MONSIEUR FRANÇOIS MITTERRAND
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Monsieur le Président,

Les membres du personnel de Thomson-CSF Téléphone et de la CIT Alcatel s'adressent à vous.

A l'heure où notre pays possède un des réseaux téléphoniques les plus modernes du monde, à l'heure où de grands choix technologiques s'offrent au pays, la direction d'Alcatel-Thomson a décidé de supprimer les unités de Boulogne, Colombes, Malakoff et une partie de CIT Vélizy.

Suite à la fusion devant intervenir, avec l'approbation du gouvernement, entre les sociétés CIT Alcatel et Thomson-CSF Téléphone, une grande partie des activités concernant les établissements répartis sur la région parisienne est transférée en Bretagne (Lannion, Tréguier, Guingamp) et en Normandie (Cherbourg, Eu).

Cela, nous ne pouvons l'accepter. Comment, en effet, à l'heure où la France a le plus grand besoin d'hommes et de femmes efficaces, vaillants et motivés pour faire face à une bataille économique internationale, comment faire travailler efficacement des personnels dont le moral est atteint par une vie familiale brisée, des équipes désorganisées par les démissions escomptées par notre Direction ; une mesure contraire aux promesses de M. MEXANDEAU, ministre des PTT, et M. FABIUS, ministre de l'Industrie à l'époque où la fusion a été décidée.

Nous voulons croire que l'homme d'Etat que vous êtes ne saurait cautionner de telles mesures, qui, sans générer d'emplois locaux en Bretagne, en suppriment en région parisienne.

Les travailleurs des usines nationalisées des télécommunications se demandent à quoi vont servir les 95 milliards de centimes de dotation attribués à leur firme et les 50 milliards de centimes attribués à LTT.

En vous remerciant de l'attention que vous avez portée à cette lettre, le personnel de Thomson CST Téléphone et de CIT Alcatel vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ses respectueuses salutations.

Le personnel de Thomson CST
Téléphone et de CIT Alcatel

C E THOMSON-CSF-TELEPHONE, BOULOGNE-BILLANCOURT

C E CIT-ALCATEL, VELIZY-VILLACOUBLAY

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24-10-85 A 0 h G.M.T.



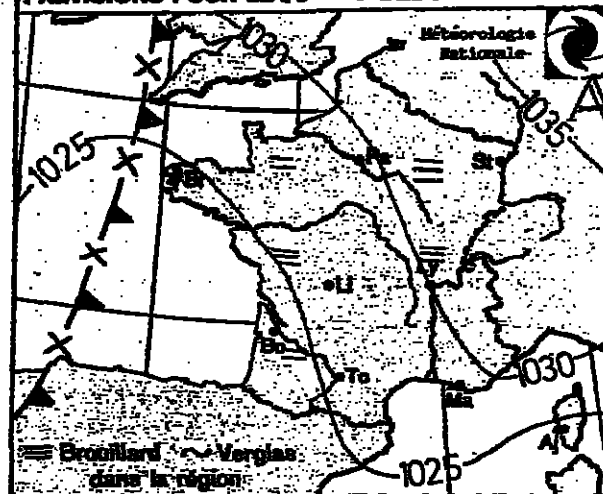
Evolution probable du temps en France entre le jeudi 24 octobre à 0 heure et le vendredi 25 octobre à 24 heures.

Situation générale

La zone de hautes pressions centrée sur le Danemark se maintiendra sur l'Europe au cours des prochaines heures et continuera à protéger notre pays du flux perturbé océanique. L'insularité sur le pourtour méditerranéen restera faible.

Vendredi : Les formations brumeuses maritimes se feront plus rares. Après leur dissipation, la journée sera bien ensoleillée sur la majeure partie du pays. Seul la Corse, le littoral méditerranéen et les Pyrénées seront affectés par des passages nuageux instables parfois accompagnés d'ondées. Les averse pourront prendre localement un caractère orageux dans le Midi-Pyrénées.

PRÉVISIONS POUR LE 25-10-85 DÉBUT DE MATINÉE



Les vents souffleront de secteur sud-est sur la moitié sud du pays, est sur la moitié nord. Ils resteront faibles à modérés.

Les températures minimales avoisineront 2 à 5 degrés sur les côtes de la Manche, 1 à 2 degrés dans le Nord, -2 à 0 degrés dans le Nord-Est, 2 à 8 degrés dans le Sud-Ouest, 11 à 14 degrés sur le littoral méditerranéen.

Les températures maximales demeureront voisines de 13 à 16 degrés sur la moitié nord, 19 à 22 degrés sur l'Aquitaine et les régions méditerranéennes, 15 à 18 degrés ailleurs.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 23 octobre, le second, le minimum de la nuit du 23 octobre au 24 octobre) : Ajaccio, 22 et 10 degrés ; Biarritz, 21 et 11 ; Bordeaux, 19 et 7 ; Brétat, 14 et 10 ; Brest, 15 et 5 ;

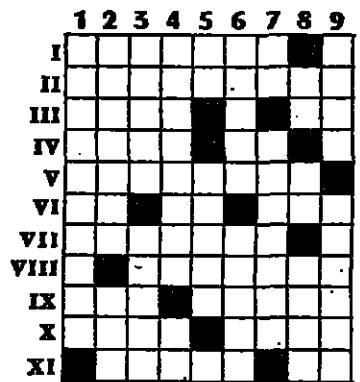
Cannes, 12 (min) ; Cherbourg, 12 et 8 ; Clermont-Ferrand, 17 et -2 ; Dijon, 14 et 3 ; Digne, 14 et 1 ; Embray, 20 et 8 ; Grenoble-St-M.-H., 17 et 4 ; Grenoble-St-Geoirs, 17 et 3 ; La Rochelle, 20 et 8 ; Lille, 13 et 1 ; Limoges, 20 (max) ; Lorient, 15 et 6 ; Lyon, 10 (max) ; Marseille-Marguerite, 21 et 13 ; Menton, (n.c.) ; Nancy, 14 et 2 ; Nantes, 16 et 6 ; Nice-Monperron, 6 (min) ; Paris-Orly, 14 et 3 ; Pau, 22 et 9 ; Perpignan, 19 et 8 ; Rennes, 15 et 1 ; Rouen, 12 et 4 ; Saint-Etienne, 17 et 6 ; Strasbourg, 15 et 3 ; Toulouse, 22 et 6 ; Tours, 16 et 3.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 12 degrés ; Genève, 10 et 7 ; Lisbonne, 26 et 15 ; Londres, 14 et 7 ; Madrid, 24 et 7 ; Rome, 21 et 9 ; Stockholm, 9 et -2.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4082



HORIZONTALEMENT
1. Un homme ayant perdu de vue tous ses proches. - II. Tient souvent au flanc. - III. Agent de l'opposition. Possessif. IV. Illustre Lyonnais. Cœur pour trêfle. - V. Le bien est tenu de la blancheur. - VI. Divinité. Parfois lié à la corde pour un sujet pendable. - VII. Poudre à « feu ». - VIII. Donait un air de supériorité aux maîtresses qui nous initiaient. - IX. Le charme d'un laideron célibataire. Port d'Israël. - X. Ministre des finances qui s'occupait aussi des affaires extérieures. Donne une idée du voisinage. - XI. Epine. Préposition.

VERTICALEMENT
1. Couverture de campagne. - 2. Vague des considérations très distinguées. Plus léger quand on le double. - 3. Opérée à l'œil. Sa plaie est superficielle. - 4. Ne peuvent étaler le grand jeu pour la réussite. Princesse dévorée des yeux. - 5. Moitié d'un sujet facile à doubler. Pas courante. - 6. Dans l'Hérault. Polychrome. - 7. Préposition. Qualifie une presse à vis sans fin. - 8. Copulative. Possessif. Se trouve dans plusieurs jeux, y compris ceux de l'annuaire. A fait, jadis, autorité à l'Est. Cave bas de plafond.

Solution du problème n° 4081
Horizontalement
I. Entommoir. - II. Ane. Na. - III. Alcool. - IV. Mainlevée. - V. On. Ce. - VI. Nie. Gant. - VII. An. Minut. - VIII. Fine. Pi. - IX. EOR. Minut. - X. Usité. Go. - XI. Requ. Rien.

Verticalement
1. Examineur. - 2. La. In. Océ. - 3. Tacite. Fric. - 4. Odon. Mi. Tu. - 5. Néologisme. - 6. Ténac. - 7. EV. Na. - 8. Insectifuge. - 9. Rattée. Tison.

GUY BROUTY.

SOLIDARITÉ

ÉCOUTER LE SILENCE. - « Les vieux ne parlent pas ou alors simplement parfois du bout des yeux, même riches ils sont pauvres », chantait Jacques Brel. Il est vrai que, pour la plupart des personnes âgées, le principal problème est le silence. Un silence journalier que des visites ou des coups de téléphone rompent rarement. L'association Les petits frères est consciente et recherche des « écoutants bénévoles ». Les personnes intéressées peuvent téléphoner au 48-05-79-91 ou passer au 127, rue Saint-Maur, Paris-11^e.

loterie nationale

TRANCHE	PRIMAUX	SECONDES	TERCIAIRES	QUATRIÈMES	QUINZIÈMES	SOMMES GAGNÉES
1	071	001	000	000	000	400
2	7 392	001	000	000	000	12 200
3	2 223	001	000	000	000	10 200
4	2 993	001	000	000	000	12 000
5	8 883	001	000	000	000	12 000
6	8 883	001	000	000	000	12 000
7	8 883	001	000	000	000	12 000
8	8 883	001	000	000	000	12 000
9	8 883	001	000	000	000	12 000
10	8 883	001	000	000	000	12 000
11	8 883	001	000	000	000	12 000
12	8 883	001	000	000	000	12 000
13	8 883	001	000	000	000	12 000
14	8 883	001	000	000	000	12 000
15	8 883	001	000	000	000	12 000
16	8 883	001	000	000	000	12 000
17	8 883	001	000	000	000	12 000
18	8 883	001	000	000	000	12 000
19	8 883	001	000	000	000	12 000
20	8 883	001	000	000	000	12 000
21	8 883	001	000	000	000	12 000
22	8 883	001	000	000	000	12 000
23	8 883	001	000	000	000	12 000
24	8 883	001	000	000	000	12 000
25	8 883	001	000	000	000	12 000

TOUS LES BILLETS NE BÉNÉFICENT D'AUCUN AUTRE LOT MAIS PORTANT LES SIGES SUIVANTS :

SAGITTAIRE TAUREAU LION

GAGNANT 100,00F

LOTO

N° 43 TIRAGE DU MERCREDI 23 OCTOBRE 1985

POUR LES TIRAGES DU MERCREDI 23 OCTOBRE ET DU SAMEDI 26 OCTOBRE 1985

TRANCHE D'OCTOBRE DES SIGNES DU ZODIAQUE

TIRAGE DU MERCREDI 23 OCTOBRE 1985

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TACO-TAC se trouve sous le code LLO de 25/05/85

Le numéro 7571115 gagne 4 000 000,00 F

les numéros approchant à la centaine de mille

0571115 4571115 1571115 5571115 2571115 6571115 3571115 8571115

gagnent 50 000,00 F

Les numéros approchant aux

Dizaines de mille Mille Centaines Dizaines Unités gagnent

707115 750115 757015 757105 757110

717115 751115 757215 757125 757111

727115 752115 757315 757135 757112

737115 753115 757415 757145 757113

747115 754115 757515 757155 757114

757115 755115 757615 757165 757115

767115 756115 757715 757175 757116

777115 757115 757815 757185 757117

787115 758115 757915 757195 757118

797115 759115 757015 757105 757119

Tous les billets se terminant par

7115 115 15 gagnent

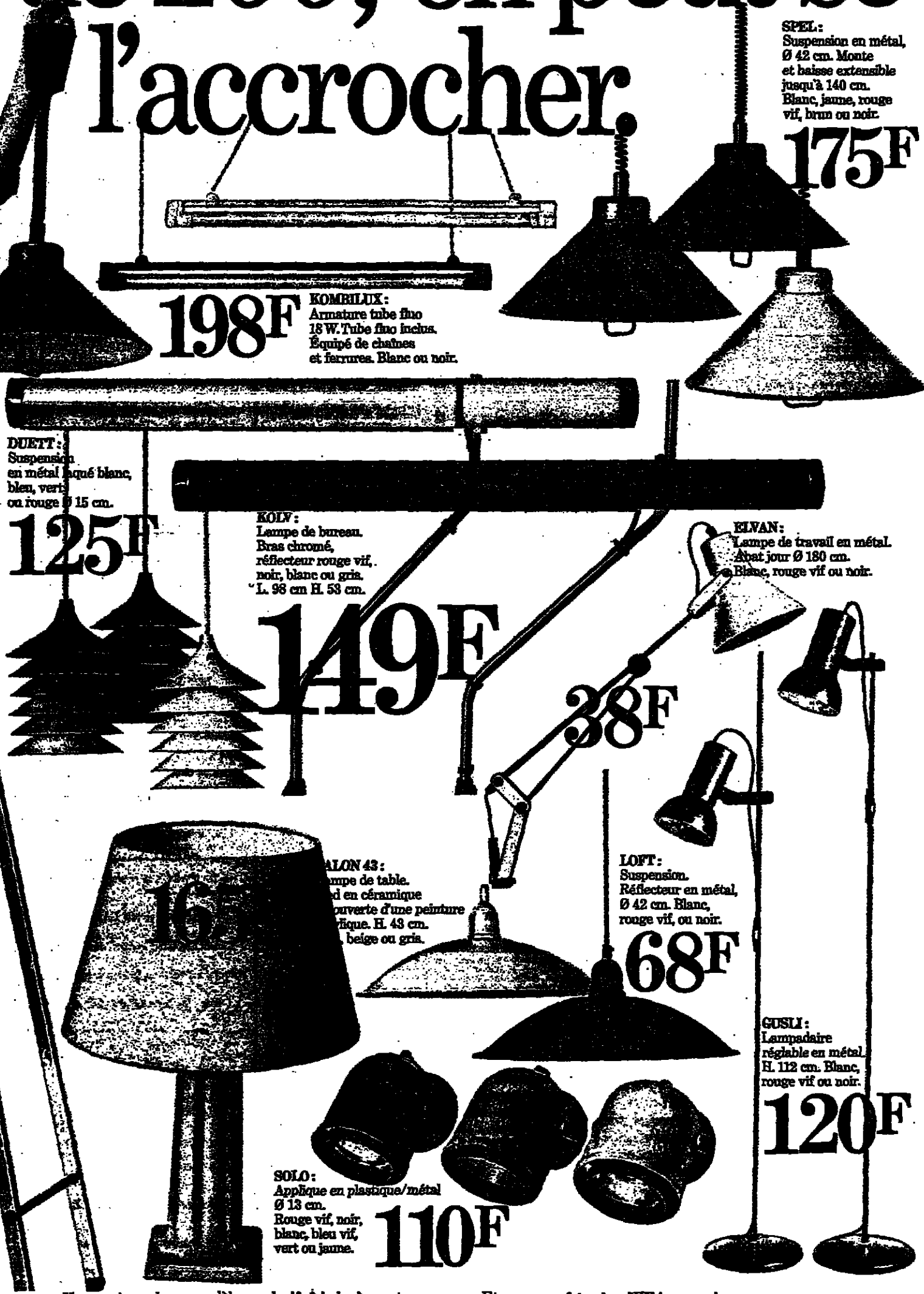
5 000,00 F 1 000,00 F 200,00 F 100,00 F

TIRAGE DU MERCREDI 23 OCTOBRE 1985

TACO-TAC

85 89

Si on cherche un luminaire à moins de 200F, on peut se l'accrocher.



On le dit? Alors, on le dit: chez IKEA on est particulièrement branché, câblé, allumé sur les luminaires. Certains prétendent même que, vu les prix, on a désigné... Des jaloux, sûrement... Parce que pour moins de 200 F, en général, on trouve plus grand chose...
Commençons par les suspensions. Là, les prix risquent de vous faire grimper au plafond tout de suite: il y en a à partir de 45 F. Et même, pour les spots, à partir de 38 F. Les appliques suivent le mouvement et les lampes, les lampadaires s'accrochent pour rester dans la course.

Y compris quelques modèles exclusifs à halogènes et d'un design très contemporain.
Autre avantage, pieds et abat-jour étant pour la plupart vendus séparément, vous composez vos lampes comme vous voulez. En jouant sur le style, les formes, les couleurs le choix n'en finit plus. Si vous avez besoin de nos lumières, n'hésitez pas: comment suspendre un plafonnier, où placer un rail, comment déterminer le bon nombre de spots, nous vous éclairerons.

Et, pour une fois, chez IKEA, vous n'aurez pratiquement rien à faire. Ce n'est pas en montant nos lampes que vous attraperez des ampoules.

Ils sont fous ces Suédois



IKEA EVRY: 21 LE CLOS-AUX-POIS, LISSER, AUTOROUTE DU SUD, SORTIE EVRY-LISSER. TÉL. (0) 497.65.65. LUN. MAR. MER. VEN: 11-20 H - JEU: 11-22 H - SAM: 10-20 H - DIM: 10-19 H. RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS
IKEA BORIGNY: CTRÉ CIAL BORIGNY 2. TÉL. (0) 832.92.95. LUN. MAR. MER. VEN: 11-20 H - JEU: 11-22 H - SAM: 10-20 H - DIM: 10-19 H. RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS
IKEA VITROLLES: EN LES QUARTIERS DU GIFFON 1517 VITROLLES. TÉL. 42.89.96.16. LUN. MAR. MER. JEU: 11-19 H - VEN: 11-22 H - SAM: 10-20 H - DIM: 10-19 H. RESTAURANT PARADIS D'ENFANT

LE CARNET DU Monde

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Lina ABDOUCHELL

La cérémonie religieuse et l'inhumation se feront au cimetière de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), avenue du Maréchal-Foch, le vendredi 25 octobre 1985 à 15 heures.

De la part de sa famille et de ses nombreux amis.

Cet avis tient lieu de faire part.

11, rue Théodore-Ribot, 75017 Paris.

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

320-74-52

— Le docteur Michel Barrier, Guillaume et Sophie Barrier, Le docteur et M^{me} Jean Mahé, M^{me} Rami Barrier, ses sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, Et toute la famille, ont le plaisir de faire part du décès de

M^{me} Michel BARRIER,

née Danielle Mahé,

survécu à Sèvres le 23 octobre 1985, dans sa quarante-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 25 octobre à 8 h 15, en l'église Saint-Romain de Sèvres, avenue de l'Europe, suivie de l'inhumation au cimetière de Pionnat (Puy-de-Dôme), vers 16 heures.

6, avenue Henri-Régault, 92310 Sèvres. 61, boulevard Malesherbes, 75008 Paris. 63380 Pionnat.

— M^{me} Paul Berthier, et ses enfants, ont le plaisir de faire part du décès de

M. Paul BERTHIER,

ancien contrôleur civil au Maroc,

ministre plénipotentiaire (ER), docteur en lettres, officier de la Légion d'honneur, officier du Ouissan Alaouite,

survécu le 21 octobre 1985 dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale à Beaumont-sur-Oise, le mercredi 23 octobre.

Plateau de Bettana-Sali, Maroc. 14, place de la Libération, 95220 Herblay.

STERN

GRAVEUR

depuis 1840

Pour votre Société

papier à lettres et

imprimés de haute qualité

Le prestige

d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux:

47, Passage des Panoramas

75002 PARIS

Tél. 47.36.94.48 - 45.08.94.45

— M. Albert-William Cargill, M. Patrick Cargill, M. Gérard Dautry, M^{me} William-René Cargill, M^{me} Marcel Rago-Cabren et leurs enfants,

ont le grand regret de faire part du décès de

M^{me} Maurice CARGILL,

née Marthe Logez,

survécue le 30 juillet 1985, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Une messe sera célébrée le 30 octobre à 12 heures en l'église Notre-Dame d'Auteuil.

Cet avis tient lieu de faire part.

17, rue Monge, 75005 Paris.

7, boulevard Berthier, 75017 Paris.

91, rue de Courcelles, 75017 Paris.

— St-Nizier-le-Désert (01).

M. Louis CRUVILLIER,

rosette de la Résistance,

croix du combattant,

volontaire de la Résistance,

membre fondateur

du Témoignage chrétien clandestin,

est entré dans la maison du Père, le 23 octobre 1985.

Priez pour lui.

La cérémonie religieuse aura lieu le 25 octobre 1985, en l'église Ste-Foy-le-Lyon, place Xavier-Ricard, à 9 h 15.

De la part de:

M^{me} Louis Cruvillier,

Ses enfants et petits-enfants,

Ses nombreux parents,

Ses amis.

L'inhumation aura lieu dans la Loire, à Chaussonnet.

Cet avis tient lieu de faire part.

— M. et M^{me} François Colmez,

M^{me} Nicole Grimal,

M. et M^{me} Marc Defradas,

ont le plaisir de faire part du décès de

M^{me} Albert Giabiani,

sa mère,

Le professeur Robert Camain,

Madame et Monsieur Giabiani et ses enfants,

son frère, saur, beaux-frères, neveux et nièces,

ont le plaisir de faire part du décès de

M^{me} Jean DEFRADES,

née Liliane Giabiani,

décédée le 20 octobre 1985, à l'âge de soixante-cinq ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité à Paris au cimetière Saint-Vincent.

55 bis, avenue du Bois-de-Vaucluse, 92160 Antony.

116, avenue Saint-Euphrasy, 92160 Antony.

— Le CNRS a le regret de vous faire part du décès de

Professeur Gaston DUPOUY,

membre de l'Institut,

ancien directeur général du CNRS,

survécue à Toulouse, le 21 octobre 1985.

(Voir le Monde du 24 octobre 1985.)

— Magni Weil,

sa fille,

Adeline et Pierre Dreyfus

Et leurs enfants,

Ses neveux,

Les familles Gorine et Jonelson,

ont le plaisir de faire part du décès de

M. Joseph LIVSCHITZ.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

85, boulevard Muzet, 75016 Paris.

— M^{me} Jacques Martin d'Aigueperse, née Claire Candélier, son épouse, M^{me} Bernard Robert, Et ses enfants et petits-enfants, M^{me} Jacqueline Martin d'Aigueperse, M. et M^{me} Jean de Turckheim, M. Yves Martin d'Aigueperse, Et ses enfants, M. et M^{me} Jean-Louis Chevalier, Et leur fille, Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques MARTIN D'AIGUEPERSE,

chevalier de la Légion d'honneur,

président d'honneur

du Syndicat national du caoutchouc,

survécue à Rouen le 21 octobre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

Un service religieux sera célébré en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly, 158, avenue Charles-de-Gaulle, à Neuilly-sur-Seine, le vendredi 25 octobre, à 13 h 30.

Cet avis tient lieu de faire part.

26, avenue Parmentier, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— M^{me} Marguerite Echasson,

M. Robert Baillache,

M^{me} Marie-José Delannoy,

MM. Gouret et Montalban,

Les techniciens de la Sté Matra et les élèves des cours supérieurs du CNAM,

ont grand le regret de faire part du décès de

M. Ousmane NDIAYE,

survécue à Bamby, le 18 septembre 1985, et se joignent à sa famille pour inviter tous ses amis à le garder vivant dans leur souvenir.

Not absent, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », nous prions de joindre à leur avis de décès une dernière bande pour justifier de cette qualité.

— Lolo, Josette, Bertrand de La Vega, Et leur nombreuse famille,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Lolo de La Vega,

décédé le 21 octobre 1985, de leur tant aimé

Sophie.

« Quand tu regardes le ciel, la nuit, puisque j'habiterai dans l'une d'elles, puisque je vivrai dans l'une d'elles, alors ce sera pour toi comme si rien n'était toutes les étoiles ».

Anniversaires

— M^{me} Vve Jules Cohen-Solal,

Enfants et proches,

font part des prières de l'an à la mémoire de leur cher et regretté

Jules COHEN-SOLAL,

« Loup-Gris ».

Dimanche 27 octobre 1985, à 17 heures, 17, boulevard Gallieni, Issy-les-Moulineaux.

— Pour le troisième anniversaire du décès de

M. Julien DURAND,

ingénieur général des Mines en retraite, ancien élève de l'école polytechnique, ancien directeur des carburants,

Une prière pensée est demandée à ceux qui l'ont connu.

— Pour le premier anniversaire du décès de

M. Yves GUIOMAR,

Une messe sera célébrée à son intention, le samedi 26 octobre à 10 heures, à Saint-Germain-sur-l'Arbre.

Que ses parents et amis lointains veuillent bien s'y unir par la prière et la pensée.

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

Le Centre d'Informations Financières organise un stage pour recruter des

CONSEILLERS COMMERCIAUX (H.F.)

— ayant goût des contacts à haut niveau,

— formation assurée,

— rémunération motivante.

Tél. : 500-24-03, poste 41.

Société de traduction et de documentation recrute

DES TRADUCTEURS TECHNIQUES EN FRANÇAIS ET ESPAGNOL

pour des emplois salariés à plein temps.

Tél. au 664-92-66.

DEMANDES D'EMPLOIS

MANAGER P.M.E.

Formation supérieure (Ing. + Gest.)

15 ans expérience Chef entreprise dans

— Industrie équipement et bâtiment;

— Services;

— Ingénierie.

RECHERCHE

DIRECTION FRANCE OU ÉTRANGER

Ecrire sous n° 6.809, le Monde Pub.

Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Jeune homme cherche emploi de magasinier manutentionnaire région parisienne. Ligne de suite. Niveau d'études B.E.P.C. Diplômé des obligations militaires. Téléphone au 622-21-13 la journée ou 627-88-60 après 18 h.

J.H. 24 ans, VENDEUR, ch. poste stable dans magasin. H.F. mail de garnie ou typographe de nuit. Ligne de suite. 274-67-76.

J.F. 31 ans - Secrétaire. Sédentaire depuis 1971 (niv. direction), bonne présent., vous recherche d'exp. pour poste stable, de préférence, imp. act. (au : bureau) et pour secrétaire. Tél. : 600-10-10, 13, r. Paul-Bert, 75011 Paris.

L'immobilier

appartements ventes

2^e arrdt

OPÉRA

Imm. ancien, pierre de taille, beau 2 pos., 11 ét., 60 m², balcon, plain solei, cuisine, s.d., asc.

Notaire 501-54-30

LE MATIN.

5^e arrdt

PANTHÉON 2 P.

Cuis., ver., 8 pièces, s.d., asc. GARBI - 667-23-68.

6^e arrdt

VIEUX COLOMBIER

150 m² carreaux, 703-32-31.

11^e arrdt

M^{me} FILLES-DU-CALVAIRE

4 pièces, 11 ch. (env. 110 m²), 950.000 F. Apr. 19 h : 367-57-22 ou 367-34-58.

14^e arrdt

PARC MONTROUSSE

Particulier vend studio 22 m², 9^e arrt. asc. Métro 150 m. Immeuble p. de t. 230.000 F. Tél. le soir : 563-10-30.

PRÉS DENFERT, 120 m², 56^e + 3 chbres + patio, jardin d'hiver, cuisine, chambre, 1.670.000 F. 644-99-07.

MONTPARNASSE

78 m², imm. rénov., 11 ch. + chbrs, bain., stand., parq., 1.200.000 F. Co. p. 13-15 h, 16, rue d'Odessa.

15^e arrdt

PORTE DE VERSAILLES

5 P., loggia sur verdure, 2.150.000 F. Ag. BRANCON, 576-73-64.

16^e arrdt

THOCADEZ, résidentiel, gd stand., 125 m², 6 ch. + 2 ch., s.d., 2 bns, bain., s^e ét., parq. Possible jumelage de 2 apparts. Tél. : 578-19-67.

18^e arrdt

RUE COYSEVOX

Local à aménager 80 m² + s/sol 70 m² possible commerce, bureau ou habitat. 563-46-78 - 500-54-00.

77

BOISY-SAINT-LEGER

Bel apt. 5 pièces, 106 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 ch., s.d., 2 bns, de toil. 2 WC. Nombreux placards. Parking et sous-sol. 5 m à pied RER. Toutes commodités. Prix : 550.000 F. dont 122.000 F. CF à 5 % Tél. 588-93-60 après 19 h.

locations non meublées demandes

Paris

Pour ensemble personnel hauts dirigeants et employés importants C^e française période rech. appt. studios, villas, co-propriétés lux. et moyennes. 2 à 6 P. Offre : 503-30-23, p. 12.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES (1) 48-88-59-56 - 45-65-67-02.

Province

COUPLE RETRAITÉS CH. 2 PIÈCES tout confort, 1^e étage, en centre-ville, secteur LA FLECHE ou LE LUDE (72). Loyer : 1.000 F. environ s.d. Ecr. n° 6 802, le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

pavillons

Part. vd chalon 50 m² sur jardin, 2 chbres + sjour + s. de b. + cuis. T. : 238-57-25 de 13 h à 19 h. P. 125.000 F.

villas

Procs. CASSIS-13, part. vd mals. 230 m² + 200 m² s/sol, gar., terr. 6.000 m² arboré. P. 1.200.000. T. : 238-18-00, p. 14-55. M. Simeon.

échanges

Part. à Part. ÉCHANGE MAISON de caractère + beau jardin, 270 km sud (03), centre APPT de 3-4 pièces à PARIS. Tél. au 251-58-90 (12 h-18 h).

maisons de campagne

10 KM CANORS

46150 ESPERE

Particulier vend dans bourg maison de plain-pied (6 pièces dont 1 suite à manger, 4 chambres, 1 salon + salle d'eau et w.c. + cellier) grenier aménageable, garage + place d'été. Terr. 800 m², 146 m. ALICE GRAYBAC.

46150 Canors

Téléphone : (05) 20-00-11.

F. CRUZ - 266-19-00

3, RUE LA BOÉTIE - 8^e

Constaté 48 ans d'expérience. Pz retires l'indemnité garantie. Etude gratuite descripte.

FONCIAL LEGASSE

VIAGERS 266-32-35

19, BD MALESHERBES, 9^e

Etude gratuite. Expert 46 ans d'expérience. Rente INDEXE.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

Constitution

REPÈRES

Dollar : demandé à 8,06 F

Le dollar a continué à se raffermir, jeudi 24 octobre, sous l'effet d'une demande commerciale toujours très forte, mais sa remontée est freinée par la menace de nouvelles interventions des banques centrales. La semaine dernière, ces interventions avaient ramené le « billet vert » de 8,20 F à 8 F et de 2,6950 DM à 2,6250 DM. A l'approche du week-end, les cours ont poursuivi leur prudente remontée à 8,06 F contre 8,05 F et 2,6430 DM contre 2,64 DM. A Tokyo, le dollar s'est montré ferme à plus de 216 yens.

CEE : hausse du chômage en septembre

Après une période de baisse continue de février à juin, le chômage dans les pays de la CEE - moins la Grèce - a augmenté de 1,4 % en données brutes en septembre par rapport à août pour atteindre 12,6 millions de personnes. Le taux de chômage par rapport à la population active est passé de 10,9 % en août à 11,1 % en septembre. Au cours des douze derniers mois, le niveau du chômage dans la CEE a faiblement augmenté de 1,3 % alors qu'entre septembre 1983 et septembre 1984 la progression avait été de 5,6 %. L'évolution par pays montre que le chômage a augmenté d'août à septembre en RFA (+ 1,6 %), en France (+ 5,5 %), en Italie (+ 1,4 %), au Luxembourg (+ 3,4 %), au Royaume-Uni (+ 3,3 %) et au Danemark (+ 0,5 %), mais il a diminué aux Pays-Bas (- 2,5 %), en Irlande (- 2,3 %) et en Belgique (- 0,7 %).

Crédit agricole américain : première perte historique

Le Farm Credit System, réseau de financement du monde agricole aux Etats-Unis, a subi au troisième trimestre 1985 une perte de 522 millions de dollars (contre un bénéfice de 128 millions l'année précédente pour la même période) qui devrait conduire à la première perte de son histoire depuis la « grande dépression » de 1929-1933. D'ores et déjà, cette perte globale sera supérieure aux 400 millions de dollars de déficit initialement attendus pour 1985. Avec 74 milliards de dollars de prêts accordés dans les secteurs agricole et agro-alimentaire, le Farm Credit System détient à lui seul le tiers des engagements bancaires (210 milliards) consentis, y compris ceux des établissements de crédit traditionnels.

Pétrole : baisse des résultats des grandes compagnies

La baisse des prix du pétrole, celle des cours du dollar et les coûts du vaste mouvement de restructuration engagé dans le secteur ont sérieusement affecté les résultats des grandes compagnies pétrolières. La plupart des groupes, notamment aux Etats-Unis, ont annoncé pour le troisième trimestre une chute sérieuse de leurs bénéfices, voire une perte, et prévoient une année 1986 médiocre. Exxon, le numéro un mondial, a vu ses bénéfices diminuer de 22 % au cours de ce trimestre et de 25,2 % au cours des neuf premiers mois de l'année. Le numéro deux américain, Mobil, a, lui, enregistré une perte nette de 116 millions de dollars, liée à la restructuration de sa filiale Montgomery Ward. Quatre autres compagnies ont également annoncé des bénéfices en baisse : Phillips (- 84 %), Shell Oil, filiale américaine du groupe Shell (- 18 %), Amoco (- 18 %), Amerasia Hess (- 10 %). De son côté, le groupe britannique BP a lancé un appel d'offre aux banques afin de restructurer sa dette, estimée à 3,5 milliards de livres (près de 40 milliards de francs) l'an dernier.

Huit organisations minoritaires de plusieurs pays condamnent le « credo libéral » de la Commission européenne

Huit organisations agricoles minoritaires de France, mais aussi de Belgique, d'Allemagne fédérale, des Pays-Bas et d'Autriche ont pris position sur le Livre vert présenté par la Commission européenne, consacré à une réforme de la politique agricole commune.

Après un séminaire de deux jours, les 21 et 22 octobre à Paris, cette « coordination paysanne » estime que « la politique préconisée par le Livre vert s'inscrit dans la continuité d'un modèle économique fondamentallement libéral », le même modèle qui a conduit aux impasses actuelles. « La Commission se voit contrainte de décrire ces impasses », écrit la coordination, pour laquelle ce constat ne constitue « ni une surprise ni une nouveauté ». « La Commission prétend innover en prenant en compte deux aspects jusqu'alors négligés : aggravation de la situation de l'emploi et dégradation de l'environnement », mais le maintien du « credo libéral » permet de douter de ses bonnes intentions.

Le marché serait, pour la Commission, « le principal, sinon le seul moyen de résoudre durablement le problème des excédents », d'où un désengagement au niveau des prix de soutien, une baisse des prix à la production, un alignement sur les cours mondiaux. La « coordination » estime encore que les mesures structurelles envisagées par la Commission serviraient, comme par le passé, à stimuler les petits et moyens paysans.

Ce « credo libéral », poursuit la « coordination », nie deux évidences :

- une minorité d'agriculteurs européens a les moyens de s'adapter au marché ; la grande majorité, et plus encore dans l'Europe à l'est, à partir de 1986, ne peut que subir, dans la logique du marché, la domination de l'agro-alimentaire ;

- la demande en produits agricoles est en permanence soumise à des impératifs politiques et commerciaux sur lesquels les agriculteurs n'ont aucune prise.

Aussi la « coordination » réaffirme-t-elle que « ses propositions de prix différenciés garantissent le revenu pour un volume de production par travailleurs constituant la seule alternative acceptable, socialement et économiquement ».

Dans le débat qui a suivi, M. François Clerc, français, directeur départemental de l'agriculture de Paris, présent en tant qu'expert, a fait remarquer que deux philosophies s'affrontaient : celle de la « coordination », fondée sur la réduction des inégalités ; celle de la Commission fondée sur la compétitivité. Ce à quoi M. Bernard Thureau, parlementaire européen, secrétaire national adjoint pour l'agriculture du PS, a répondu que la politique agricole commune (PAC) actuelle aggravait les inégalités et appuyait un modèle d'exploitations dont la compétitivité était loin d'être prouvée. Pour le représentant du groupe Arc-en-ciel, au Parlement européen, M. Hannes Lorenzen, « la coordination n'a rien contre la modernisation, qui facilite le travail et réduit le temps qui lui est consacré ».

L'Assemblée européenne doit, dans les prochaines semaines, se prononcer sur des propositions de la

UNE CONFÉRENCE SUR LA DÉFORESTATION

Une conférence internationale pour la protection de la forêt se réunira à Paris pendant la première semaine de février 1986, a annoncé M. René Souche, secrétaire d'Etat à l'Agriculture et à la Forêt. Cette conférence, organisée à l'initiative de M. Mitterrand (Le Monde du 24 octobre 1984), doit rassembler dans la capitale française les responsables politiques des pays concernés par la déforestation, qu'il s'agisse de la forêt tropicale menacée de sur-

ploitation, ou des forêts tempérées attaquées par le feu et les « pluies acides ».

L'annonce de cette conférence a été faite à l'issue du conseil des ministres du 23 octobre, au cours duquel M. Bouchard, ministre de l'Environnement, a présenté une série de mesures de lutte contre les pluies acides, fondées sur les conclusions du rapport de M. Jean Valroff, député (PS) des Vosges.

AGRICULTURE

BAISSE ATTENDUE

DU REVENU AGRICOLE

EN 1985

« L'année 1985 ne sera pas satisfaisante sur le plan des revenus par rapport à 1984 », a déclaré à l'Assemblée nationale, M. Henri Nallet, le mercredi 23 octobre. Interrogé par M. Alphandéry (UDF), qui faisait état d'une prévision de baisse du revenu agricole de 8,2 %, selon l'INSEE (Institut de prévisions économiques et financières pour le développement, proche du CNPF), le ministre de l'Agriculture a répondu que « l'INSEE considère comme possible, mais sans l'avoir encore déterminé, une baisse de 5 % ». Les autres sources d'estimation (chambres d'agriculture, bureau agricole commun aux organisations agricoles majoritaires) s'accordent généralement sur une baisse prévisible de 5 à 10 %, les chiffres de moins 6,5 % et moins 7,5 % étant le plus souvent cités.

En 1984, le revenu agricole moyen par exploitation avait progressé de 4,5 %, du fait de la récolte céréalière du siècle, mais aussi de la décapitalisation en élevage.

SOCIAL

Accord chez Chrysler

Les négociations de Chrysler et du syndicat de l'automobile américain (United Automobile Workers, UAW) se sont mis d'accord, mercredi 23 octobre, à l'issue de quarante-deux heures de discussions, sur un projet de contrat pour les trois années à venir : le texte doit être ratifié ce jeudi par le comité exécutif de l'UAW, et dimanche par les syndicats locaux. Les 70 000 ouvriers de Chrysler, en grève depuis le mardi 15 octobre, devraient reprendre le travail lundi prochain. Les 10 000 ouvriers caennais ont déjà, de leur côté, accepté ces propositions.

« Nous avons obtenu un alignement sur les accords signés avec Ford et General Motors » (en 1984), a annoncé le président du syndicat, M. Owen Bieber. Les ouvriers recevront une augmentation

des salaires de 2,25 % en 1986, plus une « prime de rattrapage », en compensation des « sacrifices » faits par les ouvriers au moment des difficultés de Chrysler, de 2 000 dollars (16 000 F) pour les actifs, 1 000 dollars pour les retraités, et 600 dollars pour les veuves. En 1987, les salariés recevront une prime égale à 2,25 % de leur rémunération globale antérieure (heures supplémentaires exclues), et, en 1988, une augmentation de salaire de 3 %.

Malgré ces augmentations, le pouvoir d'achat des ouvriers risque de ne pas suivre la hausse des prix, contrairement à ce que l'UAW pouvait obtenir avant la crise de l'automobile à partir de 1979. On ignore encore ce que le syndicat a gagné sur le plan de la sécurité d'emploi, qui était l'autre grand objectif.

chez DSM les « pros » de l'automobile ont toujours à qui parler

D'après la presse spécialisée, le Groupe chimique européen DSM se place au 10^{ème} rang mondial. Ce n'est pas tellement le classement exact de DSM que nous voulions vous faire connaître - encore qu'il donne une indication claire sur les dimensions et la puissance de notre Groupe - mais bien la confirmation de sa vitalité et de ses nouvelles ambitions. « Trouver puis mettre sur le marché des produits en avance sur leur temps », c'est l'objectif que DSM a fixé à l'ensemble de ses Divisions. Pour y parvenir, DSM accélère ses investissements en technologies nouvelles, en recherches, en hommes - et la santé

financière du Groupe lui permet de prendre des options sur le futur, à l'échelle de ses ambitions. C'est ainsi que les moyens en hommes - en matière grise - dans le domaine de la recherche sont considérablement augmentés : des centaines de jeunes ingénieurs de haut niveau (high tech) sont recrutés actuellement. Signe de cette volonté : plus que jamais, chez DSM, les « pros » de l'automobile, en Europe et spécialement en France, trouvent en face d'eux des hommes ouverts à leurs problèmes, qui parlent la même langue, des hommes avec lesquels ils peuvent discuter des besoins de demain, des spécificités des techniques de DSM et de leur évolution.

Méthodique, DSM dispose aujourd'hui de toute une gamme de produits constamment améliorés, adaptés à l'équipement intérieur des carrosseries et à leur protection extérieure ou destinés à prendre place sous le capot, là où huiles et chaleur sévissent. Demain, DSM va présenter, une fois de plus, des produits « en avance sur leur temps », résistants aux chocs, aux températures élevées ou d'une solidité supérieure de dix fois à celle de l'acier et de deux fois à celle des fibres de carbone. En France, DSM collabore avec tous les constructeurs automobiles. Il participe notamment au « look » des nouvelles Peugeot et Citroën.

DSM, c'est :

- un groupe chimique européen au 10^{ème} rang mondial par son chiffre d'affaires, (85 milliards FF) ;
- six grandes Divisions :
 - produits chimiques,
 - matières plastiques,
 - résines,
 - engrais,
 - transformation des plastiques,
 - énergie (recherche et exploitation).

DSM EN FRANCE

- Producteur européen.
- DSM dispose en France de moyens de production, de stockage et d'assistance et de laboratoires pour :
 - les plastiques et produits chimiques (1),
 - les résines (2),
 - les engrais (3).

- (1) DSM France, Périsud - 5, rue Lejeune 92120 Montrouge
- (2) DSM Résines France, BP 21, 95872 Bezons Cedex
- (3) UKF France, allée B. Pailley 60000 Beauvais.

DSM
UNE EQUIPE
DE « PROS »
DE LA CHIMIE

DSM

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P.
84, rue La Boétie - 563-12-68

Cabinet de M^{re} White, avocat à Neuilly-
sur-Seine (92) - 7, avenue de Madrid -
vente s/vente immob. Palais de Justice, Nan-
terre, JEUDI 7 NOVEMBRE 1985, à 14 h.

UNE VILLA
Dénommée « VILLA PRIMAVERA », élevée
sur s/act, rez-de-ch. 2 étages, avec jardin.
CONT. TOT. au sol de 514 m²
à VAUCRESSON (92)
2, rue Allouard
M. à P. : 65 000 F

S'adr. M^{re} White, Gallia, Delmas, avocats as-
sociés à Paris (1^{er}), 18, r. Duphot. Tél. :
42.60.39.13 - M^{re} Batroun, avocat, 20, rue
Cambon, Paris (1^{er}) - Tél. avocats pr. trib.
général. Nanterre - S/financ. pour visit.

Vente aux enchères publiques après L. R. au palais de justice, Nanterre,
179-191, av. Joliot-Curie, JEUDI 7 NOVEMBRE 1985, à 14 h
UNE MAISON AVEC JARDIN A BARC (Eure)
Dénommée « Le Village de l'Église », DÉPEND. - CONT. 17 A. 95 CA
M. à P. : 100 000 F
S'adr. cab. de M^{re} Barre-Bonnet, Bouchery-Ozanne,
Raymond-Dupont, avocats
47 bis, rue de Strasbourg à Nanterre - Tél. : 721-49-95 - 725-21-13 - Au greffe
L. g. l. Nanterre - Sur les lieux pour visiter.

Cabinet de M^{re} Etienne Drailard, avocat au barreau de Grasse
VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES SUR SAISIE IMMOBILIÈRE,
au palais de justice de Grasse, le jeudi 14 nov. 1985, à 9 h 30.
1.) UN APPARTEMENT à VILLENEUVE-LOUBET (A. M.)
Dénommé « Quartier la Mer » - MARINA BAIE DES ANGES
dans un ens. immob. dénommé « RÉSIDENCE LE COMMODORE »
(Lot 278) au 1^{er} étage et la JOUISSANCE EXCLUSIVE de la GALERIE situ à droite
de l'ascenseur « L » et de la TERRASSE au droit du mur pignon de l'app.
UNE CAVE au rez-de-plage (Lot 482), entrée « M »
MISE A PRIX : 700 000 F
(Lot 589) au 1^{er} étage, Ascenseur V et le droit à la
2.) UN LOCAL JOUISSANCE EXCLUSIVE de la GALERIE au
droit du local et de la TERRASSE au droit du mur pignon et le droit d'accès exclusif
au 1^{er} étage par ascenseur V - UNE CAVE (Lot 504) au 2^e étage, escal. W - BATTI-
MENT A - BLOC II
(Lot 1092) au 1^{er} étage, Ascenseur U et le droit à la
UN LOCAL JOUISSANCE EXCLUSIVE de la GALERIE au
droit du local et de la TERRASSE au droit du mur pignon et le droit d'accès exclusif
au 1^{er} étage par ascenseur U - BATTIMENT A - BLOC III - UN STUDIO (Lot 1093)
au 1^{er} étage, ascenseur U - BATTIMENT B - dans un ens. immob.
(Lot 5033) escalier DS 1, BATTIMENT B - dans un ens. immob.
à VILLENEUVE-LOUBET (A. M.)
Dénommé « Quartier la Mer » - MARINA BAIE DES ANGES
dénommé « RÉSIDENCE DUCAL »
MISE A PRIX : 1 000 000 F
S'adr. pour tous renseignements : M^{re} Etienne Drailard,
avocat, 1, boulevard d'Alsace 06400 Cannes - Tél. : 99.06.01

(Publicité)
Société commerciale Immobilière et Loisirs (mer-montagne)
Cherche 4 excellents vendeurs agents commerciaux.
Commissions et honoraires très importants.
Téléphones pour rendez-vous :
(93) 24-62-09
(93) 58-04-67
heures de bureau.

ÉTRANGER

LES PREMIERS RÉSULTATS DU PLAN D'AUSTÉRITÉ ISRAËLIEN

Le chômage en face

Les Israéliens sont aujourd'hui
confrontés à leur plus dangereux
ennemi : un taux de chômage
jamais atteint depuis 1966, déjà
8 % de la population active en
octobre, dans un pays où la cohé-
sion nationale est indispensable à
la conduite de la politique étran-
gère. Mais tel est le prix de la
lutte contre l'inflation à trois chif-
fres, considère le gouverneur de la
Banque centrale, M. Moshe Man-
delbaum, de passage à Paris la
semaine dernière.

Les premiers résultats du plan
d'assainissement de l'économie,
adopté le 1^{er} juillet en Israël,
dépassent pourtant les prévisions :
la hausse mensuelle des prix, de
20 % en moyenne en avril et en
mai, a été réduite à 3,7 % en août,
et 3 % en septembre. On attendait
une hausse respectivement de
10 % et de 5 %. La flambée de
juillet, à 27 %, était la consé-
quence attendue des trains d'aug-
mentations très importantes des
prix de certains articles - de
50 % du prix du pain, de l'électri-
cité ou des transports en commun
- accompagnant le plan de juil-
let.

Les exportations ont progressé
de 6 à 8 %, malgré le ralentisse-
ment du commerce mondial,
tandis que les importations chutaient
fortement. Le déficit de la
balance des paiements enfin, de
3,8 milliards de dollars en 1983 -
un niveau jugé insupportable, -
sera ramené cette année à 1,9 mil-
liard de dollars, selon les estima-
tions officielles.

Mais ces résultats n'ont pu être
obtenus que grâce à des mesures
draconiennes. Le premier pilier
du plan - la réduction du budget
de l'Etat de 5,3 % - a permis de
diminuer de moitié le déficit des
finances publiques.

Le deuxième pilier, le blocage
des prix et des salaires, a été
accompagné de la suppression de
l'indexation automatique des
salaires, héritée des Anglais en
1943. La baisse du pouvoir
d'achat qui en a résulté est esti-

mée officiellement de 14 à 20 %, selon que l'on prenne comme réfé-
rence le shekel israélien ou le dol-
lar, et atteindrait même 27 % par
rapport à un panier de monnaies
européennes. « La plus stupé-
fiante, c'est que les gens aient
accepté », s'étonne encore, plus de
trois mois après, M. Mandel-
baum.

Quant aux mesures monétaires,
le troisième pilier, elles ont
consisté à faire progresser les taux

sion fiscale à près de 65 % pour
l'ensemble des recettes de l'impôt
sur les entreprises.

La méthode gradualiste a
prouvé ses limites. Partisan
convaincu de l'austérité « dure »,
M. Mandelbaum, gouverneur
depuis 1981, avait, dès juillet
1984, préparé ce plan d'assainis-
sement, finalement mis en place
un an plus tard. Cet ancien prési-
dent de la Banque de développe-
ment industriel d'Israël, profes-

des paiements, de 900 millions de
dollars aujourd'hui.

C'est dans la progression des
exportations que M. Mandelbaum
voit l'adoucissement possible
d'une austérité qu'il veut mainte-
nir à l'intérieur. D'une part, les
exportations israéliennes seront
plus compétitives, grâce à la com-
binaison doublement favorable de
la dévaluation et de la baisse des
salaires. D'autre part, le pays a
l'avantage d'être le seul avec qui
les Etats-Unis ont conclu un
accord de libre-échange, en mars
dernier. Ainsi, non seulement
l'Etat hébreu est-il préservé des
risques de protectionnisme améri-
cain, mais encore voit-il son accès
renforcé au plus grand marché du
monde.

Un produit sur deux est exporté

C'est pourquoi M. Mandel-
baum reste optimiste, malgré le
ralentissement du commerce
mondial. Puisque un produit
israélien sur deux est exporté, il
suffirait que la demande étran-
gère augmente de 4 % pour com-
penser le ralentissement de la
consommation intérieure du
même ordre, calcule M. Mandel-
baum. Un équilibre qui doit être
atteint, si Israël veut éviter une
récession durable.

En effet, les Israéliens sont
reconnaissants au plan d'austérité
d'avoir stabilisé les prix, les empê-
chant de courir immédiatement
au supermarché dépenser immé-
diatement un salaire dont le pou-
voir d'achat baissait auparavant
chaque jour. Signe de la stabilisa-
tion de la monnaie sur les marchés
des changes, la valeur du shekel
sur le marché noir a, elle aussi,
fortement baissé. Mais le gouver-
nement s'attend-il à reconnaître le
seul critère du chômage, passé
lequel l'économie sera longue à
redémarrer ? Une interrogation
qui inquiète aussi M. Mandel-
baum. « Les Israéliens ont dit
qu'ils se sacrifieront. Mais com-
bien de temps ? »

DOMINIK BAROUCHE

*Les Israéliens se demandent
si le plan de lutte contre l'inflation
n'aurait pas trop bien réussi.*

d'intérêt - à 7 % en termes réels
par mois aujourd'hui, - alors
qu'étaient supprimés les dépôts en
dollars à court terme (moins d'un
an). Prix pour l'économie : un
arrêt brusque de l'activité, d'où la
rapide progression du chômage de
2 points en trois mois.

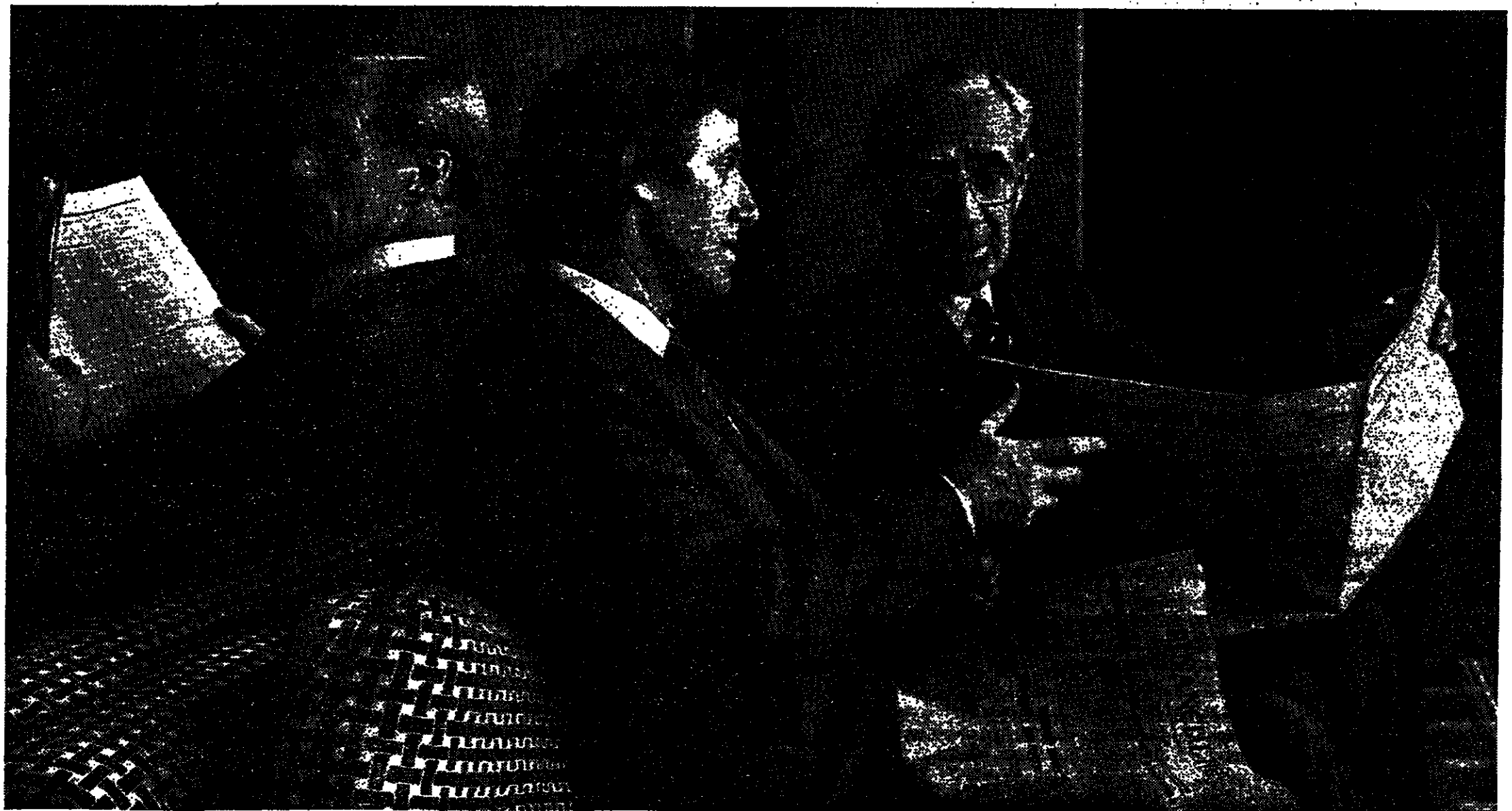
L'ensemble de ce plan a été
accompagné par une dévaluation
de la monnaie de 18 %, tandis
qu'à l'intérieur on introduisait un
nouveau shekel, valant 1 000 she-
kels anciens - une décision tech-
nique, prise en janvier, appliquée
avant les vacances, - précise le
gouverneur.

Seul un choc profond...

Trois mois après la mise en
application du plan, les Israéliens
se demandent s'il ne serait pas
déjà temps de l'adoucir un peu.
Le gouverneur tranche : « Nous
n'avons pas le choix. Nous ne
pouvons pas relâcher notre effort
et revenir à l'ancien système. » Si
l'inflation n'était que peu subie
par les Israéliens, protégés par
l'indexation des salaires et par la
possibilité d'ouvrir un compte en
banque en dollars, elle a particu-
lièrement affecté les ressources de
l'Etat - l'impôt étant calculé sur
les revenus de l'année précédente.
M. Mandelbaum estime cette éro-

seur de macro-économie à
l'université de Bar-Ilan, en Israël,
a pris conseil des théoriciens, tels
M^{re} Paul Samuelson ou Franco
Modigliani - récemment élu prix
Nobel d'économie, - venus dans
le pays à l'occasion de séminaires.
Le Fonds monétaire international
- avec lequel Israël n'a pas de
dette - a pareillement conclu, au
terme d'une visite en février, que
seul un choc profond permettrait
de briser définitivement la spirale
inflationniste. Car le risque
demeure que les hausses de prix
ne reprennent sitôt le blocage
levé.

Le plan de juillet a bénéficié
d'un environnement favorable. A
l'intérieur, l'existence d'un cabi-
net d'union nationale a facilité
l'acceptation par le public de
baisses de pouvoir d'achat très
importantes. Au plan budgétaire,
la fin de la guerre au Liban, puis
le retrait de l'armée israélienne
ont permis de réduire même le
budget de la défense, de près de
5 %. Au plan commercial, la
baisse du prix du pétrole a allégé
de 8 % la facture des importa-
tions. Enfin, la décision des Etats-
Unis de distribuer désormais leur
aide sous forme de dons (et non
plus de prêts à taux d'intérêt
fixes) va, à terme, alléger les rem-
boursements pesant sur la balance



Do you speak the Financial Times?

You probably do...whether you know it or not.
Speaking the Financial Times simply means
speaking about the business world as one world.

The FT does it every day.

It tells you what's happening, gives an expert
analysis of why it's happening and an unbiased
comment upon it.

Contact Ben Hughes, Financial Times (France) Ltd, Centre d'Affaires Le Louvre, 168 rue de Rivoli, F-75044 Paris Cedex 01, Tél. 297 0630, Tr. 220044.

Actually the FT does much more than that -
too much for us to tell you here. But now that you
know you speak our language, you'll probably want
to check up for yourself.

FINANCIAL TIMES

Europe's Business Newspaper

London - Frankfurt - New York

ENTREPRI-
ORSA
nouvelle
aux

BOURSE
SAIPEM : l'E
capitaux p

FINANCIA

UNUS-NOUS LA
vous
le Financial
langue
fait ZA
de l'acm
avec
The Financial
scat
non
Jug

ماتن الـ

الاحداث الاقتصادية

AFFAIRES

ENTREPRISES

ORSAN acquiert une nouvelle société de semences aux Etats-Unis

ORSAN, filiale de Lafarge-Coppée et du Crédit agricole, poursuit son implantation dans le secteur des semences aux Etats-Unis. Il vient de racheter une société de l'Arizona, Western Plant Breeder, spécialisée dans la sélection des blés et des orbes. Par cette acquisition, ORSAN entend développer ses activités dans le domaine des blés hybrides, en concurrence avec les sociétés Rhon et Hase, Shell et Monsanto. En 1984, ORSAN avait acquis quatre sociétés de semences américaines (maïs, soja, légumes, fleurs et activités d'arrosage). En 1985, il a porté sa participation dans le groupe semencier français Claeys-Lock de 10 % à 38,72 %, lequel a acquis 70 % de Agrar, principale société espagnole de semences.

SANOI cède le contrôle de sa filiale Dubernard Hospital à l'américain Travenol

La SANOI, filiale « hygiène et santé » du groupe ELF-Aquitaine, vient de prendre le contrôle, à 70 %, de la société Dubernard Hospital, affaire spécialisée dans la fabrication de solutions et surtout d'appareils à usage unique pour les perfusions, les dialyses et la nutrition artificielle, à la firme américaine Baxter Travenol, leader mondial dans ces activités. SANOI conservera 30 % du capital de Dubernard Hospital durant deux ans. Depuis des années, SANOI s'efforçait de se débarrasser de cette filiale, héritée des laboratoires Labaz absorbés en 1979, mais ruinée, car incapable de s'adapter à la nouvelle technologie des matériaux souples. Travenol transférera sa technologie à la société française, qui conservera son nom, et investira 50 millions de

francs. Grâce à cette acquisition, Travenol va presque doubler son chiffre d'affaires en France, qui passera de 450 à 700 millions de francs.

Phosphates: ELF s'associe avec Williams pour exploiter des gisements aux Etats-Unis

ELF-Aquitaine et le groupe américain Williams (Agrico Chemical), s'associent pour extraire du phosphate aux Etats-Unis. Un accord a été signé le 23 octobre pour exploiter les réserves de la North Carolina Phosphate Corporation (NCPC), filiale de Williams, dont les gisements outre-Atlantique comptent parmi les plus importants. Pour ce faire, Texas Gulf (groupe ELF-Aquitaine) absorbera NCPC et, en contrepartie, ELF octroiera 15 % des actions Texas Gulf à Williams avec un droit d'option de 4,9 % supplémentaires. L'accord prendra effet avant la fin de 1985.

MANAGER DE L'ANNÉE

Jacques Calvet, l'inventeur de l'aide au retour

Selon Jacques Calvet, PDG de PSA, qui vient d'être élu manager de l'année, « le choix des lecteurs du Nouvel Economiste récompense les efforts du groupe automobile privé Peugeot et constitue un hommage à toute l'industrie automobile ». Il n'a pas tort d'être modeste. Il sait que, dans l'industrie automobile, le succès ne se joue pas sur trois ans (son entrée chez Peugeot date de septembre 1982). Le retour à l'équilibre financier du groupe cette année est pour beaucoup le fruit de choix faits avant lui, comme l'illustra le succès de la 205. Le vrai titre de gloire, dont M. Calvet puisse se parer, c'est d'avoir réussi l'adaptation sociale de Peugeot, en affrontant le conflit de Poissy, en réalisant une réduction importante des effectifs en 1983 et 1984, en menant une politique stricte de salaires. Ce sera d'ailleurs le seul succès d'orgueil de cet homme plutôt réservé, lors de l'annonce du résultat du vote des lecteurs du Nouvel Economiste le 23 octobre : « C'est moi qui ai inventé l'aide au retour avec M. Pierre Mauroy en décembre

1983, alors que l'on s'apprêtait à évacuer pour la seconde fois Poissy ». Une aide au retour qui aura permis le départ de 5 000 travailleurs étrangers en 1985. Rien, pourtant, ne prédisposait M. Jacques Calvet à remplacer un polytechnicien, M. Jean-Claude Parayre, à la tête d'un des grands de l'automobile française. Enarque, conseiller référendaire à la Cour des comptes, M. Calvet avait fidèlement servi M. Valéry Giscard d'Estaing de 1959 à 1974, avec une brève interruption de trois ans. En 1974, il entame une seconde carrière à la BNP où sa capacité de travail lui vaut de succéder à M. Ledoux à la tête de l'établissement, numéro un en France et en Europe. Banquier d'occasion, il avait su, rapidement, acquiescer une connaissance des affaires financières. Assez amer d'avoir été évincé de la présidence de la BNP, en février 1982, il ne tardait pas à prendre sa revanche en entrant, en septembre 1982, chez PSA, pour y entamer sa troisième carrière.

EPARGNE DE L'ECUREUIL : LÉGÈRE AMÉLIORATION AU TROISIÈME TRIMESTRE

Après un premier semestre 1985 très médiocre, le taux d'épargne des ménages, qui était tombé à environ 12,4 % contre 13,7 % pour l'année 1984, s'est légèrement redressé au troisième trimestre. La progression des encours, avec 14,2 milliards de francs, a été de 2,3 % supérieure à celle des premiers et deuxième trimestres (8,1 milliards de francs, soit 1,4 %, et 9,6 milliards de francs, soit 1,6 %). Sur les neuf premiers mois, la progression est de 5,2 % ; inférieure à celle de la même période de 1984, mais supérieure à celle de l'inflation sur la même période (4,1 %). La plus grande partie de la collecte du réseau s'est faite sur d'autres produits que le livret A, affecté par la baisse du pouvoir d'achat, au profit de deux produits vedettes : les valeurs mobilières (SICAV), en progression de 49 %, et l'épargne logement (+ 20 %).

ALFA ROMEO A SOIXANTE-UN ANS

Alfa Romeo a soixante-un ans. On a fêté l'événement mercredi soir à Issey-les-Moulineaux, un siège de la filiale française de la marque italienne, après une journée consacrée à la dernière baptême, pour marquer la date, Alfa 75. Deux cents exemplaires du modèle avaient tourné sur le circuit de Montlhéry le matin, avant de rejoindre Paris, tout de rouge peints. A l'heure prévue, ils étaient tous là, et les invités aussi pour voir découper un immense gâteau frappé du chiffre anniversaire. Taillées pour la vitesse, ces nouvelles Alfa se présentent avec des moteurs qui vont de 1,6 litre à 2,5 litres et se valent les médailles de leurs glorieuses aînés des années 50. Nous en reparlons bientôt.

● ARCT: M. Obadia (UGICT-CGT) s'élève. — M. Alain Obadia, secrétaire général des cadres CGT (UGICT), a adressé, le 23 octobre, une lettre à M. Fabius pour lui indiquer que les salariés de ARCT (Ateliers roanais de construction textile) étaient prêts à une « vraie négociation » afin d'assurer le redémarrage de leur entreprise. Il a rappelé que le plan de reprise proposé par M. Bernard Terrat et les pouvoirs publics avait « abouti à une impasse ». M. Obadia affirme que les salariés attendent des propositions qui sauveront les atouts technologiques et garantiront l'emploi.

DÉMOGRAPHIE

CRÉATION D'UN HAUT CONSEIL DE LA POPULATION ET DE LA FAMILLE

Un haut conseil de la population et de la famille qui est chargé d'éclairer le président de la République et le gouvernement sur les problèmes démographiques vient d'être créé par décret publié au Journal officiel du 24 octobre. Ce haut conseil, qui sera présidé par le président de la République, se réunira au moins une fois par an. Il a mission « de formuler des avis et d'étudier toutes questions d'ordre économique, social ou culturel susceptibles d'avoir une incidence démographique » et « en particulier dans les domaines de la fécondité, du vieillissement de la population et des mouvements migratoires ». Ses membres, entre douze et dix-huit, seront désignés pour trois ans par le chef de l'Etat. Le haut conseil prend la place du haut comité de la population et de la famille, organe consultatif qui dépendait du ministère du travail.

ÉTATS-UNIS

● La hausse de prix de détail est stabilisée à 0,2 % en septembre. — La baisse des coûts de transport aux Etats-Unis, de l'énergie et des denrées alimentaires a permis au prix de détail de s'augmenter que de 0,2 % en septembre, une progression identique à celle des quatre mois précédents. L'indice des prix de détail a donc progressé au rythme annuel de 3,2 %, et également de 3,2 % par rapport à la même période de l'année précédente.

● Les commandes de biens durables ont baissé de 1,1 % en septembre. — Cette baisse s'explique par le fort déclin des commandes militaires (-19,3 %). Si on les retire, la progression aurait été de 0,7 %. L'augmentation des commandes au mois d'août a, quant à elle, été révisée à la hausse, de 2,6 % à 2,8 %.

ÉTUDES SECONDAIRES

Programme Français Internat mixte ÉCOLE TÖPFFER CH-1208 GENÈVE
Av. Eug.-Pittard, 21
Tél. : 19-41/22-47-29-94

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 3764



La Compagnie des phosphates de Gafsa lance un appel d'offres international en vue d'acquiescer les engins miniers énumérés ci-après destinés à l'exploitation souterraine dans les mines de phosphate du bassin de Gafsa :

- 5 chargeuses sur pneus de 1 CUYD
- 2 chargeuses sur pneus de 2 CUYD.

Les entreprises intéressées par cet avis peuvent retirer le dossier d'appel d'offres contre le paiement de la somme de 50 dinars (cinquante dinars) à notre service général, 9, rue du Royaume-de-l'Arabie-Saoudite, Tunis RP.

Les offres en six exemplaires et en langue française doivent parvenir au nom de M. le directeur des achats de la Compagnie des phosphates de Gafsa, 2130 Metlaoui (Tunis), avant le 14 novembre 1985 à 10 heures. L'enveloppe extérieure devra obligatoirement porter la mention suivante :

« Appel d'offres n° 3764 - Engins miniers
Ne pas ouvrir avant le 14 novembre 1985 »

L'ouverture publique des plis aura lieu le 14 novembre 1985 à la direction des achats, à Metlaoui, à 10 heures.
Toute offre parvenant par télex ou après cette date ne sera pas prise en considération.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNITED TECHNOLOGIES

Résultats des neuf premiers mois de 1984

UTC vient d'annoncer l'arrêt de l'activité de sa filiale Mostek, et le projet de vente de son activité Télécommunications, au prix d'une provision pour perte après impôt de 423,7 millions de dollars. Cette provision, partiellement compensée par une plus-value dégagée par les ventes d'Imcom, a engendré une perte nette de 45,6 millions de dollars pour le troisième trimestre 1985 contre un bénéfice net de 192,7 millions de dollars au troisième trimestre 1984.

Pour les neuf premiers mois, le bénéfice net (incluant les cessions d'activités) s'élève à 146,8 millions de dollars contre 495,2 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 1984. Le bénéfice net dégagé par les activités opérationnelles totales 470,5 millions de dollars contre 493,4 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 1984 qui incluaient un crédit d'impôt de 44,6 millions de dollars.

Le chiffre d'affaires « activités opérationnelles » se monte à 10,8 milliards contre 10,9 milliards pour les neuf premiers mois de 1984.

Les ventes au secteur privé industriel et commercial ressortent à 7,6 milliards contre 7,5 milliards de dollars pour les neuf premiers mois de 1984. Les ventes au gouvernement s'établissent à 3,2 milliards de dollars contre 3,2 milliards de dollars en 1984.

Le carnet de commande des activités opérationnelles atteint au 30 septembre 1985 11,7 milliards de dollars, soit le même montant qu'en 1984 (chiffre recalculé).

SADE

Dans sa réunion du 17 octobre 1985, le Conseil d'Administration de la Sade a arrêté les comptes du 29^e exercice social, clos le 30 juin dernier, et convoqué, pour le 13 décembre 1985, l'Assemblée Générale des actionnaires.

Le bénéfice net de l'exercice ressort à 20 980 000 F. Il est rappelé que le bénéfice des deux exercices précédents s'élevait respectivement à 15 799 000 F en 1982/83 et à 15 900 000 F en 1983/84.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires un dividende de 13,25 F, en progression de 4,33 % par rapport à celui de l'exercice précédent, assorti d'un avoir fiscal de 4,12 F, contre un avoir fiscal de 3,77 F, soit un coupon total de 17,37 F, en progression de 5,4 %.

La Société a réalisé durant l'exercice un volume d'activité, toutes procédures confondues, de 527 000 000 F, en progression de 47 % sur l'exercice précédent.

SOCIÉTÉ FONCIÈRE LYONNAISE

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 22 OCTOBRE 1985

Le conseil d'administration de la Société foncière lyonnaise, réuni le 22 octobre 1985, sous la présidence de M. de Feuille de Chanvria, a pris connaissance des résultats provisoires au 30 juin 1985.

Les loyers émis au cours du premier semestre ont atteint 41 191 000 F contre 36 604 000 F au cours de la période correspondante de 1984, soit une augmentation de 12,53 %, influencée par des acquisitions et la mise en location de nouvelles surfaces (division et aménagement d'étages de services).

Le résultat courant avant impôt s'élève à 27 906 000 F contre 22 944 000 F, soit une augmentation de 21,63 % et le résultat net s'établit à 17 108 000 F contre 14 915 000 F, en hausse de 14,70 %. Il est à noter que ces fortes variations ont été influencées par des éléments exceptionnels et qu'en conséquence les résultats de l'exercice complet ne progresseront pas dans les mêmes proportions.

Le Monde
PUBLIÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
246-72-23, poste 2412

BANQUE NATIONALE DE PARIS

ÉPARGNE-CROISSANCE Société d'investissement à Capital Variable

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires qui s'est réunie le jeudi 15 octobre 1985 sous la présidence de Monsieur Claude Reinhard, Président du Conseil d'Administration, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 28 juin 1985.

Les sommes distribuables au titre de cet exercice s'élèvent, compte tenu du report à nouveau de l'exercice précédent, à F 57.093.468,52. Elles permettent, après report à concurrence de F 5.121.666,03 des lots et primes de remboursement, la mise en distribution d'un dividende de F 70,58 par action, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de F 6,70, soit un revenu global par action de F 77,28, contre F 70,35 pour l'exercice précédent.

L'Assemblée générale a fixé au 16 octobre 1985 la mise en paiement de ce dividende représenté par le coupon n° 23, ventilé comme suit :

- revenus de l'Emprunt d'Etat 4,5 % 1973 (pour les personnes physiques domiciliées en France, ces revenus ne sont ni imposables, ni déclarables) : F 0,02.
- revenus d'obligations françaises non indexées bénéficiant des avantages fiscaux attachés à ces obligations (pour les personnes physiques, option possible pour le prélèvement forfaitaire libératoire de 25 %, majoré de 1 % au titre de la contribution sociale, et abatement de F 5.000) : F 36,70 (dont F 0,41 correspondant aux produits de l'Emprunt d'Etat 8,80 % 1977 bénéficiant d'un abatement spécial de F 1.000), assortis d'un crédit d'impôt de F 14,12 soit au total F 40,82.
- revenus d'actions françaises ouvrant éventuellement droit à abatement fiscal de F 3.000 : F 1,57 assortis d'un crédit d'impôt de F 0,85, soit au total F 2,42.
- autres produits : F 32,29 assortis d'un crédit d'impôt de F 1,73, soit au total F 34,02.

L'Assemblée générale a ratifié le transfert du siège social au 18, boulevard Montmartre 75009 Paris.

L'Assemblée générale a renouvelé le mandat d'Administrateur de Monsieur Pierre Bailey.

Elle a confirmé la nomination comme Administrateurs de Monsieur Georges Chodron de Courcel et de Madame Chantal Mazzacurati, cooptés par le Conseil d'Administration en remplacement de MM. Cichanski et Tardy-Joubert démissionnaires.

BNP la banque est notre métier

EN BOURSE

SAIPEM : l'ENI en quête de capitaux privés français

L'ENI, le groupe pétrolier italien d'Etat, troisième groupe mondial en dehors des Etats-Unis, a l'intention de poursuivre la stratégie de privatisation partielle engagée l'an passé. Le groupe, qui a introduit, le 23 octobre, à la Bourse de Paris, sa filiale SAIPEM, spécialisée dans les services pétroliers, veut « recueillir l'épargne privée pour financer le développement de ses filiales non énergétiques », a annoncé, mercredi 23 octobre, à Paris, le président du groupe, M. Franco Reviglio. Après la SAIPEM, cotée depuis l'an passé à Milan et à Rome, et désormais à Paris, qui d'ici la fin de 1987 sera à 49 % détenue par le secteur privé, l'ENI envisage d'ouvrir aux capitaux privés le capital d'une autre de ses filiales, la SNAM Progetti ou Nuovo Pignone, due l'an prochain. En outre, elle souhaite céder totalement au privé ses filiales textile et parafarmaceutique dont la situation sera assainie.

Le groupe devrait réaliser, cette année, pour la première fois depuis quatre ans, un résultat positif (de 400 millions de lire, soit 1,8 milliard de francs), a précisé son président, grâce au redressement des secteurs en difficulté (chimie, métallurgie, textile et parafarmaceutique), dont les pertes ont diminué de 40 %. La SAIPEM, elle, rentable, de même

que la plupart des filiales du secteur parafarmaceutique, devrait réaliser un bénéfice de 234 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 8 milliards de francs, révisé à 92 % en dehors de l'Italie. Elle envisage d'investir, au cours des trois prochaines années, quelque 3 milliards de francs dans des projets nouveaux.

D'où l'appel à l'épargne privée, qui devrait au total lui apporter environ 1,2 milliard de francs de capitaux frais, et une nouvelle augmentation de capital, prévue l'an prochain, de 450 millions de francs. Ses actions, vendues initialement l'an passé à Rome et à Milan au prix de 4 600 lire, sont actuellement cotées 7 000 lire, et représentent le titre le plus échangé en Italie, avec 100 000 actions traitées chaque jour. Principal acheteur italien de gaz, l'ENI a l'intention, a déclaré, par ailleurs, son président, d'obtenir de l'Algérie, son principal fournisseur, un allègement de ses prix sur ceux du gaz néerlandais et soviétique, actuellement « 18 % moins cher ». « L'espérance que les Algériens seront pragmatiques », a ajouté M. Reviglio, précisant que la subvention publique accordée pour financer les achats de gaz algériens, « ne sera pas renouvelée » après la fin de cette année.

V. M.

FINANCIAL TIMES

Traduction du message publicitaire inséré page ci-contre :

PARLONS-NOUS LA MÊME LANGUE ?

Sans doute... Que vous en soyez conscient ou non. Parler *The Financial Times*, c'est tout simplement parler la langue universelle du monde des affaires.

Et c'est ce que fait *The Financial Times* chaque jour.

Il rend compte de l'actualité, l'analyse et la commente en expert avec une parfaite objectivité.

En vérité, *The Financial Times* fait beaucoup plus que cela, mais ce serait trop long à exposer ici. Et maintenant que nous sommes sûrs de parler la même langue... Jugez-en vous-même.

AFFAIRES

MALGRÉ DEUX FAILLITES RETENTISSANTES

Le système bancaire canadien n'est pas atteint du mal américain

De notre envoyé spécial

Ottawa. — C'est un véritable soupçon de soulagement que les milieux d'affaires canadiens ont poussé en apprenant, au vu de vérifications officielles, que leur système bancaire n'était pas atteint du mal américain qui, depuis 1984, fait se multiplier les faillites aux États-Unis. Le doute était permis avec la liquidation spectaculaire, à la fin du mois d'août, de deux banques de l'Alberta : la Canadian Commercial Bank (CCB), dont le siège est situé à Edmonton, et la Northland Bank, siégeant à Calgary.

Sans doute ces deux établissements représentaient-ils peu de chose rapportés aux actifs de l'ensemble du système bancaire canadien : tout juste 1 %. Sans doute aussi les six grandes banques nationales (1) n'étaient-elles absolument pas concernées, sinon par le frémissement de sourcils réprobateur de leurs dirigeants, choqués que de tels événements — les premiers du genre depuis 1923 — puissent se produire au Canada, choqués aussi d'avoir instamment tenté une opération de sauvetage à la fin de l'hiver.

L'euphorie pétrolière

Toujours est-il que l'effet d'annonce fut terrible. Si terrible qu'il sema le doute dans tous les esprits. La crise de confiance qui s'ensuivit ébranla de nombreux établissements bancaires de taille moyenne. Certains d'entre eux, pourtant bien gérés et parfaitement viables, furent brusquement saisis dans le tumulte et manquèrent de liquidités à la suite de retraits importants de gros déposants : entreprises industrielles, sociétés pétrolières... Ce fut le cas notamment pour la Mercantile et pour la Continental Bank, cette dernière se classant pourtant au septième rang des établissements canadiens.

Si les réserves et la solidité de la Continental lui permettaient de tenir bon, la Mercantile, elle, souffrait durement malgré une participation importante de la City Bank de New-York, malgré aussi des comptes sans reproche. Souffrait à tel point que le salut n'apparut vite possible que dans le mariage avec plus riche que soi. C'est ainsi qu'a été annoncée officiellement mercredi 16 octobre la fusion de la Mercantile avec la Banque nationale du Canada, l'une des six grandes ban-

ques nationales, dont le siège est à Montréal et dont le capital (21,5 milliards de dollars canadiens, soit environ 130 milliards de francs) placera l'ensemble (25,5 milliards de dollars, soit plus de 150 milliards de francs) au-delà de tout soupçon.

Il y a une dizaine d'années se multipliaient les banques régionales : Banque de Colombie à Vancouver, CCB à Edmonton, Northland, Mercantile, Continental. Ces nouvelles banques régionales profitèrent de la modification de la loi bancaire — révisée tous les dix ans au Canada — qui leur donna plus de pouvoir et notamment la possibilité de consentir des prêts pour la construction de logements. Cette liberté toute neuve fut suivie peu après par le premier choc pétrolier, et la montée des prix du brut qui s'ensuivit.

Le contexte était particulièrement favorable à l'Alberta, aux immenses ressources pétrolières et gazières, voyait ses revenus décuplés et croyait son expansion éternelle. Les chantiers se multipliaient dans l'enthousiasme. C'était un peu la revanche de l'Ouest sur l'Est, des fermiers sur les citadins.

Les nouvelles banques cherchèrent à se faire rapidement une place au soleil. C'était la loi dans l'Alberta, où les immeubles et les maisons poussaient comme des champignons. Les banques pratiquèrent une politique commerciale très agressive, qui ne se révéla impudente que beaucoup plus tard, en 1981-1982, lorsque survint la récession mondiale et que les prix pétroliers commencèrent à baisser.

Pendant des années, tout se passa bien. La confiance était d'autant plus grande que les actionnaires des nouvelles banques étaient, le plus souvent, des organismes parfaitement respectables : Caisse de retraite pour la CCB, Caisse populaire Desjardins — l'équivalent de nos caisses d'épargne — pour la Northland.

La récession de 1981-1982, qui va faire chuter les prix de l'immobilier d'environ 40 % dans l'Alberta et va arrêter certains forages pétroliers, avait été précédée par une première alerte, une sorte de courant d'air, désagréablement ressenti à Calgary et à Edmonton : le programme national pour l'énergie mis en place en octobre 1980 par les libéraux, alors au pouvoir, avait taxé assez lourdement les revenus de l'industrie pétrolière et mis ses prix sous contrôle.

Autant d'alertes qui auraient dû inciter les banques à la plus extrême prudence. Mais au pays du pétrole l'optimisme ne disparaît pas aussi facilement. Dans l'espoir que les choses s'arrangeraient avec une reprise de l'expansion qu'on croyait proche, on préféra arranger les bilans. Ceux-ci furent gonflés (on parle à Ottawa de *creative accounting*) par la prise en compte intégrale des intérêts dus par des débiteurs dont beaucoup étaient pourtant devenus nettement insolvables.

furent estimées à 255 millions de dollars canadiens (soit environ 1,5 milliard de francs), pour des actifs (prêts à des sociétés pétrolières et à des sociétés immobilières, obligations, etc.) atteignant 2,5 milliards de dollars canadiens (15 milliards de francs).

Consultés par le gouverneur de la Banque centrale, M. Gerald Bouey, les responsables des « six grandes » se prononcèrent pour le renforcement de la CCB, à laquelle fut consenti un prêt de 255 millions de

Le gouvernement décidait alors d'arrêter les frais. On était au début du mois de septembre.

L'opposition reproche maintenant au gouvernement d'avoir trop tardé pour réagir, d'avoir mal évalué la situation pendant plusieurs mois et, finalement, de s'être précipité à dépenser trop d'argent, un argent que l'État reprendra aux contribuables sous forme d'impôts. En effet, alors que la loi ne prévoit qu'une indemnisation jusqu'à 60 000 dollars canadiens, soit 360 000 francs environ, les déposants des deux banques en faillite seront totalement indemnisés, ce qui coûtera 875 millions de dollars au Trésor, selon les estimations de Barbara McDougall, l'intraitable secrétaire d'État aux finances. On estime dans l'opposition que les échéances électorales de septembre 1984 expliquent beaucoup le retard avec lequel on s'est occupé des comptes des banques de l'Alberta, un fief particulièrement favorable aux conservateurs.

Logique dans les apparences

Les réponses du gouvernement à ces reproches ont pour elles d'être parfaitement logiques, au moins dans les apparences. Elles s'articulent en quatre points :

- 1) Les vérifications sont venues tard et ont été suffisamment approfondies car le nombre des contrôleurs n'avait pas augmenté alors même que les banques se multipliaient.
- 2) Il fallait tout essayer pour sauver les établissements défaillants afin de ne pas handicaper davantage l'Ouest et le Centre canadien — Saskatchewan et Manitoba compris — déjà en proie à la récession.
- 3) Les déposants qui avaient continué de faire confiance aux banques après février 1983 l'avaient fait sur la foi de déclarations gouvernementales.
- 4) Il fallait enfin et surtout éviter un effet de domino d'autant plus à craindre que les faillites bancaires aux États-Unis se multipliaient depuis la retentissante affaire de la Continental Illinois Bank en 1984 jusqu'aux graves déboires des établissements de crédit agricole en passant par les fréquentes déconfitures des Savings and Loans (caisses d'épargne).

On imagine la panique qu'aurait provoquée l'assimilation des faillites canadiennes au syndrome américain : les « six grandes » sont en effet largement engagées sur les

marchés internationaux des capitaux, et si leurs prêts aux pays en voie de développement (3) sont bien moindres que ceux des banques américaines, et sont surtout bien provisionnés, ils n'en représentent pas moins quelque 7 % de leurs engagements. De même le Canada abrite-t-il depuis la révision du Bank Act en 1980 de nombreuses banques étrangères (58 actuellement), qu'il n'était pas question d'affoler.

La Banque centrale du Canada s'en tirera bien puisqu'elle espère récupérer facilement ses prêts (1,8 milliard de dollars) sur les actifs (2,5 milliards de dollars) des deux défuntes banques de l'Alberta. Quant au gouvernement fédéral, il aura pu stopper à temps un incendie qui aurait fait de terribles ravages si les milieux d'affaires n'avaient pas dissocié les faillites canadiennes de celles des banques américaines, causées, elles, par l'insolvabilité de nombreux pays en voie de développement et par la forte baisse des prix des terres agricoles.

Les grandes banques de Montréal et de Toronto, un moment déconcertées par trop de tapage venu de l'Ouest, retrouvent maintenant leur sérénité.

Sérieux, compétence, expérience... Il leur en faudra pour résister aux assauts de plus en plus vifs que leur livrent de puissantes sociétés financières qui, si elles ne sont pas bancaires, ne leur en font pas moins concurrence dans à peu près tous les domaines. Une concurrence que le gouvernement d'Ottawa — qui avait publié au début de l'année un Livre blanc à ce sujet — semblait voir d'un bon œil.

C'était avant les faillites des deux banques de l'Alberta. Reste à savoir si ce qui vient de se passer va retarder la déréglementation d'un système qui, de toute façon, est en train de se transformer.

ALAIN VERNHOLLES.

(1) Banque royale du Canada, Banque de Montréal, Banque canadienne impériale de commerce, Banque Toronto Dominion, Banque de la Nouvelle-Écosse, Banque nationale du Canada.

(2) L'inspecteur général des banques a la responsabilité de la réglementation et de l'inspection des banques. Il est responsable devant le ministre des finances.

(3) Les banques canadiennes ayant prêté à des pays en voie de développement qui ont demandé par la suite un rattachement de leurs dettes doivent provisionner 10 % à 15 % de ces prêts.

Le système bancaire canadien — l'un des plus sûrs du monde — vient d'être secoué par des faillites retentissantes. Ce n'était pas le mal américain, et l'on respire à Ottawa. Mais, tout de même, une certaine déréglementation...

Facteur aggravant : les nouvelles banques n'ayant pas — ou peu — de succursales pour se refinancer dépendaient étroitement du marché interbancaire et donc de gros déposants très bien informés. On entrevoit la suite...

Intervention de la Banque centrale

En 1985, les affaires ne repartant pas, les pertes s'accumulaient dans les nouvelles banques, notamment pour la Canadian Commercial Bank et la Northland.

La CCB possède une filiale aux États-Unis, en Californie précisément, la Commercial Center. Celle-ci a fait des prêts à des sociétés de forage. Quand les prix du pétrole ont baissé, les recherches ont été abandonnées. En février 1985, les autorités bancaires américaines estimèrent que la situation est devenue malsaine et ordonnèrent à la CCB d'augmenter le capital de sa filiale californienne ou de se retirer. Accablée, la CCB informe les autorités canadiennes de sa situation.

Les choses furent-elles alors suffisamment prises au sérieux ? Toujours est-il que sur la base d'un examen rapide de la situation demandé par l'inspecteur général des banques (2), les pertes de la CCB

dollars canadiens. Étaient mis à contribution, pour une soixantaine de millions environ chacun : le gouvernement fédéral d'Ottawa, le gouverneur de l'Alberta, les six grandes et la Canadian Deposit Insurance Corp., qui assure les petits dépôts et est financée par une prime perçue sur les établissements bancaires.

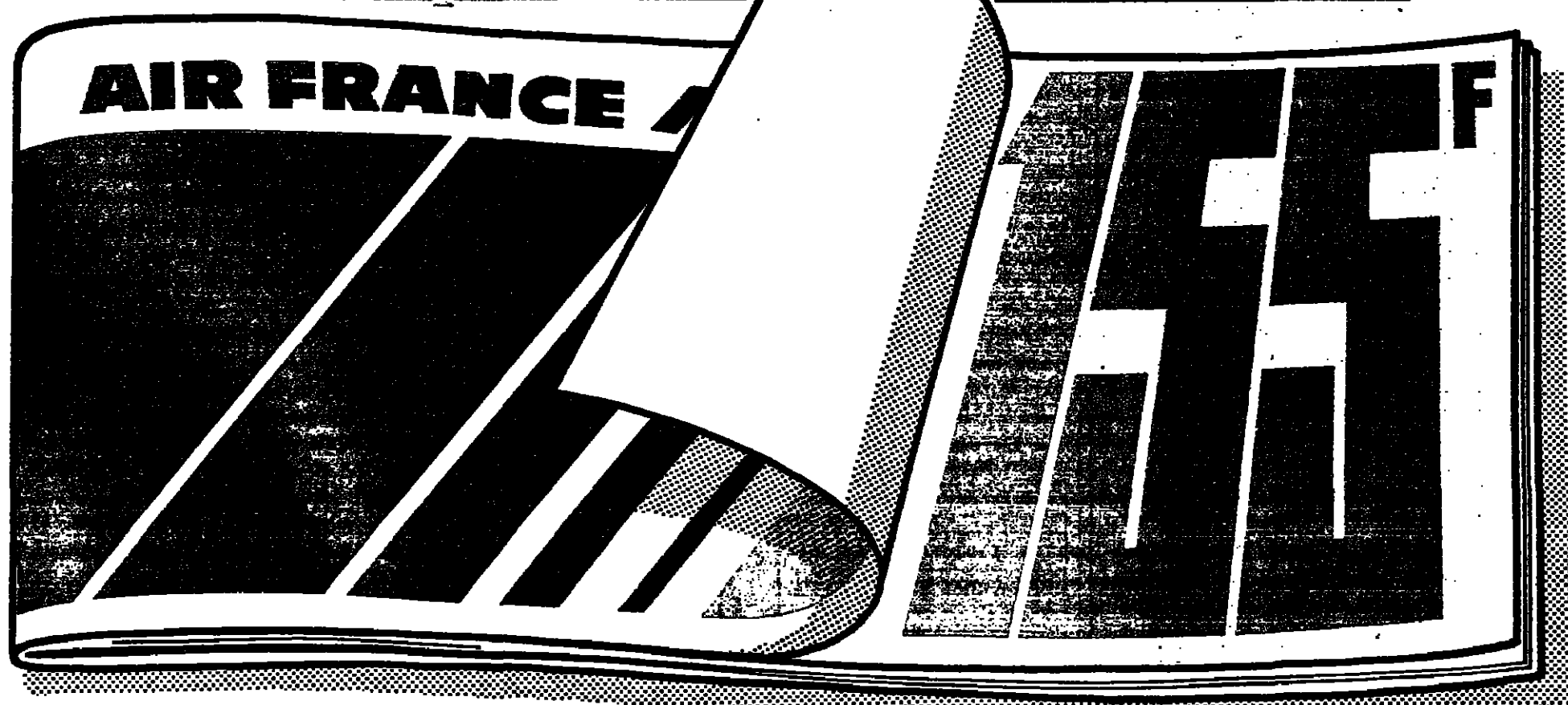
Sur ces bases, la CCB pouvait encore être sauvée. Mais l'affaire fut ébruitée. Avertis, les gros déposants retirèrent massivement leurs fonds durant l'été, laissant à sec la Continental Commercial Bank et obligeant la Banque centrale à avancer d'urgence 1,3 milliard de dollars canadiens, soit l'équivalent d'environ 8 milliards de francs.

Devant l'importance des sommes en cause et la mauvaise tournure prise par les événements, l'inspecteur général des banques demanda alors un rapport complet et approfondi à un ancien banquier de Nouvelle-Écosse, connu pour sa compétence, M. Hinckman. Le verdict tombait à la fin du mois d'août : des pertes beaucoup plus élevées que les premières études ne l'avaient laissé croire. Un verdict qui atteignait aussi la Northland, à laquelle la Banque centrale avait prêté 500 millions de dollars canadiens (environ 3 milliards de francs).

Quelle est la différence de prix entre la Classe Economique et la Classe Affaires sur un Paris-Nice?

La réponse est

dans le billet.



Un billet Air France Paris-Nice en Classe Affaires, c'est 50 vols par semaine en Boeing 727 ou en Airbus au départ de l'aéroport Charles-de-Gaulle 2, Aéroport B ou d'Orly Ouest. C'est aussi un enregistrement

et un embarquement particuliers et la possibilité de choisir votre siège. A bord, c'est un service personnalisé, des repas, des boissons gratuites et le plaisir d'un siège confortable. Un billet Air France Paris-Nice en Classe

Affaires, c'est seulement 155 F plus cher que la Classe Economique. Et si vous prenez goût au confort, n'hésitez pas à vous abonner. C'est l'une des réponses d'Air France aux besoins des hommes d'affaires.

Le billet tous services

M. FABIUS A MURUROA

L'enjeu de l'indépendance nationale

De notre envoyé spécial

Mururoa. — « Ici nous sommes en France. C'est un territoire français, et il est normal que le chef du gouvernement français puisse se rendre ici. » A peine arrivé, mercredi 23 octobre dans l'après-midi, sur l'atoll nucléaire de Mururoa, en Polynésie française, le premier ministre, M. Laurent Fabius, a donné le ton à sa visite sur le site des essais nucléaires français.

« Tout simple, a-t-il ajouté en réponse aux questions des journalistes. Ma visite est le signe de l'attachement de la France à la dissuasion nucléaire. Si nous voulons une politique de défense qui soit indépendante, il faut faire des expérimentations. »

Venu de Paris, en moins de quatre heures de vol, le premier ministre était accompagné du ministre de la Défense, M. Paul Quilès, et du secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs, M. Haroun Tazieff. Plusieurs parlementaires de la majorité et de l'opposition (1) faisaient partie de la délégation. Mais on note l'absence de tout représentant de l'Assemblée territoriale de la Polynésie. M. Gaston Flosse, président du gouvernement territorial, et M. Jacky Teurua, président de l'Assemblée territoriale, tous deux proches du même parti (le RPR), s'étaient excusés.

Si la visite de M. Quilès était préparée depuis plusieurs semaines, le séjour du premier ministre, en revanche, a surpris les responsables des tirs et le commandement militaire qui n'en ont connaissance qu'à l'issue du conseil des ministres du mercredi 23 octobre à Paris. Néanmoins, les techniciens des essais nucléaires ont l'habitude de l'improvisation, depuis la visite dernière, de M. François Mitterrand lorsque le chef de l'Etat est venu, pour quelques heures à Mururoa, présider la réunion du comité de coordination du Pacifique.

MM. Fabius et Quilès devaient assister à une expérience nucléaire.

« Une femme général de l'armée de terre. — M^{me} Andrée Tourne, cinquante-six ans, colonel du cadre spécial de l'armée de terre, a été promue, mercredi 23 octobre, général de brigade, sur proposition du ministre de la Défense, M. Paul Quilès. Si M^{me} Tourne est la première femme nommée général de l'armée de terre, deux autres ont déjà été nommées à ce grade, mais dans le corps du service de santé des armées : M^{me} Valérie André et M^{me} Micheline Chanteloube-Rebol.

Sur

CFM

de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à St-Nazaire-La Baule (94,8 MHz)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,6 MHz)

JEUDI 24 OCTOBRE

« Le Monde » reçoit

ALAIN CALMAT

ministre de la jeunesse

et des sports

avec PHILIPPE BOUCHER

VENDREDI 25 OCTOBRE

JACQUES SÉGUÉLA

vice-président-directeur général

de l'agence Roul.

Séguéla, Cayez et Goudard,

sont

face au « Monde »

avec BERNARD WOUTS

administrateur du « Monde »

et CHRISTIAN VILLAIN.

(Publicité)

Moquettes + Tissus
Moins cher
au rouleau
Chez Artirec

DÉJA, 1^{er} EN MOQUETTE +
TISSU, Artirec baisse encore
ses prix avec l'Opération Prix-
Pro-Promo-Rouleaux : Bien
moins cher que tous les soldes
vrais ou faux de France, Artirec,
si vous lui achetez un rouleau
dépassant un peu vos besoins,
vous fait encore 10 % de remise
(non cumul.).

Avec le supplément vous mo-
quettez salle de bains, toilette,
voiture... ga-tu-le-ment.
Artirec est au 4, Bd de la Bastille,
(Austerlitz) 340.72.72.

jeudi 24 octobre, sur la couronne émergeante de l'atoll. A cette occasion, le ministre de la Défense, qui a invité quelques journalistes, a indiqué qu'il s'agissait, à sa connaissance, d'une première mondiale, et il a engagé les autres puissances nucléaires dans le monde à en faire autant après la France.

« Nos expériences n'ont pas d'effet nocif sur l'environnement », a expliqué le premier ministre. « La France a pris des précautions extraordinaires. C'est, avec les essais nucléaires, l'indépendance de notre pays qui est en jeu et nous souhaitons avoir de bonnes relations avec les Etats riverains du Pacifique. » Avant de présider un dîner officiel devant le lagon de Mururoa, M. Fabius a entendu une série d'exposés de la direction des centres d'expérimentations nucléaires (DCEN) et du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) qui lui ont affirmé, la nécessité de la continuation des tests pour les décennies à venir.

« Une vingtaine d'expérimentations sont indispensables pour chaque

type d'arme nucléaire », a précisé le général de corps aérien François Mermet, directeur des centres d'expérimentations nucléaires, tandis que, de son côté, M. Jean de Laborde, directeur des essais au CEA, expliquait que « la moyenne des tirs à Mururoa devait être de huit par an ».

Sur l'atoll, Greenpeace n'est plus qu'un mauvais souvenir. Seuls témoignent encore de l'action contestatrice des écologistes, les voiliers Vega et Varangian, qui croisent toujours à 25 nautiques (environ 45 kilomètres) au nord-ouest de Mururoa. La marine nationale continue de veiller au large et, depuis le port sur l'atoll, elle jette un œil sur les évolutions de deux bateaux de pêche nord-coréens qui croisent à plus de 400 kilomètres au nord-ouest de Mururoa depuis le 10 octobre dernier.

JACQUES ISNARD.

(1) Le Parti communiste a refusé de participer à ce voyage ainsi que le RPR. Toutefois, M. Pierre Guillaud de Beaupré, apparenté RPR, fait parti de la délégation.

Technique d'un tir souterrain

De notre envoyé spécial

Papeete. — Dans un premier temps, la plate-forme de forage Tita, analogue aux plates-formes pétrolières, creuse un puits de 2 mètres de diamètre, dont la profondeur varie en fonction de la puissance de l'explosion nucléaire, soit entre 600 et 1 000 mètres. Cette profondeur est fixée de manière que l'engin explosif soit entouré d'une épaisseur suffisante de basalte, qui est une roche saine, pour contenir les effets de l'explosion.

L'engin nucléaire, les détecteurs de rayonnement (gamma, X et neutrons) et leur électronique qui sont associés sont disposés dans un conteneur étanche de plusieurs dizaines de mètres de long. Des câbles de télécommande, de contrôle, d'énergie électrique et de mesure des rayonnements relient ce conteneur à la surface de l'atoll où ils aboutissent dans des cabines mobiles d'enregistrement.

Le conteneur cylindrique qui renferme l'engin et les instruments de mesure est descendu dans le puits, qui est alors obturé par des couches successives de gravats et de béton. Les fibres optiques et les câbles destinés à transmettre les mesures sont alors reliés aux appareils enregistreurs sur l'atoll. Lorsque l'explosion est déclenchée, les appareils de mesure enregistrent, en moins d'un millième de seconde, avant d'être détruits, les premières données qui seront exploitées par les ingénieurs et les techniciens du Commissariat à l'énergie atomique.

L'explosion provoque en un dixième de seconde la formation d'une cavité sphérique qui a la taille d'un ballon de handball comparée à celle de la tour Montparnasse à Paris. Cette cavité contient quelques milliers de tonnes de lave vitifiée dans laquelle se trouve piégée 95 %

de la radioactivité dégagée par le tir. Le reste de la radioactivité demeure contenu dans la masse d'éboullis qui résulte de l'explosion. Le refroidissement de cette masse amène en quelques minutes la solidification de la lave et un abaissement de la pression dans la cavité. Le toit de cette cavité, fracturé par le tir, s'écroule, et, de proche en proche, est éboulement des terrains gagne vers la haute, formant une sorte de cheminée pleine d'éboullis. Lorsque la cheminée est remplie d'éboullis, un équilibre stable de la roche s'est constitué. Dans le sous-sol de l'atoll, les interférences entre les éboullis se remplissent très rapidement d'eau, si bien qu'au bout de quelques jours l'équilibre des terrains est définitivement acquis.

Au-delà de quelques centaines de mètres, l'explosion nucléaire crée une onde de choc qui se transforme en une onde sismique dont l'énergie est de 1 % environ de l'énergie libérée par l'explosion. A quelques dizaines de kilomètres du lieu de l'expérimentation, les mouvements du sol sont inférieurs au 10⁻⁶ de millimètre, c'est-à-dire qu'ils sont équivalents à ceux qui seraient provoqués par la houle sur la couronne de l'atoll.

Ces ondes sismiques sont enregistrées et forment la deuxième volet des informations recueillies sur l'explosion par les spécialistes du CEA.

Un troisième volet d'observations scientifiques est fourni par des prélèvements des résidus de l'explosion. Ces prélèvements sont réalisés au moyen d'un second forage oblique par rapport au puits du tir, ce qui permet de recueillir les gaz rares piégés dans la cheminée d'éboullis ou par des carottes de produits solides. Ces résidus sont ensuite analysés dans les laboratoires.

J. L.

Au Salvador

LA LIBÉRATION DE LA FILLE DU PRÉSIDENT DUARTE EST IMMINENTE

San-Salvador (AFP). — La fille du président salvadorien Napoleón Duarte, Inés Guadalupe, enlevée le 10 septembre dernier par la guérilla, « sera libérée au cours des prochaines heures », a annoncé mercredi 23 octobre le ministre de la communication, M. Julio Adolfo Ray Prendes. Les journalistes pour- ront rencontrer dès jeudi Inés Duarte et Ana Cecilia Villeda, qui avait été enlevée avec elle, a ajouté le ministre.

Ce dénouement est consécutif à un accord sur un échange de prisonniers entre le gouvernement et le Front Farabundo-Martí de libération nationale (FMLN), conclu mardi à Panama. Aux termes de cet accord, la guérilla libérera également dans les prochains jours trente-trois fonctionnaires municipaux.

De son côté, le gouvernement s'est engagé à relâcher vingt-deux prisonniers politiques. Il autorisera quatre-vingt-seize invalides de guerre du FMLN à sortir du pays pour être soignés à l'étranger. — (AFP).

Après la mort de son époux

M^{me} REHANA BHUTTO EST INCULPÉE DE NON ASSISTANCE A PERSONNE EN DANGER

(De notre correspondant régional.)

Nice. — M^{me} Rehana Bhutto, vingt-cinq ans, épouse de Shah Nawaz Bhutto, décedé dans des circonstances suspectes, par empoisonnement, le 18 juillet dernier, à Cannes, a été inculpée, mercredi 23 octobre, par M. Jean-Louis Thiollet, doyen des juges d'instruction à Grasse, de non assistance à personne en danger. Sur réquisition du parquet de Grasse, elle a été écrouée à la maison d'arrêt de Nice. L'inculpation est consécutive à un élément nouveau apporté par les examens toxicologiques complémentaires à l'autopsie de la victime. Contrairement à ce qu'on avait pu penser, le poison absorbé par Nawaz Bhutto n'a pas eu d'effet foudroyant. L'agonie aurait été « longue et douloureuse ».

Dans un premier temps, M^{me} Bhutto avait prétendu qu'elle dormait dans une pièce voisine et qu'elle ne s'était aperçue de rien. Mais elle a reconnu, ensuite, qu'elle avait été réveillée par les déplacements de Nawaz Bhutto dans l'appartement et avait discerné des gémissements sans en prendre une exacte conscience. L'inculpation de M^{me} Bhutto ne dissipe pas, cependant, le mystère qui entoure la mort de son mari. L'hypothèse du suicide reste plausible. — G. P.

Nous prions nos lecteurs de nous excuser des retards qui ont pu affecter la distribution du journal en raison des manifestations syndicales du jeudi 24 octobre.

Le Monde Infos Spectacles sur Minitel 615.91.77 + I S L M

BOURSE: MODE D'EMPLOI

La Bourse, pour 55 millions de Français, ce sont des chiffres un peu mystérieux commentés en fin de journal télévisé dans une ambiance d'agitation fébrile. Pour d'autres — ils sont cinq millions —, c'est un moyen plus excitant et parfois plus rémunérateur que le livret de Caisse d'Epargne, de placer leurs économies. Mais comprennent-ils toujours les jeux complexes dont ils sont les acteurs ?

SCIENCE & VIE ECONOMIE vous explique clairement le rôle et le fonctionnement de la Bourse et vous conseille huit réflexes à travailler pour y jouer...

Egalement ou sommaire du N° 11:

- Votre argent et l'inflation.
- Pour ou contre le déficit budgétaire.
- Un grand dossier sur l'industrie de la confection.

SCIENCE & VIE

ECONOMIE

Comprendre pour agir.



EN VENTE PARTOUT

Sur le vif

Chiens et chats

Vous êtes chien ou vous êtes chat ? Je ne vous parle pas de votre signe astrologique chinois. Je vous demande si vous aimez mieux les chiens ou les chats. Ou les deux. C'est mon cas. Moi, un chaton ou un chien, je ne résiste pas. Après, évidemment, ça grandit, ça vieillit, ça prend de la place, ça risque de devenir gros, moche, sourd, ça a son caractère pas forcément sympathique, ça tombe malade, ça crève, ça fait des traces, des chagrins. Et quels chagrins ! D'amour. C'est comme les garçons. Quand c'est petit, on a envie de les croquer, et quand c'est grand, on regrette de ne pas l'avoir fait.

Tout ça pour vous dire que j'ai passé le week-end à parler chats, chats de lettres, avec une soixantaine d'écrivains interviewés par Marcel Biais et Catherine Jajot. C'est génial, leur truc. « Chat plume », ça s'appelle. Et, bon, sans vouloir passer pour raciste, il ressort de ces pages que le chat, c'est comme ça, c'est comme ça... Je vous épargne le topo : élégance, beauté, mystère, quant-à-soi, manie de venir s'allonger sur la page blanche du romancier et de piquer son stylo... Et que le chien, c'est pas pareil, c'est même tout le contraire. Le chien : la plupart de ces études de Bau-

delaire ne l'aiment pas. Ils le méprisent. Ils disent que ça n'est pas un artiste. Ce serait plutôt un sportif. Ou un politicien.

Il y a même quelqu'un, je ne sais plus qui, je n'ai pas le bouquin sous les yeux, qui met au défi un candidat à la présidence de poser devant les caméras avec un chat dans les bras. Non, il faut qu'il soit flanqué d'une molesse, signe de virilité, d'obéissance et de fidélité. Au pied, la France ! Coucou. Ça m'a donné à réfléchir. C'est possible vrai, au fond. Regardez Giscard et Mitterrand. J'ai pris mon téléphone et j'ai appelé les autres... Enfin leurs attachés de presse. Celui de Marchais m'a très gentiment ri au nez. Chien ? Chat ? Non, poisson rouge. Celle de La Paré m'y a envoyé promener. Elle était dans une humeur de docteur. Chien Chien, pas de problème. Chien. Deux. Mais là où ça devient intéressant, c'est côté Rocard et Barre. Vous savez qu'ils arrivent à égalité dans les sondages, 50-50. Et chez eux... Rien. Pas un chat. Ni un chien. Qui c'est le Kiki à son Mimi ? Qui va faire un ronron à son Mon-mond ? Très peu pour eux. Ils ont d'autres chats à fouetter.

CLAUDE SARRAUTE.

LE MOUVEMENT DE GRÈVE DE LA CGT

Pas de grandes perturbations

Les perturbations dans le secteur public provoquées par la journée d'action de la CGT ce jeudi 24 octobre furent dans la plupart des cas très faibles. A EDF, la grève était « relativement calme ».

À EDF, la direction indiquait le 24 octobre un matin que des baisses de production d'électricité avaient été enregistrées : de 7 000 mégawatts pendant la nuit et de 12 000 mégawatts (sur une base de 40 000) pendant la journée. La CGT indique pour sa part que les baisses de production ont été de l'ordre de 30 % dans la nuit de mercredi à jeudi, comme elle le prévoyait. Pour la journée, il n'y a pas eu de dérogations. Mais dans quelques endroits (notamment dans le nord de Paris) des « coupures d'énergie » se sont produites. Une coupure de dix minutes a affecté le métro.

À LA RATP, la direction faisait état d'un trafic dans la métropole de 86 % pour les autobus, 97 % pour le métro et 98 % pour le RER, soit une perturbation dans la grève moins forte que prévu et plus faible que le 25 septembre dernier, lors de la précédente grève CGT (le trafic avait été assuré par 82 % des bus et 92 % des métros). À 8 heures, une coupure d'EDF a arrêté les trains de métro pendant dix minutes, puis des dérogations ont réduit le trafic de 20 % sur huit lignes et de 40 % sur les cinq autres jusqu'à 9 heures.

À LA SNCF, la participation à la grève se situait, selon les premières indications, dans la métropole en-dessous de celle du 27 septembre. Pour les grandes lignes, le TGV était normal, et pour les trains régionaux et express le trafic était assuré dans une proportion de 1 train sur 2 en moyenne. Mais à Montpellier, le trafic sur les grandes lignes était assuré à 75 %. Pour la ligne 1 sur 2 à Paris-Nord (mais situation normale sur la ligne 2, le RER), 1 sur 2 à Saint-Lazare, 2 sur 3 à Amstertex et à Paris-Lyon. Globalement, les autobus de la FGAAC ne semblent pas être associés pleinement au mouvement. Pour les dessertes régionales, 2 trains sur 3 étaient assurés pour TGV, le Nord et le Sud-Ouest, 1 sur 2 pour l'Ouest et le Sud-Est, mais le trafic très perturbé à Toulouse, Marseille et Montpellier ; 40 % à 50 % du trafic marchandises était assuré.

Palais des sports de Grenoble : Incendie criminel ? — Le parquet de Grenoble a chargé M^{me} Marie-Claude Masson, juge d'instruction, du dossier sur l'incendie du palais des sports (Le Monde du 24 octobre). En effet, selon M. René Pallot, commandant des sapeurs-pompiers de Grenoble, « cet incendie pourrait avoir une origine criminelle, des témoins ayant vu plusieurs personnes s'enfuir en courant avant le déclenchement du sinistre ».

Selon les premières estimations des services techniques de la ville de Grenoble, les dégâts seraient supérieurs à 5 millions de francs, et les travaux de remise en état, après expertise, pourraient durer plusieurs mois. Aux dégâts matériels, il faudrait ajouter un important manque à gagner, compte tenu des nombreuses manifestations prévues dans les semaines à venir, notamment les Six Jours cyclistes de Grenoble, à partir du 30 octobre.

Le numéro du « Monde » daté 24 octobre 1985 a été tiré à 467 880 exemplaires.

AUX ROSES DE BLIDA

Sur commande spéciale pleins fleurs

COCCAS, MOUNAS

SOUBREASSE, COUSCOUS

PAELLA, PASTILLA, TAGINE

A emporter ou livré à domicile

dans Paris à partir de 200 F.

20, rue de Chazelles, 75017 PARIS

622-43-86

Ouvrez le dimanche matin.



CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts

74, boulevard de Sébastopol Paris 8^e25, boulevard Malesherbes Paris 8^eCentre Com. Métro-Montparnasse Paris 18^e

13, rue de la République 69001 LYON

A B C D E F G